

**C-15**

Second Session, Forty-first Parliament,  
62-63 Elizabeth II, 2013-2014

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

## **BILL C-15**

An Act to replace the Northwest Territories Act to implement certain provisions of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement and to repeal or make amendments to the Territorial Lands Act, the Northwest Territories Waters Act, the Mackenzie Valley Resource Management Act, other Acts and certain orders and regulations

**C-15**

Deuxième session, quarante et unième législature,  
62-63 Elizabeth II, 2013-2014

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **PROJET DE LOI C-15**

Loi remplaçant la Loi sur les Territoires du Nord-Ouest afin de mettre en oeuvre certaines dispositions de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest et modifiant ou abrogeant la Loi sur les terres territoriales, la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie, d'autres lois et certains décrets et règlements

---

REPRINTED AS ORDERED BY THE SPEAKER OF THE HOUSE OF COMMONS ON FEBRUARY 10, 2014 AS A WORKING COPY AT REPORT STAGE

---

---

RÉIMPRIMÉ TEL QU'ORDONNÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 10 FÉVRIER 2014 COMME DOCUMENT DE TRAVAIL À L'ÉTAPE DU RAPPORT

---

MINISTER OF ABORIGINAL AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT

90714

MINISTRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADIEN

## RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to replace the Northwest Territories Act to implement certain provisions of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement and to repeal or make amendments to the Territorial Lands Act, the Northwest Territories Waters Act, the Mackenzie Valley Resource Management Act, other Acts and certain orders and regulations*”.

## RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «*Loi remplaçant la Loi sur les Territoires du Nord-Ouest afin de mettre en oeuvre certaines dispositions de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest et modifiant ou abrogeant la Loi sur les terres territoriales, la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie, d'autres lois et certains décrets et règlements*

## SUMMARY

Part 1 enacts the *Northwest Territories Act* and implements certain provisions of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement. It also amends and repeals other Acts and certain orders and regulations.

Part 2 amends the *Territorial Lands Act* to modify the offence and penalty regime and create an administrative monetary penalty scheme. It also adds inspection powers.

Part 3 amends the *Northwest Territories Waters Act* to make changes to the jurisdiction and structure of the Inuvialuit Water Board, to add a regulation-making authority for cost recovery, to establish time limits with respect to the making of certain decisions, to modify the offence and penalty regime, to create an administrative monetary penalty scheme and to make other changes.

Part 4 amends the *Mackenzie Valley Resource Management Act* to consolidate the structure of the Mackenzie Valley Land and Water Board, to establish time limits for environmental assessments and reviews and to expand ministerial policy direction to land use planning boards and the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board. This Part also amends the administration and enforcement provisions of Part 3 of that Act and establishes an administration and enforcement scheme in Part 5 of that Act, including the introduction of enforceable development certificates. Moreover, it adds an administrative monetary penalty scheme to the Act. Lastly, this Part provides for the establishment of regional studies and regulation-making authorities for, among other things, consultation with aboriginal peoples and for cost recovery and incorporates into that Act the water licensing scheme from the *Northwest Territories Waters Act* as part of the implementation of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement.

## SOMMAIRE

La partie 1 édicte la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* afin de mettre en oeuvre certaines dispositions de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest. De plus, elle modifie ou abroge d'autres lois et certains décrets et règlements.

La partie 2 modifie le régime d'infractions et de peines de la *Loi sur les terres territoriales* et crée un régime de sanctions administratives pécuniaires. Elle ajoute également des pouvoirs d'inspection.

La partie 3 modifie la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* afin, notamment, d'apporter des changements à la compétence territoriale et à la structure de l'Office inuvialuit des eaux, d'ajouter des pouvoirs réglementaires régissant le recouvrement des coûts, de fixer des délais pour la prise de certaines décisions, de modifier le régime d'infractions et de peines et, enfin, de créer un régime de sanctions administratives pécuniaires.

La partie 4 modifie la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* afin de réorganiser la structure de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, d'établir des délais pour les évaluations et examens des répercussions environnementales et d'étendre l'application des instructions générales obligatoires ministérielles aux offices d'aménagement territoriaux ainsi qu'à l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie. Cette partie modifie en outre les dispositions en matière d'exécution et de contrôle d'application à la partie 3 de cette loi et établit un régime d'exécution et de contrôle d'application à la partie 5 de cette loi et un régime de certificats dans le cadre de l'évaluation environnementale des projets de développement. Elle ajoute également un régime de sanctions administratives pécuniaires. Enfin, elle prévoit l'établissement d'études régionales, des pouvoirs réglementaires concernant notamment la consultation des peuples autochtones et le recouvrement des coûts et incorpore le régime de permis d'utilisation des eaux de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest.

## TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO REPLACE THE NORTHWEST TERRITORIES ACT TO IMPLEMENT CERTAIN PROVISIONS OF THE NORTHWEST TERRITORIES LANDS AND RESOURCES DEVOLUTION AGREEMENT AND TO REPEAL OR MAKE AMENDMENTS TO THE TERRITORIAL LANDS ACT, THE NORTHWEST TERRITORIES WATERS ACT, THE MACKENZIE VALLEY RESOURCE MANAGEMENT, OTHER ACTS AND CERTAIN ORDERS AND REGULATIONS

### SHORT TITLE

1. *Northwest Territories Devolution Act*

### PART 1

#### NORTHWEST TERRITORIES ACT ENACTMENT OF ACT

##### 2. Enactment

AN ACT RESPECTING THE NORTHWEST TERRITORIES  
SHORT TITLE

1. *Northwest Territories Act*

### INTERPRETATION

2. Definitions
3. Consultation

### EXECUTIVE POWER

4. Commissioner
5. Deputy Commissioner
6. Oaths
7. Salaries
8. Executive Council
9. Seat of government

## TABLE ANALYTIQUE

LOI REMPLAÇANT LA LOI SUR LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST AFIN DE METTRE EN OEUVRE CERTAINES DISPOSITIONS DE L'ENTENTE SUR LE TRANSFERT DES RESPONSABILITÉS LIÉES AUX TERRES ET AUX RESSOURCES DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET MODIFIANT OU ABROGEANT LA LOI SUR LES TERRES TERRITORIALES, LA LOI SUR LES EAUX DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST, LA LOI SUR LA GESTION DES RESSOURCES DE LA VALLÉE DU MACKENZIE, D'AUTRES LOIS ET CERTAINS DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

### TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest*

### PARTIE 1

#### LOI SUR LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST ÉDICTION DE LA LOI

##### 2. Édition

LOI CONCERNANT LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST  
TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*

### DÉFINITIONS

2. Définitions
3. Consultation

### POUVOIR EXÉCUTIF

4. Commissaire
5. Commissaire adjoint
6. Serments
7. Traitements
8. Conseil exécutif
9. Siège

LEGISLATIVE POWER		POUVOIR LÉGISLATIF	
LEGISLATIVE ASSEMBLY OF THE NORTHWEST TERRITORIES		ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
10. Continuance		10. Maintien	
11. Duration		11. Mandat	
12. Oaths		12. Serments	
13. Sittings		13. Séances	
14. Speaker		14. Président	
15. Quorum		15. Quorum	
16. Rules		16. Règles	
LEGISLATURE OF THE NORTHWEST TERRITORIES		LÉGISLATURE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
17. Continuance		17. Maintien	
LEGISLATIVE POWERS		COMPÉTENCE LÉGISLATIVE	
18. Subjects		18. Domaines de compétence	
19. Laws—natural resources		19. Lois : ressources naturelles	
20. Laws—access to lands and waters		20. Lois : accès aux terres et aux eaux	
21. Roads on Tlicho lands		21. Routes sur les terres tlichos	
22. Unitization of straddling resources		22. Exploitation des ressources chevauchantes	
23. Federal appurtenant undertakings		23. Entreprises fédérales en cause	
24. Composition of water board		24. Composition de l'office des eaux	
25. Restrictions on powers		25. Limitation des pouvoirs	
26. Agreement implementation Acts		26. Lois de mise en oeuvre d'accords	
27. Laws—conservation of wildlife		27. Lois : protection de la faune	
28. Laws—borrowing, making loans and investing		28. Lois : emprunts, prêts et placements	
29. Withholding assent		29. Refus de la sanction	
30. Transmittal of laws		30. Communication au gouverneur en conseil	
31. Conflicting laws		31. Incompatibilité	
32. <i>Official Languages Act</i>		32. <i>Loi sur les langues officielles</i>	
33. Amendments concurred in		33. Agrément	
CONSOLIDATED REVENUE FUND OF THE NORTHWEST TERRITORIES		TRÉSOR DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
34. Establishment		34. Composition	
35. Recommendation of Commissioner		35. Recommandation du commissaire	
36. Appropriation of moneys granted by Parliament		36. Affectation des sommes accordées par le Parlement	
PUBLIC ACCOUNTS OF THE NORTHWEST TERRITORIES		COMPTES PUBLICS DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
37. Fiscal year		37. Exercice	
38. Submission to Legislative Assembly		38. Présentation à l'assemblée législative	

39.	Form and contents	39.	Forme et contenu
40.	Annual audit	40.	Vérification annuelle
41.	Supplementary report	41.	Rapport supplémentaire
42.	Report at Commissioner's request	42.	Rapport à la demande du commissaire
43.	Auditor General's powers	43.	Pouvoirs du vérificateur
 ADMINISTRATION OF JUSTICE			
JUDICATURE			
44.	Appointment of judges	44.	Nomination des juges
45.	Tenure of judges	45.	Durée des fonctions des juges
 SUPREME COURT OF THE NORTHWEST TERRITORIES			
46.	Judges	46.	Juges d'office
47.	Deputy judges	47.	Juge adjoint
48.	Jurisdiction—civil cases	48.	Compétence civile
49.	Jurisdiction—criminal cases	49.	Compétence pénale
 COURT OF APPEAL OF THE NORTHWEST TERRITORIES			
50.	Sittings	50.	Pouvoir de siéger
 PUBLIC LANDS AND WATERS			
ADMINISTRATION AND CONTROL			
51.	Public lands—Commissioner	51.	Terres domaniales : commissaire
52.	Rights in respect of waters	52.	Droits relatifs à des eaux
53.	Relinquishment by Commissioner	53.	Renonciation par le commissaire
54.	Transfer to Commissioner	54.	Transfert au commissaire
 RESTRICTIONS			
55.	Taking of administration and control by Governor in Council	55.	Reprise par le gouverneur en conseil
56.	Prohibition order—public lands	56.	Décret d'interdiction : terres domaniales
57.	Prohibition order—waters	57.	Décret d'interdiction : eaux
58.	Consultation—prohibition orders	58.	Consultation : décrets d'interdiction
 COMPENSATION			
59.	No expenditure or compensation	59.	Réserves : dépenses et indemnités
 AGREEMENTS			
60.	Management of waters	60.	Gestion des eaux
 AMENDING THIS ACT			
61.	Consultation—Minister	61.	Consultation ministérielle
 ADMINISTRATION DE LA JUSTICE			
ORGANISATION JUDICIAIRE			
44.	Nomination des juges		
45.	Durée des fonctions des juges		
 COUR SUPRÈME DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST			
46.	Juges d'office		
47.	Juge adjoint		
48.	Compétence civile		
49.	Compétence pénale		
 COUR D'APPEL DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST			
50.	Pouvoir de siéger		
 TERRES DOMANIALES ET EAUX			
GESTION ET MAÎTRISE			
51.	Terres domaniales : commissaire		
52.	Droits relatifs à des eaux		
53.	Renonciation par le commissaire		
54.	Transfert au commissaire		
 RESTRICTIONS			
55.	Reprise par le gouverneur en conseil		
56.	Décret d'interdiction : terres domaniales		
57.	Décret d'interdiction : eaux		
58.	Consultation : décrets d'interdiction		
 INDEMNISATION			
59.	Réserves : dépenses et indemnités		
 ACCORDS			
60.	Gestion des eaux		
 MODIFICATION DE LA PRÉSENTE LOI			
61.	Consultation ministérielle		

TRANSITIONAL PROVISIONS		DISPOSITIONS TRANSITOIRES
62.	Ordinances	62. Ordonnances
63.	Commissioner	63. Commissaire
64.	Executive Council	64. Conseil exécutif
65.	Council	65. Conseil
66.	Speaker	66. Président
67.	Judges	67. Juges
68.	Definitions	68. Définitions
69.	Existing interests	69. Intérêts existants
70.	References to Government of Canada or Minister	70. Mentions du gouvernement du Canada ou du ministre
71.	Pending proceedings	71. Affaires en instance
72.	Validity of laws of Legislature	72. Validation : lois de la législature
73.	Indemnification by Government of the Northwest Territories	73. Indemnisation par le gouvernement territorial
74.	Indemnification by Government of Canada	74. Indemnisation par le gouvernement du Canada
75.	Limitation on indemnification	75. Réserve : consentement écrit
76.	Enforcement actions	76. Mesures d'exécution
77.	No waiver—solicitor-client privilege	77. Secret professionnel maintenu
78.	Assignment of contracts	78. Cession des marchés
79.	Transfer—public property	79. Transfert : biens publics
AMENDMENT TO THIS ACT		MODIFICATION APPORTÉE À LA PRÉSENTE LOI
80.	Repeal—subsection 4(3)	80. Abrogation du paragraphe 4(3)
AMENDMENTS TO OTHER ACTS		MODIFICATIONS APPORTÉES À D'AUTRES LOIS
3.	<i>Access to Information Act</i>	3. <i>Loi sur l'accès à l'information</i>
4.	<i>Arctic Waters Pollution Prevention Act</i>	4. <i>Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques</i>
5.	<i>Canada Evidence Act</i>	5. <i>Loi sur la preuve au Canada</i>
6.	<i>Canada Water Act</i>	6. <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i>
7.	<i>Crown Liability and Proceedings Act</i>	7. <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>
8.	<i>Electoral Boundaries Readjustment Act</i>	8. <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>
9.	<i>Excise Tax Act</i>	9. <i>Loi sur la taxe d'accise</i>
10.	<i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act</i>	10. <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>
11.	<i>Canadian Human Rights Act</i>	11. <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>
12.	<i>Importation of Intoxicating Liquors Act</i>	12. <i>Loi sur l'importation des boissons enivrantes</i>
13.	<i>Department of Indian Affairs and Northern Development Act</i>	13. <i>Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien</i>
14.	<i>Interpretation Act</i>	14. <i>Loi d'interprétation</i>
15–17.	<i>Canada Lands Surveys Act</i>	15–17. <i>Loi sur l'arpentage des terres du Canada</i>

18. <i>National Energy Board Act</i>	18. <i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i>
19. <i>Northern Pipeline Act</i>	19. <i>Loi sur le pipe-line du Nord</i>
20–25. <i>Canada Oil and Gas Operations Act</i>	20–25. <i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i>
26. <i>Privacy Act</i>	26. <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
27. <i>Statutory Instruments Act</i>	27. <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
28. <i>Canada Student Loans Act</i>	28. <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>
29–31. <i>Territorial Lands Act</i>	29–31. <i>Loi sur les terres territoriales</i>
32. <i>Dominion Water Power Act</i>	32. <i>Loi sur les forces hydrauliques du Canada</i>
33–34. <i>Divorce Act</i>	33–34. <i>Loi sur le divorce</i>
35–37. <i>Canada Petroleum Resources Act</i>	35–37. <i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i>
38. <i>Canadian Multiculturalism Act</i>	38. <i>Loi sur le multiculturalisme canadien</i>
39–40. <i>Official Languages Act</i>	39–40. <i>Loi sur les langues officielles</i>
41. <i>Hibernia Development Project Act</i>	41. <i>Loi sur l'exploitation du champ Hibernia</i>
42. <i>Federal Real Property and Federal Immovables Act</i>	42. <i>Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux</i>
43. <i>Nunavut Act</i>	43. <i>Loi sur le Nunavut</i>
44–45. <i>Land Titles Repeal Act</i>	44–45. <i>Loi d'abrogation de la Loi sur les titres de biens-fonds</i>
46. <i>Oceans Act</i>	46. <i>Loi sur les océans</i>
47. <i>Canadian Environmental Protection Act, 1999</i>	47. <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i>
48–49. <i>Canada Elections Act</i>	48–49. <i>Loi électorale du Canada</i>
50–51. <i>Canada National Parks Act</i>	50–51. <i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i>
52. <i>Youth Criminal Justice Act</i>	52. <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>
53. <i>Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act</i>	53. <i>Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut</i>
54. <i>Public Service Labour Relations Act</i>	54. <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i>
55. <i>Public Service Employment Act</i>	55. <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>
56–57. <i>Tlicho Land Claims and Self-Government Act</i>	56–57. <i>Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho</i>

**AMENDMENTS TO THE OATHS OF ALLEGIANCE AND OFFICE  
AND SEAT OF GOVERNMENT ORDER (N.W.T.)**

58–63. Amendments

**COORDINATING AMENDMENTS**

64. 2013, c. 14

**REPEALS**

*Acts*

- 65. *Northwest Territories Act*
- 66. *Northwest Territories Waters Act*
- 67. *Northwest Territories Surface Rights Board Act*

**MODIFICATION DU DÉCRET SUR LES SERMENTS D'ALLÉGEANCE  
ET D'OFFICE ET LE SIÈGE DU GOUVERNEMENT (T.N.-O.)**

58–63. Modifications

**DISPOSITIONS DE COORDINATION**

64. 2013, ch. 14

**ABROGATIONS**

*Lois*

- 65. *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*
- 66. *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*
- 67. *Loi sur l'Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest*

<i>Orders and Regulations</i>		<i>Décrets et règlements</i>
68.	<i>Game Declared in Danger of Becoming Extinct</i>	68. <i>Gibier déclaré menacé d'extinction</i>
69.	<i>Northwest Territories Reindeer Regulations</i>	69. <i>Règlement sur les rennes des Territoires du Nord-Ouest</i>
70.	<i>Management of Forests in the Northwest Territories Designation Order</i>	70. <i>Décret désignant la gestion des forêts dans les Territoires du Nord-Ouest</i>
71.	<i>Fire Management in the Northwest Territories Designation Order</i>	71. <i>Décret désignant la gestion du feu en forêt dans les Territoires du Nord-Ouest</i>
72.	<i>Northwest Territories Archaeological Sites Regulations</i>	72. <i>Règlement sur les lieux archéologiques des Territoires du Nord-Ouest</i>
COMING INTO FORCE		ENTRÉE EN VIGUEUR
73.	Order in council	73. Décret
PART 2		
AMENDMENTS TO THE TERRITORIAL LANDS ACT		
74–77.	Amendments	74–77. Modifications
PART 3		
NORTHWEST TERRITORIES WATERS ACT		
AMENDMENTS TO THE ACT		
78–99.	Amendments	78–99. Modifications
TRANSITIONAL PROVISIONS		
100–109.		100–109.
CONSEQUENTIAL AMENDMENT TO THE MACKENZIE VALLEY RESOURCE MANAGEMENT ACT		
110.	Amendment	110. Modification
COMING INTO FORCE		
111.	Order in council	111. Décret
PART 4		
MACKENZIE VALLEY RESOURCE MANAGEMENT ACT		
AMENDMENTS TO THE ACT		
112–237.	Amendments	112–237. Modifications
CONSEQUENTIAL AMENDMENTS		
238.	<i>Access to Information Act</i>	238. <i>Loi sur l'accès à l'information</i>
239.	<i>Privacy Act</i>	239. <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
MODIFICATIONS CORRÉLATIVES		

240. *Tlicho Land Claims and Self-Government Act*

TRANSITIONAL PROVISIONS

241-252.

COMING INTO FORCE

253. Order in council

240. *Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho*

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

241-252.

ENTRÉE EN VIGUEUR

253. Décret



## BILL C-15

An Act to replace the Northwest Territories Act to implement certain provisions of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement and to repeal or make amendments to the Territorial Lands Act, the Northwest Territories Waters Act, the Mackenzie Valley Resource Management Act, other Acts and certain orders and regulations

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

### SHORT TITLE

**1.** This Act may be cited as the *Northwest Territories Devolution Act*.

### PART 1

#### NORTHWEST TERRITORIES ACT

##### ENACTMENT OF ACT

**2.** The *Northwest Territories Act* is enacted as follows:

An Act respecting the Northwest Territories

### SHORT TITLE

**1.** This Act may be cited as the *Northwest Territories Act*.

10

## PROJET DE LOI C-15

Loi remplaçant la Loi sur les Territoires du Nord-Ouest afin de mettre en oeuvre certaines dispositions de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest et modifiant ou abrogeant la Loi sur les terres territoriales, la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie, d'autres lois et certains décrets et règlements

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### TITRE ABRÉGÉ

**1.** *Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest.* Titre abrégé 5

### PARTIE 1

#### LOI SUR LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

##### ÉDICTION DE LA LOI

**2.** Est édictée la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, dont le texte suit : Édition

Loi concernant les Territoires du Nord-Ouest

### TITRE ABRÉGÉ

**1.** *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest.* Titre abrégé

	INTERPRETATION	DÉFINITIONS	
Definitions	<p><b>2.</b> The following definitions apply in this Act.</p>	<p><b>2.</b> Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.</p>	Définitions
“Aboriginal party” «partie autochtone»	“Aboriginal party” means an Aboriginal organization that is a party to the Agreement.	«accord» L’Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, avec ses modifications éventuelles.	«accord» “Agreement”
“Agreement” “accord”	“Agreement” means the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013, as amended from time to time.	5 «accord gwichin» L’Entente au sens de l’article 2 de la <i>Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in</i> .	«accord gwichin» “Gwich'in Agreement”
“federal appurtenant undertaking” «entreprise fédérale en cause»	“federal appurtenant undertaking” means an undertaking in relation to which a use of waters or a deposit of waste is permitted by a licence and that is	10 «accord du Sahtu» L’Entente au sens de 10 l’article 2 de la <i>Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu</i> .	«accord du Sahtu» “Sahtu Agreement”
	(a) related to remediation that is performed by or on behalf of Her Majesty in right of Canada	15 «accord sur l’autonomie gouvernementale» Accord conclu entre Sa Majesté du chef du Canada et un peuple autochtone des Territoires du Nord-Ouest, mis en oeuvre par une loi fédérale et reconnaissant, à la fois :	«accord sur l'autonomie gouvernementale» “self-government agreement”
	(i) under the Agreement, or	a) le statut en droit et la capacité juridique d'un organisme de gouvernance de représenter ce peuple autochtone;	
	(ii) in respect of an Excepted Waste Site as defined in section 1.1 of the Agreement; or	20 b) le pouvoir de cet organisme d'édicter des lois.	
	(b) located on public lands that are under the administration of a federal minister.	20	
“former Act” «ancienne loi»	“former Act” means the <i>Northwest Territories Act</i> , chapter N-27 of the Revised Statutes of Canada, 1985.	25 «accord tlicho» L’Accord au sens de l’article 2 de la <i>Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho</i> .	«accord tlicho» “Tlicho Agreement”
“gas” “gaz”	“gas” means natural gas — including coal-bed methane — and all substances other than oil that are produced in association with natural gas.	«ancienne loi» La <i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i> , chapitre N-27 des Lois révisées du Canada (1985).	«ancienne loi» “former Act”
“Gwich’in Agreement” “accord gwichin”	“Gwich’in Agreement” means the Agreement as defined in section 2 of the <i>Gwich'in Land Claim Settlement Act</i> .	30 «Convention définitive des Inuvialuits» La Convention au sens de l’article 2 de la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique</i> .	«Convention définitive des Inuvialuits» “Inuvialuit Final Agreement”
“Inuvialuit Final Agreement” “Convention définitive des Inuvialuits”	“Inuvialuit Final Agreement” means the Agreement as defined in section 2 of the <i>Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act</i> .	35 «eaux» Eaux intérieures qui se trouvent à la surface ou dans le sous-sol des terres situées dans la région intracôtière, qu’elles soient à l’état liquide ou solide.	«eaux» “waters”
“line of delimitation” “ligne de démarcation”	“line of delimitation” means the Line of Delimitation that is described in Schedule 18 to the Agreement.	35 «entente de règlement» Entente mentionnée à l’annexe 1 de l’accord.	«entente de règlement» “settlement agreement”
“minerals” “ressources minérales”	“minerals” means precious or base metals or other non-living naturally occurring substances — including coal, but not including oil, gas or		

“Minister”  
“ministre”

“Northwest Territories”  
“Territoires du Nord-Ouest”

“oil”  
“pétrole”

“onshore”  
“région intracôtière”

water—that are, or were before their production, part of the land, whether solid, liquid or gaseous.

“Minister” means the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

“Northwest Territories” means that part of Canada that is north of the 60th parallel of north latitude, west of the boundary described in Schedule I to the *Nunavut Act* and not within Yukon.

“oil” means

(a) crude petroleum—regardless of gravity—that is produced at a well-head in liquid form; or

(b) any other hydrocarbons—except coal and gas—including hydrocarbons that may be extracted or recovered from surface or subsurface deposits, including deposits of oil sand, bitumen, bituminous sand or oil shale and other types of deposits.

“onshore” means that part of Canada that is north of the 60th parallel of north latitude, west of the boundary described in Schedule I to the *Nunavut Act* and not within Yukon that consists of the following lands:

(a) lands, including lands under water, that lie landward of the low-water line—or in respect of Inuvialuit lands as defined in section 2 of the Inuvialuit Final Agreement, landward of the mean or ordinary high-water mark—of the sea coast of the mainland or of the sea coast of any naturally occurring permanent island;

(b) lands under water that are within small enclosed bays along the sea coast of the mainland or the sea coast of any naturally occurring permanent island; and

(c) lands, including lands under water, that lie landward of the line of delimitation and seaward of the low-water line—or in respect of lands that are contiguous with the sea coast of Inuvialuit lands as defined in section 2 of the Inuvialuit Final Agreement, seaward of the mean or ordinary high-water mark—of the sea coast of the mainland.

“entreprise fédérale en cause” Entreprise à l’égard de laquelle un permis visant l’utilisation des eaux ou le dépôt de déchets a été délivré et qui, selon le cas :

5 5 a) est liée à des travaux d’assainissement exécutés par l’État fédéral ou pour son compte :

(i) soit au titre de l’accord,

(ii) soit à l’égard d’une décharge publique visée par une exception au sens de l’article 10 10 1.1 de l’accord;

b) est située sur des terres domaniales dont un ministre fédéral a la gestion.

“gaz” Le gaz naturel—notamment le méthane de houille—and toutes les substances produites avec ce gaz, à l’exclusion du pétrole.

“ligne de démarcation” La ligne de délimitation décrite à l’annexe 18 de l’accord.

“gaz”  
“gas”

“ligne de démarcation”  
“line of delimitation”

20

“ministre” Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

20 “ministre”  
“Minister”

“partie autochtone” Organisation autochtone qui est une partie à l’accord.

“partie autochtone”  
“Aboriginal party”

25

“petite baie fermée” Indentation côtière qui satisfait aux conditions suivantes :

“petite baie fermée”  
“small enclosed bay”

a) la distance de la ligne droite parcourant l’entrée de l’indentation au niveau de basse mer est d’au plus quatre kilomètres;

b) l’aire de l’indentation, incluant les îles ou parties d’île qui y sont situées, est supérieure à celle d’un demi-cercle dont le diamètre correspond à la ligne droite visée à l’alinéa a).

“pétrole” Le pétrole brut, quelle que soit sa densité, qui est extrait à la tête de puits sous forme liquide et les autres hydrocarbures, à l’exclusion du charbon et du gaz, notamment ceux qui peuvent être extraits ou récupérés de gisements en affleurement ou souterrains de sables pétrolifères, de bitume, de sables ou de schistes bitumineux, ou d’autres sortes de gisements.

“pétrole”  
“oil”

It does not include lands that lie seaward of the line of delimitation, other than those lands—including lands under water—that lie landward of the low-water line of the sea coast of those naturally occurring permanent islands and those lands under water that are within small enclosed bays along the sea coast of those islands.

“public lands”  
“terres  
domaniales”

“public lands” means

- (a) lands—including minerals, oil, gas, timber or wood and buildings, structures, improvements or other fixtures—that are situated in the onshore and that belong to Her Majesty in right of Canada; or
- (b) interests—in lands that are situated in the onshore—that belong to Her Majesty in right of Canada.

“Sahtu  
Agreement”  
“accord du  
Sahtu”

“Sahtu Agreement” means the Agreement as defined in section 2 of the *Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act.*

20

“self-  
government  
agreement”  
“accord sur  
l’autonomie  
gouvernementale”

“self-government agreement” means an agreement between Her Majesty in right of Canada and an Aboriginal people of the Northwest Territories that is implemented by an Act of Parliament and that recognizes

25

- (a) the legal status and capacity of a governing body to represent that Aboriginal people; and
- (b) the authority of that governing body to enact laws.

“settlement  
agreement”  
“entente de  
règlement”

“settlement agreement” means an agreement that is listed in Schedule 1 to the Agreement.

“settlement  
lands”  
“terres visées  
par un  
règlement”

“settlement lands” means lands in the Northwest Territories whose title is vested in an Aboriginal organization under a settlement agreement.

35

“small enclosed  
bay”  
“petite baie  
fermée”

“small enclosed bay” means any coastal indentation that meets the following conditions:

30

- (a) the distance of a straight line across the entrance of the indentation at the low-water line measures four kilometres or less; and

40

«région intracôtière» La partie du Canada située au nord du soixantième parallèle de latitude nord et à l’ouest de la limite décrite à l’annexe I de la *Loi sur le Nunavut*—à l’exclusion du Yukon—, qui comprend les 5 terres suivantes :

«région  
intracôtière»  
“onshore”

a) les terres, y compris celles se trouvant sous l’eau, situées vers la terre, à partir du niveau de basse mer—ou de la laisse de basse mer ordinaire ou moyenne, dans le cas de terres inuvialuées au sens de l’article 2 de la Convention définitive des Inuvialuits—de la côte de la partie continentale ou de la côte de toute île permanente naturelle;

b) les terres se trouvant sous l’eau dans de petites baies fermées le long de la côte de la partie continentale ou de la côte de toute île permanente naturelle;

c) les terres, y compris celles se trouvant sous l’eau, situées vers la terre, à partir de la ligne de démarcation, et vers la mer, à partir du niveau de basse mer—ou de la laisse de basse mer ordinaire ou moyenne, dans le cas de terres contiguës à la côte des terres inuvialuées au sens de l’article 2 de la Convention définitive des Inuvialuits—de la côte de la partie continentale.

Sont toutefois exclues les terres situées vers la mer, à partir de la ligne de démarcation, à l’exception, d’une part, des terres, y compris celles se trouvant sous l’eau, situées vers la terre, à partir du niveau de basse mer de la côte des îles permanentes naturelles et, d’autre part, des terres se trouvant sous l’eau dans de petites baies fermées le long de la côte des îles permanentes naturelles.

«ressources minérales»  
“minerals”

«ressources minérales» Métaux précieux, métaux de base ou autres substances naturelles non vivantes—notamment le charbon, mais à l’exclusion du pétrole, du gaz et de l’eau—qui font partie des terres ou qui en faisaient partie avant leur production, sous forme solide, liquide ou gazeuse.

45

«terres domaniales» Les terres—y compris les ressources minérales, le pétrole, le gaz, les bois et forêts ainsi que les bâtiments, les structures, les améliorations et les autres accessoires—

“public lands”  
“terres  
domaniales”

“Tlicho  
Agreement”  
«accord tlicho»

“waters”  
«eaux»

Consultation

Commissioner

Publication of  
order

Instructions

Instructions laid  
before  
Legislative  
Assembly of the  
Northwest  
Territories

(b) the area of the indentation, including any islands or parts of islands lying within the indentation, is greater than that of a semi-circle whose diameter is the distance of the straight line referred to in paragraph (a).

“Tlicho Agreement” means the Agreement as defined in section 2 of the *Tlicho Land Claims and Self-Government Act*.

“waters” means any inland waters—whether in a liquid or frozen state—that are on or below the surface of lands that are situated in the onshore.

**3.** Wherever in this Act a reference is made, in relation to any matter, to a duty to consult, that duty must be exercised

(a) by providing the person to be consulted with the following:

(i) notice of the matter in sufficient form and detail to allow the person to prepare their views on the matter,

(ii) a reasonable period for the person to prepare those views, and

(iii) an opportunity to present those views to the person having that duty; and

(b) by considering, fully and impartially, any views so presented.

#### EXECUTIVE POWER

**4.** (1) A Commissioner of the Northwest Territories must be appointed by order of the Governor in Council.

(2) The order appointing the Commissioner must be published in the *Canada Gazette*.

(3) The Commissioner must act in accordance with any written instructions given to him or her by the Governor in Council or the Minister.

(4) The Commissioner must, as soon as possible after receiving written instructions, make them available to the Executive Council of the Northwest Territories and cause them to be laid before the Legislative Assembly of the Northwest Territories, but the written instructions are effective when they are made.

situées dans la région intracôtière et qui appartiennent à l’État fédéral, et les intérêts que celui-ci détient sur des terres situées dans cette région.

**5** «terres visées par un règlement» Terres des Territoires du Nord-Ouest dont le titre est acquis par une organisation autochtone au titre d’une entente de règlement.

«Territoires du Nord-Ouest» La partie du Canada située au nord du soixantième parallèle de latitude nord et à l’ouest de la limite décrite à l’annexe I de la *Loi sur le Nunavut*, à l’exclusion du Yukon.

**3.** Toute consultation qui doit être effectuée sous le régime de la présente loi comporte

15 l’envoi à la personne à consulter d’un avis suffisamment détaillé pour lui permettre de préparer ses arguments, l’octroi d’un délai suffisant pour ce faire et l’occasion de présenter ceux-ci à la personne qui est tenue de consulter; elle comporte également une étude approfondie 20 et impartiale de ces arguments.

#### POUVOIR EXÉCUTIF

**4.** (1) Le gouverneur en conseil nomme, par décret, le commissaire des Territoires du Nord-Ouest.

(2) Le décret de nomination est publié dans la *Gazette du Canada*.

(3) Le commissaire exerce ses attributions conformément aux instructions écrites du gouverneur en conseil ou du ministre.

35 (4) Les instructions sont, dans les meilleurs délais, transmises au Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest et déposées devant l’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest. Elles entrent en vigueur à la date de leur établissement.

5 «terres visées par un règlement»  
“settlement lands”

«Territoires du Nord-Ouest»  
“Northwest Territories”

Consultation  
sous le régime de la présente loi comporte

15

Commissaire

25

Publication du décret

Instructions

30

Instructions déposées devant l’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest

Deputy Commissioner	<p><b>5.</b> (1) The Governor in Council may appoint a Deputy Commissioner to act as Commissioner during the Commissioner's absence or inability or when that office is vacant.</p>	<p><b>5.</b> (1) Le gouverneur en conseil peut nommer un commissaire adjoint pour assurer l'intérim en cas d'absence ou d'empêchement du commissaire ou de vacance de son poste.</p>	Commissaire adjoint
Absence, inability or vacancy	<p>(2) The senior judge, within the meaning of subsection 22(3) of the <i>Judges Act</i>, of the Supreme Court of the Northwest Territories is authorized to act as Deputy Commissioner during the Deputy Commissioner's absence or inability or when that office is vacant.</p>	<p>5 (2) En cas d'absence ou d'empêchement du commissaire adjoint ou de vacance de son poste, l'intérim est assuré par le juge principal — au sens du paragraphe 22(3) de la <i>Loi sur les juges</i> — de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest.</p>	Intérim 10
Oaths	<p><b>6.</b> Before assuming office, the Commissioner and the Deputy Commissioner must take and subscribe the oath of office and the oath of allegiance prescribed by the Governor in Council.</p>	<p><b>6.</b> Préalablement à leur entrée en fonctions, le commissaire et le commissaire adjoint prêtent et souscrivent les serments professionnel et d'allégeance prescrits par le gouverneur en conseil.</p>	Serments 15
Salaries	<p><b>7.</b> The salary of the Commissioner and of the Deputy Commissioner are to be fixed by the Governor in Council and paid out of the Consolidated Revenue Fund of Canada.</p>	<p><b>7.</b> Les traitements du commissaire et du commissaire adjoint sont fixés par le gouverneur en conseil et payés sur le Trésor fédéral.</p>	Traitements
Executive Council	<p><b>8.</b> An Executive Council of the Northwest Territories is established, the members of which are to be appointed by the Commissioner.</p>	<p><b>8.</b> Est institué le Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest, dont les membres sont nommés par le commissaire.</p>	Conseil exécutif 20
Seat of government	<p><b>9.</b> The seat of the Government of the Northwest Territories is at Yellowknife or at another place in the Northwest Territories that is designated by the Legislature.</p>	<p><b>9.</b> Le siège de l'administration des Territoires du Nord-Ouest est fixé à Yellowknife ou à tout autre endroit de ces territoires désigné par la Législature des Territoires du Nord-Ouest.</p>	Siège 25
Continuance	<p><b>10.</b> The Council of the Northwest Territories established under the former Act is continued as the Legislative Assembly of the Northwest Territories. Each member of the Legislative Assembly is elected to represent an electoral district in the Northwest Territories.</p>	<p><b>10.</b> Est maintenue sous le nom de « Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest » l'institution composée des députés élus pour représenter chacun une des circonscriptions électorales de ces territoires — dans l'ancienne loi, le Conseil des Territoires du Nord-Ouest.</p>	Maintien 30
Duration	<p><b>11.</b> (1) No Legislative Assembly is to continue for longer than five years after the day on which the writs are returned for a general election, but the Commissioner may dissolve it before then.</p>	<p><b>11.</b> (1) Sauf dissolution décidée par le commissaire, le mandat maximal de l'assemblée législative est de cinq ans à compter de la date fixée pour le retour des brefs relatifs aux élections correspondantes.</p>	Mandat 35
Writs	<p>(2) Writs for the election of members of the Legislative Assembly are to be issued on the Commissioner's instructions.</p>	<p>(2) Les brefs relatifs aux élections législatives sont délivrés sur l'ordre du commissaire et selon ses instructions.</p>	Brefs 40

Oaths	<b>12.</b> Before assuming office, each member of the Legislative Assembly must take and subscribe before the Commissioner the oath of office prescribed by the Legislature of the Northwest Territories and the oath of allegiance set out in the Fifth Schedule to the <i>Constitution Act, 1867</i> .	12. Préalablement à son entrée en fonctions, chaque député prête et souscrit devant le commissaire, d'une part, le serment professionnel prescrit par la Législature des Territoires du Nord-Ouest et, d'autre part, le serment d'allégeance prévu à la cinquième annexe de la <i>Loi constitutionnelle de 1867</i> .	Serments
Sittings	<b>13.</b> The Legislative Assembly must sit at least once every 12 months.	<b>13.</b> L'assemblée législative tient une séance au moins une fois tous les douze mois.	Séances
Speaker	<b>14.</b> (1) The Legislative Assembly must elect one member as Speaker to preside over the Legislative Assembly when it is sitting.	<b>14.</b> (1) L'assemblée législative choisit en son sein son président de séance.	Président
Speaker's vote	(2) The Speaker may vote in the Legislative Assembly only in the case of a tie.	(2) Le président ne participe aux décisions de l'assemblée qu'en cas de partage.	Droit de vote
Quorum	<b>15.</b> A majority of the members of the Legislative Assembly, including the Speaker, constitutes a quorum.	<b>15.</b> Le quorum est constitué par la majorité des députés, y compris le président.	Quorum
Rules	<b>16.</b> The Legislative Assembly may make rules for its operations and procedures, except in relation to the subjects set out in paragraph 18(1)(b).	<b>16.</b> L'assemblée législative peut établir des règles pour régir ses activités, sauf en ce qui a trait aux questions relevant des domaines de compétence prévus à l'alinéa 18(1)b).	Règles
<b>LEGISLATURE OF THE NORTHWEST TERRITORIES</b>		<b>LÉGISLATURE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST</b>	
Continuance	<b>17.</b> The Commissioner in Council as defined in section 2 of the former Act is continued as the Legislature of the Northwest Territories; the Legislature consists of the Commissioner and the Legislative Assembly.	<b>17.</b> Le commissaire en conseil, au sens de l'article 2 de l'ancienne loi, est maintenu sous le nom de «Législature des Territoires du Nord-Ouest»; cette législature est composée du commissaire et de l'assemblée législative.	Maintien
<b>LEGISLATIVE POWERS</b>		<b>COMPÉTENCE LÉGISLATIVE</b>	
Subjects	<b>18.</b> (1) The Legislature may make laws in relation to the following subjects in respect of the Northwest Territories:	<b>18.</b> (1) La législature a compétence pour légiférer dans les domaines ci-après en ce qui touche les Territoires du Nord-Ouest :	Domaines de compétence
	(a) the election of members of the Legislative Assembly, including the name and number of electoral districts and the qualifications of electors and candidates;	a) les élections législatives, notamment l'éligibilité, l'exercice du droit de vote ainsi que le nombre de circonscriptions électorales et leur nom;	30
	(b) the disqualification of persons from sitting or voting as members of the Legislative Assembly and the privileges, indemnities and expenses of those members;	b) le droit de siéger à l'assemblée législative et celui d'y voter, les priviléges des députés ainsi que les indemnités qui leur sont payées;	
	(c) the Executive Council;	c) le Conseil exécutif;	35
	(d) the establishment and tenure of public offices and the appointment, conditions of employment and payment of office-holders;	d) la création de postes dans la fonction publique, les conditions d'occupation de ceux-ci ainsi que la nomination et la rémunération des titulaires;	

- |  |  |   |
|--|--|---|
| <p>(e) municipal and local institutions;</p> <p>(f) direct taxation and licensing in order to raise revenue for territorial, municipal or local purposes;</p> <p>(g) the levying of a tax on furs—or any other parts of fur-bearing animals—that are to be shipped or taken from the Northwest Territories to any place outside the Northwest Territories;</p> <p>(h) the incorporation of companies with territorial objects, except railway—other than street railway —, steamship, air transport, telegraph and telephone companies;</p> <p>(i) the solemnization of marriage;</p> <p>(j) property and civil rights;</p> <p>(k) the administration of justice, including the constitution, maintenance and organization of territorial courts—of both civil and criminal jurisdiction—and procedure in civil matters in those courts;</p> <p>(l) the establishment, maintenance and management of prisons and other places of confinement;</p> <p>(m) the conservation of wildlife and its habitat;</p> <p>(n) waters—the rights in respect of which are under the administration and control of the Commissioner—including the disposition under subsection 52(3) of those rights, the deposit of waste in those waters and what constitutes waste;</p> <p>(o) education, but any law respecting education must provide that</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) a majority of the ratepayers of any part of the Northwest Territories may establish any school in that part that they think fit and make the necessary assessment and collection of rates for it, and</li> <li>(ii) the minority of the ratepayers of that part of the Northwest Territories—whether Protestant or Roman Catholic—may establish separate schools in that part and, if they do so, are liable to assessments of only the rates that they impose on themselves in respect of those schools;</li> </ul> | <p>5</p> <p>10</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p> <p>45</p> | <p>e) les institutions municipales et locales;</p> <p>f) les impôts directs et les licences pour la perception de recettes à des fins territoriales, municipales ou locales;</p> <p>g) le prélèvement d'une taxe sur les fourrures—ou sur toute autre partie d'un animal à fourrure—expédiées ou emportées à l'extérieur des Territoires du Nord-Ouest;</p> <p>h) l'attribution de la personnalité morale à des compagnies d'intérêt territorial, à l'exclusion de celles oeuvrant dans les domaines du chemin de fer—exception faite des compagnies de tramway —, des bateaux à vapeur, du transport aérien, du télégraphe et du téléphone;</p> <p>i) la célébration du mariage;</p> <p>j) la propriété et les droits civils;</p> <p>k) l'administration de la justice, notamment la constitution, la prise en charge financière et matérielle et l'organisation des tribunaux territoriaux, de compétence tant civile que criminelle, ainsi que la procédure civile devant ces tribunaux;</p> <p>l) la création, l'entretien et la gestion de prisons et autres lieux de détention;</p> <p>m) la protection de la faune et de son habitat;</p> <p>n) les eaux, dans le cas où le commissaire a la gestion et la maîtrise des droits relatifs à celles-ci, notamment l'aliénation de tels droits en vertu du paragraphe 52(3), le dépôt de déchets dans ces eaux et ce qui constitue un déchet;</p> <p>o) l'éducation, à condition que les lois s'y rapportant confèrent toujours le droit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) à la majorité des contribuables de toute partie des Territoires du Nord-Ouest d'établir dans cette partie les écoles qu'elle juge indiquées et de procéder à la répartition et à la perception des taxes nécessaires à cette fin,</li> <li>(ii) à la minorité des contribuables de cette partie des Territoires du Nord-Ouest, qu'elle soit protestante ou catholique romaine, d'établir dans cette partie des écoles séparées, auquel cas les</li> </ul> |
|--|--|---|

Laws— intoxicants	<ul style="list-style-type: none"> <li>(p) immigration;</li> <li>(q) those public lands that are under the administration and control of the Commissioner, including their disposition under subsection 51(1);</li> <li>(r) intoxicants, including what constitutes an intoxicant;</li> <li>(s) hospitals and charities;</li> <li>(t) agriculture;</li> <li>(u) the entering into of intergovernmental agreements by the Commissioner or any other official of the Government of the Northwest Territories;</li> <li>(v) the expenditure of money for territorial purposes;</li> <li>(w) the adoption and use of an official seal;</li> <li>(x) generally, all matters of a merely local or private nature;</li> <li>(y) the imposition of fines, penalties, imprisonment or other punishments in respect of a contravention of a provision of a law of the Legislature; and</li> <li>(z) any other subject that may be designated by order of the Governor in Council.</li> </ul>	5 10 15	<ul style="list-style-type: none"> <li>contribuables qui ont établi ces écoles ne sont assujettis qu'aux taxes qu'ils s'imposent eux-mêmes à cet égard et qu'ils répartissent en conséquence;</li> <li>p) l'immigration;</li> <li>q) les terres domaniales dont le commissaire a la gestion et la maîtrise, notamment leur aliénation en vertu du paragraphe 51(1);</li> <li>r) les substances envirantes, notamment ce qu'est une telle substance;</li> <li>s) les hôpitaux et œuvres de bienfaisance;</li> <li>t) l'agriculture;</li> <li>u) la conclusion d'accords intergouvernementaux par le commissaire ou tout autre fonctionnaire territorial;</li> <li>v) les dépenses à des fins territoriales;</li> <li>w) l'adoption d'un sceau officiel et son utilisation;</li> <li>x) de façon générale, toutes les questions d'intérêt purement local ou privé;</li> <li>y) l'imposition de peines — amende, emprisonnement ou autres — pour infraction aux dispositions d'une de ses lois;</li> <li>z) les autres domaines éventuellement désignés par décret.</li> </ul>	5 10 15 20 25
Laws— natural resources	<p>(2) The Legislature may make laws relating to the importation of intoxicants into the Northwest Territories from another part of Canada or elsewhere and defining what constitutes an intoxicant for the purposes of those laws.</p>	25	<p>(2) Elle a compétence pour légiférer sur l'introduction dans les Territoires du Nord-Ouest de substances envirantes provenant d'une autre partie du Canada ou de l'étranger, et notamment définir, dans ce contexte, ce qu'est une telle substance.</p>	Lois : substances envirantes
	<p><b>19.</b> (1) The Legislature may make laws in relation to the following subjects in respect of the onshore:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) exploration for non-renewable natural resources;</li> <li>(b) the development, conservation and management of non-renewable natural resources and forestry resources, including the rate of primary production from those resources;</li> <li>(c) oil and gas pipelines that are situated entirely in the onshore;</li> </ul>	35 40	<p><b>19.</b> (1) La législature a compétence pour légiférer dans les domaines ci-après en ce qui touche la région intracôtier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la prospection des ressources naturelles non renouvelables;</li> <li>b) l'exploitation, la conservation et la gestion de ces ressources et des ressources forestières, notamment le rythme de la production primaire tirée de ces ressources;</li> <li>c) les pipelines d'hydrocarbures entièrement situés dans la région intracôtier;</li> </ul>	Lois : ressources naturelles

(d) the development, conservation and management of sites and facilities for the production of electrical energy; and

(e) the export, from the onshore to another part of Canada, of the primary production from non-renewable natural resources and forestry resources and of the electrical energy that is produced in the onshore.

Limitation—no discrimination

(2) A law that is made under paragraph (1)(e) is not to authorize or provide for discrimination in prices or in supplies that are exported.

Laws—taxation

(3) The Legislature may make laws in relation to the raising of money by any mode of taxation in respect of resources referred to in paragraph (1)(b) and the primary production from those resources and in respect of sites and facilities referred to in paragraph (1)(d) and the production of electrical energy from those sites and facilities. The Legislature may make those laws even if the production is exported.

Limitation—no differentiation

(4) A law that is made under subsection (3) is not to authorize or provide for taxation that differentiates between production that is exported and that which is not.

Definition of “primary production”

(5) In this section, “primary production” means

(a) production from a non-renewable natural resource if

(i) it is in the form in which the resource exists on its recovery or severance from its natural state, or

(ii) it results from processing or refining the resource and is not

(A) a manufactured product, or

(B) a product that results from refining crude oil, refining upgraded heavy crude oil, refining gases or liquids derived from coal or refining a synthetic equivalent of crude oil; and

d) l'aménagement, la conservation et la gestion des emplacements et des installations destinés à la production d'énergie électrique;

e) l'exportation, depuis la région intracôtière, à destination d'une autre partie du Canada, de la production primaire tirée des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières, et de l'énergie électrique produite dans la région intracôtière.

(2) Les lois édictées en vertu de l'alinéa (1)e) ne peuvent cependant autoriser ni prévoir des disparités de prix ou des disparités dans les exportations.

(3) La législature a compétence pour légiférer en vue de prélever des sommes par tout mode de taxation des ressources visées à l'alinéa (1)b)—ainsi que de la production primaire tirée de celles-ci—et des emplacements et installations visés à l'alinéa (1)d)—ainsi que de leur production d'énergie électrique, que —, que la production en cause soit exportée 20 ou non.

(4) Les lois édictées en vertu du paragraphe (3) ne peuvent cependant ni autoriser ni prévoir une taxation établissant une distinction entre ce qui est exporté et ce qui ne l'est pas.

(5) Au présent article, «production primaire» s'entend :

a) s'agissant de ressources naturelles non renouvelables :

(i) du produit qui se présente sous la même forme que lors de son extraction du milieu naturel,

(ii) du produit non manufacturé de la transformation, du raffinage ou de l'affinage de ressources, à l'exception du produit du raffinage du pétrole brut, du raffinage du pétrole brut lourd amélioré, du raffinage des gaz ou liquides dérivés du charbon ou du raffinage d'un équivalent synthétique du pétrole brut;

b) s'agissant de ressources forestières, de la production qui est constituée de tout produit primaire du bois—notamment des billots, des poteaux, du bois d'oeuvre, des copeaux

Réserve : exportations

Lois : taxation

Réserve : absence de distinction

Définition de «production primaire»

30

35

40

45

No derogation	(b) production from a forestry resource if the product consists of sawlogs, poles, lumber, wood chips, sawdust or any other primary wood product—or of wood pulp—and is not manufactured from wood.	ou de la sciure—ou de pâte de bois, mais ne vise pas la production qui est constituée de produits manufacturés en bois.
Laws— access to lands and waters	(6) Nothing in subsections (1) to (5) derogates from any powers that the Legislature has under this Act.	5 (6) Les paragraphes (1) à (5) ne portent pas atteinte aux compétences et aux pouvoirs conférés à la législature par les autres dispositions de la présente loi.
Roads on Tlicho lands	<b>20.</b> The Legislature may make laws in relation to access to the public lands that are under the administration of a federal minister and to the waters overlying those lands, including the compensation that is to be paid in respect of that access.	10 <b>20.</b> La législature a compétence pour légiférer sur l'accès aux terres domaniales dont un ministre fédéral a la gestion—and aux eaux qui s'y trouvent—, notamment l'indemnité à payer pour cet accès.
Unitization of straddling resources	<b>21.</b> Laws of the Legislature that are made in relation to public highways apply to roads identified in the Tlicho Agreement—as if they were on public lands—if the Tlicho Agreement provides that those laws apply to those roads.	15 <b>21.</b> Si l'accord tlicho le prévoit, les lois de la législature relatives aux routes publiques s'appliquent aux routes spécifiées dans l'accord tlicho comme si celles-ci étaient situées sur les terres domaniales.
National Energy Board	<b>22.</b> (1) Despite sections 18 and 19, the Legislature must not amend a law of the Legislature without the consent of the Governor in Council if the law as amended would  (a) affect the unitization of those straddling resources that are referred to in the Agreement for Coordination and Cooperation in the Management and Administration of Petroleum Resources in the Inuvialuit Settlement Region that was made on June 25, 2013, as amended from time to time; or  (b) limit how that agreement applies to or is implemented by the Government of the Northwest Territories.  (2) Despite sections 18 and 19, during the period of 20 years beginning on the day on which section 1 comes into force, the Legislature must not amend a law of the Legislature without the consent of the Governor in Council if the law as amended would affect the regulatory functions of the National Energy Board in that part of the Inuvialuit Settlement Region—as defined in section 2 of the Inuvialuit Final Agreement—that is situated in the onshore.	20 30 25 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95 100 105 110 115 120 125 130 135 140 145 150 155 160 165 170 175 180 185 190 195 200 205 210 215 220 225 230 235 240 245 250 255 260 265 270 275 280 285 290 295 300 305 310 315 320 325 330 335 340 345 350 355 360 365 370 375 380 385 390 395 400 405 410 415 420 425 430 435 440 445 450 455 460 465 470 475 480 485 490 495 500 505 510 515 520 525 530 535 540 545 550 555 560 565 570 575 580 585 590 595 600 605 610 615 620 625 630 635 640 645 650 655 660 665 670 675 680 685 690 695 700 705 710 715 720 725 730 735 740 745 750 755 760 765 770 775 780 785 790 795 800 805 810 815 820 825 830 835 840 845 850 855 860 865 870 875 880 885 890 895 900 905 910 915 920 925 930 935 940 945 950 955 960 965 970 975 980 985 990 995 1000 1005 1010 1015 1020 1025 1030 1035 1040 1045 1050 1055 1060 1065 1070 1075 1080 1085 1090 1095 1100 1105 1110 1115 1120 1125 1130 1135 1140 1145 1150 1155 1160 1165 1170 1175 1180 1185 1190 1195 1200 1205 1210 1215 1220 1225 1230 1235 1240 1245 1250 1255 1260 1265 1270 1275 1280 1285 1290 1295 1300 1305 1310 1315 1320 1325 1330 1335 1340 1345 1350 1355 1360 1365 1370 1375 1380 1385 1390 1395 1400 1405 1410 1415 1420 1425 1430 1435 1440 1445 1450 1455 1460 1465 1470 1475 1480 1485 1490 1495 1500 1505 1510 1515 1520 1525 1530 1535 1540 1545 1550 1555 1560 1565 1570 1575 1580 1585 1590 1595 1600 1605 1610 1615 1620 1625 1630 1635 1640 1645 1650 1655 1660 1665 1670 1675 1680 1685 1690 1695 1700 1705 1710 1715 1720 1725 1730 1735 1740 1745 1750 1755 1760 1765 1770 1775 1780 1785 1790 1795 1800 1805 1810 1815 1820 1825 1830 1835 1840 1845 1850 1855 1860 1865 1870 1875 1880 1885 1890 1895 1900 1905 1910 1915 1920 1925 1930 1935 1940 1945 1950 1955 1960 1965 1970 1975 1980 1985 1990 1995 2000 2005 2010 2015 2020 2025 2030 2035 2040 2045 2050 2055 2060 2065 2070 2075 2080 2085 2090 2095 2100 2105 2110 2115 2120 2125 2130 2135 2140 2145 2150 2155 2160 2165 2170 2175 2180 2185 2190 2195 2200 2205 2210 2215 2220 2225 2230 2235 2240 2245 2250 2255 2260 2265 2270 2275 2280 2285 2290 2295 2300 2305 2310 2315 2320 2325 2330 2335 2340 2345 2350 2355 2360 2365 2370 2375 2380 2385 2390 2395 2400 2405 2410 2415 2420 2425 2430 2435 2440 2445 2450 2455 2460 2465 2470 2475 2480 2485 2490 2495 2500 2505 2510 2515 2520 2525 2530 2535 2540 2545 2550 2555 2560 2565 2570 2575 2580 2585 2590 2595 2600 2605 2610 2615 2620 2625 2630 2635 2640 2645 2650 2655 2660 2665 2670 2675 2680 2685 2690 2695 2700 2705 2710 2715 2720 2725 2730 2735 2740 2745 2750 2755 2760 2765 2770 2775 2780 2785 2790 2795 2800 2805 2810 2815 2820 2825 2830 2835 2840 2845 2850 2855 2860 2865 2870 2875 2880 2885 2890 2895 2900 2905 2910 2915 2920 2925 2930 2935 2940 2945 2950 2955 2960 2965 2970 2975 2980 2985 2990 2995 3000 3005 3010 3015 3020 3025 3030 3035 3040 3045 3050 3055 3060 3065 3070 3075 3080 3085 3090 3095 3100 3105 3110 3115 3120 3125 3130 3135 3140 3145 3150 3155 3160 3165 3170 3175 3180 3185 3190 3195 3200 3205 3210 3215 3220 3225 3230 3235 3240 3245 3250 3255 3260 3265 3270 3275 3280 3285 3290 3295 3300 3305 3310 3315 3320 3325 3330 3335 3340 3345 3350 3355 3360 3365 3370 3375 3380 3385 3390 3395 3400 3405 3410 3415 3420 3425 3430 3435 3440 3445 3450 3455 3460 3465 3470 3475 3480 3485 3490 3495 3500 3505 3510 3515 3520 3525 3530 3535 3540 3545 3550 3555 3560 3565 3570 3575 3580 3585 3590 3595 3600 3605 3610 3615 3620 3625 3630 3635 3640 3645 3650 3655 3660 3665 3670 3675 3680 3685 3690 3695 3700 3705 3710 3715 3720 3725 3730 3735 3740 3745 3750 3755 3760 3765 3770 3775 3780 3785 3790 3795 3800 3805 3810 3815 3820 3825 3830 3835 3840 3845 3850 3855 3860 3865 3870 3875 3880 3885 3890 3895 3900 3905 3910 3915 3920 3925 3930 3935 3940 3945 3950 3955 3960 3965 3970 3975 3980 3985 3990 3995 4000 4005 4010 4015 4020 4025 4030 4035 4040 4045 4050 4055 4060 4065 4070 4075 4080 4085 4090 4095 4100 4105 4110 4115 4120 4125 4130 4135 4140 4145 4150 4155 4160 4165 4170 4175 4180 4185 4190 4195 4200 4205 4210 4215 4220 4225 4230 4235 4240 4245 4250 4255 4260 4265 4270 4275 4280 4285 4290 4295 4300 4305 4310 4315 4320 4325 4330 4335 4340 4345 4350 4355 4360 4365 4370 4375 4380 4385 4390 4395 4400 4405 4410 4415 4420 4425 4430 4435 4440 4445 4450 4455 4460 4465 4470 4475 4480 4485 4490 4495 4500 4505 4510 4515 4520 4525 4530 4535 4540 4545 4550 4555 4560 4565 4570 4575 4580 4585 4590 4595 4600 4605 4610 4615 4620 4625 4630 4635 4640 4645 4650 4655 4660 4665 4670 4675 4680 4685 4690 4695 4700 4705 4710 4715 4720 4725 4730 4735 4740 4745 4750 4755 4760 4765 4770 4775 4780 4785 4790 4795 4800 4805 4810 4815 4820 4825 4830 4835 4840 4845 4850 4855 4860 4865 4870 4875 4880 4885 4890 4895 4900 4905 4910 4915 4920 4925 4930 4935 4940 4945 4950 4955 4960 4965 4970 4975 4980 4985 4990 4995 5000 5005 5010 5015 5020 5025 5030 5035 5040 5045 5050 5055 5060 5065 5070 5075 5080 5085 5090 5095 5100 5105 5110 5115 5120 5125 5130 5135 5140 5145 5150 5155 5160 5165 5170 5175 5180 5185 5190 5195 5200 5205 5210 5215 5220 5225 5230 5235 5240 5245 5250 5255 5260 5265 5270 5275 5280 5285 5290 5295 5300 5305 5310 5315 5320 5325 5330 5335 5340 5345 5350 5355 5360 5365 5370 5375 5380 5385 5390 5395 5400 5405 5410 5415 5420 5425 5430 5435 5440 5445 5450 5455 5460 5465 5470 5475 5480 5485 5490 5495 5500 5505 5510 5515 5520 5525 5530 5535 5540 5545 5550 5555 5560 5565 5570 5575 5580 5585 5590 5595 5600 5605 5610 5615 5620 5625 5630 5635 5640 5645 5650 5655 5660 5665 5670 5675 5680 5685 5690 5695 5700 5705 5710 5715 5720 5725 5730 5735 5740 5745 5750 5755 5760 5765 5770 5775 5780 5785 5790 5795 5800 5805 5810 5815 5820 5825 5830 5835 5840 5845 5850 5855 5860 5865 5870 5875 5880 5885 5890 5895 5900 5905 5910 5915 5920 5925 5930 5935 5940 5945 5950 5955 5960 5965 5970 5975 5980 5985 5990 5995 6000 6005 6010 6015 6020 6025 6030 6035 6040 6045 6050 6055 6060 6065 6070 6075 6080 6085 6090 6095 6100 6105 6110 6115 6120 6125 6130 6135 6140 6145 6150 6155 6160 6165 6170 6175 6180 6185 6190 6195 6200 6205 6210 6215 6220 6225 6230 6235 6240 6245 6250 6255 6260 6265 6270 6275 6280 6285 6290 6295 6300 6305 6310 6315 6320 6325 6330 6335 6340 6345 6350 6355 6360 6365 6370 6375 6380 6385 6390 6395 6400 6405 6410 6415 6420 6425 6430 6435 6440 6445 6450 6455 6460 6465 6470 6475 6480 6485 6490 6495 6500 6505 6510 6515 6520 6525 6530 6535 6540 6545 6550 6555 6560 6565 6570 6575 6580 6585 6590 6595 6600 6605 6610 6615 6620 6625 6630 6635 6640 6645 6650 6655 6660 6665 6670 6675 6680 6685 6690 6695 6700 6705 6710 6715 6720 6725 6730 6735 6740 6745 6750 6755 6760 6765 6770 6775 6780 6785 6790 6795 6800 6805 6810 6815 6820 6825 6830 6835 6840 6845 6850 6855 6860 6865 6870 6875 6880 6885 6890 6895 6900 6905 6910 6915 6920 6925 6930 6935 6940 6945 6950 6955 6960 6965 6970 6975 6980 6985 6990 6995 7000 7005 7010 7015 7020 7025 7030 7035 7040 7045 7050 7055 7060 7065 7070 7075 7080 7085 7090 7095 7100 7105 7110 7115 7120 7125 7130 7135 7140 7145 7150 7155 7160 7165 7170 7175 7180 7185 7190 7195 7200 7205 7210 7215 7220 7225 7230 7235 7240 7245 7250 7255 7260 7265 7270 7275 7280 7285 7290 7295 7300 7305 7310 7315 7320 7325 7330 7335 7340 7345 7350 7355 7360 7365 7370 7375 7380 7385 7390 7395 7400 7405 7410 7415 7420 7425 7430 7435 7440 7445 7450 7455 7460 7465 7470 7475 7480 7485 7490 7495 7500 7505 7510 7515 7520 7525 7530 7535 7540 7545 7550 7555 7560 7565 7570 7575 7580 7585 7590 7595 7600 7605 7610 7615 7620 7625 7630 7635 7640 7645 7650 7655 7660 7665 7670 7675 7680 7685 7690 7695 7700 7705 7710 7715 7720 7725 7730 7735 7740 7745 7750 7755 7760 7765 7770 7775 7780 7785 7790 7795 7800 7805 7810 7815 7820 7825 7830 7835 7840 7845 7850 7855 7860 7865 7870 7875 7880 7885 7890 7895 7900 7905 7910 7915 7920 7925 7930 7935 7940 7945 7950 7955 7960 7965 7970 7975 7980 7985 7990 7995 8000 8005 8010 8015 8020 8025 8030 8035 8040 8045 8050 8055 8060 8065 8070 8075 8080 8085 8090 8095 8100 8105 8110 8115 8120 8125 8130 8135 8140 8145 8150 8155 8160 8165 8170 8175 8180 8185 8190 8195 8200 8205 8210 8215 8220 8225 8230 8235 8240 8245 8250 8255 8260 8265 8270 8275 8280 8285 8290 8295 8300 8305 8310 8315 8320 8325 8330 8335 8340 8345 8350 8355 8360 8365 8370 8375 8380 8385 8390 8395 8400 8405 8410 8415 8420 8425 8430 8435 8440 8445 8450 8455 8460 8465 8470 8475 8480 8485 8490 8495 8500 8505 8510 8515 8520 8525 8530 8535 8540 8545 8550 8555 8560 8565 8570 8575 8580 8585 8590 8595 8600 8605 8610 8615 8620 8625 8630 8635 8640 8645 8650 8655 8660 8665 8670 8675 8680 8685 8690 8695 8700 8705 8710 8715 8720<br

Federal  
appurtenant  
undertakings

**23.** Only a federal minister may, in relation to a federal appurtenant undertaking, exercise the following powers and functions under a law of the Legislature:

- (a) approve the issuance, renewal or amendment of a licence permitting the use of waters or the deposit of waste in waters;
- (b) consent to a declaration by a water board that an amendment to such a licence—as a result of which the use, flow or quality of waters would be altered—is required on an emergency basis;
- (c) approve the form of any security posted in respect of such a licence;
- (d) hold and apply the security; 15
- (e) exercise powers that are substantially the same as those set out in section 39 of the *Northwest Territories Waters Act*, as it read immediately before the coming into force of section 1;
- (f) issue policy directions to a water board that may issue, renew or amend such a licence; and
- (g) designate inspectors and grant them powers that are substantially the same as 25 those set out in section 37 or 44.02 of the *Northwest Territories Waters Act*, as they read immediately before the coming into force of section 1.

Composition of  
water board

**24.** For every five members who are appointed to a water board that may—under a law of the Legislature—issue, renew or amend a licence permitting the use of waters or the deposit of waste in waters, one must be nominated by a federal minister. 30

Restrictions on  
powers

**25.** (1) Nothing in subsection 18(1) or section 19 must be construed as giving the Legislature greater powers than are given to legislatures of provinces under sections 92, 92A and 95 of the *Constitution Act, 1867*. 35

**23.** Seul un ministre fédéral peut exercer, à l’égard de l’entreprise fédérale en cause, les attributions ci-après prévues sous le régime de toute loi de la législature :

- 5 a) l’approbation de la délivrance, du renouvellement ou de la modification d’un permis visant l’utilisation des eaux ou le dépôt de déchets dans des eaux;
- b) le consentement à une déclaration par l’office des eaux portant que la modification à 10 un tel permis, qui aurait des répercussions sur l’utilisation, le cours ou la qualité de l’eau, s’impose d’urgence;
- c) l’approbation de la forme de toute garantie déposée à l’égard d’un tel permis; 15
- d) la détention et l’utilisation d’une telle garantie;
- e) l’exercice de pouvoirs substantiellement les mêmes que ceux prévus à l’article 39 de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans sa version antérieure à l’entrée en vigueur de l’article 1;
- f) l’établissement de directives à l’intention d’un office des eaux pouvant délivrer, renouveler ou modifier un tel permis; 25
- g) la désignation d’inspecteurs et l’octroi de pouvoirs qui sont substantiellement les mêmes que ceux prévus aux articles 37 et 44.02 de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans leur version antérieure à l’entrée 30 en vigueur de l’article 1.

**24.** Pour chaque tranche de cinq membres de tout office des eaux pouvant, sous le régime d’une loi de la législature, délivrer, renouveler ou modifier un permis visant l’utilisation des eaux ou le dépôt de déchets dans des eaux, un 35 de ces membres est nommé sur la recommandation du ministre fédéral.

**25.** (1) Le paragraphe 18(1) et l’article 19 n’ont pas pour effet de conférer à la législature 40 des pouvoirs plus étendus que ceux qu’attribuent aux législatures provinciales les articles 40 92, 92A et 95 de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

Entreprises  
fédérales en  
cause

Composition de  
l’office des eaux

Limitation des  
pouvoirs

Water power Agreement implementation Acts Laws — conservation of wildlife Laws — borrowing, making loans and investing Restriction Charge on Consolidated Revenue Fund Maximum amount — borrowings	<p>(2) Despite subsection 18(1) and sections 19 and 20, the Legislature must not make laws in respect of the right to the use and flow of waters for the production or generation of water power to which the <i>Dominion Water Power Act</i> applies.</p> <p><b>26.</b> Despite subsection 25(1), the Legislature may, in exercising its powers under sections 18 and 19 for the purpose of implementing an Aboriginal land claim agreement or a self-government agreement, make laws that are in relation to the matters coming within class 24 of section 91 of the <i>Constitution Act, 1867</i>.</p> <p><b>27.</b> Despite subsection 25(1), any law of the Legislature that is in relation to the conservation of wildlife applies, unless the contrary intention appears in it, to and in respect of Aboriginal people.</p> <p><b>28.</b> (1) The Legislature may make laws for the</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) borrowing of money by the Commissioner on behalf of the Northwest Territories for territorial, municipal or local purposes;</li> <li>(b) making of loans to persons; and</li> <li>(c) investing by the Commissioner of surplus money standing to the credit of the Consolidated Revenue Fund of the Northwest Territories.</li> </ul> <p>(2) The aggregate of all borrowings is not to exceed the maximum amount set under subsection (4).</p> <p>(3) The repayment of money borrowed under a law made under paragraph (1)(a)—and the payment of interest on that money—is a charge on and is payable out of the Consolidated Revenue Fund of the Northwest Territories.</p> <p>(4) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, set the maximum amount of the aggregate of all borrowings.</p>	<p>(2) Est soustrait aux domaines de compétence conférés par le paragraphe 18(1) et les articles 19 et 20 le droit d'utilisation des eaux et de leur énergie motrice aux fins de production de forces hydrauliques visées par la <i>Loi sur les forces hydrauliques du Canada</i>. <b>26.</b> Malgré le paragraphe 25(1), la législature peut, dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par les articles 18 et 19, édicter des lois touchant les matières visées au point 24 de l'article 91 de la <i>Loi constitutionnelle de 1867</i> en vue de mettre en oeuvre les accords sur les revendications territoriales des peuples autochtones ou sur l'autonomie gouvernementale. <b>27.</b> Malgré le paragraphe 25(1), les lois de la législature concernant la protection de la faune s'appliquent, sauf intention contraire expresse, aux autochtones. <b>28.</b> (1) La législature a compétence pour légiférer dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les emprunts faits par le commissaire pour le compte des Territoires du Nord-Ouest à des fins territoriales, municipales ou locales;</li> <li>b) les prêts consentis à des personnes;</li> <li>c) le placement, par le commissaire, des excédents du Trésor des Territoires du Nord-Ouest.</li> </ul> <p>(2) Le montant total des emprunts ne peut excéder le plafond fixé en vertu du paragraphe 30 (4). <b>(3)</b> Le remboursement de tout emprunt visé à l'alinéa (1)a) et le paiement des intérêts afférents sont imputables au Trésor des Territoires du Nord-Ouest. <b>(4)</b> Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre des Finances, fixer le plafond de l'ensemble des emprunts.</p>	Forces hydrauliques Lois de mise en œuvre d'accords Lois : protection de la faune Lois : emprunts, prêts et placements Réserve Imputation sur le Trésor Plafond des emprunts	5 10 15 20 25 30 35 40
--	---	---	--	---

Regulations	(5) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, make regulations respecting borrowings for the purposes of subsections (2) and (4), including regulations	(5) Il peut en outre, sur la recommandation du ministre des Finances, prendre des règlements concernant les emprunts pour l'application des paragraphes (2) et (4), notamment des 5 règlements concernant :	Règlements
	(a) respecting what constitutes, or is deemed to constitute, borrowing;	a) ce qui constitue ou est réputé constituer un emprunt;	
	(b) respecting the entities, or classes of entities, whose borrowings are to be taken into account; and	b) les entités—individuellement ou au titre de leur appartenance à une catégorie donnée—dont les emprunts doivent être pris en compte;	10
	(c) respecting the manner in which the value of a borrowing must be determined.	c) la façon d'établir la valeur des emprunts.	
Withholding assent	<b>29.</b> (1) The Governor in Council may, in writing, direct the Commissioner to withhold his or her assent to a bill that has been introduced in the Legislative Assembly.	<b>29.</b> (1) Le gouverneur en conseil peut ordonner par écrit au commissaire de refuser la sanction à un projet de loi déposé devant l'assemblée législative.	Refus de la sanction
Assent of Governor in Council	(2) A bill in respect of which a direction is given must not become law without the Governor in Council's assent, which is not to be given later than one year after the day on which the bill is adopted by the Legislative Assembly.	(2) Le cas échéant, le projet ne peut devenir loi sans la sanction du gouverneur en conseil, laquelle ne peut être donnée plus d'un an après son adoption par l'assemblée.	Sanction du gouverneur en conseil
Transmittal of laws	<b>30.</b> (1) A copy of every law of the Legislature must be transmitted by the Clerk of the Legislative Assembly to the Governor in Council within 30 days after the day on which it is made.	<b>30.</b> (1) Le greffier de l'assemblée législative communique au gouverneur en conseil le texte de chaque loi de la législature dans les trente jours suivant son adoption.	Communication au gouverneur en conseil
Disallowance	(2) The Governor in Council may disallow any law of the Legislature or any provision of such a law at any time within one year after the day on which it is made.	(2) Le gouverneur en conseil peut, dans l'année suivant l'adoption, désavouer une loi de la législature ou telle de ses dispositions.	Désaveu
Conflicting laws	<b>31.</b> In the event of a conflict between a law of the Legislature and a federal enactment, the federal enactment prevails to the extent of the conflict.	<b>31.</b> Les textes législatifs fédéraux l'emportent sur les dispositions incompatibles des lois de la législature.	Incompatibilité
Official Languages Act	<b>32.</b> (1) The ordinance entitled the <i>Official Languages Act</i> —made on June 28, 1984 by the Commissioner in Council, as amended on June 26, 1986 or by an Act referred to in section 33—must not be amended, repealed or rendered inoperative by the Legislature without the concurrence of Parliament by way of an amendment to this Act.	<b>32.</b> (1) L'ordonnance intitulée <i>Loi sur les langues officielles</i> prise par le commissaire en conseil le 28 juin 1984, et modifiée le 26 juin 1986 ou par toute loi visée à l'article 33, ne peut être abrogée, modifiée ou rendue inopérante par une loi de la législature sans l'agrément du Parlement donné sous forme de modification de la présente loi.	Loi sur les langues officielles
Additional rights and services	(2) Nothing in subsection (1) is to be construed as preventing the Commissioner, the Legislature or the Government of the Northwest Territories from preventing the Commissioner, the Legislature or the Government of the Northwest Territories from	(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher le commissaire, la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou le gouvernement	Droits et services supplémentaires

Territories from granting rights in respect of, or providing services in, English, French or a language of an Aboriginal people of Canada—in addition to the rights and services provided for in the *Official Languages Act* referred to in subsection (1)—whether by amendment, without the concurrence of Parliament, or by any other means.

Amendments concurred in

**33.** (1) Parliament concurs in *An Act to amend the Official Languages Act*, made on October 29, 1990 by the Commissioner in Council.

March 12, 1992

(2) Parliament concurs in *An Act to amend the Official Languages Act*, made on March 12, 1992 by the Commissioner in Council.

Establishment

#### CONSOLIDATED REVENUE FUND OF THE NORTHWEST TERRITORIES

Establishment of bank accounts

**34.** (1) All public moneys over which the Legislature has the power of appropriation are to form a fund to be known as the Consolidated Revenue Fund of the Northwest Territories.

(2) The member of the Executive Council 20 designated for that purpose by a law of the Legislature must establish, in the name of the Government of the Northwest Territories, accounts for the deposit of public moneys with

(a) banks as defined in section 2 of the *Bank Act*; or

(b) authorized foreign banks, as defined in section 2 of the *Bank Act*, that are not subject to the restrictions and requirements referred to in subsection 524(2) of that Act.

Recommendation of Commissioner

**35.** The Legislative Assembly must not adopt or pass any vote, resolution, address or bill—for the appropriation of public moneys, or of any tax, for any purpose—that has not been first recommended to the Legislative 35 Assembly by message of the Commissioner in the session in which the vote, resolution, address or bill is proposed.

Appropriation of moneys granted by Parliament

**36.** If a sum of money is granted to Her Majesty in right of Canada by Parliament to 40 defray expenses for a specified public service in

de ces territoires d'accorder des droits à l'égard du français, de l'anglais ou de la langue d'un peuple autochtone du Canada ou de fournir des services dans ces langues, en plus des droits et 5 services prévus par la *Loi sur les langues officielles* visée au paragraphe (1), que ce soit par modification de celle-ci, sans le concours du Parlement, ou par tout autre moyen.

**33.** (1) Le Parlement donne son agrément à la *Loi modifiant la Loi sur les langues officielles*, adoptée le 29 octobre 1990 par le commissaire en conseil.

(2) Le Parlement donne son agrément à la *Loi modifiant la Loi sur les langues officielles*, 12 mars 1992 adoptée le 12 mars 1992 par le commissaire en conseil.

#### TRÉSOR DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

**34.** (1) Les fonds publics susceptibles d'affection par la législature constituent le Trésor des Territoires du Nord-Ouest.

(2) Le membre du Conseil exécutif désigné à cette fin par une loi de la législature ouvre, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, des comptes dans les établissements aux fins de dépôt de fonds publics parmi les banques, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques*, et parmi les banques étrangères autorisées, au sens de cet article, qui ne font pas l'objet des restrictions et exigences visées au paragraphe 524(2) de cette loi.

30

**35.** L'assemblée législative ne peut valable- 30 ment voter de crédits, de résolution, d'adresse ou de projet de loi visant l'affectation, à une fin quelconque, de fonds publics ou d'une taxe ou d'un impôt que si elle a reçu préalablement, au cours de la même session, une recommandation 35 formelle du commissaire à cet effet.

**36.** Dans le cas d'une somme accordée par le Parlement à l'État fédéral pour couvrir les dépenses d'un service public donné dans les

Agrement

12 mars 1992

Composition

Ouverture de comptes bancaires

Recommandation du commissaire

Affectation des sommes accordées par le Parlement

the Northwest Territories, the power of appropriation by the Legislature over that sum is subject to the purpose for which it is granted.

#### PUBLIC ACCOUNTS OF THE NORTHWEST TERRITORIES

Fiscal year

**37.** The fiscal year of the Government of the Northwest Territories is the period beginning on April 1 in one year and ending on March 31 in the next year.

Submission to Legislative Assembly

**38.** The Commissioner, with the consent of the Executive Council, must lay before the Legislative Assembly—on or before the day of each fiscal year that the Legislative Assembly fixes—a report called the Public Accounts of the Northwest Territories for the preceding fiscal year; the Legislative Assembly must consider the report.

Form and contents

**39.** The Public Accounts of the Northwest Territories must be prepared in any form that the Commissioner, with the consent of the Executive Council, directs and are to include

- (a) consolidated financial statements for the Government of the Northwest Territories, prepared in accordance with Canadian public sector accounting standards;
- (b) any other information or statements that are required in support of those consolidated financial statements under any law of the Legislature; and
- (c) the opinion of the Auditor General of Canada that is referred to in subsection 40(1).

Annual audit

**40.** (1) The Auditor General of Canada must audit the accounts—including those related to the Consolidated Revenue Fund of the Northwest Territories—and financial transactions of the Government of the Northwest Territories in each fiscal year in accordance with Canadian generally accepted auditing standards and must express his or her opinion as to whether

- (a) the consolidated financial statements present fairly—in all material respects and in accordance with Canadian public sector accounting standards—the financial situation of the Government of the Northwest Territories as at the end of the fiscal year; and

Territoires du Nord-Ouest, le pouvoir d'affectation de la législature est subordonné à l'objet pour lequel cette somme a été accordée.

#### COMPTE PUBLIC DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

**37.** L'exercice du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest s'ouvre le 1<sup>er</sup> avril et se clôut le 31 mars de l'année suivante.

Exercice  
5

**38.** Au cours de chaque exercice, dans le délai fixé par l'assemblée législative, le commissaire, avec l'agrément du Conseil exécutif, présente à celle-ci un rapport sur l'exercice précédent, intitulé «Comptes publics des Territoires du Nord-Ouest»; l'assemblée procède à l'examen du rapport.

Présentation à l'assemblée législative

15

**39.** Les comptes publics des Territoires du Nord-Ouest sont établis dans la forme prescrite par le commissaire avec l'agrément du Conseil exécutif; ils comportent les éléments suivants :

Forme et contenu  
15

- a) les états financiers consolidés du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest préparés en conformité avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public;
- b) les autres renseignements ou documents nécessaires à l'appui de ces états financiers, ou dont la production est exigée sous le régime d'une loi de la législature;
- c) les conclusions du vérificateur général du Canada au sujet des questions visées au paragraphe 40(1).

25

**40.** (1) À la fin de chaque exercice, le vérificateur général du Canada vérifie, conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, les comptes—notamment ceux qui ont trait au Trésor des Territoires du Nord-Ouest—and les opérations financières du gouvernement de ces territoires, et indique si, à son avis :

Vérification annuelle  
30

- a) les états financiers consolidés présentent fidèlement—à tous égards importants et en conformité avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public—la situation financière de ce gouvernement en fin d'exercice;

40

	<p>(b) the transactions of the Government of the Northwest Territories that have come to the notice of the Auditor General in the course of the audit are within the powers of that Government under this or any other Act of Parliament.</p> <p>(2) The Auditor General must report to the Legislative Assembly any matter falling within the scope of the audit that, in his or her opinion, ought to be reported to the Assembly.</p>	5	<p>b) les opérations de ce gouvernement qui ont été portées à sa connaissance à l'occasion de la vérification étaient valides au regard des pouvoirs conférés à celui-ci par la présente loi et toute autre loi fédérale.</p> <p>(2) Le vérificateur général adresse à l'assemblée législative un rapport au sujet de toute question soumise à la vérification qui, à son avis, mérite d'être portée à l'attention de l'assemblée.</p>	5	Rapport
	<p><b>41.</b> The Auditor General of Canada may, at any time, inquire into and submit a supplementary report to the Legislative Assembly about any matter relating to the activities of the Government of the Northwest Territories, including whether</p> <p>(a) accounts have not been faithfully and properly maintained or public money has not been fully accounted for or paid, if so required by law, into the Consolidated Revenue Fund;</p> <p>(b) essential records have not been maintained or the rules and procedures applied have been insufficient to safeguard and control public property, to secure an effective check on the assessment, collection and proper allocation of the revenue and to ensure that expenditures have been made only as authorized;</p> <p>(c) money has been expended for purposes other than those for which it was appropriated by the Legislature or has been expended without due regard to economy or efficiency; or</p> <p>(d) satisfactory procedures have not been established to measure and report the effectiveness of programs, if such procedures could appropriately and reasonably be implemented.</p>	15	<p><b>41.</b> Le vérificateur général du Canada peut faire des enquêtes au sujet des activités du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et présenter à l'assemblée législative un rapport supplémentaire sur le sujet, notamment dans les cas suivants :</p> <p>a) les comptes n'ont pas été tenus d'une manière fidèle et régulière ou des fonds publics n'ont pas fait l'objet d'un compte rendu complet ou n'ont pas été versés au Trésor dans les cas où cela était légalement requis;</p> <p>b) les registres essentiels n'ont pas été tenus ou les règles et mécanismes utilisés ont été insuffisants pour sauvegarder et contrôler les biens publics, assurer un contrôle efficace des cotisations, du recouvrement et de la répartition régulière du revenu et vérifier que les dépenses effectuées ont été autorisées;</p> <p>c) des sommes ont été dépensées à d'autres fins que celles auxquelles la législature les avait affectées ou sans égard à l'économie ou à l'efficience;</p> <p>d) des mécanismes satisfaisants n'ont pas été établis pour mesurer l'efficacité des programmes et en faire rapport dans les cas où ils peuvent convenablement et raisonnablement être mises en oeuvre.</p>	15	Rapport supplémentaire
	<p><b>42.</b> At the Commissioner's request, made with the consent of the Executive Council, the Auditor General of Canada may—if in his or her opinion it does not interfere with the Auditor General's primary responsibilities— inquire into and report to the Legislative Assembly on any</p>	40	<p><b>42.</b> À la demande du commissaire faite avec l'agrément du Conseil exécutif, le vérificateur général du Canada peut, s'il estime que la mission n'entrave pas ses responsabilités principales, enquêter et présenter un rapport à l'assemblée législative sur ce qui suit:</p>	40	Rapport à la demande du commissaire

	(a) matter relating to the financial affairs of the Government of the Northwest Territories or to public property in the Northwest Territories; or	a) toute question relative aux affaires financières du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ou aux biens publics dans ces territoires;	
	(b) person or organization that has received or is seeking financial aid from the Government of the Northwest Territories.	b) toute personne ou organisation ayant reçu ou sollicité l'aide financière de ce gouvernement.	5
Auditor General's powers	<b>43.</b> (1) For the purposes of carrying out his or her functions under this Act, the Auditor General of Canada has all the powers that he or she has under the <i>Auditor General Act</i> .	<b>43.</b> (1) Le vérificateur général du Canada est investi, pour l'exécution de ses fonctions au titre de la présente loi, des pouvoirs que lui confère la <i>Loi sur le vérificateur général</i> .	Pouvoirs du vérificateur
Access to information	(2) Except as provided by any law of the Legislature that expressly refers to this subsection, the Auditor General is entitled to free access at all convenient times to information that relates to the fulfilment of his or her responsibilities and is entitled to require and receive from the public service of the Northwest Territories any information, reports and explanations that he or she considers necessary for that purpose.	(2) Sauf dérogation expresse au présent paragraphe prévue par une loi de la législature, le vérificateur général a le droit, à tout moment convenable, de prendre connaissance librement de tout élément d'information se rapportant à l'exercice de ses fonctions; il peut exiger que les fonctionnaires des Territoires du Nord-Ouest lui fournissent les renseignements, rapports et explications qu'il estime nécessaires à l'exercice de ses fonctions.	Accès à l'information
Appointment of judges	<b>ADMINISTRATION OF JUSTICE</b> <b>JUDICATURE</b> <b>44.</b> The Governor in Council must appoint the judges of any superior, district or county courts in the Northwest Territories.	<b>ADMINISTRATION DE LA JUSTICE</b> <b>ORGANISATION JUDICIAIRE</b> <b>44.</b> Le gouverneur en conseil nomme les juges des cours supérieures, de district ou de comté des Territoires du Nord-Ouest.	Nomination des juges
Tenure of judges	<b>45.</b> The judges of the superior, district and county courts in the Northwest Territories hold office during good behaviour but are removable by the Governor General on address of the Senate and House of Commons and cease to hold office on attaining the age of 75 years.	<b>45.</b> Les juges ainsi nommés occupent leur poste à titre inamovible, sous réserve de révocation par le gouverneur général sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes. La limite d'âge pour l'occupation de leur charge est de soixantequinze ans.	Durée des fonctions des juges
Judges	<b>SUPREME COURT OF THE NORTHWEST TERRITORIES</b> <b>46.</b> A judge—other than a deputy judge—of the Yukon Supreme Court or the Nunavut Court of Justice is, by reason of holding that office, a judge of the Supreme Court of the Northwest Territories.	<b>COUR SUPRÈME DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST</b> <b>46.</b> Les juges—autres que les juges adjoints—de la Cour suprême du Yukon et de la Cour de justice du Nunavut sont d'office juges de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest.	Juges d'office
Deputy judges	<b>47.</b> (1) The Governor in Council may appoint any person who is or has been a judge of a superior, district or county court of a province or a barrister or advocate of at least 10 years standing at the bar of a province to be a deputy	<b>47.</b> (1) Le gouverneur en conseil peut nommer juge adjoint de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest tout juge—ou ancien juge—d'une cour supérieure, de district ou de comté d'une province, ou tout avocat, en	Juge adjoint

judge of the Supreme Court of the Northwest Territories and fix his or her remuneration and allowances.	exercice ou non, inscrit pendant au moins dix ans au barreau d'une province. Il fixe sa rémunération et ses indemnités.	
Duration of appointment	(2) A deputy judge may be appointed for any particular case or cases or for any specified period.	(2) La nomination peut intervenir pour une ou des affaires particulières ou pour une période déterminée.
Tenure of office	(3) A deputy judge holds office during good behaviour but is removable by the Governor General on address of the Senate and House of Commons.	(3) Le juge adjoint occupe son poste à titre inamovible, sous réserve de révocation par le gouverneur général sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.
Powers	(4) A deputy judge must be sworn to the faithful performance of his or her duties in the same manner as a judge of the Supreme Court of the Northwest Territories and, during his or her appointment, has and may exercise and perform all the powers, duties and functions of a judge of that Court.	(4) Le juge adjoint prête le serment de remplir fidèlement ses fonctions, comme tout juge de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest. Il exerce, pour la durée de sa charge, toutes les attributions d'un juge de cette cour.
Jurisdiction—civil cases	48. The Supreme Court of the Northwest Territories has and may exercise and perform—in Yukon or Nunavut—all of its powers, duties and functions with respect to a civil case other than one for which the Court sits with a jury.	48. La Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest peut exercer, au Yukon ou au Nunavut, les attributions de celle-ci en matière civile pour les procès tenus sans jury.
Jurisdiction—criminal cases	49. (1) A judge of the Supreme Court of the Northwest Territories has and may exercise and perform—anywhere in Canada—all of its powers, duties and functions with respect to any criminal offence committed or charged to have been committed in the Northwest Territories.	49. (1) Tout juge de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest peut exercer les attributions de celle-ci partout au Canada dans le cas d'une infraction criminelle commise ou poursuivie dans ces territoires.
Application of laws	(2) All laws applicable to criminal proceedings held in the Northwest Territories apply in like manner to proceedings held under this section elsewhere in Canada.	(2) Les règles de droit applicables aux instances pénales tenues dans les Territoires du Nord-Ouest s'appliquent de la même manière à celles tenues en application du présent article ailleurs au Canada.
Enforcement	(3) Any judgment, conviction, sentence or other order pronounced or made in any proceedings held under this section outside the Northwest Territories may be enforced at the place at which it is pronounced or made—or elsewhere, either in or outside the Northwest Territories, as the judge may direct—and the proper officers of the Northwest Territories have and may exercise all powers and authority necessary for its enforcement at the place where it is directed to be enforced, even if that place is not in the Northwest Territories.	(3) Les ordonnances et autres décisions judiciaires rendues dans une instance tenue en dehors des Territoires du Nord-Ouest et visée par le présent article peuvent être exécutées sur place ou en tout autre lieu, à l'intérieur ou à l'extérieur de ces territoires, selon les instructions du juge saisi. Les fonctionnaires compétents des Territoires du Nord-Ouest ont tous les pouvoirs nécessaires pour l'exécution au lieu fixé, même en dehors de ces territoires.

	COUR OF APPEAL OF THE NORTHWEST TERRITORIES	COUR D'APPEL DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
Sittings	<b>50.</b> The Court of Appeal of the Northwest Territories may sit in the Northwest Territories or, unless a law of the Legislature provides otherwise, elsewhere in Canada.	<b>50.</b> La Cour d'appel des Territoires du Nord-Ouest peut siéger dans ces territoires ou, sauf disposition contraire de toute loi de la législature, ailleurs au Canada.	Pouvoir de siéger
	<b>PUBLIC LANDS AND WATERS</b>	<b>TERRES DOMANIALES ET EAUX</b>	
	<b>ADMINISTRATION AND CONTROL</b>	<b>GESTION ET MAÎTRISE</b>	
Public lands — Commissioner	<b>51.</b> (1) The Commissioner has the administration and control of public lands and may use, sell or otherwise dispose of those lands and retain the proceeds of the disposition.	<b>51.</b> (1) Le commissaire a la gestion et la maîtrise des terres domaniales. Il peut en jouir, les aliéner et conserver leurs fruits ou le produit de leur aliénation.	5 Terres domaniales : commissaire
Exceptions	(2) Despite subsection (1), the Commissioner does not have the administration and control of the following public lands unless they are transferred to him or her under section 54:	(2) Sont toutefois soustraites à la gestion et à la maîtrise du commissaire, sauf si celles-ci lui sont transférées en vertu de l'article 54 :	Exceptions
	(a) those listed under subsection (3);	a) les terres domaniales mentionnées dans la liste établie en application du paragraphe (3);	
	(b) those in respect of which the administration and control is relinquished by the Commissioner under section 53;	b) celles dont la gestion et la maîtrise font l'objet d'une renonciation par le commissaire en vertu de l'article 53;	
	(c) those in respect of which the administration and control is taken by the Governor in Council under section 55; and	c) celles dont la gestion et la maîtrise sont reprises par le gouverneur en conseil en vertu de l'article 55;	
	(d) those acquired by Her Majesty in right of Canada after the coming into force of section 1.	d) celles acquises par l'État fédéral après l'entrée en vigueur de l'article 1.	
List	(3) The Governor in Council must, on the day on which section 1 comes into force, list the public lands that are excluded from the administration and control of the Commissioner.	(3) Le gouverneur en conseil établit, à la date d'entrée en vigueur de l'article 1, la liste des terres domaniales soustraites à la gestion et à la maîtrise du commissaire.	Liste
Rights in respect of waters	<b>52.</b> (1) All rights in respect of waters belong to Her Majesty in right of Canada.	<b>52.</b> (1) Tous les droits relatifs à des eaux sont dévolus à l'État fédéral.	Droits relatifs à des eaux
Limitations	(2) Subsection (1) is subject to any rights granted by or under an Act of Parliament in respect of waters.	(2) Sont soustraits à l'application du paragraphe (1) les droits relatifs aux eaux accordés sous le régime d'une loi fédérale.	Exception
Commissioner	(3) The Commissioner has the administration and control of all rights in respect of waters and may exercise those rights or sell or otherwise dispose of them and may retain the proceeds of the disposition.	(3) Le commissaire a la gestion et la maîtrise des droits relatifs aux eaux; il peut les exercer ou les aliéner et conserver le produit de leur aliénation.	Commissaire
Exceptions	(4) Despite subsection (3), the Commissioner does not have the administration and control of	(4) Sont toutefois soustraits à la gestion et à la maîtrise du commissaire :	Exceptions

	(a) the right to the use and flow of waters for the production or generation of water power to which the <i>Dominion Water Power Act</i> applies; and	a) les droits d'utilisation des eaux et de leur énergie motrice aux fins de production de forces hydrauliques visées par la <i>Loi sur les forces hydrauliques du Canada</i> ;
	(b) the following rights in respect of waters unless the administration and control of them is transferred to him or her under section 54:	b) les droits relatifs à des eaux ci-après, sauf si la gestion et la maîtrise lui sont transférées en vertu de l'article 54 :
	(i) those listed under subsection (5),	(i) ceux mentionnés dans la liste établie en application du paragraphe (5),
	(ii) those in respect of which the administration and control is relinquished by the Commissioner under section 53,	(ii) ceux dont la gestion et la maîtrise font l'objet d'une renonciation par le commissaire en vertu de l'article 53,
	(iii) those in respect of which the administration and control is taken by the Governor in Council under section 55, and	(iii) ceux dont la gestion et la maîtrise sont reprises par le gouverneur en conseil en vertu de l'article 55,
	(iv) those acquired by Her Majesty in right of Canada after the coming into force of section 1.	(iv) ceux acquis par l'État fédéral après l'entrée en vigueur de l'article 1.
List	(5) The Governor in Council must, on the day on which section 1 comes into force, list the rights in respect of waters that are excluded from the administration and control of the Commissioner.	(5) Le gouverneur en conseil établit, à la date d'entrée en vigueur de l'article 1, la liste des droits relatifs à des eaux soustraits à la gestion et à la maîtrise du commissaire.
Relinquishment by Commissioner	<b>53.</b> The Commissioner may, with the Governor in Council's consent, relinquish—in perpetuity or for any lesser term—the administration and control of public lands and of rights in respect of waters.	<b>53.</b> Le commissaire peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, renoncer—à perpétuité ou pour une durée déterminée—à la gestion et à la maîtrise de terres domaniales et de droits relatifs à des eaux.
Transfer to Commissioner	<b>54.</b> The Governor in Council may, with the Commissioner's consent, transfer to the Commissioner—in perpetuity or for any lesser term—the administration and control of public lands and of rights in respect of waters.	<b>54.</b> Le gouverneur en conseil peut, avec le consentement du commissaire, lui transférer—à perpétuité ou pour une durée déterminée—la gestion et la maîtrise de terres domaniales et de droits relatifs à des eaux.
Taking of administration and control by Governor in Council	<b>RESTRICTIONS</b>  <b>55.</b> (1) The Governor in Council may, on the Minister's recommendation, take from the Commissioner the administration and control of public lands and rights in respect of waters if, subject to subsection (2), the Governor in Council considers it necessary to do so for the purposes of	<b>RESTRICTIONS</b>  <b>55.</b> (1) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, reprendre du commissaire la gestion et la maîtrise de terres domaniales et de droits relatifs à des eaux, sous réserve du paragraphe (2), dans les cas où il l'estime nécessaire :
	(a) the national interest, including (i) national defence or security,	a) soit dans l'intérêt national, notamment en ce qui touche la défense ou la sécurité nationales, la création ou la modification des limites d'un parc national au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> , d'un lieu historique national au sens

- (ii) establishing—or changing the boundaries of—a national park as defined in subsection 2(1) of the *Parks Canada Agency Act*, a national historic site as defined in that subsection or another area that is protected under an Act of Parliament, and
- (iii) the creation of the infrastructure required for initiatives in respect of transportation or energy;
- (b) the fulfilment of an obligation in respect of an Aboriginal or treaty right that is referred to in section 35 of the *Constitution Act, 1982*; or
- (c) the settlement of an Aboriginal land claim or the implementation of an Aboriginal land claim agreement or other treaty, a settlement agreement or a self-government agreement.

Consultation

(2) The Minister must—before recommending the taking of the administration and control other than for a purpose related to national defence or security—consult the member of the Executive Council who is responsible for those public lands or those rights in respect of waters and any affected Aboriginal party on the boundaries of the lands that, and the location of the waters the rights in respect of which, are subject to the taking.

Prohibition order—public lands

**56.** The Governor in Council may, by order and on the Minister's recommendation, prohibit the issuance under a law of the Legislature of interests in—or the authorization under a law of the Legislature of the conduct of activities on—the public lands that are specified in the order if the Governor in Council considers that the prohibition is required

- (a) before the taking of the administration and control of those lands under paragraph 55(1)(a) or (b); or
- (b) for the purposes of the settlement of an Aboriginal land claim or the implementation of an Aboriginal land claim agreement or other treaty, a settlement agreement or a self-government agreement.

de ce paragraphe ou d'une zone de protection visée par une loi fédérale, ou la réalisation d'ouvrages nécessaires dans les domaines de l'énergie ou du transport;

b) soit en ce qui touche l'exécution d'une obligation relative à un droit—ancestral ou issu de traité—visé à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*;

c) soit pour le règlement d'une revendication territoriale autochtone ou la mise en oeuvre d'un accord sur les revendications territoriales des peuples autochtones ou de tout autre traité, d'une entente de règlement ou d'un accord sur l'autonomie gouvernementale.

(2) Avant de recommander la reprise, le ministre est tenu de consulter le membre du Conseil exécutif responsable des terres domaniales ou des droits relatifs aux eaux et toute partie autochtone touchée, au sujet des limites des terres—ou de l'emplacement des eaux visées par les droits—faisant l'objet de la reprise. Cette obligation ne s'applique cependant pas dans les cas mettant en jeu la défense ou la sécurité nationales.

**56.** Le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur la recommandation du ministre, interdire l'attribution d'intérêts ou l'exercice d'activités sur les terres domaniales spécifiées dans le décret, sous le régime de toute loi de la législature, dans les cas où il l'estime nécessaire en vue soit de l'exercice du pouvoir de reprise en vertu des alinéas 55(1)a) ou b), soit du règlement d'une revendication territoriale autochtone ou de la mise en oeuvre d'un accord sur les revendications territoriales des peuples autochtones ou de tout autre traité, d'une entente de règlement ou d'un accord sur l'autonomie gouvernementale.

Décret  
d'interdiction  
terres  
domaniales

Prohibition  
order — waters

**57.** The Governor in Council may, by order and on the Minister's recommendation, prohibit any use of waters that is specified in the order—or the deposit of waste directly or indirectly into those waters—if the Governor in Council considers

(a) that the use or deposit would be incompatible with or would interfere with a particular undertaking that is in the national interest; or

(b) that the prohibition is required for the purposes of the settlement of an Aboriginal land claim or the implementation of an Aboriginal land claim agreement or other treaty, a settlement agreement or a self-government agreement.

Consultation —  
prohibition  
orders

**58.** The Minister must—before recommending that the Governor in Council make a prohibition order under section 56 or 57—consult the member of the Executive Council who is responsible for those public lands or those waters and any affected Aboriginal party on

(a) the boundaries of the lands—and the interests or activities—that are the subject of the order to be made under section 56; and

(b) the location of the waters that are the subject of the order to be made under section 57.

No expenditure  
or compensation

**59.** (1) Subject to subsection (2), the following are to be done without expenditures by or compensation to the Government of the Northwest Territories:

(a) a relinquishment under section 53;

(b) a taking under section 55; and

(c) the making of a prohibition order under section 56 or 57.

Exception —  
improvements to  
public lands

(2) If the Commissioner relinquishes to the Governor in Council, or the Governor in Council takes, the administration and control of public lands, the Government of Canada must compensate the Government of the Northwest Territories for any improvements that it has made to those lands.

**57.** Le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur la recommandation du ministre, interdire toute utilisation des eaux spécifiées dans le décret ou le dépôt de déchets—même 5 indirectement—dans celles-ci, dans les cas où il estime soit que l'utilisation ou le dépôt porteraient atteinte à une entreprise d'intérêt national, soit que cela est nécessaire en vue du règlement d'une revendication territoriale autochtone ou de la mise en oeuvre d'un accord 10 sur les revendications territoriales des peuples autochtones ou de tout autre traité, d'une entente de règlement ou d'un accord sur l'autonomie gouvernementale.

Décret  
d'interdiction :  
eaux

**58.** Avant de recommander au gouverneur en 15 conseil la prise d'un décret d'interdiction en vertu des articles 56 ou 57, le ministre est tenu de consulter le membre du Conseil exécutif responsable des terres domaniales ou des eaux et toute partie autochtone touchée au sujet :

Consultation :  
décrets  
d'interdiction

a) des limites des terres, des intérêts et des activités faisant l'objet du décret devant être pris en vertu de l'article 56;

b) de l'emplacement des eaux faisant l'objet du décret devant être pris en vertu de l'article 25 57.

## COMPENSATION

## INDEMNISATION

**59.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ne peut engager aucune dépense et ne peut recevoir aucune indemnité en rapport avec toute renonciation en vertu de l'article 53, reprise en vertu de l'article 55 ou prise d'un décret d'interdiction en vertu des articles 56 ou 57.

Réserves :  
dépenses et  
indemnités

(2) En cas de renonciation ou de reprise de la gestion et de la maîtrise de terres domaniales, le 35 gouvernement du Canada indemnise le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest des améliorations que celui-ci a apportées aux terres en question.

Exception :  
améliorations  
apportées aux  
terres

## Negotiation

(3) As soon as practicable after the relinquishment or the taking, the Government of Canada and the Government of the Northwest Territories are to attempt to reach an agreement on the amount of compensation.

## Appraisal expert

(4) If the Government of Canada and the Government of the Northwest Territories are unable to reach an agreement, they are to refer the matter to an agreed upon person with expertise in determining the value of improvements to land.

## Amount of compensation

(5) That person must determine that value on a basis similar to the determination of the fair actual value of the improvements—at the time the Governor in Council takes or has relinquished to it the administration and control of the lands—calculated in accordance with the method for calculating the fair actual value of improvements to land set out in a law of general application of the Legislature relating to the assessment of taxes on real property. That value is the amount of compensation.

## Management of waters

**60.** With the approval of the Governor in Council and subject to any agreement entered into under section 5 or 11 of the *Canada Water Act*, the Minister may, on behalf of the Government of Canada, enter into an agreement with a provincial government providing for the management of any waters that

(a) are

(i) partially on lands situated in the Northwest Territories that are under the administration of a federal minister, and

(ii) partially on lands that are not under the administration of a federal minister; or

(b) flow between

(i) lands situated in the Northwest Territories that are under the administration of a federal minister, and

(ii) lands that are not under the administration of a federal minister.

(3) Dès que possible après la renonciation ou la reprise, les gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest s'efforcent de s'entendre sur le montant de l'indemnité.

5

(4) S'ils ne parviennent pas à s'entendre sur le montant de l'indemnité, ces gouvernements soumettent la question à une personne choisie d'un commun accord et ayant l'expertise voulue pour établir la valeur des améliorations apportées aux terres.

5 Expert en évaluation

10

(5) La personne ainsi choisie établit la valeur des améliorations par un moyen semblable à l'établissement de la valeur réelle juste de l'amélioration—au moment où le gouverneur en conseil reprend ou obtient, du fait de la renonciation du commissaire, la gestion et de la maîtrise des terres—, déterminée conformément à la méthode de calcul de la valeur réelle juste des améliorations foncières prévue dans les lois de la législature d'application générale relatives aux évaluations de taxes foncières. Le montant de l'indemnité doit correspondre à cette valeur.

Montant de l'indemnité

## AGREEMENTS

## ACCORDS

**60.** Avec l'agrément du gouverneur en conseil et sous réserve d'un accord conclu en application des articles 5 ou 11 de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, le ministre peut, au nom du gouvernement du Canada, conclure avec un gouvernement provincial un accord concernant la gestion des eaux qui, selon le cas :

Gestion des eaux

30 a) sont en partie sur des terres situées dans les Territoires du Nord-Ouest dont un ministre fédéral a la gestion et en partie sur des terres dont un ministre fédéral n'a pas la gestion;

b) coulent entre des terres situées dans les Territoires du Nord-Ouest dont un ministre fédéral a la gestion et des terres dont un ministre fédéral n'a pas la gestion.

35

40

	AMENDING THIS ACT	MODIFICATION DE LA PRÉSENTE LOI	
Consultation — Minister	<p><b>61.</b> (1) Before a bill that amends or repeals this Act is introduced in the House of Commons by a federal minister, the Minister must consult the Executive Council with respect to the proposed amendment or repeal.</p>	<p><b>61.</b> (1) Le ministre est tenu, avant le dépôt par tout ministre fédéral d'un projet de loi devant la Chambre des communes, de consulter le Conseil exécutif au sujet de celles de ses dispositions qui modifient ou abrogent la présente loi.</p>	Consultation ministérielle
Recommendations — Legislative Assembly	<p>(2) The Legislative Assembly may make any recommendations to the Minister that it considers appropriate with respect to the amendment or the repeal of this Act.</p>	<p>(2) L'assemblée législative peut faire au ministre les propositions de modification ou d'abrogation de la présente loi qu'elle juge utiles.</p>	Propositions de l'assemblée législative
	<b>TRANSITIONAL PROVISIONS</b>	<b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES</b>	
Ordinances	<p><b>62.</b> An ordinance, as defined in section 2 of the former Act, is continued as a law of the Legislature of the Northwest Territories.</p>	<p><b>62.</b> Les ordonnances, au sens de l'article 2 de l'ancienne loi, deviennent des lois de la Législature des Territoires du Nord-Ouest.</p>	Ordonnances
Commissioner	<p><b>63.</b> (1) The Commissioner, as defined in section 2 of the former Act, who is in office immediately before the coming into force of section 1 continues in office.</p>	<p><b>63.</b> (1) Le commissaire, au sens de l'article 2 de l'ancienne loi, en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 1 poursuit son mandat.</p>	Commissaire
Deputy Commissioner	<p>(2) The Deputy Commissioner—appointed under subsection 4(1) of the former Act—who is in office immediately before the coming into force of section 1 continues in office.</p>	<p>(2) Le commissaire adjoint des territoires, nommé en application du paragraphe 4(1) de l'ancienne loi et en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 1, poursuit son mandat.</p>	Commissaire adjoint
Executive Council	<p><b>64.</b> The members of the Executive Council—chosen or appointed under subsection 61(1) of the <i>Legislative Assembly and Executive Council Act</i>, S.N.W.T. 1999, c. 22—who are in office immediately before the coming into force of section 1 continue in office as members of the Executive Council established under section 8.</p>	<p><b>64.</b> Les membres du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest—choisis ou nommés en conformité avec le paragraphe 61(1) de la <i>Loi sur l'Assemblée législative et le conseil exécutif</i>, L.T.N.-O. 1999, ch. 22—en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 1 poursuivent leur mandat à titre de membres du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest institué par l'article 8.</p>	Conseil exécutif
Council	<p><b>65.</b> Despite subsection 11(1), the members of the Council—as defined in section 2 of the former Act—who are in office immediately before the coming into force of section 1 continue in office as members of the Legislative Assembly for the remainder of the period provided under subsection 9(3) of the former Act, but the Commissioner may dissolve the Legislative Assembly before then.</p>	<p><b>65.</b> Malgré le paragraphe 11(1), les membres du Conseil—au sens de l'article 2 de l'ancienne loi—en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 1 poursuivent leur mandat en conformité avec le paragraphe 9(3) de l'ancienne loi à titre de députés de l'assemblée législative, sauf dissolution de celle-ci décidée par le commissaire.</p>	Conseil
Speaker	<p><b>66.</b> The Speaker, elected under subsection 12(1) of the former Act, who is in office immediately before the coming into force of section 1 continues in office.</p>	<p><b>66.</b> Le président, choisi en application du paragraphe 12(1) de l'ancienne loi et en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 1, poursuit son mandat.</p>	Président

Judges	<b>67.</b> (1) Judges, appointed under section 32 of the former Act, who are in office immediately before the coming into force of section 1 continue in office.	<b>67.</b> (1) Les juges, nommés en application de l'article 32 de l'ancienne loi et en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 1, poursuivent leur mandat.	Juges
Deputy judges	(2) Deputy judges, appointed under subsection 35(1) of the former Act, who are in office immediately before the coming into force of section 1 continue in office.	5 (2) Les juges adjoints, nommés en vertu du paragraphe 35(1) de l'ancienne loi et en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 1, poursuivent leur mandat.	5 Juges adjoints
Definitions	<b>68.</b> The following definitions apply in sections 69 to 71, 73 and 74.	<b>68.</b> Les définitions suivantes s'appliquent 10 aux articles 69 à 71, 73 et 74.	Définitions 10
“encumbering right” “charge”	“encumbering right” means a right referred to in section 7(94) of the Inuvialuit Final Agreement, an interest referred to in section 18.5 of the Gwich'in Agreement, section 19.5 of the Sahtu Agreement or section 18.6 of the Tlicho Agreement or a similar right or interest referred to in another settlement agreement.	« charge » Droit visé à l'article 7(94) de la Convention définitive des Inuvialuits, à l'article 18.5 de l'accord gwichin ou à l'article 19.5 de l'accord du Sahtu, intérêt visé à l'article 18.6 de l'accord tlicho ou droit ou intérêt semblable visé dans une autre entente de règlement.	« charge » “encumbering right”
“existing interest” “intérêt existant”	“existing interest” means  (a) a right or interest that exists—immediately before the coming into force of section 20 1—under an Act of Parliament that is repealed or rendered inapplicable to such a right or interest by an Act of Parliament that implements the Agreement;  (b) a right or interest that exists—immedi- 25 ately before that coming into force—under an access order, a permit, licence or other authorization, a lease or an agreement for lease or sale that is issued, granted or otherwise obtained under an Act of Parliament that is repealed or rendered inapplicable to such a right or interest by an Act of Parliament that implements the Agreement;  (c) a right or interest that exists immediately 30 before that coming into force under a licence—as defined in section 51 of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i> as it read immediately before that coming into force—other than a licence that is in relation to a federal area as defined in section 51 of 35 40 the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i> ;  (d) a right or interest that is a renewal, replacement or successor of a right or interest referred to in paragraph (a), (b) or (c) if a 45	« intérêt existant » Selon le cas :  a) tout droit ou intérêt qui existe à la date d'entrée en vigueur de l'article 1 sous le régime d'une loi fédérale abrogée ou rendue 20 inapplicable à l'égard du droit ou de l'intérêt par une loi fédérale de mise en oeuvre de l'accord;  b) tout droit ou intérêt qui existe à cette date aux termes d'une ordonnance d'accès, d'un 25 permis, d'une licence ou d'une autre autorisation, d'un bail ou d'un contrat de location ou de vente délivré, accordé ou autrement obtenu sous le régime d'une loi fédérale abrogée ou rendue inapplicable à l'égard du 30 droit ou de l'intérêt par une loi fédérale de mise en oeuvre de l'accord;  c) tout droit ou intérêt qui existe à cette date aux termes d'un permis d'utilisation des eaux—au sens de l'article 51 de la <i>Loi sur 35 la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i> , dans sa version en vigueur à cette date—autre qu'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale au sens de l'article 51 de la <i>Loi sur la gestion des 40 ressources de la vallée du Mackenzie</i> ;  d) tout droit ou intérêt visé à l'un des alinéas a) à c) et qui est renouvelé ou tout droit ou intérêt qui remplace un droit ou un intérêt visé à l'un des alinéas a) à c) ou qui y 45	« intérêt existant » “existing interest”

right to that renewal, replacement or successor exists immediately before that coming into force; or

(e) a licence that

(i) is valid immediately before the coming 5 into force of section 1 and the giving of which was subject to the *Federal Real Property and Federal Immovables Act*, or

(ii) is a renewal, replacement or successor of such a licence if a right to that renewal, 10 replacement or successor exists immediately before that coming into force.

For greater certainty, it includes a right or interest referred to in paragraph (a), (b), (c), (d) or (e) that is an encumbering right, as well as an 15 interest referred to in subsection 117.2(1) of the *Canada Petroleum Resources Act* that is in respect of the portion of those lands situated in the onshore.

**Existing interests**

**69.** (1) An existing interest must, subject to 20 subsections (2) to (4), be administered and governed in accordance with any law of the Legislature.

**Limitation—  
additional conditions**

(2) A law of the Legislature may provide for additional conditions in respect of the exercise 25 of an existing interest only if those conditions are applicable to similar rights or interests that are issued, granted or otherwise obtained under a law of the Legislature.

**Limitation—  
limitation,  
suspension or  
cancellation**

(3) A law of the Legislature may, in respect 30 of an existing interest, provide for its limitation, suspension or cancellation only if

(a) the circumstances for its limitation, suspension or cancellation are identical to those that would have applied immediately 35 before the coming into force of section 1; or

(b) subject to subsection (4), its limitation, suspension or cancellation is for a failure to comply with a condition in respect of the exercise of the existing interest and the law 40 applies to all similar rights or interests.

**Limitation—  
paragraph (3)(b)**

(4) A law of the Legislature must not provide for the limitation, suspension or cancellation of an existing interest under paragraph (3)(b) if it arose from

succède, si le droit au renouvellement, au remplacement ou à la succession existait à cette date;

e) tout permis qui :

(i) soit est en vigueur à cette date et dont la délivrance était assujettie la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*,

(ii) soit est visé au sous-alinéa i) et est renouvelé ou remplace un permis visé à ce 10 sous-alinéa ou y succède, si le droit au renouvellement, au remplacement ou à la succession existait avant cette date.

Il est entendu que sont également visés les droits et intérêts mentionnés aux alinéas a), b), c) ou d) 15 et constituant des charges ainsi que les intérêts visant des terres situées dans la région intracôtière aux termes du paragraphe 117.2(1) de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*.

**69.** (1) Les intérêts existants sont, sous 20 Intérêts existants réserve des paragraphes (2) à (4), administrés et régis conformément aux lois de la législature.

(2) Les lois de la législature ne peuvent assujettir les intérêts existants à de nouvelles modalités d'exercice que dans la mesure où 25 celles-ci s'appliquent aux droits ou intérêts de même nature conférés, accordés ou autrement obtenus sous le régime d'une loi de la législature.

(3) Les lois de la législature ne peuvent 30 prévoir la restriction, la suspension ou l'annulation d'intérêts existants que si, selon le cas :

a) elle aurait pu être effectuée dans les mêmes circonstances à l'entrée en vigueur de l'article 1;

b) sous réserve du paragraphe (4), elle a lieu en raison de la violation des modalités d'exercice applicables à ces intérêts et sous le régime d'une loi de la législature applicable aux droits ou intérêts de même nature. 40

Réserve :  
nouvelles  
conditions

Réserve :  
restriction,  
suspension ou  
annulation

35

(4) Les lois de la législature ne peuvent prévoir la restriction, la suspension ou l'annulation d'un intérêt existant en vertu de l'alinéa 45 (3)b) s'il découle, selon le cas :

Réserve : alinéa  
(3)b)

(a) a recorded claim, a lease or a permit, as those terms are defined in subsection 2(1) of the *Northwest Territories and Nunavut Mining Regulations*; or

(b) an interest as defined in section 2 of the *Canada Petroleum Resources Act*.

Continuation

(5) An existing interest—other than one described in paragraph (c) of the definition “existing interest” in section 68—continues in full force and effect until the earliest of the following takes place:

(a) it expires or is surrendered,

(b) with the agreement of the holder, it is cancelled and replaced by a right or interest issued or granted by the Government of the Northwest Territories,

(c) in the case of an encumbering right, it is—with the agreement of the holder and the relevant Aboriginal organization—cancelled under a settlement agreement,

(d) it is limited, suspended or cancelled under a law of the Legislature referred to in subsection (3), or

(e) it is expropriated and its holder is compensated under a law of the Legislature.

a) d'un claim enregistré, d'un bail ou d'un permis, au sens du paragraphe 2(1) du *Règlement sur l'exploitation minière dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut*;

b) d'un titre au sens de l'article 2 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*.

(5) Tout intérêt existant—autre que ceux visés à l'alinéa c) de la définition de «intérêt existant», à l'article 68,—demeure en vigueur jusqu'à la première des éventualités ci-après à 10 survenir :

Maintien  
a) il expire ou est abandonné par son titulaire;

b) il est, avec l'accord de son titulaire, annulé et remplacé par un droit ou intérêt conféré ou accordé par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest;

c) s'agissant d'une charge, elle est, avec l'accord de son titulaire et de l'organisation autochtone concernée, annulée au titre d'une entente de règlement;

d) l'intérêt existant est restreint, suspendu ou annulé sous le régime d'une loi de la législature visée au paragraphe (3);

e) il fait l'objet d'une expropriation et son titulaire est indemnisé au titre d'une loi de la législature.

References to Government of Canada or Minister

**70.** Any reference to the Government of Canada or the Minister in an instrument evidencing an existing interest must be read as a reference to the Government of the Northwest Territories.

**70.** Toute mention du gouvernement du Canada ou du ministre dans un document constatant un intérêt existant vaut mention du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Mentions du gouvernement du Canada ou du ministre

Pending proceedings

**71.** Every proceeding—other than a civil or criminal one that is before a court—with respect to a right or interest that is referred to in paragraph (a), (b), (c) or (e) of the definition “existing interest” in section 68 that is in progress immediately before the coming into force of section 1 must be taken up and continued under and in conformity with the laws of the Legislature without any further formality.

**71.** Les affaires non judiciaires relatives aux droits et intérêts visés aux alinéas a), b), c) ou e) de la définition de «intérêt existant», à l'article 68, et en instance à l'entrée en vigueur de l'article 1 se poursuivent sans autres formalités en conformité avec les dispositions pertinentes des lois de la législature.

Affaires en instance

Validity of laws of Legislature

**72.** A law of the Legislature that specifically provides that it applies to matters governed by section 45, 46, 47, 57, 58 or 59 of the *Northwest Territories Act*, the *Canada Oil and Gas*

**72.** Sont validées les lois de la législature qui ont été édictées avant l'entrée en vigueur de l'article 1, qui déclarent expressément qu'elles régissent les objets de l'un ou l'autre des articles

Validation : lois de la législature

40

30

20

10

*Operations Act, the Territorial Lands Act, the Canada Petroleum Resources Act, the Federal Real Property and Federal Immovables Act, the Northwest Territories Waters Act or the Northwest Territories Surface Rights Board Act*—as they read immediately before the coming into force of section 1—is considered for all purposes to have been validly made if it is made before that coming into force and would have been valid if made after that coming into force. However, it has no force and effect before that coming into force.

Indemnification  
by Government  
of the Northwest  
Territories

**73.** (1) The Government of the Northwest Territories must indemnify the Government of Canada, or any of its employees or agents, against all costs, charges and expenses, including amounts paid to settle an action or to satisfy a judgment, that are reasonably incurred in respect of any claim, action or other proceeding brought against the Government of Canada, or 20 any of its employees or agents, arising out of any act or omission of the Government of the Northwest Territories, or any of its employees or agents, occurring

(a) after the coming into force of section 1, 25 in respect of

(i) public lands that are under the administration and control of the Commissioner other than those that are under his or her administration and control immediately 30 before that coming into force,

(ii) rights in respect of waters that are under the administration and control of the Commissioner, or

(iii) existing interests;

35

(b) in respect of security that is assigned to the Government of the Northwest Territories under the Agreement;

(c) in respect of records that are copied, loaned or transferred under the Agreement 40 unless the act or omission is made under the Agreement; or

(d) in respect of remediation that is performed under the Agreement.

45 à 47 et 57 à 59 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*, de la *Loi sur les terres territoriales*, de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* ou de la *Loi sur l'Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest*, dans leur version antérieure à 10 l'entrée en vigueur de l'article 1, et qui auraient 10 été valides si elles avaient été édictées après cette entrée en vigueur; elles n'ont cependant effet qu'à compter de celle-ci.

**73.** (1) Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest indemnise le gouvernement du 15 Canada, ainsi que les préposés et mandataires de celui-ci, des frais et dépens, notamment les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement, entraînés par toute réclamation ou tout recours exercés contre eux et découlant de 20 faits—actes ou omissions—qui sont imputables à lui ou à ses préposés et mandataires et qui sont survenus :

a) après l'entrée en vigueur de l'article 1, à l'égard :

25

(i) de terres domaniales dont le commissaire a la gestion et la maîtrise, autres que celles dont il a la gestion et la maîtrise à l'entrée en vigueur de cet article,

(ii) de droits relatifs à des eaux dont le 30 commissaire a la gestion et la maîtrise,

(iii) d'intérêts existants;

b) à l'égard de garanties cédées au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest au titre de l'accord;

35

c) à l'égard de documents reproduits, prêtés ou transférés au titre de l'accord, sauf si les faits en cause sont accomplis en conformité avec l'accord;

d) à l'égard de mesures d'assainissement 40 exécutées au titre de l'accord.

Indemnisation  
par le  
gouvernement  
territorial

Indemnification  
— obligations  
under  
Agreement

(2) The Government of the Northwest Territories must indemnify the Government of Canada, or any of its employees or agents, against all costs, charges and expenses, including amounts paid to settle an action or satisfy a judgment, that are reasonably incurred in respect of any claim, action or other proceeding brought against the Government of Canada, or any of its employees or agents, arising out of a failure by the Government of the Northwest Territories, or any of its employees or agents, to meet its obligations under the Agreement in respect of a federal employee.

Indemnification  
by Government  
of Canada

**74.** (1) The Government of Canada must indemnify the Government of the Northwest Territories, or any of its employees or agents, against all costs, charges and expenses, including amounts paid to settle an action or satisfy a judgement, that are reasonably incurred in respect of any claim, action or other proceeding brought against the Government of the Northwest Territories, or any of its employees or agents, arising out of any act or omission of the Government of Canada, or any of its employees or agents, occurring

(a) before the coming into force of section 1, in respect of

(i) public lands that are under the administration and control of the Commissioner other than those that were under his or her administration and control before that coming into force,

(ii) rights in respect of waters that are under the administration and control of the Commissioner, or

(iii) existing interests;

(b) in respect of a taking under section 55 or the making of a prohibition order under section 56 or 57;

(c) in respect of security that is assigned to the Government of the Northwest Territories under the Agreement;

(d) in respect of records that are copied, loaned or transferred under the Agreement; or

(e) in respect of remediation that is per- formed under the Agreement.

(2) Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest indemnise le gouvernement du Canada, ainsi que les préposés et mandataires de celui-ci, des frais et dépens, notamment les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement, entraînés par toute réclamation ou tout recours exercés contre eux et découlant d'un manquement de sa part ou de celle de ses préposés et mandataires aux obligations que lui impose l'accord relativement aux fonctionnaires fédéraux.

Indemnisation :  
obligations au  
titre de l'accord

5

**74.** (1) Le gouvernement du Canada indemnise le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, ainsi que les employés et mandataires de celui-ci, des frais et dépens, notamment les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement, entraînés par toute réclamation ou tout recours exercés contre eux et découlant de faits — actes ou omissions — qui sont imputables à lui ou à ses préposés et mandataires et qui sont survenus :

a) avant l'entrée en vigueur de l'article 1, à l'égard :

(i) de terres domaniales dont le commissaire a la gestion et la maîtrise — exception faite de celles dont il avait la gestion et la maîtrise avant cette entrée en vigueur,

(ii) de droits relatifs à des eaux dont le commissaire a la gestion et la maîtrise,

(iii) d'intérêts existants;

30

b) à l'égard de toute reprise en vertu de l'article 55 ou de toute prise de décret d'interdiction en vertu des articles 56 ou 57;

c) à l'égard de garanties cédées au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest au titre de l'accord;

d) à l'égard de documents reproduits, prêtés ou transférés au titre de l'accord;

e) à l'égard de mesures d'assainissement exécutées au titre de l'accord.

40

Indemnisation  
par le  
gouvernement  
du Canada

Indemnification  
— Aboriginal  
party

(2) The Government of Canada must indemnify an Aboriginal party, or any of its employees or agents, against all costs, charges and expenses, including amounts paid to settle an action or satisfy a judgement, that are reasonably incurred in respect of any claim, action or other proceeding brought against that Aboriginal party, or any of its employees or agents, arising out of any act or omission of the Government of Canada, or any of its employees or agents, occurring in respect of remediation performed under the Agreement on that Aboriginal party's settlement lands.

Limitation on  
indemnification

**75.** The Government of Canada, the Government of the Northwest Territories or an Aboriginal party—or an employee or agent of any of them—is not entitled to be indemnified under section 73 or 74 if the claim, action or proceeding is settled out of court without the written consent of the Government that is required to provide the indemnity.

Enforcement  
actions

**76.** After the coming into force of section 1, the Government of the Northwest Territories may, despite section 71 and to the exclusion of any other person or entity, commence or continue enforcement actions—under an Act of Parliament that is repealed or rendered inapplicable in respect of the onshore on the coming into force of that section—other than one that is before a court on the coming into force of that section.

No waiver—  
solicitor-client  
privilege

**77.** (1) Communication under the Agreement by the Government of Canada to the Government of the Northwest Territories of information, however recorded, that is subject to solicitor-client privilege does not constitute a waiver of that privilege.

## Prohibition

(2) No employee or agent of the Government of the Northwest Territories is, except with the Minister's written permission, to knowingly communicate or make available any information referred to in subsection (1)—or permit it to be communicated or made available—to a person who is not an employee or agent of that Government.

(2) Le gouvernement du Canada indemnise la partie autochtone, ainsi que les préposés et mandataires de celle-ci, des frais et dépens, notamment les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement, entraînés par toute réclamation ou tout recours exercés contre eux et découlant de faits—actes ou omissions—qui sont imputables à lui ou à ses préposés et mandataires et qui sont survenus à l'égard de mesures d'assainissement exécutées au titre de l'accord sur des terres de cette partie autochtone visées par un règlement.

**75.** En cas de règlement hors cour, les 15 gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest, les parties autochtones et leurs 15 préposés et mandataires ne peuvent être indemnisés en application des articles 73 ou 74 sans le consentement écrit du gouvernement qui est tenu d'indemniser.

**76.** Après l'entrée en vigueur de l'article 1, le 20 gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut, malgré l'article 71 et à l'exclusion de toute autre personne ou entité, entreprendre des 25 mesures d'exécution qui, avant cette entrée en vigueur, n'étaient pas en instance et auraient pu être entreprises en vertu d'une loi fédérale abrogée ou rendue inapplicable à l'égard de la région intracôtière à cette entrée en vigueur, ou donner suite à de telles mesures.

**77.** (1) La communication par le gouvernement du Canada au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, en conformité avec l'accord, 30 d'éléments d'information—quel que soit leur support—qui sont protégés par le secret professionnel qui lie un avocat à son client n'a 35 pas pour effet de porter atteinte à cette protection.

(2) Les fonctionnaires et les mandataires de l'administration des Territoires du Nord-Ouest ne peuvent sciemment communiquer ou laisser 40 communiquer les éléments d'information communiqués au titre du paragraphe (1) si ce n'est à un autre fonctionnaire ou mandataire de cette administration ou sur autorisation écrite du ministre.

Indemnisation  
des parties  
autochtonesRéserve :  
consentement  
écritMesures  
d'exécutionSecret  
professionnel  
maintenu

## Interdiction

Assignment of contracts

**78.** (1) In the case of a contract that is to be assigned by the Government of Canada to the Government of the Northwest Territories under the Agreement, the contract must be assigned even if

- (a) the contract does not allow for the assignment; or
- (b) a party's consent to the assignment is required under the contract and the party does not consent.

Compensation

(2) The Government of Canada must compensate the parties for costs or losses arising from an assignment referred to in subsection (1).

Transfer—public property

**79.** (1) Section 61 of the *Financial Administration Act* does not apply to a transfer of public property, as defined in section 2 of that Act, that is made under the Agreement.

Disposition—federal real property and federal immovables

(2) The *Federal Real Property and Federal Immovables Act* does not apply to a disposition that is made under the Agreement of

- (a) federal real property as defined in section 2 of that Act; or
- (b) federal immovables as defined in that section.

**78.** (1) Le fait qu'un marché ne permet pas la cession de celui-ci—ou que l'une des parties au marché ne consent pas à la cession alors que ce marché exige son consentement—est sans effet sur la cession du marché au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest par le gouvernement du Canada au titre de l'accord.

Cession des marchés

10

(2) Le gouvernement du Canada indemnise toute partie au marché pour les coûts et pertes découlant de la cession visée au paragraphe (1).

Indemnisation

**79.** (1) L'article 61 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'applique pas au transfert de biens publics au sens de l'article 2 de cette loi effectué en application de l'accord.

Transfert: biens publics

(2) La *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux* ne s'applique pas à la disposition d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux, au sens de l'article 2 de cette loi, effectuée en application de l'accord.

Disposition: immeubles et biens réels fédéraux

Repeal—subsections 4(3) and (4)

**80.** Subsections 4(3) and (4) are repealed 10 years after the day on which section 1 comes into force.

**80.** Les paragraphes 4(3) et (4) sont abrogés 20 dix ans après la date de l'entrée en vigueur de l'article 1.

Abrogation des paragraphes 4(3) et (4)

#### AMENDMENT TO THIS ACT

#### MODIFICATION APPORTÉE À LA PRÉSENTE LOI

R.S., c. A-1

#### Access to Information Act

#### MODIFICATIONS APPORTÉES À D'AUTRES LOIS

#### Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

2013, c. 14, s. 17

**3. Schedule I to the Access to Information Act is amended by striking out the following under the heading “OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS”:**

**3. L'annexe I de la Loi sur l'accès à l'information est modifiée par suppression, sous l'intertitre «AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES», de ce qui suit :**

2013, ch. 14, art. 17

Northwest Territories Surface Rights Board  
*Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest*

Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest  
*Northwest Territories Surface Rights Board*

Northwest Territories Water Board  
*Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest*

Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest 30  
*Northwest Territories Water Board*

R.S., c. A-12

***Arctic Waters Pollution Prevention Act***

2002, c. 7, s. 278

**4. The definition “analyst” in section 2 of the Arctic Waters Pollution Prevention Act is replaced by the following:**“analyst”  
“analyste”

“analyst” means a person designated as an analyst under the *Canada Water Act*, the *Mackenzie Valley Resource Management Act* or the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*;

R.S., c. C-5

***Canada Evidence Act***

2002, c. 7, s. 96

**5. Subsection 22(2) of the Canada Evidence Act is replaced by the following:**

Territories

(2) Evidence of any proclamation, order, regulation or appointment made by the Lieutenant Governor or Lieutenant Governor in Council of the Northwest Territories, as constituted prior to September 1, 1905, or by the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut, may be given by the production of a copy of the *Canada Gazette* purporting to contain a copy of the proclamation, order, regulation or appointment, or a notice of it.

R.S., c. C-11

***Canada Water Act***

2002, c. 7, s. 115

**6. The definition “federal waters” in subsection 2(1) of the Canada Water Act is replaced by the following:**“federal waters”  
“eaux fédérales”

“federal waters” means — other than in Yukon and the Northwest Territories — waters under the exclusive legislative jurisdiction of Parliament and

(a) in Yukon, waters in a federal conservation area as defined in section 2 of the *Yukon Act*, and

L.R., ch. A-12

***Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques***

L.R., ch. A-12

**4. La définition de « analyste », à l’article 2 de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, est remplacée par ce qui suit :**2002, ch. 7,  
art. 2785  
“analyste”

« analyste » Personne désignée à ce titre en vertu de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* ou de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*.

***Loi sur la preuve au Canada***

L.R. ch. C-5

**5. Le paragraphe 22(2) de la Loi sur la preuve au Canada est remplacé par ce qui suit :**2002, ch. 7,  
art. 96

(2) La preuve de toute proclamation, de tout décret ou règlement pris, ou de toute nomination faite par le lieutenant-gouverneur ou par le lieutenant-gouverneur en conseil des Territoires du Nord-Ouest, tels qu’ils étaient constitués antérieurement au 1<sup>er</sup> septembre 1905, ou par la Législature du Yukon, la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou la Législature du Nunavut, peut aussi être faite par la production d’un exemplaire de la *Gazette du Canada* donné comme contenant une copie ou un avis de cette proclamation, de ce décret, de ce règlement ou de cette nomination.

25

Territoires

R.S., c. C-11

***Loi sur les ressources en eau du Canada***

L.R., ch. C-11

**6. La définition de « eaux fédérales », au paragraphe 2(1) de la Loi sur les ressources en eau du Canada, est remplacée par ce qui suit :**2002, ch. 7,  
art. 11530  
“eaux fédérales”  
“federal waters”

« eaux fédérales » Eaux qui relèvent exclusivement de la compétence législative du Parlement. Ne sont cependant visées :

a) en ce qui touche le Yukon, que les eaux situées dans les limites d’une aire de conservation fédérale au sens de l’article 2 de la *Loi sur le Yukon*;

b) en ce qui touche les Territoires du Nord-Ouest, que les eaux autres que celles à l’égard desquelles la Législature des Territoires du

	(b) in the Northwest Territories, waters other than those in respect of which the Legislature of the Northwest Territories may make laws under paragraph 18(1)(n) of the <i>Northwest Territories Act</i> ;	Nord-Ouest a compétence pour légiférer en vertu de l'alinéa 18(1)n) de la <i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i> .
		5
R.S., c. C-50; 1990, c. 8, s.21	<b>Crown Liability and Proceedings Act</b>	<b>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</b>
2002, c. 7, s.151	<b>7. The definition “servant” in section 2 of the <i>Crown Liability and Proceedings Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>7. La définition de « préposés », à l'article 2 de la <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>, est remplacée par ce qui suit :</b>
“servant” “préposés”	“servant” includes agent, but does not include any person appointed or employed by or under the authority of a law of the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut;	« préposés » Sont assimilés aux préposés les mandataires. La présente définition exclut les personnes nommées ou engagées sous le régime d'une loi de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut.
R.S., c. E-3	<b>Electoral Boundaries Readjustment Act</b>	<b>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</b>
1993, c. 28, s. 78 (Sch. III, item 45.3); 1998, c. 15, s. 25	<b>8. Section 30 of the <i>Electoral Boundaries Readjustment Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>8. L'article 30 de la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i> est remplacé par ce qui suit :</b>
Territorial electoral districts	<b>30. In each of Yukon, the Northwest Territories and Nunavut, there shall be one electoral district respectively named and described as follows, each of which shall return one member:</b>	<b>30. Chacun des territoires — Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut — constitue une circonscription électorale représentée par un député et ainsi définie :</b>
	Yukon: consisting of Yukon as bounded and described in Schedule 1 to the <i>Yukon Act</i> .	Yukon : le territoire du Yukon, dans la délimitation qu'en donne l'annexe 1 de la <i>Loi sur le Yukon</i> .
	Western Arctic: consisting of the Northwest Territories as bounded and described in the definition “Northwest Territories” in section 2 of the <i>Northwest Territories Act</i> .	Western Arctic : les Territoires du Nord-Ouest, dans la délimitation qu'en donne la 25 définition de « Territoires du Nord-Ouest », à l'article 2 de la <i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i> .
	Nunavut: consisting of Nunavut as bounded and described in section 3 of the <i>Nunavut Act</i> .	Nunavut : le territoire du Nunavut, dans la délimitation qu'en donne l'article 3 de la 30 <i>Loi sur le Nunavut</i> .
R.S., c. E-15	<b>Excise Tax Act</b>	<b>Loi sur la taxe d'accise</b>
2002, c. 7, s.166	<b>9. Subsection 2(2) of the <i>Excise Tax Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>9. Le paragraphe 2(2) de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> est remplacé par ce qui suit :</b>

Application to territories

(2) For the purposes of this Act, the expression “Her Majesty in right of a province” includes the governments of Yukon, the Northwest Territories and Nunavut and the expression “legislature of any province” includes the Legislative Assembly of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut.

Application aux territoires

(2) Pour l’application de la présente loi, « Sa Majesté du chef d’une province » s’entend notamment des gouvernements du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, et 5 « législature d’une province » s’entend notamment de l’Assemblée législative du Yukon, de l’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou de l’Assemblée législative du Nunavut.

5

R.S., c. F-8; 1995, c. 17, s. 45(1)

***Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act***

2007, c. 29, s. 62

**10. (1) The portion of section 4.7 of the French version of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* before paragraph 10 (a) is replaced by the following:**

Recouvrement — Yukon

**4.7** Le ministre peut recouvrer sur les sommes à payer au Yukon au titre de la présente partie la somme, déterminée par le ministre, qui est calculée au titre des dispositions ci-après des accords suivants :

**(2) Section 4.7 of the Act is renumbered as subsection 4.7(1) and is amended by adding the following:**

Recovery — Northwest Territories

(2) The Minister may recover, from any amount payable under this Part to the Northwest Territories, the amount, as determined by the Minister, that is computed under section 10.2 of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013, as amended from time to time.

***Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces***

L.R., ch. F-8; 1995, ch. 17, par. 45(1)

**10. (1) Le passage de l’article 4.7 de la version française de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* précédent l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

**4.7** Le ministre peut recouvrer sur les sommes à payer au Yukon au titre de la présente partie la somme, déterminée par le ministre, qui est calculée au titre des dispositions ci-après des accords suivants :

**(2) L’article 4.7 de la même loi devient le 20 paragraphe 4.7(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :**

(2) Le ministre peut recouvrer sur les sommes à payer aux Territoires du Nord-Ouest au titre de la présente partie la somme, 25 déterminée par le ministre, qui est calculée au titre de l’article 10.2 de l’Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, avec ses modifications éventuelles.

Recouvrement — Territoires du Nord-Ouest

R.S., c. H-6

***Canadian Human Rights Act******Loi canadienne sur les droits de la personne***

L.R., ch. H-6

**11. Subsection 66(3) of the *Canadian Human Rights Act* is repealed.**

R.S., c. I-3

***Importation of Intoxicating Liquors Act******Loi sur l’importation des boissons envirantes***

L.R., ch. I-3

2002, c. 7, s. 182

**12. The definition “province” in section 2 of the *Importation of Intoxicating Liquors Act* is replaced by the following:**

“province”  
“province”

“province” means any province—other than Yukon and the Northwest Territories—in which there is in force an Act giving the government

**12. La définition de « province », à l’article 2 de la *Loi sur l’importation des boissons envirantes*, est remplacée par ce qui suit :**

« province » Toute province où est en vigueur une loi conférant au gouvernement de celle-ci ou à un de ses fonctionnaires ou organismes la

2002, ch. 7, art. 182

“province”  
“province”

of the province or any board, commission, officer or other governmental agency control over the sale of intoxicating liquor in that province;

régie de la vente des boissons énivrantes dans cette province. Sont exclus le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

R.S., c. I-6

***Department of Indian Affairs and Northern Development Act***

2002, c. 7, s. 156

**13. Section 6 of the *Department of Indian Affairs and Northern Development Act* is replaced by the following:**

Administration of lands—  
Nunavut

6. (1) The Minister has the administration of lands situated in Nunavut belonging to Her Majesty in right of Canada except those lands

(a) that are under the administration of any other minister of the Government of Canada or any agent corporation as defined in subsection 83(1) of the *Financial Administration Act*; or

(b) that are under the administration and control of the Commissioner of Nunavut under the *Nunavut Act*.

Yukon and  
Northwest  
Territories

(2) The Minister has the administration of public real property as defined in section 2 of the *Yukon Act*—and public lands as defined in section 2 of the *Northwest Territories Act*—except that public real property or those public lands, as the case may be, that are under

(a) the administration of another minister of the Government of Canada or any agent corporation as defined in subsection 83(1) of the *Financial Administration Act*; or

(b) the administration and control of the Commissioner of Yukon or the Commissioner of the Northwest Territories, as the case may be, under the applicable Act.

R.S., c. I-21

***Interpretation Act***

2002, c. 7,  
s. 188(1)

**14. (1) The definition “legislative assembly”, “legislative council” or “legislature” in subsection 35(1) of the *Interpretation Act* is repealed.**

2002, c. 7,  
s. 188(1)

**(2) The definitions “Act” and “lieutenant governor in council” in subsection 35(1) of the Act are replaced by the following:**

***Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien***

L.R., ch. I-6

**13. L’article 6 de la *Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien* est remplacé par ce qui suit :**

2002, ch. 7,  
art. 156

6. (1) Le ministre est chargé de la gestion des terres du Nunavut qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada, à l’exception de celles dont la gestion est confiée à un autre ministre fédéral ou à une société mandataire au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de celles dont le commissaire du Nunavut a la gestion et la maîtrise au titre de la *Loi sur le Nunavut*. 15

Gestion des  
terres : Nunavut

(2) Il est aussi chargé de la gestion des biens réels domaniaux au sens de l’article 2 de la *Loi sur le Yukon* et des terres domaniales au sens de l’article 2 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, à l’exception de ceux dont la gestion est confiée à un autre ministre fédéral ou à une société mandataire au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de ceux dont le commissaire du Yukon ou le commissaire des Territoires du Nord-Ouest a la gestion et la maîtrise au titre de la loi applicable. 25

Yukon et  
Territoires du  
Nord-Ouest

***Loi d’interprétation***

L.R., ch. I-21

**14. (1) La définition de «législature», «assemblée législative» et «conseil législatif», au paragraphe 35(1) de la *Loi d’interprétation*, est abrogée.**

2002, ch. 7,  
par. 188(1)

**(2) Les définitions de «lieutenant-gouverneur en conseil» et «loi provinciale», au paragraphe 35(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :**

2002, ch. 7,  
par. 188(1)

“Act” « <i>loi provinciale</i> »	“Act”, in respect of an Act of a legislature, includes a law of the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut;	«lieutenant-gouverneur en conseil» Le lieutenant-gouverneur d'une province agissant sur l'avis ou sur l'avis et avec le consentement du conseil exécutif de la province ou conjointement avec celui-ci, le commissaire du Yukon agissant	«lieutenant-gouverneur en conseil» “lieutenant governor in council”
“lieutenant governor in council” « <i>lieutenant-gouverneur en conseil</i> »	“lieutenant governor in council” means	5 (a) the lieutenant governor of the province indicated by the enactment acting by and with the advice of, by and with the advice and consent of, or in conjunction with, the executive council,	5
		(b) in Yukon, the Commissioner of Yukon acting with the consent of the Executive Council of Yukon,	10
		(c) in the Northwest Territories, the Commissioner of the Northwest Territories acting with the consent of the Executive Council of the Northwest Territories, and	« <i>loi provinciale</i> » Sont assimilées aux lois provinciales les lois de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut.
		(d) in Nunavut, the Commissioner;	“ <i>Act</i> ”
“legislative assembly” or “legislature” « <i>législature</i> » ou « <i>assemblée législative</i> »	(3) Subsection 35(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:	(3) Le paragraphe 35(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :	15
	“legislative assembly” or “legislature” includes the Lieutenant Governor in Council and the Legislative Assembly of the Northwest Territories, as constituted before September 1, 1905, and the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut;	«législature» ou «assemblée législative» Sont assimilés à la législature et à l'assemblée législative l'ensemble composé du lieutenant-gouverneur en conseil et de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest, en leur état avant le 1 <sup>er</sup> septembre 1905, la Législature du Yukon, la Législature des Territoires du Nord-Ouest et la Législature du Nunavut.	20 «législature» ou «assemblée législative» “legislative assembly” or “legislature”
R.S., c. L-6	<b>Canada Lands Surveys Act</b>	<b>Loi sur l'arpentage des terres du Canada</b>	L.R., ch. L-6
2002, c. 7, s. 100	15. Paragraph (b) of the definition “Commissioner” in subsection 2(1) of the <i>Canada Lands Surveys Act</i> is replaced by the following:	15. L'alinéa b) de la définition de «commissaire», au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'arpentage des terres du Canada</i> , est remplacé par ce qui suit :	25
	(b) in respect of lands under his or her administration and control under the <i>Northwest Territories Act</i> , the Commissioner of the Northwest Territories, and	b) le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, pour ce qui touche les terres dont il a la gestion et la maîtrise au titre de la <i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i> ;	30
2002, c. 7, s. 100	16. Section 22 of the Act is replaced by the following:	16. L'article 22 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 7, art. 100 35
Surveys made by Canada Lands Surveyor under other Act	22. The provisions of sections 17, 18 and 23 apply, with any modifications that the circumstances require, to surveys under any other Act of Parliament, or any regulation made under such an Act, or any law of the Legislature of	22. Les articles 17, 18 et 23 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux travaux d'arpentage effectués en vertu de toute autre loi fédérale et de ses règlements d'application, ou des lois de la Législature du Yukon, de la	Arpentage effectué en vertu d'autres lois

	Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut if the Act, regulation or law requires the surveys to be made by a Canada Lands Surveyor.	Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut, dans les cas où ces lois et règlements prévoient que les travaux d'arpentage doivent être exécutés par un arpenteur des terres du Canada.	5
2002, c. 7, s. 102	<b>17. Subsection 32(2) of the French version of the Act is replaced by the following:</b>	<b>17. Le paragraphe 32(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	2002, ch. 7, art. 102
Territoires	(2) Dans les terres du Canada situées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, toutes les réserves établies au cours de l'arpentage de chemins, rues, ruelles ou terrains communaux dans une ville, un village ou un établissement sont des routes publiques ou des terrains communaux.	(2) Dans les terres du Canada situées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, toutes les réserves établies au cours de l'arpentage de chemins, rues, ruelles ou terrains communaux dans une ville, un village ou un établissement sont des routes publiques ou des terrains communaux.	Territoires 10 15
R.S., c. N-7	<b>National Energy Board Act</b>	<b>Loi sur l'Office national de l'énergie</b>	L.R., ch. N-7
Jurisdiction — Inuvialuit Settlement Region	<b>18. The National Energy Board Act is amended by adding the following after section 12:</b>	<b>18. La Loi sur l'Office national de l'énergie est modifiée par adjonction, après l'article 12, de ce qui suit :</b>	
Successive periods and termination	<p><b>12.1</b> (1) The Board shall, for a period of 20 years beginning on the day on which this section comes into force, be the regulator—under any law of the Legislature of the Northwest Territories that is made under paragraph 19(1)(a), (b) or (c) of the <i>Northwest Territories Act</i>—in respect of that portion of the Inuvialuit Settlement Region, as defined in section 2 of the <i>Canada Oil and Gas Operations Act</i>, that is situated in the onshore as defined in section 2 of the <i>Northwest Territories Act</i>.</p> <p>(2) The Government of Canada and the Government of the Northwest Territories may agree that the Board shall be the regulator for successive periods of 20 years each; they may also, before the expiry of each successive period, agree to its earlier termination.</p>	<p><b>12.1</b> (1) L'Office national de l'énergie agit, pendant une période de vingt ans commençant à l'entrée en vigueur du présent article, à titre d'organisme de réglementation, au titre de toute loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest édictée en vertu des alinéas 19(1)a), b) ou c) de la <i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i>, à l'égard de toute partie de la région désignée des Inuvialuits au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i> comprise dans la région intracôtière au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i>.</p> <p>(2) Les gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest peuvent proroger la période prévue au paragraphe (1) à une ou plusieurs reprises. En outre, ils peuvent, avant l'expiration de chaque période supplémentaire, fixer une période plus courte.</p>	Compétence : région désignée des Inuvialuits 20 25 30 35 Prorogation et abrévagement
R.S., c. N-26	<b>Northern Pipeline Act</b>	<b>Loi sur le pipe-line du Nord</b>	L.R., ch. N-26
2002, c. 7, s. 214	<b>19. Paragraph 10(c) of the Northern Pipeline Act is replaced by the following:</b>	<b>19. L'alinéa 10c) de la Loi sur le pipe-line du Nord est remplacé par ce qui suit :</b>	2002, ch. 7, art. 214
	(c) enter into such agreements with the government of a province, or with the government of Yukon or the Northwest Territories after consultation with the Legislature of Yukon or the Northwest Territories,	c) conclure avec les gouvernements des provinces et, après consultation de la Législature du Yukon ou de la Législature des Territoires du Nord-Ouest, avec ceux de ces territoires, les accords nécessaires pour	40

R.S., c. O-7;  
1992, c. 35, s.2

as may be necessary to facilitate the attainment of the objects of this Act and to provide for coordination and review of the activities of the Agency and those governments in relation to the pipeline;

faciliter la réalisation des objets de la présente loi et pour prévoir la coordination et l'étude des activités de l'Administration et celles des gouvernements en cause relativement au pipe-line;

5

***Canada Oil and Gas Operations Act***

**20. Section 2 of the *Canada Oil and Gas Operations Act* is amended by adding the following in alphabetical order:**

“Agreement”  
“accord”

“Agreement” means the Agreement for Coordination and Cooperation in the Management and Administration of Petroleum Resources in the Inuvialuit Settlement Region that was made on June 25, 2013, as amended from time to time.

“Inuvialuit Settlement Region”  
“région désignée des Inuvialuits”

“Inuvialuit Settlement Region” has the same meaning as in section 2 of the Agreement—as defined in section 2 of the *Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act*—excluding any area in Yukon or in the adjoining area as defined in section 2 of the *Yukon Act*.

“onshore”  
“région intracôtière”

“onshore” has the same meaning as in section 20 of the *Northwest Territories Act*;

“straddling resource”  
“ressource chevauchante”

“straddling resource” means a pool or field that the National Energy Board determines under section 48.02

(a) is wholly or partly in the Inuvialuit Settlement Region, other than in Inuvialuit lands as defined in Article 2.1 of the Agreement, and

(b) straddles the offshore, as defined in section 48.01, and the onshore;

faciliter la réalisation des objets de la présente loi et pour prévoir la coordination et l'étude des activités de l'Administration et celles des gouvernements en cause relativement au pipe-line;

5

***Loi sur les opérations pétrolières au Canada***

L.R., ch. O-7;  
1992, ch. 35,  
art. 2

**20. L'article 2 de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

« accord » L'entente de coordination et de coopération à l'égard de la gestion et de l'administration des ressources pétrolières et gazières dans la région désignée des Inuvialuits, conclue le 25 juin 2013, avec ses modifications éventuelles.

15

« région désignée des Inuvialuits » S'entend au sens de « région désignée » à l'article 2 de la Convention, au sens de l'article 2 de la *Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique*, à l'exclusion de toute zone située au Yukon ou dans la zone adjacente au sens de l'article 2 de la *Loi sur le Yukon*.

« région désignée des Inuvialuits »  
“Inuvialuit Settlement Region”

« région intracôtière » S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*.

« région intracôtière »  
“onshore”

« ressource chevauchante » Gisement ou champ qui, selon la décision prise par l'Office national de l'énergie en application de l'article 48.02, est situé en tout ou en partie dans la région désignée des Inuvialuits—sauf dans les terres des Inuvialuits, au sens de l'article 2.1 de l'accord—and qui se trouve à la fois dans la région extracôtière au sens de l'article 48.01 et la région intracôtière.

« ressource chevauchante »  
“straddling resource”

35

**21. Les alinéas 3a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

1996, ch. 31,  
art. 93; 1998,  
ch. 15, al. 49b)

**21. Paragraphs 3(a) and (b) of the Act are replaced by the following:**

- (a) that part of the onshore that is under the administration of a federal minister,
- (b) Nunavut,
- (c) Sable Island,

- a) la partie de la région intracôtière dont un ministre fédéral a la gestion;
- b) le Nunavut;
- c) l'île de Sable;

40

	(d) that part—of the internal waters of Canada or the territorial sea of Canada—that is not situated	d) la partie des eaux intérieures du Canada—ou de la mer territoriale du Canada—qui n'est pas comprise, selon le cas:
	(i) in a province other than the Northwest Territories, or	(i) dans le territoire d'une province autre que les Territoires du Nord-Ouest,
	(ii) in that part of the onshore that is not under the administration of a federal minister, and	(ii) dans la partie de la région intracôtier dont un ministre fédéral n'a pas la gestion;
	(e) the continental shelf of Canada and the waters superjacent to the seabed of that continental shelf,	e) le plateau continental du Canada et les eaux surjacentes au fond ou au lit de ce plateau continental.
	<b>22. Subsection 5.01(2) of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (a) and by adding the following after that paragraph:</b>	10
	(a.1) in the case of land in the Northwest Territories, an order made by a territorial tribunal that is competent to resolve matters in dispute relating to access to the surface of lands; and	15
	<b>23. Section 5.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):</b>	
Straddling resources—approval	(6.1) Despite subsection (4), the National Energy Board may approve a development plan in relation to developing a straddling resource, subject to	
No consent	(a) the consent of the Governor in Council and the Executive Council of the Northwest Territories in relation to Part I of the plan; and	25
	(b) any requirements that the Board considers appropriate or that may be prescribed.	20
	(6.2) If the Governor in Council and the Executive Council of the Northwest Territories do not consent in relation to Part I of the plan, the Minister or the Government of the Northwest Territories may notify the other of their intention to refer the matter to an independent expert for a decision in accordance with section 48.095.	30
Expert's decision	(6.3) The expert's decision in relation to the development plan is deemed to be a development plan that is approved by the National Energy Board and in relation to Part I of the	Absence d'agrément
		Décision de l'expert
	d) la partie des eaux intérieures du Canada—ou de la mer territoriale du Canada—qui n'est pas comprise, selon le cas:	
	(i) dans le territoire d'une province autre que les Territoires du Nord-Ouest,	5
	(ii) dans la partie de la région intracôtier dont un ministre fédéral n'a pas la gestion;	
	e) le plateau continental du Canada et les eaux surjacentes au fond ou au lit de ce plateau continental.	10
	<b>22. Le paragraphe 5.01(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :</b>	
	a.1) dans le cas d'une terre située dans les Territoires du Nord-Ouest, par ordonnance rendue par le tribunal territorial compétent pour résoudre des différends concernant l'accès à la surface des terres;	15
	<b>23. L'article 5.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :</b>	20
	(6.1) Malgré le paragraphe (4), l'Office national de l'énergie peut approuver le plan de mise en valeur visant la ressource chevauchante, sous réserve des modalités qu'il estime indiquées ou qui sont fixées par règlement et, en ce qui a trait à la première partie du plan, de l'agrément du gouverneur en conseil et du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest.	25
	(6.2) Si le gouverneur en conseil et le Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest ne donnent pas l'agrément visé au paragraphe (6.1), le ministre ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut aviser l'autre de son intention de renvoyer l'affaire à un expert indépendant afin que celui-ci prenne une décision conformément à l'article 48.095.	30
	(6.3) La décision prise par l'expert à l'égard du plan de mise en valeur est réputée, d'une part, être un plan de mise en valeur approuvé par l'Office national de l'énergie et, d'autre part, en ce qui a trait à la première partie du plan,	35
		40

	plan is deemed to be one that is consented to by the Governor in Council and the Executive Council of the Northwest Territories.	avoir reçu l'agrément du gouverneur en conseil et du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest.
Amendment	(6.4) If a development plan is approved under subsection (6.1) or deemed to be approved under subsection (6.3), no amendment is to be made to the plan unless it is approved by the National Energy Board and, in the case of an amendment to Part I of the plan, consented to by the Governor in Council and the Executive Council of the Northwest Territories.	(6.4) S'agissant d'un plan de mise en valeur approuvé en vertu du paragraphe (6.1)—ou réputé l'avoir été au titre du paragraphe (6.3)—, il ne peut y être apporté de modification que si celle-ci est approuvée par l'Office national de l'énergie et, en ce qui a trait à la première partie du plan, que si elle reçoit l'agrément du gouverneur en conseil et du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest.
Amendment—application of subsections (6.1) to (6.4)	(6.5) Subsections (6.1) to (6.4) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of a proposed amendment to a development plan.	(6.5) Les paragraphes (6.1) à (6.4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux projets de modification du plan de mise en valeur.
"unitization order" «arrêté d'union»	<b>24. The definition "unitization order" in section 29 of the Act is replaced by the following:</b>  "unitization order" means an order that is made under section 41 or issued under section 48.092;	<b>24. La définition de «arrêté d'union», à l'article 29 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :</b>  «arrêté d'union» Mesure prise sous le régime des articles 41 ou 48.092.
"unitization order" «arrêté d'union»	<b>25. The Act is amended by adding the following after section 48:</b>  STRADDLING RESOURCES—INUVALUIT SETTLEMENT REGION  <i>Definitions</i>	<b>25. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 48, de ce qui suit :</b>  RESSOURCES CHEVAUCHANTES : RÉGION DÉSIGNÉE DES INUVIALUITS  <i>Définitions</i>
Definitions	<b>48.01</b> The following definitions apply in this section and in sections 48.02 to 48.096.	<b>48.01</b> Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 48.02 à 48.096.
"notification area" «zone de notification»	"notification area" means the following:  (a) that part of the offshore that is situated within 20 kilometres of the onshore; and  (b) that part of the onshore that is situated within 20 kilometres of the offshore.	«région extracôtière» La partie de la région désignée des Inuvialuits qui n'est pas comprise dans la région intracôtière.
"offshore" «région extracôtière»	"offshore" means that part of the Inuvialuit Settlement Region that is not situated in the onshore.	«zone de notification» S'entend de ce qui suit :  a) la partie de la région extracôtière située dans les 20 km de la région intracôtière;  b) la partie de la région intracôtière située dans les 20 km de la région extracôtière.
National Energy Board's obligations	<b>48.02</b> If the data obtained from conducting a survey or drilling an exploratory well—as defined in subsection 101(1) of the <i>Canada Petroleum Resources Act</i> —in the notification	<b>48.02</b> Dans le cas où les données provenant d'études ou les données de forage d'un puits d'exploration, au sens du paragraphe 101(1) de la <i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i> , dans la

area provide sufficient information for the National Energy Board to determine that a pool or field exists, the Board shall

- (a) determine whether the pool or field is a straddling resource;
- (b) without delay notify the Minister and the Government of the Northwest Territories of its determination and the reasons for it; and
- (c) on request, provide that Minister or that Government with the information that is in 10 the Board's possession and pertinent to that determination.

Information sharing

**48.03** The Minister and the Government of the Northwest Territories shall, on request, provide the other with the information that is 15 in their possession and is relevant to the proper and efficient exploration for and the management, administration and exploitation of the straddling resource.

Single pool or field

**48.04** (1) A straddling resource may be 20 exploited as a single pool or field, as the case may be.

Single exploration or drilling program

(2) An exploration or drilling program related to a straddling resource is, to the extent practicable, to be managed as a single exploration or drilling program. 25

Notice—intention to start production

**48.05** (1) If an interest owner, as defined in section 2 of the *Canada Petroleum Resources Act*, advises the Minister or the National Energy Board—including by way of an application under section 38 of the *Canada Petroleum Resources Act* or paragraph 5(1)(b) of this Act, as the case may be—that it intends to start production of a straddling resource, the Minister shall, without delay, notify the Government of 30 the Northwest Territories of the interest owner's intention.

Notice—after production commences

(2) If, after production commences, the National Energy Board determines that a pool or field is a straddling resource

zone de notification fournissent suffisamment de renseignements pour que l'Office national de l'énergie établisse qu'un gisement ou un champ existe, l'Office :

- 5 a) établit si le gisement ou le champ 5 constitue une ressource chevauchante;
- b) avise sans délai le ministre et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest de ses conclusions et des motifs à l'appui de celles-ci;
- c) fournit à l'un ou l'autre, sur demande, tout renseignement qu'il détient et qui est pertinent pour établir si le gisement ou le champ 10 constitue une ressource chevauchante.

**48.03** Le ministre ou le gouvernement des 15 Territoires du Nord-Ouest, sur demande de l'autre, lui fournit tout renseignement qu'il détient et qui est pertinent pour la recherche, la gestion, l'administration et l'exploitation appropriées et efficaces de la ressource chevauchante. 20

Communication de renseignements

#### *Exploitation of Straddling Resources*

**48.04** (1) Toute ressource chevauchante peut être exploitée comme un seul gisement ou champ, selon le cas.

Gisement ou champ uniques

(2) Un programme d'exploration ou de 25 forage lié à une ressource chevauchante est, dans la mesure du possible, géré comme s'il s'agissait d'un seul programme d'exploration ou de forage.

Un seul programme d'exploration ou de forage

**48.05** (1) Dans le cas où un titulaire, au sens 30 de l'article 2 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, avise le ministre ou l'Office national de l'énergie—notamment au moyen d'une demande faite au titre de l'article 38 de cette loi ou à l'alinéa 5(1)b) de la présente loi, 35 selon le cas—de son intention de procéder à la production d'une ressource chevauchante, le ministre notifie cette intention sans délai au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Avis : intention de procéder à la production

(2) Dans le cas où l'Office national de 40 l'énergie établit, après le début de la production, 40 que le gisement ou le champ constitue une ressource chevauchante :

Avis postérieur au début de la production

	(a) the Minister or the Government of the Northwest Territories—depending on the jurisdiction in which production commenced—shall, without delay, notify the other of that determination; and	5	a) celui du ministre ou du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest qui a compétence sur le territoire où a commencé la production en avise l'autre sans délai;	
	(b) either of them may give notice under section 48.06.		b) l'un ou l'autre peut alors transmettre l'avis visé à l'article 48.06.	5
Requirement—exploitation as single unit	<b>48.06</b> The Minister or the Government of the Northwest Territories may, by notice, require of the other that a pool or field that is a straddling resource be exploited as a single pool or field, as the case may be.	10	<b>48.06</b> Le ministre ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut, au moyen d'un avis, exiger de l'autre que la ressource chevauchante soit exploitée comme un seul gisement ou champ, selon le cas.	Avis : exploitation en tant que gisement ou champ uniques
Unit agreement	<b>48.07</b> (1) The royalty owners and the working interest owners in respect of a straddling resource may enter into a unit agreement and, if it is approved under subsection 48.09(1), they shall operate their interests in accordance with it or any amendment to it.	15	<b>48.07</b> (1) Les titulaires de redevance et les détenteurs ayant un intérêt économique direct dans une ressource chevauchante peuvent conclure un accord d'union; s'il est approuvé au titre du paragraphe 48.09(1), ils exploitent leurs intérêts en conformité avec cet accord, et ses modifications éventuelles.	Accord d'union
Unit operating agreement	(2) The working interest owners in respect of a straddling resource may enter into a unit operating agreement and, if it is approved under subsection 48.09(1), they shall operate their interests in accordance with it or any amendment to it.	20	(2) Les détenteurs ayant un intérêt économique direct dans une ressource chevauchante peuvent conclure un accord d'exploitation unitaire; s'il est approuvé au titre du paragraphe 48.09(1), ils exploitent leurs intérêts en conformité avec cet accord, et ses modifications éventuelles.	Accord d'exploitation unitaire
Termination	(3) Unless the Minister and the Government of the Northwest Territories agree to an earlier termination, a unit agreement or a unit operating agreement remains in force until the later of	25	(3) Sauf si le ministre et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest conviennent de le résilier plus tôt, l'accord d'union ou l'accord d'exploitation unitaire demeure en vigueur jusqu'au dernier en date des jours suivants :	Résiliation
	(a) the day on which commercial production from the straddling resources to which the agreement applies ends, and	30	a) le jour où la production commerciale prend fin à l'égard des ressources chevauchantes auxquelles l'accord en question s'applique;	
	(b) the day on which there are no outstanding obligations in respect of the decommissioning or the abandonment of the production system for a straddling resource to which the agreement applies.	35	b) le jour où il n'existe plus d'obligation à l'égard du déclassement ou de l'abandon du système de production d'une ressource chevauchante à laquelle l'accord en question s'applique.	
Order to enter into agreements	<b>48.08</b> If a straddling resource is required to be exploited as a single pool or field under section 48.06 and the working interest owners have not entered into a unit agreement and a unit operating agreement, the Minister shall	40	<b>48.08</b> Le ministre ordonne aux détenteurs ayant un intérêt économique direct dans la partie du gisement ou du champ qui relève de sa compétence de conclure un accord d'union et un accord d'exploitation unitaire s'ils ne l'ont pas	Ordre ministériel : conclusion des accords

Approval of agreements	order the working interest owners in the portion of the pool or field that is in the Minister's jurisdiction to do so.	déjà fait et s'il est exigé, en vertu de l'article 48.06, que la ressource chevauchante soit exploitée comme un seul gisement ou champ.
Condition precedent	48.09 (1) A unit agreement and a unit operating agreement are subject to the approval of the Minister and the Government of the Northwest Territories. They are to be approved only if all royalty owners and working interest owners referred to in subsection 48.07(1) or all working interest owners referred to in subsection 48.07(2), as the case may be, are parties to the agreement.	48.09 (1) L'accord d'union et l'accord d'exploitation unitaire sont assujettis à l'approbation du ministre et du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, qui n'est donnée que si tous les titulaires de redevance et détenteurs visés au paragraphe 48.07(1) ou tous les détenteurs visés au paragraphe 48.07(2), selon le cas, y sont parties.
Referral to independent expert	(2) No authorization is to be issued under paragraph 5(1)(b)—and no development plan is to be approved under subsection 5.1(4)—in relation to the exploitation of a straddling resource if the unit agreement and the unit operating agreement are not approved under subsection (1).	(2) La délivrance d'une autorisation en vertu de l'alinéa 5(1)b) et l'approbation du plan de mise en valeur en vertu du paragraphe 5.1(4), relativement à l'exploitation de la ressource chevauchante, sont subordonnées à l'approbation de l'accord d'union et de l'accord d'exploitation unitaire au titre du paragraphe (1).
Unitization order	48.091 If the royalty owners and the working interest owners in respect of a straddling resource do not enter into a unit agreement—and, in the case of the working interest owners, a unit operating agreement—within 90 days after the day on which the Minister orders the working interest owners to enter into those agreements under section 48.08, the Minister or the Government of the Northwest Territories may notify the other of their intention to refer the matter to an independent expert for a decision in accordance with section 48.095.	48.091 Dans le cas où un accord d'union n'est pas conclu par les titulaires de redevance et les détenteurs ayant un intérêt économique direct dans la ressource chevauchante—or dans le cas où un accord d'exploitation unitaire n'est pas conclu par ces détenteurs—dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date où un ordre a été donné en application de l'article 48.08, le ministre ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut aviser l'autre de son intention de renvoyer l'affaire à un expert indépendant afin que celui-ci prenne une décision conformément à l'article 48.095.
Effect	48.092 (1) The Minister shall issue a unitization order in accordance with the independent expert's final decision.	48.092 (1) Le ministre prend l'arrêté d'union conformément à la décision finale prise par l'expert.
Government of the Northwest Territories	(2) The unit agreement and the unit operating agreement have the effect given them by the Minister's order.	(2) L'accord d'union et l'accord d'exploitation unitaire produisent les effets que leur donne l'arrêté d'union.
Joint approval	(3) A unitization order becomes effective only if the Government of the Northwest Territories issues an equivalent order.	(3) L'arrêté d'union ne prend effet que si le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest prend un arrêté équivalent.
	(4) The issuance of a unitization order by the Minister and of an equivalent order by the Government of the Northwest Territories is deemed to be their joint approval of the unit agreement and the unit operating agreement.	(4) La prise d'un arrêté d'union par le ministre et d'un arrêté équivalent par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest vaut approbation conjointe par eux de l'accord d'union et de l'accord d'exploitation unitaire en cause.

Effective date	(5) Subject to subsection (3), a unitization order becomes effective on the day established in the order, but that day is not to be less than 30 days after the day on which the order is issued.	(5) Sous réserve du paragraphe (3), l'arrêté d'union prend effet à la date qui y est prévue, mais au moins trente jours après sa prise.	Date de prise d'effet
Redetermination	<p><b>48.093</b> The Minister, the Government of the Northwest Territories or a working interest owner may—in respect of future production—request a redetermination of</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the apportionment of the production from the straddling resource; or</li> <li>(b) one or more of the elements set out in the unit agreement or the unit operating agreement.</li> </ul>	<p>5 <b>48.093</b> Le ministre, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ou tout détenteur ayant un intérêt économique direct dans une ressource chevauchante peut, à l'égard de la production future, demander qu'une nouvelle décision soit prise concernant, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la répartition de la production de la ressource chevauchante;</li> <li>b) un ou plusieurs éléments prévus dans l'accord d'union ou l'accord d'exploitation unitaire.</li> </ul>	Nouvelle décision
No agreement—royalty owners and working interest owners	<p><b>48.094</b> If the royalty owners and the working interest owners in respect of a straddling resource do not enter into an agreement in respect of the redetermination under section 48.093 within 90 days after the day on which the request is made, the Minister or the Government of the Northwest Territories may notify the other of their intention to refer the matter to an independent expert for a decision in accordance with section 48.095.</p>	<p>10 <b>48.094</b> Dans le cas où un accord concernant la prise d'une nouvelle décision demandée en vertu de l'article 48.093 n'est pas conclu par les titulaires de redevance et les détenteurs ayant un intérêt économique direct dans la ressource chevauchante dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date à laquelle la demande a été présentée, le ministre ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut aviser l'autre de son intention de renvoyer l'affaire à un expert indépendant afin que celui-ci prenne une décision conformément à l'article 48.095.</p>	Absence d'accord—titulaires de redevance et détenteurs
Independent expert	<p><b>48.095</b> (1) Within 90 days after the day on which the Minister or the Government of the Northwest Territories is notified under subsection 5.1(8) or section 48.091 or 48.094, the Minister and the Government shall appoint the independent expert.</p>	<p>15 <b>48.095</b> (1) Le ministre et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest nomment un expert indépendant dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date à laquelle un avis a été donné à l'un d'eux en vertu du paragraphe 5.1(8) ou des articles 48.091 ou 48.094.</p>	Expert indépendant
Qualifications	<p>(2) The independent expert must be impartial and independent and have knowledge or experience relevant to the matter.</p>	<p>20 (2) L'expert doit être impartial et indépendant et posséder les connaissances ou l'expérience voulues relativement à l'affaire en question.</p>	Compétences
Appointment—drawing lots	<p>(3) If the Minister and the Government of the Northwest Territories do not appoint the expert in accordance with subsection (1), each shall—within 30 days after the day on which the time to appoint an expert expires—submit to the other the names of up to two persons with the qualifications set out in subsection (2); they shall within 30 days after the day of submission</p>	<p>25 (3) En l'absence de nomination d'un expert indépendant dans le délai prévu au paragraphe (1), le ministre et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest soumettent l'un à l'autre, dans les trente jours suivant l'expiration de ce délai, le nom d'au plus deux personnes possédant les compétences visées au paragraphe (2) et, dans les trente jours de l'échange des</p>	Nomination par tirage au sort

Absence of submission, selection or appointment	select the independent expert from those persons by drawing lots and appoint that person as the independent expert.	noms, choisissent l'une de ces personnes par tirage au sort et la nomment à titre d'expert indépendant.	
Preliminary decision	(4) If the Minister or the Government of the Northwest Territories does not submit, select or appoint as required by subsection (3), they are deemed to make the same submission, selection or appointment—as the case may be—as the other and are bound by the decision of the independent expert.	(4) Celui du ministre ou du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest qui ne fait pas de soumission, de choix ou de nomination en conformité avec le paragraphe (3) est réputé avoir fait la même soumission, le même choix ou la même nomination, selon le cas, et est lié 10 par la décision de l'expert indépendant.	Omission d'agir 5
Clarification or reconsideration	(5) Within 90 days after the day on which they are seized of the matter or within any other period agreed to by the Minister and the Government of the Northwest Territories, the independent expert shall render a preliminary decision and the Minister and the Government are to be provided with it and the reasons for it, including any supporting documentation.	(5) L'expert indépendant prend une décision préliminaire et la communique au ministre et au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date où il a été saisi de la question ou tout autre délai 15 convenu par le ministre et ce gouvernement. La décision est accompagnée des motifs et de la documentation à l'appui.	Décision préliminaire
Further submissions	(6) The Minister or the Government of the Northwest Territories may—within 60 days 20 after being provided with the preliminary decision—request the independent expert to clarify or reconsider that decision and make additional submissions to the independent expert.	(6) Dans les soixante jours suivant la réception de la décision préliminaire, le ministre ou le 20 gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut demander à l'expert indépendant de clarifier ou de reconsidérer sa décision et lui présenter des observations supplémentaires.	Demande de clarification ou de reconsideration
Final decision	(7) If the Minister or the Government of the Northwest Territories does so request and make such submissions, they shall provide the other with a copy of those submissions. The other may—within 15 days after the day on which 30 they receive that copy—make further submissions and shall provide the other with a copy of them.	(7) Celui du ministre ou du gouvernement 25 des Territoires du Nord-Ouest qui a fait la demande en transmet copie à l'autre. Ce dernier peut, dans les quinze jours suivant la date de réception de la demande, présenter des observations supplémentaires à l'expert indépendant 30 et est tenu d'en transmettre copie au demandeur.	Observations supplémentaires
Decision is final and binding	(8) Within 120 days after the day on which they render a preliminary decision, the independent expert shall render a final decision and the Minister and the Government of the Northwest Territories are to be provided with it and the reasons for it, including any supporting documentation.	(8) L'expert indépendant prend une décision 35 finale et la communique au ministre et au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest dans les cent vingt jours suivant la date où il a pris la décision préliminaire. La décision est accompagnée des motifs et de la documentation 40 à l'appui.	Décision finale
	(9) An independent expert's final decision is final and binding on the Minister and the Government of the Northwest Territories and is not to be challenged on appeal or judicial review in any court except on the ground that 45 the independent expert erred in law or exceeded the independent expert's jurisdiction.	(9) La décision ainsi prise est définitive et lie le ministre et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Elle ne peut être contestée par un appel ou une demande de révision judiciaire auprès d'un tribunal, sauf si l'expert indépendant a commis une erreur de droit ou a 45 outrepassé sa compétence.	Caractère définitif

<p>Legal proceedings</p> <p>Regulations — Inuvialuit lands</p> <p>R.S., c. P-21</p> <p>2013, c. 14, s. 19</p> <p>R.S., c. S-22</p> <p>2002, c. 7, s. 236</p>	<p>(10) If a person acts as an independent expert,</p> <p>(a) the person is not to be called to give evidence, and is not compellable as a witness, in any legal proceedings related to the matter; and</p> <p>(b) the person's records related to the matter are not admissible as evidence in any legal proceedings related to the matter.</p> <p><b>48.096</b> The Governor in Council may, if the Inuvialuit Regional Corporation agrees in writing under subsection 3.3(b) of the Agreement to be bound by a provision of Article 5 of the Agreement, make regulations adapting the definitions "Agreement", "Inuvialuit Settlement Region" and "straddling resource" in section 2 and sections 48.01 to 48.095 accordingly.</p>	<p>(10) La personne agissant à titre d'expert indépendant ne peut être appelée à témoigner et n'est pas un témoin contrainnable dans des instances liées à l'affaire, et ses documents relatifs à l'affaire ne sont pas admissibles en preuve dans ces instances.</p> <p><b>48.096</b> Dans le cas où la Société régionale inuvialuite consent par écrit, en vertu de l'alinéa 3.3b) de l'accord, à être liée par tout ou partie des dispositions de l'article 5 de cet accord, le gouverneur en conseil peut, par règlement, adapter les définitions de «accord», «région désignée des Inuvialuits» et «ressource chevauchante», à l'article 2, et les articles 48.01 à 48.095 en conséquence.</p>
		Instances 5
		Règlements : terres des Inuvialuits
		15
	<b><i>Privacy Act</i></b>	<b><i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i></b>
		L.R., ch. P-21
		2013, ch. 14, art. 19
	<b>26. The schedule to the <i>Privacy Act</i> is amended by striking out the following under the heading "OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS":</b>	<b>26. L'annexe de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> est modifiée par suppression, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :</b>
	Northwest Territories Surface Rights Board <i>Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest</i>	Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest <i>Northwest Territories Surface Rights Board</i>
	Northwest Territories Water Board <i>Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest</i>	Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest <i>Northwest Territories Water Board</i>
		25
		20
	<b><i>Statutory Instruments Act</i></b>	<b><i>Loi sur les textes réglementaires</i></b>
		L.R., ch. S-22
		2002, ch. 7, art. 236
	<b>27. Subparagraph (b)(iv) of the definition "statutory instrument" in subsection 2(1) of the <i>Statutory Instruments Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>27. Le sous-alinéa b)(iv) de la définition de «texte réglementaire», au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>, est remplacé par ce qui suit :</b>
	(iv) a law made by the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut, a rule made by the Legislative Assembly of Yukon under section 16 of the <i>Yukon Act</i> , of the Northwest Territories under section 16 of the <i>Northwest Territories Act</i> or of Nunavut under section 21 of the <i>Nunavut Act</i> or any instrument issued, made or established under any such law or rule.	(iv) les lois de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut, les règles établies par l'Assemblée législative du Yukon en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur le Yukon</i> , celles établies par l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i> , celles établies par l'Assemblée législative du
	40	30 35

R.S., c. S-23

***Canada Student Loans Act***

2002, c. 7, s. 113

**28. Subsection 2(2) of the *Canada Student Loans Act* is replaced by the following:**

Territories

(2) In its application to Yukon, the Northwest Territories and Nunavut, the expression “lieutenant governor in council” in this Act means the Commissioner of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut, acting after consultation with the Legislative Assembly of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut, as the case may be.

R.S., c. T-7

***Territorial Lands Act***

2002, c. 7, s. 240

**29. Subsection 3(2) of the *Territorial Lands Act* is replaced by the following:**

Nunavut

(2) Sections 9 and 12 to 16 and paragraph 23(k) apply to territorial lands under the administration and control of the Commissioner of Nunavut.

2002, c. 7, s. 242

**30. Section 6 of the Act is replaced by the following:**

Consultation

6. The Governor in Council may exercise the powers mentioned in sections 4 and 5 only after consultation with the Legislative Assembly of the Northwest Territories or Nunavut, as the case may be, or—if it considers that consultation to be impracticable—after consultation with each of the members of the relevant Legislative Assembly with whom consultation can be effected.

2002, c. 7, s. 243(1)

**31. (1) Subsection 9(1) of the Act is replaced by the following:**

Interpretation

9. (1) In this section, the expressions “certificate of title” and “registrar” have the meanings assigned by any law of the Legislature of the Northwest Territories or for Nunavut, as the case may be, in respect of title to real property.

Nunavut en vertu de l’article 21 de la *Loi sur le Nunavut*, ainsi que les textes pris sous le régime de ces lois et règles.

***Loi fédérale sur les prêts aux étudiants***

L.R., ch. S-23

**28. Le paragraphe 2(2) de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* est remplacé par ce qui suit:**

2002, ch. 7, art. 113

(2) Pour l’application de la présente loi au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, « lieutenant-gouverneur en conseil » s’entend du commissaire du Yukon, de celui des Territoires du Nord-Ouest ou de celui du Nunavut, agissant après consultation de l’Assemblée législative du Yukon, de l’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou de l’Assemblée législative du Nunavut, selon le cas.

Territoires

5

***Loi sur les terres territoriales***

L.R., ch. T-7

**29. Le paragraphe 3(2) de *Loi sur les terres territoriales* est remplacé par ce qui suit:**

2002, ch. 7, art. 240

(2) Les articles 9 et 12 à 16 ainsi que l’alinéa 23(k) s’appliquent aux terres territoriales dont la gestion et la maîtrise sont confiées au commissaire du Nunavut.

Nunavut

10

**30. L’article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit:**

2002, ch. 7, art. 242

25

6. Le gouverneur en conseil ne peut exercer les pouvoirs visés aux articles 4 et 5 qu’après consultation de l’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou de l’Assemblée législative du Nunavut, selon le cas, ou, s’il estime que cela est pratiquement impossible, des membres de l’assemblée en question pouvant être joints.

Consultation

20

**31. (1) Le paragraphe 9(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit:**

2002, ch. 7, par. 243(1)

35

9. (1) Au présent article, « certificat de titre » et « directeur du bureau des titres de biens-fonds » s’entendent au sens de toute loi

Définitions

30

2002, c. 7,  
s. 243(2)**(2) Paragraph 9(3)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) in the case of territorial lands described in subsection 3(2), by the Commissioner of Nunavut.

R.S., c. W-4

***Dominion Water Power Act***

2002, c. 7, s. 161

**32. The definitions “Dominion water-powers” and “public lands” in section 2 of the *Dominion Water Power Act* are replaced by the following:**

“Dominion water-powers”  
 “forces hydrauliques du Canada”

“Dominion water-powers” means any water-powers on public lands, or any other water-powers that are the property of Canada and have been or may be placed under the administration of the Minister, but does not include water-powers on lands under the administration and control of the Commissioner of Yukon or the Northwest Territories;

“public lands”  
 “terres domaniales”

“public lands” means lands belonging to Her Majesty in right of Canada and includes lands of which the Government of Canada has power to dispose but does not include lands under the administration and control of the Commissioner of Yukon or the Northwest Territories;

R.S., c. 3  
(2nd Supp.)***Divorce Act*****33. Paragraph (b) of the definition “Attorney General” in subsection 18(1) of the *Divorce Act* is replaced by the following:**

(b) for the Northwest Territories, the member of the Executive Council of the Northwest Territories designated by the Commissioner of the Northwest Territories,

1997, c. 1, s. 9

**34. Paragraph 20.1(1)(d) of the Act is replaced by the following:**

(d) any member of the Legislative Assembly of the Northwest Territories, or any agency in the Northwest Territories, designated by the Commissioner of the Northwest Territories; or

de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut, selon le cas, applicable en matière de titres fonciers.

**(2) L’alinéa 9(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**2002, ch. 7,  
5 par. 243(2)

b) dans le cas des terres territoriales visées au paragraphe 3(2), par le commissaire du Nunavut.

***Loi sur les forces hydrauliques du Canada***

L.R., ch. W-4

**32. Les définitions de «forces hydrauliques du Canada» et «terres domaniales», à l’article 2 de *Loi sur les forces hydrauliques du Canada*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :**2002, ch. 7,  
art. 161

«forces hydrauliques du Canada» Toutes forces hydrauliques se trouvant sur des terres domaniales, ou toutes autres forces hydrauliques appartenant au Canada et dont la gestion est confiée au ministre ou peut l’être. Sont exclues celles se trouvant sur les terres dont le commissaire du Yukon ou celui des Territoires du Nord-Ouest a la gestion et la maîtrise.

«forces hydrauliques du Canada»  
 “Dominion water-powers”

«terres domaniales» Terres appartenant à Sa Majesté du chef du Canada ou que le gouvernement du Canada a le pouvoir d’aliéner. Sont exclues les terres dont le commissaire du Yukon ou celui des Territoires du Nord-Ouest a la gestion et la maîtrise.

«terres domaniales»  
 “public lands”

***Loi sur le divorce***L.R., ch. 3  
(2<sup>e</sup> suppl.)**33. L’alinéa b) de la définition de «procureur général», au paragraphe 18(1) de la *Loi sur le divorce*, est remplacé par ce qui suit :**

30

b) le membre du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest désigné par le commissaire de ces territoires;

**34. L’alinéa 20.1(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**1997, ch. 1, art. 9  
35

d) à un député de l’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou à une administration qui est située dans ces territoires, désigné par le commissaire de ces territoires;

R.S., c. 36  
(2nd Supp.)

**Canada Petroleum Resources Act**

1996, c. 31,  
s. 58; 1998,  
c. 15, par. 49(a)

**35. (1) Paragraphs (a) and (b) of the definition “frontier lands” in section 2 of the Canada Petroleum Resources Act are replaced by the following:**

- (a) that part of the onshore that is under the administration of a federal minister,
- (b) Nunavut,
- (c) Sable Island,
- (d) the submarine areas in that part—of the internal waters of Canada or the territorial sea 10 of Canada—that is not situated
  - (i) in a province other than the Northwest Territories, or
  - (ii) in that part of the onshore that is not under the administration of a federal 15 minister, or
- (e) the continental shelf of Canada,

**(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

“onshore”  
“région intracôtière”

“onshore” has the same meaning as in section 20 of the *Northwest Territories Act*;

**36. Section 101 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):**

Disclosure—  
governments and  
agencies

(6.1) The National Energy Board may disclose any information or documentation that it obtains under this Act or the *Canada Oil and Gas Operations Act*—to officials of the Government of Canada, the government of a province or a foreign government or to the representatives of any of their agencies—for 30 the purposes of a federal, provincial or foreign law, as the case may be, that deals primarily with a petroleum-related work or activity,

**Loi fédérale sur les hydrocarbures**

L.R., ch. 36  
(2<sup>e</sup> suppl.)

1996, ch. 31,  
art. 58; 1998,  
ch. 15, al. 49a)

**35. (1) Les alinéas a) et b) de la définition de «terres domaniales», à l’article 2 de la Loi fédérale sur les hydrocarbures, et le passage précédent l’alinéa a) sont remplacés par ce qui suit :**

5 «terres domaniales» Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou dont elle peut légalement aliéner ou exploiter les ressources naturelles, et qui sont situées, selon le cas :

- a) dans la partie de la région intracôtière dont un ministre fédéral a la gestion;
- b) au Nunavut;
- c) dans l’île de Sable;
- d) dans les zones sous-marines qui sont dans 15 la partie des eaux intérieures du Canada—ou de la mer territoriale du Canada—qui n’est pas comprise, selon le cas :
  - (i) dans le territoire d’une province autre que les Territoires du Nord-Ouest, 20
  - (ii) dans la partie de la région intracôtière dont un ministre fédéral n’a pas la gestion;
- e) dans le plateau continental du Canada.

**(2) L’article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, 25 de ce qui suit :**

20 «région intracôtière» S’entend au sens de l’article 2 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*.

«région  
intracôtière»  
“onshore”

**36. L’article 101 de la même loi est modifié 30 par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :**

(6.1) L’Office national de l’énergie peut communiquer tout renseignement qu’il a obtenu au titre de la présente loi ou de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* à des fonctionnaires de l’administration publique fédérale ou d’une administration publique provinciale ou étrangère ou à des représentants de tout organisme de l’une de ces administrations, pour 40 l’application d’une règle de droit—fédérale, provinciale ou d’un État étranger—portant

Communication :  
administrations  
publiques et  
organismes

including the exploration for and the management, administration and exploitation of petroleum resources, if

- (a) the government or agency undertakes to keep the information or documentation confidential and not to disclose it without the Board's written consent;
- (b) the information or documentation is disclosed in accordance with any conditions agreed to by the Board and the government or agency; and
- (c) in the case of disclosure to a foreign government or agency, the Minister consents in writing.

Disclosure—  
Minister

(6.2) The National Energy Board may disclose to the Minister the information or documentation that it has disclosed or intends to disclose under subsection (6.1), but the Minister is not to further disclose that information or documentation unless the Board consents in writing to that disclosure or the Minister is required by an Act of Parliament to disclose that information or documentation.

Consent

(6.3) For the purposes of paragraph (6.1)(a) and subsection (6.2), the National Energy Board may consent to the further disclosure of information or documentation only if the Board itself is authorized under this section to disclose it.

**37. The Act is amended by adding the following after section 117.1:**

Northwest  
Territories

**117.2** (1) An interest in respect of lands that straddle the onshore and the offshore—that is in effect on the coming into force of this section—is divided into two interests: one in respect of the portion of those lands that is situated in the onshore and one in respect of the portion that is situated in the offshore. Only the offshore interest is to be under the administration of a federal minister.

Assignment of  
new numbers

(2) The Registrar referred to in subsection 87(2) may assign new numbers to the interests resulting from the division of the interest.

principalement sur des activités afférentes aux hydrocarbures, y compris la prospection, la gestion, l'administration et la production de ceux-ci si, à la fois :

- 5 a) l'administration publique ou l'organisme s'engage à en protéger la confidentialité et à ne pas le communiquer sans le consentement écrit de l'Office;
- b) la communication est effectuée selon les conditions convenues entre l'Office et l'administration publique ou l'organisme;
- c) dans le cas de toute communication à une administration publique étrangère ou à l'un de ses organismes, le ministre consent par écrit à la communication.

15

(6.2) L'Office national de l'énergie peut communiquer au ministre les renseignements qu'il a communiqués ou qu'il entend communiquer en vertu du paragraphe (6.1); le ministre ne peut les communiquer que si une loi fédérale l'y oblige ou si l'Office y consent par écrit.

Communication  
au ministre

(6.3) Pour l'application de l'alinéa (6.1)a) et du paragraphe (6.2), l'Office national de l'énergie ne peut consentir à la communication de renseignements que dans les cas où il peut lui-même les communiquer sous le régime du présent article.

Consentement

**37. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 117.1, de ce qui suit :**

**117.2** (1) À l'entrée en vigueur du présent article, tout intérêt à l'égard de terres qui se trouvent à la fois dans les régions intracôtière et extracôtière est scindé en deux intérêts, l'un visant les terres situées dans la région intracôtière, l'autre visant celles qui sont situées dans la région extracôtière. Seule la gestion du second intérêt est confiée à un ministre fédéral.

Territoires du  
Nord-Ouest

40

(2) Le directeur visé au paragraphe 87(2) peut attribuer de nouveaux numéros aux intérêts résultant de la scission.

Attribution de  
nouveaux  
numéros

40

## Interpretation

(3) The division of the interest and assignment of new numbers is to be construed as a continuation of the interest and not as the issuance of new interests.

## Definition of "offshore"

(4) In this section, "offshore" has the same meaning as in section 48.01 of the *Canada Oil and Gas Operations Act*.

R.S., c. 24  
(4th Supp.)

2002, c. 7, s. 129

**38. Paragraph (c) of the definition "federal institution" in section 2 of the *Canadian Multiculturalism Act* is replaced by the following:**

(c) any institution of the Legislative Assembly or government of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut, as the case may be, or

R.S., c. 31  
(4th Supp.)

2002, c. 7, s. 224

**39. Paragraph (i) of the definition "federal institution" in subsection 3(1) of the *Official Languages Act* is replaced by the following:**

(i) any institution of the Legislative Assembly or government of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut, or

## Précision

(3) Ni la scission d'un intérêt ni l'attribution de nouveaux numéros aux intérêts n'a pour effet de créer de nouveaux intérêts, les intérêts existants étant remplacés sans solution de continuité.

5

5 (4) Au présent article, «région extracôtier» s'entend au sens de l'article 48.01 de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*.

Définition de «région extracôtier»

*Canadian Multiculturalism Act**Loi sur le multiculturalisme canadien*

L.R., ch. 24  
(4<sup>e</sup> suppl.)

**38. Le passage de la définition de «institutions fédérales» suivant l'alinéa b), à l'article 2 de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*, est remplacé par ce qui suit :**

2002, ch. 7,  
art. 129

Ne sont pas visés les institutions de l'Assemblée législative du Yukon, de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou de l'Assemblée législative du Nunavut ou celles de l'administration de chacun de ces territoires, ni les organismes—bande indienne, conseil de bande ou autres—chargés de l'administration d'une bande indienne ou d'autres groupes de peuples autochtones.

*Official Languages Act**Loi sur les langues officielles*

L.R., ch. 31  
(4<sup>e</sup> suppl.)

**39. La définition de «institutions fédérales», au paragraphe 3(1) de la *Loi sur les langues officielles*, est remplacée par ce qui suit :**

2006, ch. 9,  
art. 20

25

«institutions fédérales» Les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada, dont 20 le Sénat, la Chambre des communes, la bibliothèque du Parlement, le bureau du conseiller sénatorial en éthique et le bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, les tribunaux fédéraux, tout organisme—bureau, commission, conseil, office ou autre—chargé de fonctions administratives sous le régime d'une loi fédérale ou en vertu 30 des attributions du gouverneur en conseil, les ministères fédéraux, les sociétés d'État créées sous le régime d'une loi fédérale et tout autre organisme désigné par la loi à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada 40 ou placé sous la tutelle du gouverneur en conseil ou d'un ministre fédéral. Ne sont pas visés les

«institutions fédérales»  
“federal institution”

2002, c. 7, s. 225

**40. Paragraph 7(3)(a) of the Act is replaced by the following:**

(a) a law made by the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut, or any instrument made under any such law, or

1990, c. 41

***Hibernia Development Project Act***

2002, c. 7, s. 178

**41. The definition “federal laws” in subsection 2(1) of the *Hibernia Development Project Act* is replaced by the following:**“federal laws”  
“lois fédérales”

“federal laws” includes Acts of Parliament, regulations as defined in section 2 of the *Interpretation Act* and any other rules of law within the jurisdiction of Parliament, and any provision of those Acts, regulations or rules of law, but does not include laws of the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut;

1991, c. 50;  
2001, c. 4, s. 10***Federal Real Property and Federal Immovables Act***

2002, c. 7, s. 171

**42. Section 17 of the *Federal Real Property and Federal Immovables Act* is replaced by the following:**

Territorial lands

17. (1) Despite section 3 of the *Territorial Lands Act*, sections 13 to 16 and 19 of that Act apply in respect of all federal real property in Nunavut.

Yukon and  
Northwest  
Territories

(1.1) Sections 13 to 16 and 19 of the *Territorial Lands Act* apply in respect of federal real property in Yukon or the Northwest Territories that is under the administration of a minister or an agent corporation.

institutions de l’Assemblée législative du Yukon, de l’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou de l’Assemblée législative du Nunavut ou celles de l’administration de chacun de ces territoires, ni les organismes — bande indienne, conseil de bande ou autres — chargés de l’administration d’une bande indienne ou d’autres groupes de peuples autochtones.

**40. L’alinéa 7(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit:** 2002, ch. 7,  
art. 225  
10

a) les lois de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut, ainsi que les actes découlant de ces lois;

***Loi sur l’exploitation du champ Hibernia***

1990, ch. 41

**41. La définition de «lois fédérales», au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’exploitation du champ Hibernia*, est remplacée par ce qui suit:** 2002, ch. 7,  
art. 178  
15

«lois fédérales» Sont compris parmi les lois fédérales tout ou partie des lois du Parlement, des règlements au sens de l’article 2 de la *Loi d’interprétation* et des autres règles de droit qui relèvent de la compétence du Parlement. Sont toutefois exclues les lois de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut.

«lois fédérales»  
“federal laws”***Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux***1991, ch. 50;  
2001, ch. 4,  
art. 10**42. L’article 17 de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux* est remplacé par ce qui suit:** 2002, ch. 7,  
art. 171  
20

17. (1) Malgré l’article 3 de la *Loi sur les terres territoriales*, les articles 13 à 16 et 19 de cette loi s’appliquent aux biens réels fédéraux situés au Nunavut.

(1.1) Ces articles s’appliquent aussi aux biens réels fédéraux situés au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest, et dont la gestion est confiée à un ministre ou à une société mandataire.

Yukon et  
Territoires du  
Nord-Ouest

Administration — Minister of Indian Affairs and Northern Development

Administration — interest other than fee simple

(2) If any federal real property in Nunavut or any federal real property that is described in subsection (1.1) is granted in fee simple under this Act, the Minister of Indian Affairs and Northern Development has the administration of any property and rights that are reserved from the grant by virtue of subsection (1) or (1.1).

(3) If an interest — other than the fee simple in that federal real property — that is under the administration of a minister is granted under this Act, that minister retains the administration of the property and rights that are reserved from the grant by virtue of subsection (1) or (1.1).

(2) Dans le cas des biens réels fédéraux soit situés au Nunavut, soit visés au paragraphe (1.1), et concédés en fief simple sous le régime de la présente loi, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est chargé de la gestion des biens réels et des droits sur ceux-ci qui, par application des paragraphes (1) et (1.1), font l'objet de réserves.

(3) Lorsque tout intérêt autre que le droit de propriété en fief simple de tels biens réels fédéraux fait l'objet d'une concession sous le régime de la présente loi, le ministre chargé de leur gestion conserve la gestion de ces biens réels et des droits sur ceux-ci qui, par application des paragraphes (1) et (1.1), font l'objet de réserves.

Gestion par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

5

Gestion : intérêt autre que le droit de propriété

1993, c. 28

### *Nunavut Act*

1998, c. 15, s. 16

### **43. Section 76.05 of the *Nunavut Act* and the heading before it are repealed.**

### **43. L'article 76.05 de la *Loi sur le Nunavut* 15 et l'intertitre le précédent sont abrogés.**

1998, ch. 15, art. 16

1993, c. 41

### *Land Titles Repeal Act*

2002, c. 7, s. 198

### **44. Subsection 4(1) of the *Land Titles Repeal Act* is replaced by the following:**

### **Loi d'abrogation de la *Loi sur les titres de biens-fonds***

1993, ch. 41

Restriction

4. (1) Despite any other Act of Parliament, the Legislature of Yukon or of the Northwest Territories is, without the approval of the Governor in Council, not to repeal, amend or otherwise render inoperative any provision described in paragraph 3(2)(c).

4. (1) Malgré toute autre loi fédérale, la

Restriction

2002, c. 7, s. 199

### **45. Subsection 5(1) of the Act is replaced by the following:**

Législature du Yukon et la Législature des Territoires du Nord-Ouest ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, abroger, modifier ni rendre inopérantes les dispositions visées à l'alinéa 3(2)c).

2002, ch. 7, art. 198

Certificate as evidence against Her Majesty

5. (1) Subject to subsection (2), a law of the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut may provide that a certificate of title granted under it is conclusive evidence in all courts as against Her Majesty, subject to the same exceptions that were contained in the *Land Titles Act* as it read immediately before it was repealed in respect of the Territory.

### **45. Le paragraphe 5(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2002, ch. 7, art. 199

5. (1) Toute loi de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut peut disposer que les certificats de titre délivrés sous leur régime sont opposables à Sa Majesté devant les tribunaux, sous réserve des mêmes exceptions que celles prévues par la *Loi sur les titres de biens-fonds*, dans sa version à l'abrogation pour le territoire.

Opposabilité des certificats à Sa Majesté

1996, c. 31	<b>Oceans Act</b>	<b>Loi sur les océans</b>	1996, ch. 31
2002, c. 7, s. 223	<b>46. The definition “federal laws” in section 2 of the Oceans Act is replaced by the following:</b>	<b>46. L’alinéa a) de la définition de «droit», à l’article 2 de la Loi sur les océans, est remplacé par ce qui suit :</b>	2002, ch. 7, art. 223
“federal laws” «droit»	“federal laws” includes Acts of Parliament, regulations as defined in subsection 2(1) of the <i>Interpretation Act</i> and any other rules of law within the jurisdiction of Parliament, but does not include laws of the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut;	a) s’agissant du droit fédéral, les lois fédérales et les règlements au sens du paragraphe 5 2(1) de la <i>Loi d’interprétation</i> ainsi que les autres règles de droit qui relèvent de la compétence du Parlement. Sont toutefois exclues les lois de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord- 10 Ouest ou de la Législature du Nunavut;	5
1999, c. 33	<b>Canadian Environmental Protection Act, 1999</b>	<b>Loi canadienne sur la protection de l’environnement (1999)</b>	1999, ch. 33
2002, c. 7, s. 125	<b>47. Subsection 207(1.1) of the Canadian Environmental Protection Act, 1999 is replaced by the following:</b>	<b>47. Le paragraphe 207(1.1) de la Loi canadienne sur la protection de l’environnement (1999) est remplacé par ce qui suit :</b>	2002, ch. 7, art. 125
Territories	(1.1) This Part does not apply to  (a) public real property that is under the administration and control of the Commissioner of Yukon under the <i>Yukon Act</i> ; or  (b) public lands that are under the administration and control of the Commissioner of the Northwest Territories under the <i>Northwest Territories Act</i> .	(1.1) Sont cependant soustraits à l’application de la présente partie :  a) les biens réels domaniaux dont le commissaire du Yukon a la gestion et la maîtrise au titre de la <i>Loi sur le Yukon</i> ;  b) les terres domaniales dont le commissaire des Territoires du Nord-Ouest a la gestion et la maîtrise au titre de la <i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i> .	15 Territoires
2000, c. 9	<b>Canada Elections Act</b>	<b>Loi électorale du Canada</b>	2000, ch. 9
2002, c. 7, s. 91	<b>48. Paragraph 22(3)(c) of the Canada Elections Act is replaced by the following:</b>	<b>48. L’alinéa 22(3)c) de la Loi électorale du Canada est remplacé par ce qui suit :</b>	2002, ch. 7, art. 91
	(c) a member of the legislative assembly of a province;	c) les membres de l’assemblée législative d’une province;	
2002, c. 7, s. 92	<b>49. Paragraph 65(c) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>49. L’alinéa 65c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	2002, ch. 7, art. 92
	(c) a member of the legislative assembly of a province;	c) les membres de l’assemblée législative d’une province;	
2000, c. 32	<b>Canada National Parks Act</b>	<b>Loi sur les parcs nationaux du Canada</b>	2000, ch. 32
2009, c. 17, s. 7(1)	<b>50. Subsection 41.1(4) of the Canada National Parks Act is replaced by the following:</b>	<b>50. Le paragraphe 41.1(4) de la Loi sur les parcs nationaux du Canada est remplacé par ce qui suit :</b>	2009, ch. 17, par. 7(1)

Water licences

(4) The Minister may issue, amend, renew, suspend or cancel—or approve the assignment of—licences for the use of waters in the expansion area for the purposes of the mining access roads referred to in subsection (2) and, in relation to such licences, subsections 31(3) and 72.03(1), (6) and (7), sections 72.04, 72.1, 72.11, 72.13 and 72.15, subsections 85(1) and (2) and sections 85.1 to 85.3, 86.1 to 87, 89 and 93.2 of the *Mackenzie Valley Resource Management Act*, the regulations made under that Act and, until they are amended or repealed, the *Northwest Territories Waters Regulations* apply, with any adaptations that may be necessary, as if the references in those provisions to the federal Minister or the Board were references to the Minister responsible for the Parks Canada Agency and the references in those provisions to an inspector were references to the superintendent of the Park Reserve, a park warden or an enforcement officer designated for the purposes of this subsection.

2009, c. 17, s. 8

**51. The portion of the paragraph beginning with “Saving and Excepting” in Part II of the description of “NAHANNI NATIONAL PARK RESERVE OF CANADA” in Schedule 2 to the Act is replaced by the following:**

Saving and Excepting thereout and therefrom, all those lands within Part I, those within the area of Lot 2, Group 859 as shown on Plan 62730MC recorded in the Canada Lands Surveys Records at Ottawa and those described as the Prairie Creek Area being described as follows:

2002, c. 1

### Youth Criminal Justice Act

2002, c. 7, s. 274

**52. The definition “offence” in subsection 2(1) of the Youth Criminal Justice Act is replaced by the following:**

“offence”  
“infraction”

“offence” means an offence created by an Act of Parliament or by any regulation, rule, order, by-law or ordinance made under an Act of

(4) Le ministre peut délivrer, modifier, renouveler, suspendre ou annuler tout permis — ou en autoriser la cession — pour l'utilisation des eaux situées dans l'aire d'agrandissement pour les besoins prévus au paragraphe (2). À cette fin, les paragraphes 31(3) et 72.03(1), (6) et (7), les articles 72.04, 72.1, 72.11, 72.13 et 72.15, les paragraphes 85(1) et (2) et les articles 85.1 à 85.3, 86.1 à 87, 89 et 93.2 de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* et ses règlements — et, jusqu'à ce qu'il soit modifié ou abrogé par un règlement pris sous cette loi, le *Règlement sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* — s'appliquent avec les adaptations nécessaires, la mention, dans ces dispositions, du ministre fédéral ou de l'Office valant mention du ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et celle de l'inspecteur valant mention du directeur, des gardes de parc ou des agents de l'autorité désignés pour l'application du présent paragraphe.

Permis  
d'utilisation des  
eaux

**51. Le passage «EXCLUANT toute les terres décrites à la Partie I ainsi que celles décrites comme étant la Région de Prairie Creek et allant comme suit:» figurant à la partie II de l'annexe 2 de la même loi, sous l'intertitre «RÉSERVE À VOCATION DE PARC NATIONAL NAHANNI DU CANADA», est remplacé par ce qui suit :**

EXCLUANT toutes les terres décrites à la Partie I, celles situées dans le lot 2, groupe 859, sur le plan 62730MC déposé aux Archives d'arpentage des terres du Canada à Ottawa ainsi que celles décrites comme étant la Région de Prairie Creek et allant comme suit :

35

2009, ch. 17,  
art. 8

### Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

2002, ch. 1

**52. La définition de «infraction», au paragraphe 2(1) de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, est remplacée par ce qui suit :**

«infraction» Toute infraction créée par une loi fédérale ou par ses textes d'application : règlement, règle, ordre, décret, arrêté, règlement administratif ou ordonnance, à l'exclusion des

2002, ch. 7,  
art. 274

«infraction»  
“offence”

2002, c. 10

Parliament other than a law of the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut.

lois de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut.

**Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act**

**53. (1) Subparagraph 60(1)(a)(ii) of the Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act is replaced by the following:**

(ii) held a licence that was issued under this Act, the *Mackenzie Valley Resource Management Act* or a law of the Legislature of the Northwest Territories to deposit waste in the Northwest Territories or in Nunavut,

**(2) Subparagraph 60(1)(a)(iv) of the Act is replaced by the following:**

(iv) was—as authorized by regulations made under this Act or a law of the Legislature of the Northwest Territories—using waters or depositing waste in the Northwest Territories or in Nunavut without a licence that was issued under this Act, the *Mackenzie Valley Resource Management Act* or a law of the Legislature of the Northwest Territories,

**Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut**

2002, ch. 10

**53. (1) Le sous-alinéa 60(1)a(ii) de la Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut est remplacé par ce qui suit :**

(ii) était autorisée par un permis délivré sous le régime de la présente loi, de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* ou d'une loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest à rejeter des déchets dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut,

**(2) Le sous-alinéa 60(1)a(iv) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(iv) utilisait les eaux dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut ou y rejetait des déchets sans permis—délivré sous le régime de la présente loi, de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* ou d'une loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest—sous l'autorité des règlements d'application de la présente loi ou d'une loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest,

2003, c. 22, s. 2

**Public Service Labour Relations Act**

2003, c. 22, s. 273

**54. Subsection 18(2) of the Public Service Labour Relations Act is replaced by the following:**

(2) Despite paragraph (1)(b), a person is not ineligible to hold office as a member by reason only of holding office as a member of any board that may be constituted by the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut with powers and functions similar to those of the Board.

**Loi sur les relations de travail dans la fonction publique**

2003, ch. 22, art. 2

**54. Le paragraphe 18(2) de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique est remplacé par ce qui suit :**

(2) Malgré l'alinéa (1)b), le seul fait d'être membre d'un organisme ou d'une commission constitué par la Législature du Yukon, la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou la Législature du Nunavut, et d'être doté de pouvoirs et fonctions semblables à ceux de la Commission n'est pas incompatible avec la charge de commissaire.

2003, c. 22,  
ss. 12 and 13

**Public Service Employment Act**

2003, c. 22,  
s. 272

**55. The definition “territorial election” in subsection 111(1) of the *Public Service Employment Act* is replaced by the following:**

“territorial election”  
«élection territoriale»

“territorial election” means an election to the Legislative Assembly of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut.

2005, c. 1

**Tlicho Land Claims and Self-Government Act**

Conflict with  
Agreement or  
this Act

**56. Subsection 5(1) of the *Tlicho Land Claims and Self-Government Act* is replaced by the following:**

**5.** (1) In the event of an inconsistency or conflict between the Agreement or this Act, or any regulations made under this Act, and the provisions of any other Act of Parliament, any law of the Legislature of the Northwest Territories, any regulations made under any of those other Acts or laws, or any Tlicho law, then the Agreement or this Act, or regulations made under this Act, as the case may be, prevail to the extent of the inconsistency or conflict.

**57. Paragraph 14(1)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) the validity or applicability of this Act, the law of the Legislature of the Northwest Territories entitled the *Tlicho Land Claims and Self-Government Agreement Act* or any Tlicho law,

**Loi sur l'emploi dans la fonction publique**

2003, ch. 22,  
art. 12 et 13

**55. La définition de «élection territoriale», au paragraphe 111(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, est remplacée par ce qui suit :**

«élection territoriale» Élection à l’Assemblée législative du Yukon, à l’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou à l’Assemblée législative du Nunavut.

5 «élection territoriale»  
“territorial election”

**Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho**

2005, ch. 1

**56. Le paragraphe 5(1) de la *Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho* est remplacé par ce qui suit :**

**5.** (1) Les dispositions de la présente loi, de ses règlements et de l’Accord l’emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi fédérale, de toute loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ainsi que de leurs règlements ou de toute loi tlicho.

Primaute de la  
présente loi et de  
l’Accord

**57. Le paragraphe 14(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

20

**14.** (1) Il ne peut être statué sur aucune question soulevée dans une procédure judiciaire ou administrative quant à l’interprétation, la validité ou l’applicabilité de l’Accord ou quant à la validité ou l’applicabilité de la présente loi, de la loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest intitulée *Loi sur l'accord sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho* ou d’une loi tlicho à moins qu’un préavis n’en ait été donné par la partie qui la soulève aux procureurs généraux du Canada et des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement tlicho.

Préavis

C.R.C., c. 1239

**AMENDMENTS TO THE OATHS OF  
ALLEGIANCE AND OFFICE AND SEAT OF  
GOVERNMENT ORDER (N.W.T.)**

**58. The long title of the *Oaths of Allegiance and Office and Seat of Government Order (N.W.T.)* is replaced by the following:**

Order prescribing oaths of allegiance and office

**59. Section 1 of the Order is replaced by the following:**

1. This Order may be cited as the *Oaths of Allegiance and Office Order (N.W.T.)*.

**60. Section 2 of the Order is replaced by the following:**

2. The oath of allegiance prescribed by the *Oaths of Allegiance Act* is the oath of allegiance to be taken and subscribed by the Commissioner of the Northwest Territories.

**61. Section 4 of the Order is repealed.**

**62. Section 6 of the Order and the heading before it are repealed.**

**63. Schedule II to the Order is repealed.**

**COORDINATING AMENDMENTS**

2013, c. 14

**64. (1) In this section, “other Act” means the *Northern Jobs and Growth Act*.**

**(2) If section 18 of the other Act comes into force before section 22 of this Act, then that section 22 is replaced by the following:**

**22. (1) Paragraph 5.01(2)(a.1) of the Act is replaced by the following:**

(a.1) in the case of land in the Northwest Territories, an order made by a territorial tribunal that is competent to resolve matters in dispute relating to access to the surface of lands; and

**(2) Subsection 5.01(3) of the Act is replaced by the following:**

**MODIFICATION DU DÉCRET SUR LES SERMENTS D’ALLÉGEANCE ET D’OFFICE ET LE SIÈGE DU GOUVERNEMENT (T.N.-O.)**

C.R.C., ch. 1239

**58. Le titre intégral du *Décret sur les serments d’allégeance et d’office et le siège du gouvernement (T.N.-O.)* est remplacé par ce qui suit :**

Décret prescrivant des serments d’allégeance et d’office

**59. L’article 1 du même décret est remplacé par ce qui suit :**

1. Le présent décret peut être cité sous le titre : *Décret sur les serments d’allégeance et d’office (T.N.-O.)*.

**60. L’article 2 du même décret est remplacé par ce qui suit :**

2. Le serment d’allégeance prescrit par la *Loi sur les serments d’allégeance* est celui que doit prêter et souscrire le commissaire des Territoires du Nord-Ouest.

**61. L’article 4 du même décret est abrogé.**

**62. L’article 6 du même décret et l’intertitre précédent sont abrogés.**

**63. L’annexe II du même décret est abrogée.**

**DISPOSITIONS DE COORDINATION**

2013, ch. 14

**64. (1) Au présent article, «autre loi» 20 s’entend de la *Loi sur l’emploi et la croissance dans le Nord*.**

2013, ch. 14

25

**(2) Si l’article 18 de l’autre loi entre en vigueur avant l’article 22 de la présente loi, cet article 22 est remplacé par ce qui suit :**

**22. (1) L’alinéa 5.01(2)a.1) de la même loi 25 est remplacé par ce qui suit :**

a.1) dans le cas d’une terre située dans les Territoires du Nord-Ouest, par ordonnance rendue par le tribunal territorial compétent pour résoudre des différends concernant l’accès à la surface des terres;

35

**(2) Le paragraphe 5.01(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Exception	(3) Subsections (1) and (2) do not apply to Inuit-owned land as defined in subsection 2(1) of the <i>Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act</i> .	(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux terres inuites au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut</i> .	Exception
	<b>(3) If section 22 of this Act comes into force before section 18 of the other Act, then that section 18 is repealed.</b>	<b>5 (3) Si l'article 22 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 18 de l'autre loi, cet article 18 est abrogé.</b>	5
	<b>(4) If section 18 of the other Act comes into force on the same day as section 22 of this Act, then that section 22 is deemed to have come into force before that section 18 and subsection (3) applies as a consequence.</b>	<b>10 (4) Si l'entrée en vigueur de l'article 18 de l'autre loi et celle de l'article 22 de la présente loi sont concomitantes, cet article 22 est réputé entré en vigueur avant cet article 18, le paragraphe (3) s'appliquant en conséquence.</b>	10
	<b>REPEALS</b>	<b>ABROGATIONS</b>	
Repeal	<b>Acts</b>	<b>Lois</b>	
	<b>65. The Northwest Territories Act, chapter N-27 of the Revised Statutes of Canada, is repealed.</b>	<b>65. La Loi sur les Territoires du Nord-Ouest, chapitre N-27 des Lois révisées du Canada (1985), est abrogée.</b>	Abrogation
Repeal	<b>66. The Northwest Territories Waters Act, chapter 39 of the Statutes of Canada, 1992, is repealed.</b>	<b>66. La Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, chapitre 39 des Lois du Canada (1992), est abrogée.</b>	Abrogation
Repeal	<b>67. The Northwest Territories Surface Rights Board Act, chapter 14, section 11, of the Statutes of Canada, 2013, is repealed.</b>	<b>67. La Loi sur l'Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest, article 11 du chapitre 14 des Lois du Canada (2013), est abrogée.</b>	20 Abrogation
	<b>Orders and Regulations</b>	<b>Décrets et règlements</b>	
Repeal of C.R.C., 1236	<b>68. The order entitled <i>Game Declared in Danger of Becoming Extinct</i> is repealed.</b>	<b>68. Le décret intitulé <i>Gibier déclaré menacé d'extinction</i> est abrogé.</b>	25 Abrogation de C.R.C., 1236
Repeal of C.R.C., 1238	<b>69. The Northwest Territories Reindeer Regulations is repealed.</b>	<b>69. Le Règlement sur les rennes des Territoires du Nord-Ouest est abrogé.</b>	Abrogation de C.R.C., 1238
Repeal of Order in Council P.C. 1987-7/466 of March 12, 1987	<b>70. The Management of Forests in the Northwest Territories Designation Order is repealed.</b>	<b>70. Le Décret désignant la gestion des forêts dans les Territoires du Nord-Ouest est abrogé.</b>	Abrogation du décret C.P. 1987-7/466 du 12 mars 1987
Repeal of Order in Council P.C. 1987-8/466 of March 12, 1987	<b>71. The Fire Management in the Northwest Territories Designation Order is repealed.</b>	<b>71. Le Décret désignant la gestion du feu en forêt dans les Territoires du Nord-Ouest est abrogé.</b>	Abrogation du décret C.P. 1987-8/466 du 12 mars 1987
Repeal of SOR/2001-219	<b>72. The Northwest Territories Archaeological Sites Regulations is repealed.</b>	<b>72. Le Règlement sur les lieux archéologiques des Territoires du Nord-Ouest est abrogé.</b>	35 Abrogation du DORS 2001-219

	COMING INTO FORCE	ENTRÉE EN VIGUEUR	
Order in council	<b>73. (1) This Part, other than sections 47 and 64, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.</b>	<b>73. (1) La présente partie, à l'exception des articles 47 et 64, entre en vigueur à la date fixée par décret.</b>	Décret
Section 47	<b>(2) Section 47 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of the Environment.</b>	<b>(2) L'article 47 entre en vigueur à la date fixée par décret, sur la recommandation du ministre de l'Environnement.</b>	Article 47 5
R.S., c. T-7	<b>PART 2</b>	<b>PARTIE 2</b>	
	<b>AMENDMENTS TO THE TERRITORIAL LANDS ACT</b>	<b>MODIFICATION DE LA LOI SUR LES TERRES TERRITORIALES</b>	L.R., ch. T-7
“penalty” «pénalité»	<b>74. Section 2 of the <i>Territorial Lands Act</i> is amended by adding the following in alphabetical order:</b>	<b>74. L'article 2 de la <i>Loi sur les terres territoriales</i> est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :</b>	
Principal offences	“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under this Act for a violation;	«pénalité» Sanction administrative péquinaire infligée en vertu de la présente loi pour une violation.	10 «pénalité» “penalty”
Punishment	<b>75. Section 7 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>75. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	
	<b>7. (1) Every person is guilty of an offence who</b>	<b>7. (1) Commet une infraction quiconque, selon le cas :</b>	15 Infractions principales
	(a) contravenes any regulation made under section 5; or	a) contrevient à un règlement pris en vertu de l'article 5;	
	(b) fails to comply with any term or condition of a permit issued under such a regulation.	b) ne satisfait pas aux conditions d'un permis délivré en vertu d'un tel règlement.	20
	<b>(1.1) Every person who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,</b>	<b>(1.1) Quiconque commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :</b>	Peine
	(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$100,000; and	a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 100 000 \$;	25
	(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$200,000.	b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 200 000 \$.	
Continuing offences	<b>(2) An offence under subsection (1) that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.</b>	<b>(2) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction prévue au paragraphe (1).</b>	Infractions continues
Offences and punishment—trespassing	<b>76. Section 21 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>76. L'article 21 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	
	<b>21. (1) A person who remains on territorial lands, returns to them or assumes any possession or occupancy of them after having been ordered to vacate them under section 20 or after</b>	<b>21. (1) Quiconque demeure sur des terres territoriales qu'il a été sommé d'évacuer aux termes de l'article 20 ou y retourne, en prend possession ou les occupe après en avoir été</b>	Infractions et peine—entrée interdite

having been removed from them under that section is guilty of an offence and liable on summary conviction	<p>(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and</p> <p>(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$200,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.</p>	<p>expulsé en application de cet article commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :</p> <p>a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;</p> <p>b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 200 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces 10 peines.</p>
Continuing offences	(2) An offence under subsection (1) that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.	<p>(2) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction prévue au paragraphe (1).</p>
Deeming— subsequent offences	<p><b>77. The Act is amended by adding the following after section 30:</b></p> <p><b>31.</b> (1) For the purposes of subsections 7(1.1) and 21(1), a conviction for a particular offence under this Act is deemed to be a conviction for a second or subsequent offence if the court is satisfied that the offender has been previously convicted of a substantially similar offence under any Act of Parliament—or any Act of the legislature of a province—that relates to environmental or wildlife conservation or protection.</p>	<p><b>77. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 30, de ce qui suit :</b></p> <p><b>31.</b> (1) Pour l'application des paragraphes 7(1.1) et 21(1), il y a récidive si le tribunal est convaincu que le contrevenant a déjà été déclaré coupable, sous le régime de toute loi fédérale ou provinciale visant la conservation ou la protection de l'environnement ou des espèces sauvages, d'une infraction essentiellement semblable.</p>
Application	<p>(2) Subsection (1) applies only to previous convictions on indictment, to previous convictions on summary conviction and to previous convictions under any similar procedure under any Act of the legislature of a province.</p>	<p>(2) Les infractions pour lesquelles le contrevenant a déjà été déclaré coupable doivent être des infractions qui ont été poursuivies par mise en accusation, par procédure sommaire ou par toute autre procédure semblable établie sous le régime d'une loi provinciale.</p>
Designation	<p><b>ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT</b></p> <p><b>32.</b> (1) The Minister may designate persons or classes of persons as enforcement officers for the purposes of the administration and enforcement of this Act.</p>	<p><b>EXÉCUTION ET CONTRÔLE D'APPLICATION</b></p> <p><b>32.</b> (1) Le ministre peut désigner toute personne—à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée—comme agent de l'autorité pour l'exécution et le contrôle d'application de la présente loi.</p>
Certificate of designation	<p>(2) An enforcement officer is to receive a certificate attesting to their designation and must, on request, present the certificate to any person appearing to be in charge of any place that the enforcement officer enters under sub-section 33(1).</p>	<p>(2) L'agent de l'autorité reçoit un certificat attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, à toute personne apparemment responsable du lieu visé au paragraphe 33(1).</p>

Authority to enter

**33.** (1) An enforcement officer may, for a purpose related to verifying compliance with this Act, enter any place in which the enforcement officer has reasonable grounds to believe there is any document, information or other thing to which this Act applies.

Powers on entry

(2) The enforcement officer may, for that purpose,

- (a) examine any document, information or other thing that is in the place and open or cause to be opened any container or other thing;
- (b) test or cause to be tested anything that is in the place;
- (c) take samples of anything that is in the place;
- (d) use, or cause to be used, any computer system in the place to examine any information contained in or available to the system;
- (e) reproduce, or cause to be reproduced, any information in the form of a printout, or other intelligible output, and remove the printout, or other output, for examination or copying;
- (f) use, or cause to be used, any copying equipment or means of telecommunication at the place;
- (g) take photographs and make recordings or sketches;
- (h) order the owner or person in charge of the place or any person at the place to establish their identity to the enforcement officer's satisfaction or to stop or start an activity;
- (i) order the owner or person having possession, care or control of anything that is in the place to not move it, or to restrict its movement, for as long as, in the enforcement officer's opinion, is necessary;
- (j) direct any person to put any machinery, vehicle or equipment that is in the place into operation or to cease operating it; and
- (k) prohibit or limit access to all or part of the place.

**33.** (1) L'agent de l'autorité peut, à toute fin liée à la vérification du respect de la présente loi, entrer dans tout lieu s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des documents, des renseignements ou des choses visés par la présente loi.

Accès au lieu

(2) Il peut, à cette même fin :

- a) examiner les documents, renseignements ou choses se trouvant dans le lieu et ouvrir, directement ou indirectement, tout contenant ou toute autre chose;
- b) faire des tests de toute chose se trouvant dans le lieu, directement ou indirectement;
- c) prélever des échantillons de toute chose se trouvant dans le lieu;
- d) faire usage, directement ou indirectement, de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;
- e) reproduire ou faire reproduire toute information sous forme d'imprimé ou sous toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;
- f) faire usage, directement ou indirectement, du matériel de reproduction et des moyens de télécommunication se trouvant dans le lieu;
- g) prendre des photographies, effectuer des enregistrements et faire des croquis;
- h) ordonner au propriétaire ou au responsable du lieu ou à quiconque s'y trouve d'établir, à sa satisfaction, son identité ou d'arrêter ou de reprendre toute activité;
- i) ordonner au propriétaire de toute chose se trouvant dans le lieu ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de ne pas la déplacer ou d'en limiter le déplacement pour la période de temps qu'il estime suffisante;
- j) ordonner à quiconque de faire fonctionner ou de cesser de faire fonctionner une machine, un véhicule ou de l'équipement se trouvant dans le lieu;
- k) interdire ou limiter l'accès à tout ou partie du lieu.

Autres pouvoirs

Duty to assist Enforcement officer may be accompanied	(3) The owner or person in charge of the place and every person in the place must give all assistance that is reasonably required to enable the enforcement officer to perform their functions under this section and must provide any documents or information, and access to any data, that are reasonably required for that purpose.	(3) Le propriétaire ou le responsable du lieu, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'agent de l'autorité toute l'assistance qu'il peut valablement exiger pour lui permettre d'exercer ses attributions au titre du présent article, et de lui fournir les documents, les renseignements et l'accès aux données qu'il peut valablement exiger à cette fin.	Assistance
Dwelling-place	(4) The enforcement officer may be accompanied by any other person that they believe is necessary to help them perform their functions under this section.	(4) L'agent de l'autorité peut être accompagné des personnes qu'il estime nécessaires pour l'assister dans l'exercice de ses attributions au titre du présent article.	Agent de l'autorité accompagné d'un tiers
Private property	(5) An enforcement officer must not enter any place designed to be used and being used as a permanent or temporary private dwelling-place.	(5) Le présent article n'a pas pour effet de permettre l'accès à un lieu conçu et utilisé de façon temporaire ou permanente comme local d'habitation.	Local d'habitation
False or misleading information	<b>34.</b> An enforcement officer and any person accompanying them may enter private property, other than a dwelling-place, and pass through it in order to gain entry to any place referred to in subsection 33(1).	<b>34.</b> L'agent de l'autorité et toute personne l'accompagnant peuvent, afin d'accéder au lieu visé au paragraphe 33(1), entrer dans une propriété privée — à l'exclusion de tout local d'habitation — et y circuler.	Propriété privée
Obstruction or hindrance	<b>35.</b> (1) A person must not knowingly make a false or misleading statement or provide false or misleading information, in connection with any matter under this Act, to an enforcement officer who is performing their functions under section 33.	<b>35.</b> (1) Il est interdit à quiconque de faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse ou de communiquer sciemment des renseignements faux ou trompeurs, relativement à toute question visée par la présente loi, à l'agent de l'autorité qui agit dans l'exercice des attributions qui lui sont conférées au titre de l'article 33.	Renseignements faux ou trompeurs
Regulations	(2) A person must not obstruct or hinder an enforcement officer who is performing their functions under section 33.	(2) Il est interdit à quiconque d'entraver l'action de l'agent de l'autorité qui agit dans l'exercice des attributions qui lui sont conférées au titre de l'article 33.	Entrave
<b>ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES</b> <b>REGULATIONS</b>		<b>SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES</b> <b>RÈGLEMENTS</b>	
	<b>36.</b> (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, make regulations for the purposes of sections 37 to 55, including regulations	<b>36.</b> (1) Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, prendre des règlements pour l'application des articles 37 à 55, notamment afin :	Règlements
	(a) designating as a violation that may be proceeded with in accordance with this Act	a) de désigner comme violation punissable au titre de la présente loi la contravention :	
	(i) the contravention of any specified provision of this Act or of its regulations,	(i) à toute disposition spécifiée de la présente loi ou de ses règlements,	

	<p>(ii) the contravention of any order, direction or decision—or of any order, direction or decision of a specified class—made under this Act, or</p> <p>(iii) the failure to comply with a term or condition of any permit or licence—or of any permit or licence of a specified class—issued under this Act;</p> <p>(b) respecting the determination of or the method of determining the amount payable as the penalty, which may be different for individuals and other persons, for each violation;</p> <p>(c) establishing the form and content of notices of violations;</p> <p>(d) respecting the service of documents required or authorized under this Act, including the manner and proof of service and the circumstances under which documents are considered to be served; and</p> <p>(e) respecting reviews by the Minister in respect of a notice of violation.</p>	<p>(ii) à tout ordre ou à toute directive ou décision—ou à tout ordre ou à toute directive ou décision appartenant à une catégorie spécifiée—donné ou rendue, selon le cas, sous le régime de la présente loi,</p> <p>(iii) à toute condition d'un permis ou d'une licence—ou à toute condition d'un permis ou d'une licence appartenant à une catégorie spécifiée—délivré sous le régime de la présente loi;</p> <p>b) de prévoir l'établissement ou la méthode d'établissement de la pénalité applicable à chaque violation—la pénalité prévue pour les personnes physiques pouvant différer de celle prévue pour les autres personnes;</p> <p>c) d'établir la forme et le contenu des procès-verbaux de violation;</p> <p>d) de régir, notamment par l'établissement de présomptions et de règles de preuve, la signification de documents autorisée ou exigée sous le régime de la présente loi;</p> <p>e) de régir la révision des procès-verbaux par le ministre.</p>
Maximum amount of penalty	<p>(2) The amount that may be determined under any regulations made under paragraph (1)(b) as the penalty for each violation must not be more than \$25,000, in the case of an individual, and \$100,000 in the case of any other person.</p>	<p>(2) Le montant de la pénalité établi en application d'un règlement pris en vertu de l'alinéa (1)b) et applicable à chaque violation est plafonné, dans le cas des personnes physiques, à 25 000 \$ et, dans le cas des autres personnes, à 100 000 \$.</p>
Who may issue notices	<p><b>37.</b> Persons who are designated as enforcement officers under section 32 are authorized to issue notices of violation.</p>	<p><b>37.</b> Les agents de l'autorité, désignés en vertu de l'article 32, sont autorisés à agir à titre d'agents verbalisateurs.</p>
Commission of violation	<p><b>38.</b> (1) Every person who contravenes or fails to comply with a provision, order, direction, decision, term or condition designated under paragraph 36(1)(a) commits a violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations.</p>	<p><b>38.</b> (1) La contravention à une disposition, à un ordre, à une directive, à une décision ou à une condition désignés en vertu de l'alinéa 36(1)a) constitue une violation pour laquelle l'auteur s'expose à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux règlements.</p>
Purpose of penalty	<p>(2) The purpose of the penalty is to promote compliance with this Act and not to punish.</p>	<p>(2) L'imposition de la pénalité vise non pas à punir, mais plutôt à favoriser le respect de la présente loi.</p>

Liability of  
directors,  
officers, etc.

**39.** If a corporation commits a violation, any director, officer or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the violation is a party to the violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations, whether or not the corporation has been proceeded against in accordance with this Act.

Proof of  
violation

**40.** In any proceedings under this Act against a person in relation to a violation, it is sufficient proof of the violation to establish that it was committed by an employee or agent of the person, whether or not the employee or agent is identified or proceeded against in accordance with this Act.

Issuance and  
service of notice  
of violation

**41.** (1) If an enforcement officer believes on reasonable grounds that a person has committed a violation, the enforcement officer may issue a notice of violation and cause it to be served on the person.

Contents

(2) The notice of violation must  
 (a) name the person that is believed to have committed the violation;  
 (b) set out the relevant facts surrounding the violation;  
 (c) set out the amount of the penalty;  
 (d) inform the person of their right to request a review with respect to the violation or the amount of the penalty, and of the period within which that right must be exercised;  
 (e) inform the person of the time and manner of paying the penalty; and  
 (f) inform the person that, if they do not pay the penalty or exercise their right referred to in paragraph (d), they are considered to have committed the violation and are liable to the penalty.

Certain defences  
not available

**42.** (1) A person named in a notice of violation does not have a defence by reason that the person

(a) exercised due diligence to prevent the commission of the violation; or

**39.** Si une personne morale commet une violation, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de la violation et s'exposent à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux règlements, que la personne fasse ou non l'objet d'une procédure en violation engagée au titre de la présente loi.

5

**40.** Dans les procédures en violation engagées au titre de la présente loi, il suffit, pour prouver la violation, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'auteur de la violation, que l'employé ou le mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.

10 Preuve

**41.** (1) L'agent de l'autorité qui a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise peut dresser un procès-verbal qu'il fait signifier au préputé auteur de la violation.

Procès-verbal—  
établissement et  
signification

20

(2) Le procès-verbal mentionne les éléments suivants :

- a) le nom du préputé auteur de la violation;
- b) les faits pertinents concernant la violation;
- c) le montant de la pénalité;
- d) la faculté qu'a le préputé auteur de la violation de demander la révision de celle-ci ou du montant de la pénalité, ainsi que le délai pour ce faire;
- e) les délais et modalités de paiement de la pénalité;
- f) le fait que le préputé auteur de la violation, s'il ne fait pas de demande de révision ou s'il ne paie pas la pénalité, est réputé avoir commis la violation et est tenu du paiement de cette pénalité.

25

30

35

#### RULES ABOUT VIOLATIONS

**42.** (1) Le préputé auteur de la violation ne peut invoquer en défense le fait qu'il a pris les mesures nécessaires pour empêcher la violation

Exclusion de certains moyens de défense

Common law principles

(b) reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would exonerate the person.

(2) Every rule and principle of the common law that renders any circumstance a justification or excuse in relation to a charge for an offence under this Act applies in respect of a violation to the extent that it is not inconsistent with this Act.

Continuing violation

**43.** A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is committed or continued.

Violation or offence

**44.** (1) Proceeding with any act or omission as a violation under this Act precludes proceeding with it as an offence under this Act, and proceeding with it as an offence under this Act precludes proceeding with it as a violation under this Act.

Violations not offences

(2) For greater certainty, a violation is not an offence and, accordingly, section 126 of the *Criminal Code* does not apply in respect of a violation.

Limitation period

**45.** No notice of violation is to be issued more than two years after the day on which the Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged violation.

Right to request review

**46.** A person who is served with a notice of violation may — within 30 days after the day on which it is served or within any longer period that is prescribed by the regulations — make a request to the Minister for a review of the amount of the penalty or the facts of the violation, or both.

Correction or cancellation of notice of violation

**47.** At any time before a request for a review in respect of a notice of violation is received by the Minister, an enforcement officer may cancel the notice of violation or correct an error in it.

Review

**48.** On receipt of a request for a review in respect of a notice of violation, the Minister shall conduct the review.

ou qu'il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'exonéreraient.

(2) Les règles et principes de common law qui font d'une circonstance une justification ou une excuse dans le cadre d'une poursuite pour infraction à la présente loi s'appliquent à l'égard d'une violation dans la mesure de leur compatibilité avec la présente loi.

**43.** Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue la violation.

**44.** (1) S'agissant d'un acte ou d'une omission qualifiable à la fois de violation et d'infraction aux termes de la présente loi, la procédure en violation et la procédure pénale s'excluent l'une l'autre.

(2) Il est entendu que les violations ne sont pas des infractions; en conséquence, nul ne peut être poursuivi à ce titre sur le fondement de l'article 126 du *Code criminel*.

**45.** Le délai dans lequel le procès-verbal peut être dressé est de deux ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des faits reprochés.

Principes de common law

Cumul interdit

Précision

Prescription

Droit de faire une demande de révision

**46.** Le préputendu auteur de la violation peut, dans les trente jours suivant la signification d'un procès-verbal ou dans tout délai supérieur prévu dans les règlements, saisir celui-ci d'une demande de révision du montant de la pénalité ou des faits quant à la violation, ou des deux.

**47.** Tant que le ministre n'est pas saisi d'une demande de révision du procès-verbal, tout agent de l'autorité peut soit l'annuler, soit corriger toute erreur qu'il contient.

Annulation ou correction du procès-verbal

**48.** Sur réception de la demande de révision, le ministre procède à la révision.

Révision

Object of review	<b>49.</b> (1) The Minister shall determine, as the case may be, whether the amount of the penalty was determined in accordance with the regulations or whether the person committed the violation, or both.	<b>49.</b> (1) Le ministre décide, selon le cas, si le montant de la pénalité a été établi conformément aux règlements ou si le demandeur a commis la violation, ou les deux.	Objet de la révision
Determination	(2) The Minister shall render a determination in writing and cause the person who requested the review to be served with a copy of the determination and the reasons for it.	(2) Le ministre rend sa décision par écrit et en fait signifier une copie au demandeur, motifs à l'appui.	5 Décision
Correction of penalty	(3) If the Minister determines that the amount of the penalty was not determined in accordance with the regulations, the Minister shall correct it.	(3) Le ministre modifie le montant de la pénalité s'il estime qu'il n'a pas été établi conformément aux règlements.	10 Correction du montant de la pénalité
Responsibility	(4) If the Minister determines that the person who requested the review committed the violation, that person is liable to the penalty as set out in the determination.	(4) En cas de décision défavorable, l'auteur de la violation est tenu du paiement de la pénalité mentionnée dans la décision.	15 Obligation de payer la pénalité
Determination final	(5) A determination made under this section is final and binding and, except for judicial review under the <i>Federal Courts Act</i> , is not subject to appeal or to review by any court.	(5) La décision est définitive et exécutoire et, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> , n'est pas susceptible d'appel ou de révision en justice.	20 Décision définitive
Burden of proof	<b>50.</b> If the facts of a violation are reviewed, the enforcement officer who issued the notice of violation shall establish, on a balance of probabilities, that the person named in it committed the violation identified in it.	<b>50.</b> En cas de révision portant sur les faits, il incombe à l'agent de l'autorité qui a dressé le procès-verbal d'établir, selon la prépondérance des probabilités, que le demandeur a commis la violation qui y est mentionnée.	25 Fardeau de la preuve
Payment	<b>RESPONSIBILITY</b>		
	<b>51.</b> If a person pays the penalty set out in a notice of violation, the person is considered to have committed the violation and proceedings in respect of it are ended.	<b>51.</b> Vaut aveu de responsabilité à l'égard de la violation et met fin à la procédure le paiement de la pénalité mentionnée au procès-verbal.	30 Paiement
Failure to act	<b>52.</b> A person that neither pays the penalty within the period set out in the notice of violation—nor requests a review within the period referred to in section 46—is considered to have committed the violation and is liable to the penalty.	<b>52.</b> Vaut aveu de responsabilité, en cas de non-paiement de la pénalité dans le délai prévu dans le procès-verbal, le fait de ne pas demander de révision dans le délai prévu à l'article 46. Le cas échéant, le contrevenant est tenu du paiement de la pénalité.	35 Défaut
<b>RECOVERY OF PENALTIES</b>			
Debts to Her Majesty	<b>53.</b> (1) A penalty constitutes a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered in any court of competent jurisdiction.	<b>53.</b> (1) La pénalité constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.	40 Crédit de Sa Majesté
Limitation period	(2) No proceedings to recover the debt are to be instituted more than five years after the day on which the debt becomes payable.	(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle elle est devenue exigible.	35 Prescription

Certificate	<b>54.</b> (1) The Minister may issue a certificate of non-payment certifying the unpaid amount of any debt referred to in subsection 53(1).	<b>54.</b> (1) Le ministre peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute créance visée au paragraphe 53(1).	Certificat de non-paiement
Registration	(2) Registration in any court of competent jurisdiction of a certificate of non-payment has the same effect as a judgment of that court for a debt of the amount specified in the certificate and all related registration costs.	(2) L'enregistrement à tout tribunal compétent confère au certificat de non-paiement valeur de jugement pour la somme visée et les frais afférents à l'enregistrement.	Enregistrement

## GENERAL

Authenticity of documents	<b>55.</b> In the absence of evidence to the contrary, a document that appears to be a notice issued under subsection 41(1) is presumed to be authentic and is proof of its contents in any proceeding in respect of a violation.	<b>55.</b> Dans les procédures pour violation, le document qui paraît être un procès-verbal dressé en application du paragraphe 41(1) fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité et de son contenu.	Authenticité de documents
---------------------------	---	---	---------------------------

## PART 3

1992, c. 39	<b>NORTHWEST TERRITORIES WATERS ACT</b>	<b>LOI SUR LES EAUX DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST</b>	1992, ch. 39
-------------	---	---	--------------

### AMENDMENTS TO THE ACT

<b>78. (1) The definition “licensee” in section 2 of the English version of the Northwest Territories Waters Act is repealed.</b>	<b>78. (1) La définition de « licensee », à l'article 2 de la version anglaise de la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, est abrogée.</b>
<b>(2) The definition “Board” in section 2 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) La définition de « Office », à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :</b>
“Board” means the Inuvialuit Water Board established by section 10;	« Office » L'Office inuvialuit des eaux constitué par l'article 10.
<b>(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:</b>	<b>(3) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :</b>
“Gwich'in First Nation” “première nation des Gwichins”	« Convention définitive des Inuvialuits » La Convention au sens de l'article 2 de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique.
“Inuvialuit Final Agreement” “Convention définitive des Inuvialuits”	« gouvernement tlicho » S'entend au sens de l'article 2 de la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie.
“Inuvialuit Regional Corporation” “Société régionale inuvialuite”	« ministre territorial » Le titulaire du poste officiel de ministre des Territoires du Nord-Ouest chargé des ressources en eau.
“Inuvialuit Regional Corporation” means the Inuvialuit Regional Corporation referred to in the Inuvialuit Final Agreement, or an entity designated by that Corporation;	« pénalité » Sanction administrative pécuniaire infligée en vertu de la présente loi pour une violation.

“Inuvialuit Settlement Region” «région inuvialuite désignée»	“Inuvialuit Settlement Region” has the same meaning as in section 2 of the Inuvialuit Final Agreement;	«première nation des Gwichins» S’entend au sens de «première nation des Gwich’in» à l’article 2 de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i> .	«première nation des Gwichins» «Gwich'in First Nation»
“penalty” «pénalité»	“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under this Act for a violation;	«première nation du Sahtu» S’entend au sens de l’article 2 de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i> .	5 «première nation du Sahtu» “Sahtu First Nation”
“Sahtu First Nation” «première nation du Sahtu»	“Sahtu First Nation” has the same meaning as in section 2 of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i> ;	«région inuvialuite désignée» S’entend au sens de «région désignée» à l’article 2 de la Convention définitive des Inuvialuits.	10 «région inuvialuite désignée» “Inuvialuit Settlement Region”
“territorial minister” «ministre territorial»	“territorial minister” means the person occupying the recognized position of Minister of the Northwest Territories responsible for water resources;	«Société régionale inuvialuite» La Société régionale inuvialuite visée dans la Convention définitive des Inuvialuits ou toute entité qu’elle désigne.	«Société régionale inuvialuite» “Inuvialuit Regional Corporation”
“Tlicho Government” «gouvernement tlicho»	“Tlicho Government” has the same meaning as in section 2 of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i> ;	15	
1998, c. 25, s. 165(2)	<b>79. Subsection 2.1(2) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>79. Le paragraphe 2.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	15 1998, ch.25, par. 165(2)
Mackenzie Valley	(2) Sections 7.2, 7.3, 10 to 13, 18.1, 20 and 22, paragraphs 23(1)(b) and (2)(b), section 24, subsections 24.3(2) and (3), section 24.6, section 26 except in relation to type A licences, sections 27 to 28.2, subsection 37(2) and sections 44.01 to 44.3 do not apply in respect of the Mackenzie Valley, as defined in section 2 of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i> . 25	(2) Les articles 7.2, 7.3, 10 à 13, 18.1, 20, 22 et 24, les paragraphes 24.3(2) et (3), les articles 24.6, 26 — sauf en ce qui concerne les permis de type A — et 27 à 28.2, le paragraphe 37(2) et 20 les articles 44.01 à 44.3 ne s’appliquent pas en ce qui touche la vallée du Mackenzie, non plus que les obligations de publication dans la <i>Gazette du Canada</i> prévues aux paragraphes 23(1) et (2). 25	Vallée du Mackenzie
Delegation to territorial minister	<b>80. Section 6 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>80. L’article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	
	6. After consultation with the Board, the Minister may, in writing, delegate to the territorial minister any of the Minister’s powers, duties and functions under this Act, either generally or as otherwise provided in the instrument of delegation.	6. Le ministre peut, après consultation de l’Office, déléguer par écrit au ministre territorial les attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi; la délégation peut être générale ou spécifique, auquel cas sa portée est précisée dans l’acte.	Délégation
	<b>81. The Act is amended by adding the following after section 7.1:</b>	<b>81. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 7.1, de ce qui suit :</b>	35
	CONSULTATION	CONSULTATIONS	
Duty to consult	7.2 When, in relation to any matter, a reference is made in this Act to consultation, the duty to consult shall be exercised	7.2 Toute consultation qui doit être effectuée sous le régime de la présente loi comporte l’envoi à la partie à consulter d’un avis suffisamment détaillé pour lui permettre de	Obligation de consulter
	(a) by providing, to the party to be consulted,		
	40		

	<ul style="list-style-type: none"> <li>(i) notice of the matter in sufficient form and detail to allow the party to prepare its views on the matter,</li> <li>(ii) a reasonable period for the party to prepare its views, and</li> <li>(iii) an opportunity to present its views to the party having the duty to consult; and</li> </ul> <p>(b) by considering, fully and fairly, any views so presented.</p>	préparer ses arguments, l'octroi d'un délai suffisant pour ce faire, l'occasion de présenter ceux-ci à qui de droit ainsi que leur examen approfondi et équitable.	5
Consultation— Act or regulation	<p><b>7.3</b> The Minister shall consult with the Gwich'in and Sahtu First Nations, the Tlicho Government, the Inuvialuit Regional Corporation, the territorial minister and the Board with respect to the amendment of this Act or the making or amendment of any regulation under this Act.</p>	<p><b>7.3</b> Le ministre consulte les premières nations des Gwichins et du Sahtu, le gouvernement tlicho, la Société régionale inuvialuite, le ministre territorial et l'Office au sujet de la modification de la présente loi et de la prise ou 10 de la modification de ses règlements.</p>	5 Consultation— loi ou règlements
Establishment	<p><b>82. Section 10 of the Act and the heading before it are replaced by the following:</b></p>	<p><b>82. L'article 10 de la même loi et l'intertitre le précédent sont remplacés par ce qui suit :</b></p>	
Capacity	<p><b>INUVIALUIT WATER BOARD</b></p>	<p><b>OFFICE INUVIALUIT DES EAUX</b></p>	
Main office	<p><b>BOARD ESTABLISHED</b></p>	<p><b>CONSTITUTION</b></p>	
Membership	<p><b>10. (1)</b> The Inuvialuit Water Board is established.</p>	<p><b>10. (1)</b> Est constitué l'Office inuvialuit des eaux.</p>	15 Constitution de l'Office
Chairperson— nomination by members	<p>(2) The Board has, for the purposes of its functions, the capacity, rights, powers and privileges of a natural person.</p>	<p>(2) L'Office a, dans le cadre de l'exercice de ses attributions, la capacité d'une personne physique.</p>	Capacité
	<p>(3) The main office of the Board shall be at any place that is in the portion of the Inuvialuit Settlement Region located in the Northwest Territories and that is designated by the Governor in Council. If no place is so designated, it shall be at Inuvik.</p>	<p>(3) Le siège de l'Office est fixé dans tout lieu se trouvant dans la partie de la région inuvialuite désignée qui se situe dans les Territoires du Nord-Ouest que le gouverneur en conseil désigne ou, à défaut de désignation, à Inuvik.</p>	Siège
	<p>(4) The Board shall consist of five members appointed by the Minister, including the Chairperson, two members appointed on the nomination of the Inuvialuit Regional Corporation and one member appointed on the nomination of the territorial minister.</p>	<p>(4) L'Office est composé de cinq membres nommés par le ministre, dont le président, deux membres nommés sur la proposition de la Société régionale inuvialuite et un autre sur celle du ministre territorial.</p>	Composition
	<p><b>10.1 (1)</b> The Chairperson of the Board shall be appointed by the Minister from persons nominated by a majority of the members of the Board.</p>	<p><b>10.1 (1)</b> Le ministre nomme le président de l'Office parmi les candidats proposés par la majorité des membres de celui-ci.</p>	Président— proposition par les membres

Chairperson— appointment by Minister	(2) If a majority of the members of the Board does not nominate a person acceptable to the Minister within a reasonable time, the Minister may appoint any person as Chairperson.	(2) À défaut, dans un délai suffisant, de proposition qu'il juge acceptable, le ministre peut d'autorité choisir le président de l'Office.	Président— choix du ministre
Absence or incapacity of Chairperson	(3) The Board may designate a member to act as its Chairperson during the absence or incapacity of the Chairperson or a vacancy in the office of Chairperson, and that person while so acting may exercise the powers and shall perform the duties and functions of the 10 Chairperson.	5 (3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, l'intérim est assuré, avec plein exercice de ses attributions, par le membre que peut désigner l'Office.	Intérim 5
Powers, duties and functions of Chairperson	<b>10.2</b> The Chairperson of the Board is its chief executive officer and has the powers, duties and functions prescribed by the rules of the Board.	<b>10.2</b> Le président est le premier dirigeant de l'Office et exerce les attributions que lui confie celui-ci par règle.	Président— attributions 10
Quorum	<b>10.3</b> A quorum of the Board consists of three members, including one of the members appointed on the nomination of the Inuvialuit Regional Corporation and one of the members not so appointed other than the Chairperson.	<b>10.3</b> Le quorum est de trois membres, dont un membre nommé sur la proposition de la Société régionale inuvialuite et un membre—autre que le président—qui n'est pas 20 ainsi nommé.	Quorum 15
Alternate members	<b>10.4</b> The Minister may appoint alternate members to act in the event of the absence or incapacity, or a vacancy in the office, of a member of the Board, including  (a) one or more persons on the nomination of the Inuvialuit Regional Corporation to act as a member when the absence or incapacity, or 25 vacancy in the office, is in respect of a member who was appointed on such a nomination;  (b) one or more persons on the nomination of the territorial minister to act as a member when the absence or incapacity, or vacancy in the office, is in respect of a member who was appointed on such a nomination; and  (c) one or more persons to act when the absence or incapacity, or vacancy in the office, is in respect of a member other than a member referred to in paragraph (a) or (b).	<b>10.4</b> Le ministre peut nommer des suppléants chargés d'exercer les attributions des membres, en cas d'absence ou d'empêchement ou de vacance de leur poste, dont au moins une personne sur la proposition de la Société 30 régionale inuvialuite—lorsque le membre à remplacer a été nommé sur telle proposition —, au moins une personne sur la proposition du ministre territorial—lorsque le membre à remplacer a été nommé sur telle proposition, et au moins une personne qui n'est pas ainsi nommée.	Suppléants 20 25
Term of office	<b>10.5</b> (1) Members of the Board and alternate members hold office for a term of three years.	<b>10.5</b> (1) Le mandat des membres et des suppléants est de trois ans.	Durée
Reappointment	(2) Members of the Board and alternate members may be reappointed in the same or another capacity.	(2) Le mandat des membres et des suppléants peut être reconduit, à des fonctions identiques 30 ou non.	Reconduction

## TERM OF OFFICE

## MANDAT

Removal by  
Minister after  
consultation

(3) Members of the Board and alternate members may be removed from office for cause by the Minister, after consultation by the Minister with the Board. If the member or alternate member was appointed on the nomination of the Inuvialuit Regional Corporation or the territorial minister, the Minister shall also consult with the Inuvialuit Regional Corporation or the territorial minister, as the case may be.

Acting after  
expiry of term

**10.6** (1) If the Chairperson is of the opinion that it is necessary for a member of the Board to continue to act after the expiry of that member's term in order for the Board to make a decision in relation to the issuance, renewal, amendment or cancellation of a licence, as the case may be, the Chairperson may request in writing that the Minister authorize the member to act in relation to that matter until a decision is made. For the purpose of the appointment of a replacement, their office is deemed to be vacant as soon as their term expires.

Request

(2) A request under subsection (1) shall be made at least two months before the day on which the member's term expires.

Deemed  
acceptance

(3) If the Minister neither accepts nor rejects the request within two months after the day on which it is made, the request is deemed to be accepted.

Remuneration  
and expenses  
members

**10.7** (1) Members of the Board are to receive the remuneration determined by the Minister for the exercise of their powers and the performance of their duties and functions and are to be paid the travel and living expenses that are incurred by them while absent from their ordinary place of residence that are consistent with Treasury Board directives for public servants.

Remuneration  
and expenses  
—  
alternate  
members

(2) Alternate members are not entitled to receive any remuneration unless they attend a meeting, training session or other event at the request of the Chairperson, in which case they are to receive the remuneration that is determined by the Minister, and are to be paid the travel and living expenses incurred by them

(3) Le ministre peut révoquer tout membre ou suppléant pour un motif valable après consultation de l'Office. S'agissant d'une nomination faite sur la proposition de la Société 5 régionale inuvialuite ou du ministre territorial, il consulte également l'auteur de la proposition.

Révocation

10

**10.6** (1) S'il estime nécessaire que le membre dont le mandat expire au cours de l'instruction d'une affaire concernant la délivrance, le renouvellement, la modification ou 10 l'annulation d'un permis continue d'exercer ses attributions, le président peut demander, par écrit, au ministre d'autoriser le membre à continuer de les exercer à l'égard de cette affaire jusqu'à ce qu'une décision soit rendue. 15 En ce qui concerne la nomination de son remplaçant, la vacance de son poste est réputée survenir dès l'expiration du mandat.

(2) La demande doit être présentée au moins deux mois avant l'expiration du mandat.

Délai  
20

25

(3) Elle est réputée agréée si le ministre n'y donne pas suite dans les deux mois suivant sa présentation.

Fiction juridique

## REMUNERATION

## RÉMUNÉRATION

—

30

**10.7** (1) Les membres de l'Office touchent la rémunération fixée par le ministre pour 25 l'exercice de leurs attributions et sont indemnisés, conformément aux lignes directrices du Conseil du Trésor applicables aux employés de 30 la fonction publique, des frais de déplacement et de séjour engagés dans l'exercice de leurs 35 attributions hors du lieu de leur résidence habituelle.

Membres

(2) Les suppléants ne touchent aucune rémunération, à moins qu'ils ne participent, à la demande du président, à une réunion, à une 35 activité de formation ou à toute autre activité, auquel cas ils touchent celle fixée par le ministre et sont indemnités, conformément aux mêmes

Suppléants

45

while absent from their ordinary place of residence that are consistent with Treasury Board directives for public servants.

2003, c. 22,  
par. 224(z.60)(E)

**83. Section 11 of the Act is replaced by the following:**

STAFF

Employment and remuneration

**11.** The Board may employ any employees and engage the services of any agents, advisers and experts that are necessary for the proper conduct of the business of the Board and may fix the terms and conditions of their employment or engagement and pay their remuneration.

2002, c. 10,  
s. 183

**84. Section 12 and the heading before it are replaced by the following:**

**11.1** The members of the Board, alternate members who attend meetings, training sessions or other events at the request of the Chairperson and employees are deemed to be employees for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Deemed employment

Conflict of interest—  
members and staff

Status or entitlements under Inuvialuit Final Agreement

Acts done in good faith

lignes directrices, des frais de déplacement et de séjour engagés dans l'exercice de leurs attributions hors du lieu de leur résidence habituelle.

**83. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2003, ch. 22,  
al. 224 z.60)(A)  
5

PERSONNEL

**11.** L'Office peut s'assurer les services, à titre de membres du personnel, mandataires, conseillers ou experts, des personnes nécessaires à l'exercice de ses activités, fixer leurs conditions d'engagement ou d'emploi et payer leur rémunération.

**84. L'intertitre précédent l'article 12 et l'article 12 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

2002, ch. 10,  
art. 183

**11.1** Les membres de l'Office, les suppléants qui participent à une réunion, à une activité de formation ou à toute autre activité à la demande du président et les membres du personnel sont réputés être agents de l'État pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et être employés au sein de l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

15 Indemnisation  
des accidents du travail

CONFLICT OF INTEREST

**11.2** (1) A member of the Board, an employee or an agent, adviser or expert shall not perform their functions in relation to a matter if doing so would place them in a conflict of interest.

CONFLIT D'INTÉRÊTS

**11.2** (1) Est incomptént pour exercer ses fonctions à l'égard d'une affaire le membre de l'Office, le membre du personnel, le mandataire, le conseiller ou l'expert qui se trouve en situation de conflit d'intérêts par rapport à celle-ci.

25 Membres de l'Office et personnel

(2) A person is not placed in a conflict of interest solely because of any status or entitlement conferred on them under the Inuvialuit Final Agreement.

(2) N'ont pas pour effet de créer, à eux seuls, une situation de conflit d'intérêts le statut ou les droits conférés à une personne au titre de la Convention définitive des Inuvialuits.

30 Statut et droits conférés par la Convention définitive des Inuvialuits

IMMUNITY

**11.3** No action lies against a member or an employee for anything done or omitted to be done in good faith in the performance, or purported performance, of any power, duty or function under this Act.

IMMUNITÉ

**11.3** Les membres de l'Office et les membres du personnel bénéficient de l'immunité judiciaire pour les faits—actes ou omissions—accomplis de bonne foi dans l'exercice, même présumé, de leurs attributions au titre de la présente loi.

35 Faits accomplis de bonne foi

40

	OBJECTS AND POWERS OF BOARD	MISSION ET POUVOIRS DE L'OFFICE	
Objects	<p><b>12.</b> The objects of the Board are to provide for the conservation, development and utilization of waters in a manner that will provide the optimum benefit for all Canadians in general and, in particular, for the residents of the portion of the Inuvialuit Settlement Region located in the Northwest Territories for which the Board is authorized to issue licences.</p> <p><b>85. (1) Subsection 13(1) of the Act is replaced by the following:</b></p> <p><b>13. (1)</b> The Minister may, after consultation with the Board, give written policy directions to the Board with respect to the carrying out of any of its powers, duties and functions under this Act, and the Board shall, subject to subsections (2) and (3), comply with those policy directions.</p> <p><b>(2) Paragraph 13(2)(b) of the Act is replaced by the following:</b></p> <p>(b) have been approved by the Board and are awaiting the approval referred to in section 18.1.</p> <p><b>(3) Section 13 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</b></p> <p>(3.1) Immediately after the Minister's written policy direction is given to the Board, the Minister shall publish a notice in the <i>Canada Gazette</i> stating that the policy direction will be published by the Board on its Internet site. The Board shall publish the policy direction on its Internet site as soon as feasible and may also make it accessible by any other means that the Board considers appropriate.</p> <p><b>86. (1) Subsection 14(1) of the Act is replaced by the following:</b></p> <p><b>14. (1)</b> Subject to this section, the Board may issue, in accordance with the criteria set out in the regulations made under paragraph 33(1)(c), type A licences and type B licences permitting the applicant for the licence, on payment of the fees prescribed by regulations made under subparagraph 33(1)(k)(i), at the times and in the manner prescribed by any applicable regulations made under paragraph 33(1)(l) or, in the absence of such regulations, at</p>	<p><b>12.</b> L'Office a pour mission d'assurer la conservation, la mise en valeur et l'exploitation des eaux de la façon la plus avantageuse possible pour les Canadiens en général et, en particulier, pour les habitants de la partie de la région inuvialuite désignée qui se trouve dans les Territoires du Nord-Ouest à l'égard de laquelle il a le pouvoir de délivrer des permis.</p> <p><b>85. (1) Le paragraphe 13(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p><b>13. (1)</b> Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ministre peut, après consultation de l'Office, lui adresser par écrit des instructions générales impératives quant à l'exercice de ses attributions.</p> <p><b>(2) L'alinéa 13(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p>b) soit ont déjà été instruites par ce dernier mais n'ont pas encore fait l'objet de l'agrément visé à l'article 18.1.</p> <p><b>(3) L'article 13 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :</b></p> <p>(3.1) Dès que l'Office reçoit les instructions ministrielles, le ministre publie dans la <i>Gazette du Canada</i> un avis indiquant que l'Office les publiera sur son site Internet. L'Office les publie sur son site Internet et, s'il l'estime indiqué, les rend accessibles par tout autre moyen.</p> <p><b>86. (1) Le paragraphe 14(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p><b>14. (1)</b> Sous réserve des autres dispositions du présent article, l'Office peut délivrer, en conformité avec les critères énoncés dans les règlements pris en vertu de l'alinéa 33(1)c), des permis de type A ou de type B autorisant, aux conditions qui y sont fixées et sur paiement des droits d'utilisation fixés par règlement pris en vertu du sous-alinéa 33(1)k(i), les demandeurs à utiliser les eaux ou à déposer des déchets, ou les deux, aux dates et de la manière prévues soit</p>	<p>Mission</p> <p>5</p> <p>10</p> <p>Instructions ministrielles</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>Publication des instructions dans la <i>Gazette du Canada</i></p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p>

Notice in  
*Canada Gazette*

Issuance of  
licences

the times and in the manner set out in the licence, to use waters or deposit waste, or both, in connection with the operation of the appurtenant undertaking and in accordance with the conditions specified in the licence.

Term of licence

(1.1) A licence under subsection (1) may be issued for a term

(a) not exceeding 25 years, in the case of a type A licence in respect of a prescribed class of undertakings or in the case of a type B licence; or

(b) not exceeding the anticipated duration of the undertaking, in the case of a type A licence other than one described in paragraph (a).

**(2) Subsection 14(6) of the Act is repealed.**

**87. (1) The portion of paragraph 18(1)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(a) renew a licence, with or without changes to its conditions, for a term not exceeding 25 years in the case of a type A licence in respect of a prescribed class of undertakings or in the case of a type B licence, or for a term not exceeding the anticipated duration of the undertaking in the case of any other type A licence,

**(2) Subsection 18(3) of the Act is replaced by the following:**

(3) An application to cancel a licence must be in the form and contain the information that is prescribed by the regulations.

**88. The Act is amended by adding the following after section 18:**

**18.1** The Board may issue, renew, amend or cancel a licence only with the approval

(a) in the case of a type A licence, of the Minister; or

(b) in the case of a type B licence,

Application to cancel licence

Approval to issue, renew, amend or cancel licence

par règlement pris en vertu de l’alinéa 33(1)*l*) soit, à défaut, par le permis, pour l’exploitation de l’entreprise en cause.

5

(1.1) La durée des permis de type A à l’égard des catégories d’entreprises prévues par règlement et celle des permis de type B n’excède pas vingt-cinq ans. Celle de tout autre permis de type A n’excède pas la durée prévue de l’entreprise visée par le permis.

Durée des permis  
5

15

**(2) Le paragraphe 14(6) de la même loi est abrogé.**

**87. (1) L’alinéa 18(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

a) soit à la demande du titulaire, soit lorsqu’il estime que cela sert l’intérêt public, renouveler un permis—avec ou sans modification—pour une durée n’excédant pas vingt-cinq ans dans le cas d’un permis de type A à l’égard des catégories d’entreprises prévues par règlement et d’un permis de type B ou, dans le cas de tout autre permis de type A, pour la durée prévue de l’entreprise visée par celui-ci;

**(2) Le paragraphe 18(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

25

(3) Toute demande d’annulation de permis doit respecter les modalités réglementaires quant à sa forme et à son contenu.

Forme et contenu—  
demande d’annulation

**88. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 18, de ce qui suit :**

30

**18.1** La délivrance, le renouvellement, la modification et l’annulation d’un permis sont subordonnés à l’agrément :

Agrément—  
délivrance,  
renouvellement,  
modification et  
annulation de  
permis

a) dans le cas d’un permis de type A, du ministre;

35

- (i) of the Chairperson of the Board, if no public hearing is held by the Board in connection with the issuance, renewal, amendment or cancellation of the licence, or

5

(ii) of the Minister, if a public hearing is held by the Board in connection with the issuance, renewal, amendment or cancellation of the licence.

b) dans le cas d'un permis de type B, du ministre ou, si la délivrance, le renouvellement, la modification ou l'annulation ne fait pas l'objet d'une audience publique par l'Office, du président de l'Office.

5

**89.** The Act is amended by adding the following after section 23:

Notice—on  
Board's initiative

**23.1** (1) The Board shall give notice of its intention to consider, on its own initiative, the renewal of a licence under subparagraph 18(1)(a)(ii), or the amendment of a condition of a licence under subparagraph 18(1)(b)(ii) or (iii), by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is not such a newspaper, in any other manner that the Board considers appropriate.

### Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of an application for the amendment of a licence if the Board, with the consent of the Minister, declares the amendment to be required on an emergency basis.

**90. (1) Paragraph 24(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) the powers, duties and functions of the Chairperson of the Board;

(b.1) the circumstances in which an alternate member is to perform the powers, duties and functions of a member who is absent or incapacitated or whose office is vacant and the process for selecting among alternate members; 35

(b.2) in the case of a member whose term has expired, the circumstances in which a member may continue to perform their powers, duties and functions in relation to a matter involving a public hearing until a decision is made by the Board;

**(2) Paragraph 24(d) of the Act is replaced by the following:**

- b) dans le cas d'un permis de type B, du ministre ou, si la délivrance, le renouvellement, la modification ou l'annulation ne fait pas l'objet d'une audience publique par l'Office, du président de l'Office.

89. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 23, de ce qui suit :

**23.1** (1) L'Office annonce son intention d'examiner, de sa propre initiative, la possibilité soit de renouveler un permis en vertu du sous-alinéa 18(1)*a* parce qu'il estime que cela sert l'intérêt public, soit d'en modifier une condition en vertu des sous-alinéas 18(1)*b*(ii) ou (iii), par publication d'un avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, 15 par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'une demande de modification de permis lorsque l'Office déclare, avec le consentement du ministre, que celle-ci est urgente et 20 25 nécessaire.

90. (1) L'alinéa 24b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) les attributions du président;

b.1) les circonstances dans lesquelles le suppléant exerce les attributions d'un membre en cas d'absence ou d'empêchement ou de vacance de son poste et le processus de sélection du suppléant;

b.2) les circonstances dans lesquelles le 30 membre peut continuer à exercer ses attributions après l'expiration de son mandat en ce qui a trait à une affaire exigeant la tenue d'une audience publique, jusqu'à ce qu'une décision soit prise par l'Office; 35

(2) L'alinéa 24d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) any other matter concerning the carrying on of its work, the conduct and management of its internal affairs, and the powers, duties and functions of its officers and employees and its agents, advisers and experts.

**91. The Act is amended by adding the following after section 24:**

TIME LIMITS

AUTHORITY TO ACT

Authority, etc.

**24.1** The failure of the Minister or the Board to exercise a power or perform a duty or function within a time limit under this Act does not terminate their authority to do so nor does it invalidate any document prepared or submitted or any decision or action taken in the exercise of such a power or performance of such a duty or function.

5 *d) toute autre question touchant la conduite de ses travaux, sa gestion interne et les attributions des membres de son personnel, de ses mandataires, des conseillers et des experts.*

5

**91. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 24, de ce qui suit :**

DÉLAIS

POUVOIR D'AGIR

Mandat et validité des actes

Type A licence and type B licence if public hearing held

**24.2 (1)** In the case of an application for the issuance, renewal or amendment of a type A licence, or a type B licence in connection with which a public hearing is held, or in the case when the Board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the Board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the Board's intention is published under sub-  
section 23.1(1).

10 *10 sous le régime de la présente loi n'a pas pour effet de mettre fin à son mandat ni d'invalider les documents préparés ou présentés dans l'exercice de ses attributions ou les décisions et mesures prises dans le cadre de celles-ci.*

15

Referral to Minister for approval

(2) If the Board decides to issue, renew or amend the licence, that decision shall be immediately referred to the Minister for approval.

DÉCISION DE L'OFFICE ET APPROBATION

**24.2 (1)** L'Office rend sa décision à l'égard 15 Délais— permis de type A et permis de type B en cas d'audiences publiques d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis de type A ou d'un permis de type B qui fait l'objet d'une audience publique ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu au paragraphe 23.1(1).

Decision of Minister and reasons

(3) The Minister shall, within 45 days after the Board's decision is referred to him or her, notify the Board whether or not the decision is approved and, if it is not approved, provide written reasons in the notification.

20 *20 ou de la publication de l'avis prévu au paragraphe 23.1(1).*

25 *(2) La décision de l'Office de délivrer, de renouveler ou de modifier le permis est renvoyée immédiatement au ministre pour agrément.*

Extension of time limit

(4) The Minister may extend that time limit by not more than an additional 45 days, if the Minister notifies the Board of the extension within the first 45 days.

30 *(3) Le ministre notifie à l'Office son agrément ou son refus dans les quarante-cinq jours suivant la réception de la décision. En cas de refus, il en expose les motifs par écrit.*

35 *(4) Le ministre peut prolonger ce délai d'au plus quarante-cinq jours s'il en avise l'Office avant l'expiration du délai.*

Renvoi de la décision pour agrément

Délai— agrément

Prolongation

Absence of decision	(5) If the Minister does not notify the Board whether or not the decision is approved within the time limit referred to in subsection (3) or (4), whichever is applicable, the Minister is deemed to have given approval.	(5) Faute d'avoir notifié à l'Office son agrément ou son refus à l'expiration du délai de quarante-cinq jours ou de quatre-vingt-dix jours, selon le cas, suivant la réception de la 5 décision, le ministre est réputé avoir donné son agrément.	Absence de décision
Other type B licences	<b>24.3</b> (1) In the case of an application for the issuance, renewal or amendment of a type B licence in connection with which no public hearing is held or in the case when the Board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the Board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the Board's intention is published under subsection 15 23.1(1).	<b>24.3</b> (1) L'Office rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis de type B qui ne fait pas l'objet d'une audience publique 10 ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu au paragraphe 23.1(1). 15	Délais — autres permis de type B
Referral to Chairperson	(2) If the Board decides to issue, renew or amend the licence, that decision shall be immediately referred to the Chairperson for his or her approval.	(2) La décision de l'Office de délivrer, de renouveler ou de modifier le permis est renvoyée immédiatement au président pour 20 agrément.	Renvoi de la décision pour agrément
Chairperson's decision	(3) The Chairperson must, without delay after the Board's decision is referred to him or her, notify the Board whether or not the decision is approved.	(3) Le président notifie son agrément ou son 20 refus à l'Office sans délai après que la décision lui ait été envoyée.	Délai — agrément
Day on which application is made	<b>24.4</b> An application is considered to be made 25 on the day on which the Board is satisfied that the application is in the form, and contains all of the information, that is prescribed by the regulations.	<b>24.4</b> La demande est réputée être présentée à la date à laquelle l'Office est convaincu qu'elle respecte les modalités réglementaires quant à sa 25 forme et à son contenu.	Date de présentation réputée
Excluded period	<b>24.5</b> If the Board requires an applicant or a 30 licensee to provide information or studies, then the period taken by the applicant or licensee, in the Board's opinion, to provide the required information or studies is not included in the calculation of the time limit under subsection 24.2(1) or 24.3(1) or of an extension of the time limit.	<b>24.5</b> Dans le cas où l'Office exige du demandeur ou du titulaire du permis qu'il lui fournit des renseignements ou des études, la période prise, à son avis, par le demandeur ou le 30 titulaire, pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul des délais prévus aux paragraphes 24.2(1) et 24.3(1) ou de leur prolongation.	Période exclue du délai
Suspension of time limit	<b>24.6</b> The Board may suspend the time limit referred to in subsection 24.2(1) or 24.3(1) or the extension of such a limit	<b>24.6</b> L'Office peut suspendre les délais 35 prévus aux paragraphes 24.2(1) et 24.3(1) ou 40 leur prolongation, tant que :	Suspension du délai
	(a) if the proposed use of waters or deposit of waste is part of a development in respect of which an environmental screening, environmental assessment or environmental impact	a) dans le cas où l'activité projetée — utilisation des eaux ou dépôt de déchets — s'insère dans le cadre d'un projet de développement à propos duquel une loi fédérale	

review is required under an Act of Parliament or the Inuvialuit Final Agreement, until the screening, assessment or review is completed;

(b) if the Board determines that the applicant is required to pay compensation, or to enter into a compensation agreement, under subsection 14(4), until the applicant satisfies the Board that the compensation has been or will be paid or that they have entered into a compensation agreement, as the case may be; 10

(c) if the board is not permitted to issue a licence except in accordance with subsection 15.1(1), until the applicant has entered into a compensation agreement under paragraph 15.1(1)(a) or until a determination of compensation has been made under paragraph 15.1(1)(b), as the case may be; or

(d) if the Board receives notice under subsection 78(1) or 79.2(1) of the *Mackenzie Valley Resource Management Act*, until the requirements of subsection 78(3) or 79.2(3) of that Act, as the case may be, have been met.

ou la Convention définitive des Inuvialuits exige la tenue d'un examen préalable, d'une évaluation environnementale ou d'une étude d'impact, cet examen, cette évaluation ou cette étude n'est pas complété; 5

b) dans le cas où l'Office décide que le demandeur est tenu de payer une indemnité— ou qu'il est tenu de conclure un accord d'indemnisation— au titre du paragraphe 14(4), le demandeur ne lui a pas prouvé qu'il a payé cette indemnité ou qu'il la paiera ou qu'il a conclu l'accord, selon le cas;

c) dans le cas où l'Office ne peut délivrer un permis sauf en conformité avec le paragraphe 15.1(1), le demandeur n'a pas conclu un accord d'indemnisation en application de l'alinéa 15.1(1)a) ou qu'une indemnité n'a pas été fixée en vertu de l'alinéa 15.1(1)b), selon le cas;

d) dans le cas où une notification a été faite à l'Office en application des paragraphes 78(1) ou 79.2(1) de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*, les conditions prévues aux paragraphes 78(3) ou 79.2(3) de cette loi ne sont pas remplies. 25

#### EXTENSIONS

Extension of time limit by Minister

**24.7** (1) The Minister may, at the request of the Board, extend the time limit referred to in subsection 24.2(1) or 24.3(1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the issuance, renewal or amendment of the licence.

(2) The Governor in Council may, by order, on the recommendation of the Minister, further extend, any number of times, the time limit extended under subsection (1).

**92. The Act is amended by adding the following after section 28:**

Extension of time limit by Governor in Council

**24.7** (1) Le ministre peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois les délais prévus aux paragraphes 24.2(1) et 24.3(1) pour tenir compte des circonstances particulières de la délivrance, du renouvellement ou de la modification du permis en cause. 30

(2) Sur la recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1). 35

**92. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 28, de ce qui suit :**

Prolongation du délai par le ministre

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

Rapport annuel

Annual report

**28.1** (1) The Board shall, within three months after the end of each fiscal year, submit to the Minister, in the form that the Minister may specify, a report on the activities of the

#### REPORTS

#### RAPPORTS

**28.1** (1) Dans les trois mois qui suivent la fin de chaque exercice, l'Office présente au ministre son rapport d'activités pour cet exercice en la forme que celui-ci fixe. Il y inclut aussi les états financiers afférents et traite de toute autre question que précise le ministre. 40

Publication on Internet

Board in that year, including its financial statements for the year and any other matters that the Minister may specify.

(2) The Board shall publish the annual report on its Internet site and, if the Board considers it appropriate, make it available by any other means.

Obligation to pay costs

**28.2** (1) For the Minister to recover costs incurred in relation to the consideration of an application for a licence or for the renewal, amendment or cancellation of a licence, the applicant or a licensee shall pay to the Minister

(a) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the Board or of its members;

(b) any costs incurred by the Board for services that are prescribed by the regulations and that are provided to it by a third party; and

(c) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the Minister.

Debt due to Her Majesty

(2) The costs and amounts that a person must pay under subsection (1) constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

Copy of document evidencing permission to be deposited

**93. Subsection 31(4) of the Act is replaced by the following:**

(4) A copy of the document evidencing the permission granted by the Minister under subsection (1), certified as such by the Chairperson of the Board, shall be deposited with the registrar or registrars of titles for the land registration district or districts in which the lands affected by the permission are situated.

**94. (1) Subsection 33(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (l):**

(2) L'Office publie sur son site Internet le rapport annuel et, s'il l'estime indiqué, le rend accessible par tout autre moyen.

Publication sur Internet

### RECOUVREMENT DES COÛTS

**28.2** (1) Le demandeur ou le titulaire d'un permis est tenu de payer au ministre, afin de permettre à celui-ci de recouvrer les coûts liés à l'examen de la demande de permis ou au renouvellement, à la modification ou à l'annulation du permis :

Obligation de paiement

a) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions de l'Office ou de celles de ses membres;

b) les frais engagés par l'Office pour les services réglementaires qui lui ont été fournis par des tiers;

15

c) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions du ministre.

20

(2) Les frais et les sommes que l'intéressé est tenu de payer en application du paragraphe (1) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.

Créances de Sa Majesté

**93. Le paragraphe 31(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

25

(4) La copie du document attestant l'autorisation accordée par le ministre en vertu du paragraphe (1), certifiée comme telle par le président de l'Office, est remise aux directeurs de l'Enregistrement des districts dans lesquels sont situés les biens-fonds visés par l'autorisation.

Dépôt obligatoire de la copie du document attestant l'autorisation

**94. (1) Le paragraphe 33(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa l), de ce qui suit :**

35

(l.1) respecting the recovery of amounts and costs for the purposes of section 28.2, including prescribing amounts and services for the purposes of that section and exempting any class of applicants or licensees from the application of that section;

**(2) Subsection 33(1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (t) and by adding the following after that paragraph:**

(t.1) prescribing anything that is to be prescribed under this Act; and

**(3) Paragraph 33(1)(u) of the French version of the Act is replaced by the following:**

u) d'une façon générale, prendre toute autre mesure nécessaire à l'application de la présente loi.

**95. Section 40 of the Act is replaced by the following:**

**40.** (1) Every person is guilty of an offence who

- (a) contravenes subsection 8(1) or section 9;
- (b) fails to comply with subsection 8(3); or
- (c) contravenes or fails to comply with a direction given by an inspector under subsection 37(1).

Punishment  
(2) Every person who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,

- (a) for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; and
- (b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

**40.1** (1) Every type A licensee is guilty of an offence who

- (a) contravenes or fails to comply with any condition of the licence, if the contravention or failure to comply does not constitute an offence under section 41; or

l.1) régir le recouvrement des frais et des sommes pour l'application de l'article 28.2, notamment prévoir les sommes et les services pour l'application de cet article et exempter toute catégorie de demandeurs ou de titulaires de permis de l'application de cet article;

**(2) Le paragraphe 33(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa t), de ce qui suit :**

t.1) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;

**(3) L'alinéa 33(1)u) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

u) d'une façon générale, prendre toute autre mesure nécessaire à l'application de la présente loi.

**95. L'article 40 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**40.** (1) Commet une infraction quiconque : Infractions principales

- a) contrevient au paragraphe 8(1) ou à l'article 9;
- b) néglige de se conformer au paragraphe 8(3);
- c) contrevient aux ordres donnés par l'inspecteur en vertu du paragraphe 37(1) ou néglige de s'y conformer.

(2) Quiconque commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire : Peine

a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;

b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.

**40.1** (1) Commet une infraction le titulaire d'un permis de type A :

a) qui contrevient aux conditions du permis ou néglige de s'y conformer, si la contravention ou le défaut ne constitue pas une infraction en vertu de l'article 41;

	(b) without reasonable excuse, fails to furnish or maintain security as required under subsection 17(1).	b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir et de maintenir la garantie exigée aux termes du paragraphe 17(1).
Punishment	(2) Every licensee who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,	(2) Le titulaire qui commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :
	(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; and	a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;
	(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.	b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.
Offences — type B licensees	<b>40.2</b> (1) Every type B licensee is guilty of an offence who	<b>40.2</b> (1) Commet une infraction le titulaire d'un permis de type B :
	(a) contravenes or fails to comply with any condition of the licence, if the contravention or failure to comply does not constitute an offence under section 41; or	a) qui contrevient aux conditions du permis ou néglige de s'y conformer, si la contravention ou le défaut ne constitue pas une infraction en vertu de l'article 41; 20
	(b) without reasonable excuse, fails to furnish or maintain security as required under subsection 17(1).	b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir et de maintenir la garantie exigée aux termes du paragraphe 17(1).
Punishment	(2) Every licensee who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,	(2) Le titulaire qui commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :
	(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$37,500 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and	a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 37 500 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;
	(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$75,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.	b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 75 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.
Continuing offences	<b>40.3</b> An offence under subsection 40(1), 40.1(1) or 40.2(1) that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.	<b>40.3</b> Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction prévue aux paragraphes 40(1), 40.1(1) ou 40.2(1). 35
Deeming — subsequent offences	<b>40.4</b> (1) For the purposes of subsections 40(2), 40.1(2) and 40.2(2), a conviction for a particular offence under this Act is deemed to be a conviction for a second or subsequent offence if the court is satisfied that the offender has been	<b>40.4</b> (1) Pour l'application des paragraphes 40(2), 40.1(2) et 40.2(2), il y a récidive si le tribunal est convaincu que le contrevenant a déjà été déclaré coupable, sous le régime de toute loi fédérale ou provinciale visant la

previously convicted of a substantially similar offence under any Act of Parliament—or any Act of the legislature of a province—that relates to environmental or wildlife conservation or protection.

**Application** (2) Subsection (1) applies only to previous convictions on indictment, to previous convictions on summary conviction and to previous convictions under any similar procedure under any Act of the legislature of a province.

conservation ou la protection de l'environnement ou des espèces sauvages, d'une infraction essentiellement semblable.

5

(2) Les infractions pour lesquelles le contrevenant a déjà été déclaré coupable doivent être des infractions qui ont été poursuivies par mise en accusation, par procédure sommaire ou par toute autre procédure semblable établie sous le régime d'une loi provinciale.

Limitation 5

**96. Section 42 of the Act is replaced by the following:**

**42.** No proceedings in respect of an offence under this Act are to be instituted more than five years after the day on which the Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged offence.

**96. L'article 42 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

42. Les poursuites relatives à une infraction à la présente loi se prescrivent par cinq ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des faits reprochés.

Prescription 15

Limitation period or prescription

Action to enjoin not prejudiced by prosecution

**97. Subsection 43(1) of the Act is replaced by the following:**

**43.** (1) Despite the fact that a prosecution has been instituted in respect of an offence under subsection 40(1), 40.1(1), or 40.2(1), the Attorney General of Canada may commence and maintain proceedings to enjoin conduct that constitutes an offence under any of those subsections.

**97. Le paragraphe 43(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

43. (1) Même après l'ouverture de poursuites visant l'une des infractions prévues aux paragraphes 40(1), 40.1(1) ou 40.2(1), le procureur général du Canada peut engager des procédures en vue de faire cesser la cause de l'infraction.

Injonction prise par le procureur général

**98. The Act is amended by adding the following after section 44:**

ADMINISTRATIVE MONETARY  
PENALTIES  
REGULATIONS

**44.01** (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, make regulations for the purposes of sections 44.02 to 44.3, including regulations

- (a) designating as a violation that may be proceeded with in accordance with this Act
  - (i) the contravention of any specified provision of this Act or of its regulations,
  - (ii) the contravention of any order, direction or decision—or of any order, direction or decision of a specified class—made or given under this Act, or

SANCTIONS ADMINISTRATIVES  
PÉCUNIAIRES

RÈGLEMENTS

44.01 (1) Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, prendre des règlements pour l'application des articles 44.02 à 44.3, notamment afin :

- a) de désigner comme violation punissable au titre de la présente loi la contravention :
  - (i) à toute disposition spécifiée de la présente loi ou de ses règlements,
  - (ii) à tout ordre ou à toute ordonnance ou décision—ou à tout ordre ou à toute ordonnance ou décision appartenant à une

Règlements

40

	(iii) the failure to comply with a term or condition of any licence or a term or condition of a specified class of licences;	catégorie spécifiée—donné ou rendue, selon le cas, sous le régime de la présente loi,
	(b) respecting the determination of or the method of determining the amount payable as the penalty, which may be different for individuals and other persons, for each violation;	(iii) à toute condition d'un permis appartenant ou non à une catégorie spécifiée;
	(c) establishing the form and content of notices of violations;	b) de prévoir l'établissement ou la méthode d'établissement de la pénalité applicable à chaque violation—la pénalité prévue pour les personnes physiques pouvant différer de celle prévue pour les autres personnes;
	(d) respecting the service of documents required or authorized under this Act, including the manner and proof of service and the circumstances under which documents are considered to be served; and	c) d'établir la forme et le contenu des procès-verbaux de violation;
	(e) respecting reviews by the Minister in respect of a notice of violation.	d) de régir, notamment par l'établissement de présomptions et de règles de preuve, la signification de documents autorisée ou exigée sous le régime de la présente loi;
		e) de régir la révision des procès-verbaux par le ministre.
Maximum	(2) The amount that may be determined under any regulations made under paragraph (1)(b) as the penalty for each violation must not be more than \$25,000, in the case of an individual, and \$100,000 in the case of any other person.	(2) Le montant de la pénalité établi en application d'un règlement pris en vertu de l'alinéa (1)b) et applicable à chaque violation est plafonné, dans le cas des personnes physiques, à 25 000 \$ et, dans le cas des autres personnes, à 100 000 \$.
	<b>VIOLATIONS</b>	<b>VIOLATIONS</b>
Who may issue notices	<p><b>44.02</b> Persons who are designated as inspectors under section 35 are authorized to issue notices of violation.</p>	<p><b>44.02</b> Les inspecteurs, désignés en vertu de l'article 35, sont autorisés à agir à titre d'agents verbalisateurs.</p>
Commission of violation	<p><b>44.03</b> (1) Every person who contravenes or fails to comply with a provision, order, direction, decision, term or condition designated under paragraph 44.01(1)(a) commits a violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations.</p>	<p><b>44.03</b> (1) La contravention à une disposition, à une décision, à un ordre, à une ordonnance ou à une condition désignés en vertu de l'alinéa 44.01(1)a) constitue une violation pour laquelle l'auteur s'expose à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux règlements.</p>
Purpose of penalty	<p>(2) The purpose of the penalty is to promote compliance with this Act and not to punish.</p>	<p>(2) L'imposition de la pénalité vise non pas à punir, mais plutôt à favoriser le respect de la présente loi.</p>
Liability of directors, officers, agents and mandataries	<p><b>44.04</b> If a corporation commits a violation, any director, officer, agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the violation is a party to the violation and is liable to a penalty in the amount that is</p>	<p><b>44.04</b> Si une personne morale commet une violation, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de la violation et s'exposent à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux</p>

Proof of violation

determined in accordance with the regulations, whether or not the corporation has been proceeded against in accordance with this Act.

Issuance and service of notice of violation

**44.05** In any proceedings under this Act against a person in relation to a violation, it is sufficient proof of the violation to establish that it was committed by an employee, or agent or mandatary, of the person, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or proceeded against in accordance with this Act. 10

Contents

**44.06** (1) If an inspector believes on reasonable grounds that a person has committed a violation, the inspector may issue a notice of violation and cause it to be served on the person.

Inspector to provide copy to Board

(2) The notice of violation must  
 (a) name the person that is believed to have committed the violation;  
 (b) set out the relevant facts surrounding the violation;  
 (c) set out the amount of the penalty;  
 (d) inform the person of their right to request a review with respect to the violation or the amount of the penalty and of the period within which that right must be exercised; 25  
 (e) inform the person of the time and manner of paying the penalty; and  
 (f) inform the person that, if they do not pay the penalty or exercise their right referred to in paragraph (d), they are considered to have 30 committed the violation and are liable to the penalty.

(3) The inspector shall, without delay after issuing a notice of violation, provide a copy to the Board.

Certain defences not available

**44.07** (1) A person named in a notice of violation does not have a defence by reason that the person  
 (a) exercised due diligence to prevent the commission of the violation; or  
 (b) reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would exonerate the person.

règlements, que la personne fasse ou non l'objet d'une procédure en violation engagée au titre de la présente loi.

**44.05** Dans les procédures en violation 5 engagées au titre de la présente loi, il suffit, pour prouver la violation, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'auteur de la violation, que l'employé ou le mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.

**44.06** (1) L'inspecteur qui a des motifs 10 Procès-verbal— raisonnables de croire qu'une violation a été établissemant et signification commise peut dresser un procès-verbal qu'il fait signifier au présumé auteur de la violation.

(2) Le procès-verbal mentionne les éléments suivants : 15 Contenu

- a) le nom du présumé auteur de la violation;
- b) les faits pertinents concernant la violation;
- c) le montant de la pénalité;
- d) la faculté qu'a le présumé auteur de la violation de demander la révision de celle-ci 20 ou du montant de la pénalité, ainsi que le délai pour ce faire;
- e) les délais et modalités de paiement de la pénalité;
- f) le fait que le présumé auteur de la 25 violation, s'il ne fait pas de demande de révision ou s'il ne paie pas la pénalité, est réputé avoir commis la violation et est tenu du paiement de cette pénalité.

(3) L'inspecteur fournit une copie du procès- 30 Avis à l'Office verbal à l'Office sans délai après l'avoir dressé.

35

#### RULES ABOUT VIOLATIONS

**44.07** (1) Le présumé auteur de la violation ne peut invoquer en défense le fait qu'il a pris les mesures nécessaires pour empêcher la violation ou qu'il croyait raisonnablement et 35 en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'exonéreraient.

Exclusion de certains moyens de défense

Common law principles	(2) Every rule and principle of the common law that renders any circumstance a justification or excuse in relation to a charge for an offence under this Act applies in respect of a violation to the extent that it is not inconsistent with this Act.	(2) Les règles et principes de common law qui font d'une circonstance une justification ou une excuse dans le cadre d'une poursuite pour infraction à la présente loi s'appliquent à l'égard d'une violation dans la mesure de leur compatibilité avec la présente loi.	Principes de common law
Continuing violation	<b>44.08</b> A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is committed or continued.	<b>44.08</b> Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue la violation.	Violation continue
Violations or offences	<b>44.09</b> (1) Proceeding with any act or omission as a violation under this Act precludes proceeding with it as an offence under this Act, and proceeding with it as an offence under this Act precludes proceeding with it as a violation under this Act.	<b>44.09</b> (1) S'agissant d'un acte ou d'une omission qualifiable à la fois de violation et d'infraction aux termes de la présente loi, la procédure en violation et la procédure pénale s'excluent l'une l'autre.	Cumul interdit
Violations not offences	(2) For greater certainty, a violation is not an offence and, accordingly, section 126 of the <i>Criminal Code</i> does not apply in respect of a violation.	(2) Il est entendu que les violations ne sont pas des infractions; en conséquence, nul ne peut être poursuivi à ce titre sur le fondement de l'article 126 du <i>Code criminel</i> .	Précision
Limitation period or prescription	<b>44.1</b> No notice of violation is to be issued more than two years after the day on which the Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged violation.	<b>44.1</b> Le délai dans lequel le procès-verbal peut être dressé est de deux ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des faits reprochés.	Prescription
Right to request review	<b>44.11</b> A person who is served with a notice of violation may—within 30 days after the day on which it is served or within any longer period that is prescribed by the regulations—make a request to the Minister for a review of the amount of the penalty or the facts of the violation, or both.	<b>44.11</b> Le préputendu auteur de la violation peut, dans les trente jours suivant la signification d'un procès-verbal ou dans tout délai supérieur prévu dans les règlements, saisir le ministre d'une demande de révision du montant de la pénalité ou des faits quant à la violation, ou des deux.	Droit de faire une demande de révision
Correction or cancellation of notice of violation	<b>44.12</b> At any time before a request for a review in respect of a notice of violation is received by the Minister, an inspector may cancel the notice of violation or correct an error in it.	<b>44.12</b> Tant que le ministre n'est pas saisi d'une demande de révision du procès-verbal, tout inspecteur peut soit l'annuler, soit corriger toute erreur qu'il contient.	Annulation ou correction du procès-verbal
Review	<b>44.13</b> On receipt of a request for a review in respect of a notice of violation, the Minister shall conduct the review.	<b>44.13</b> Sur réception de la demande de révision, le ministre procède à la révision.	Révision
Object of review	<b>44.14</b> (1) The Minister shall determine, as the case may be, whether the amount of the penalty was determined in accordance with the regulations or whether the person committed the violation, or both.	<b>44.14</b> (1) Le ministre décide, selon le cas, si le montant de la pénalité a été établi conformément aux règlements ou si le demandeur a commis la violation, ou les deux.	Objet de la révision

Determination	(2) The Minister shall render a determination in writing and cause the person who requested the review to be served with a copy of the determination, with reasons. A copy of the determination, with reasons, shall also be provided without delay to the Board.	(2) Le ministre rend sa décision par écrit et en fait signifier une copie au demandeur, motifs à l'appui. Il en fournit aussi une copie à l'Office sans délai après avoir rendu la décision.	Décision
Correction of penalty	(3) If the Minister determines that the amount of the penalty was not determined in accordance with the regulations, the Minister shall correct it.	(3) Le ministre modifie le montant de la pénalité s'il estime qu'il n'a pas été établi conformément aux règlements.	5 Correction du montant de la pénalité
Responsibility	(4) If the Minister determines that the person who requested the review committed the violation, that person is liable to the penalty as set out in the determination.	(4) En cas de décision défavorable, l'auteur de la violation est tenu du paiement de la pénalité mentionnée dans la décision.	10 Obligation de payer la pénalité
Determination final	(5) A determination made under this section 15 is final and binding and, except for judicial review under the <i>Federal Courts Act</i> , is not subject to appeal or to review by any court.	(5) La décision est définitive et exécutoire et, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> , n'est pas susceptible d'appel ou de révision en justice.	Décision définitive
Burden of proof	<b>44.15</b> If the facts of a violation are reviewed, the inspector who issued the notice of violation 20 shall establish, on a balance of probabilities, that the person named in it committed the violation identified in it.	<b>44.15</b> En cas de révision portant sur les faits, il incombe à l'inspecteur qui a dressé le procès-verbal d'établir, selon la prépondérance des probabilités, que le demandeur a commis la violation qui y est mentionnée.	15 Fardeau de la preuve
Payment	<b>44.16</b> If a person pays the penalty set out in a notice of violation, the person is considered to 25 have committed the violation and proceedings in respect of it are ended.	<b>44.16</b> Vaut aveu de responsabilité à l'égard 20 Paiement de la violation et met fin à la procédure le paiement de la pénalité mentionnée au procès-verbal.	
Failure to act	<b>44.17</b> A person that neither pays the penalty within the period set out in the notice of violation—nor requests a review within the 30 period referred to in section 44.11—is considered to have committed the violation and is liable to the penalty.	<b>44.17</b> Vaut aveu de responsabilité, en cas de non-paiement de la pénalité dans le délai prévu 25 dans le procès-verbal, le fait de ne pas demander de révision dans le délai prévu à l'article 44.11. Le cas échéant, le contrevenant est tenu du paiement de la pénalité.	Défaut
Debts to Her Majesty	<b>44.18</b> (1) A penalty constitutes a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.	<b>44.18</b> (1) La pénalité constitue une créance 30 Crédit de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.	
Limitation period or prescription	(2) No proceedings to recover the debt are to be instituted more than five years after the day on which the debt becomes payable.	(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle elle 35 40 est devenue exigible.	Prescription

Certificate	<b>44.19</b> (1) The Minister may issue a certificate of non-payment certifying the unpaid amount of any debt referred to in subsection 44.18(1).	<b>44.19</b> (1) Le ministre peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute créance visée au paragraphe 44.18(1).	Certificat de non-paiement
Registration	(2) Registration of a certificate of non-payment in any court of competent jurisdiction has the same effect as a judgment of that court for a debt of the amount specified in the certificate and all related registration costs.	5 (2) L'enregistrement à tout tribunal compétent confère au certificat de non-paiement valeur de jugement pour la somme visée et les frais afférents à l'enregistrement.	Enregistrement 5
	<b>GENERAL</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	
Authenticity of documents	<b>44.2</b> In the absence of evidence to the contrary, a document that appears to be a notice issued under subsection 44.06(1) is presumed to be authentic and is proof of its contents in any proceeding in respect of a violation.	<b>44.2</b> Dans les procédures pour violation, le document qui paraît être un procès-verbal dressé en application du paragraphe 44.06(1) fait foi, 10 sauf preuve contraire, de son authenticité et de son contenu.	Authenticité de documents
Publication	<b>44.3</b> The Board may, subject to any regulations, make public the nature of a violation, the name of the person who committed it and the amount of the penalty.	<b>44.3</b> Sous réserve des règlements, l'Office peut procéder à la publication de la nature de la violation, du nom de son auteur et du montant 15 de la pénalité.	Publication
	<b>99. The portion of subsection 46(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>99. Le passage du paragraphe 46(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	
Licenses	(3) Sections 40.1 and 40.2 of this Act do not apply in respect of any condition of a licence referred to in subsection (1)	(3) Les articles 40.1 et 40.2 de la présente loi 20 n'ont effet à l'égard d'une condition d'un permis, selon le cas :	Applicabilité de certaines dispositions
	<b>TRANSITIONAL PROVISIONS</b>	<b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES</b>	
Definitions	<b>100. The following definitions apply in this section and in sections 101 to 109.</b>	<b>100. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 101 à 109.</b>	Définitions
“former Board” “ancien Office”	“former Board” means the Northwest Territories Water Board established by section 10 of the <i>Northwest Territories Waters Act</i> , as that section read immediately before this section comes into force.	«ancien Office» L'Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest constitué par l'article 10 de la <i>Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest</i> , dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent article.	«ancien Office» “former Board”
“new Board” “nouvel Office”	“new Board” means the Inuvialuit Water Board established by section 10 of the <i>Northwest Territories Waters Act</i> , as amended by section 82.	«nouvel Office» L'Office inuvialuit des eaux des Territoires du Nord-Ouest, dans sa version modifiée par l'article 82.	«nouvel Office» “new Board”
Chairperson and other members of former Board	<b>101. The Chairperson and every other member of the former Board holding office immediately before the coming into force of this section continue to exercise their powers and perform their duties and functions as members of the new Board until the expiry or</b>	<b>101. Le président et les autres membres de l'ancien Office en poste à la date d'entrée en vigueur du présent article continuent à exercer leurs attributions à titre de membres du nouvel Office, jusqu'à l'expiration ou 40 la révocation de leur mandat, malgré le</b>	Président et autres membres de l'ancien Office

revocation of their appointment, despite subsection 10(4) of the *Northwest Territories Waters Act*, as amended by section 82. However, the vice-chairperson of the former Board ceases to act as vice-chairperson on the coming into force of that section 82.

Decisions, etc., continued

**102.** Every decision, order, determination and declaration made by the former Board is deemed to have been made by the new Board.

Licences

**103. (1)** All licences, including any terms and conditions attached to them, issued under the *Northwest Territories Waters Act*, as it read immediately before the day on which this section comes into force, that were in force on that day continue in force after that day as if they had been issued in accordance with the *Northwest Territories Waters Act* as it reads on that day.

For greater certainty

**(2)** For greater certainty, the new Board may exercise all its powers and perform all its duties and functions under the *Northwest Territories Waters Act*, as it reads on the day on which this section comes into force, with respect to the licences that are continued by subsection (1).

Transfer of proceedings and applications

**104. (1)** Any proceedings and applications that the former Board was seized of immediately before the day on which this section comes into force are transferred to the new Board and are to be continued and disposed of in accordance with the *Northwest Territories Waters Act*, as it reads on that day, except as provided under subsection (2).

Time limits

**(2)** An application for the issuance, renewal or amendment of a licence that was made before the coming into force of this section is considered to have been made on the day of that coming into force for the purpose of determining the periods under sections 24.2 and 24.3 of the *Northwest Territories Waters Act*.

paragraphhe 10(4) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans sa version modifiée par l'article 82. Toutefois, le vice-président de l'ancien Office cesse d'exercer ses attributions à titre de vice-président à la date d'entrée en vigueur de cet article 82.

**102.** Les décisions, les ordonnances et les déclarations de l'ancien Office sont réputées être celles du nouvel Office.

10

**103. (1)** Les permis délivrés en vertu de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent article, sont maintenus à titre de permis régis par cette loi, dans sa version à cette date, y compris les conditions dont ils sont assortis.

Décisions réputées avoir été prises par le nouvel Office

**(2)** Il est entendu que le nouvel Office peut exercer les attributions qui lui sont conférées par la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans sa version à la date d'entrée en vigueur du présent article, à l'égard des permis visés au paragraphe (1).

Précision

**104. (1)** Le nouvel Office est, à la date d'entrée en vigueur du présent article, saisi des demandes relatives à des permis présentées à l'ancien Office avant la date d'entrée en vigueur de cet article et des procédures engagées devant l'ancien Office avant cette date. Il en décide en conformité avec les dispositions de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans sa version à la date d'entrée en vigueur de cet article, sous réserve du paragraphe (2).

Transfert des procédures et des demandes de permis

**(2)** Les demandes de délivrance, de renouvellement ou de modification de permis présentées avant la date d'entrée en vigueur du présent article sont réputées avoir été présentées à la date d'entrée en vigueur de cet article, en ce qui a trait au calcul des délais prévus aux articles 24.2 et 24.3 de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*.

Délais

			Mentions
References	<b>105. Every reference to the former Board in any deed, contract, agreement or other document executed by the former Board in its own name is, unless the context otherwise requires, to be read as a reference to the new Board.</b>	<b>105. Sauf indication contraire du contexte, dans tous les contrats, actes, ententes et autres documents signés par l'ancien Office sous son nom, les mentions de l'ancien Office 5 valent mention du nouvel Office.</b>	5
Transfer of rights and obligations	<b>106. All rights and property of the former Board and of Her Majesty in right of Canada that are under the administration and control of the former Board and all obligations of the former Board are transferred to the new Board.</b>	<b>106. Les biens et les droits de Sa Majesté du chef du Canada dont la gestion relève de l'ancien Office ainsi que les biens et les droits et obligations de celui-ci sont transférés au nouvel Office.</b>	10
Commencement of legal proceedings	<b>107. Every action, suit or other legal proceeding in respect of an obligation or liability incurred by the former Board may be brought against the new Board in any court that would have had jurisdiction if the action, suit or other legal proceeding had been brought against the former Board.</b>	<b>107. Les procédures judiciaires relatives aux obligations supportées ou aux engagements pris par l'ancien Office peuvent être intentées contre le nouvel Office devant tout tribunal qui aurait eu compétence pour être 15 saisi des procédures intentées contre l'ancien Office.</b>	Procédures judiciaires nouvelles
Continuation of legal proceedings	<b>108. Every action, suit or other legal proceeding to which the former Board is party that is pending in any court immediately before the day on which this section comes into force may be continued by or against the new Board in like manner and to 25 the same extent as it could have been continued by or against the former Board.</b>	<b>108. Le nouvel Office prend la suite de l'ancien Office, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, comme partie 20 aux procédures judiciaires en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article et auxquelles l'ancien Office est partie.</b>	Procédures en cours devant les tribunaux
Transfer of appropriations	<b>109. Any amount appropriated by an Act of Parliament for the fiscal year in which this section comes into force to defray the charges and expenses of the former Board that, on that coming into force, is unexpended is deemed to have been appropriated to defray the charges and expenses of the new Board.</b>	<b>109. Les sommes affectées—et non déboursées—, pour l'exercice en cours à la date 25 d'entrée en vigueur du présent article, par toute loi fédérale, aux frais et dépenses de l'ancien Office sont réputées être affectées aux frais et dépenses du nouvel Office à cette date.</b>	Transfert de crédits
1998, c. 25	<b>CONSEQUENTIAL AMENDMENT TO THE MACKENZIE VALLEY RESOURCE MANAGEMENT ACT</b>	<b>MODIFICATION CORRÉLATIVE À LA LOI SUR LA GESTION DES RESSOURCES DE LA VALLÉE DU MACKENZIE</b>	1998, ch. 25
2005, c. 1, s. 34(3)	<b>110. Subsection 60(4) of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>110. Le paragraphe 60(4) de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i> est remplacé par ce qui suit :</b>	2005, ch. 1, par. 34(3)
Northwest Territories Waters Act	(4) Despite subsection (1), sections 7.2, 7.3, 10 to 13, 18.1, 20 and 22, paragraphs 23(1)(b) and (2)(b), section 24, subsections 24.3(2) and (3), section 24.6, section 26 except in relation to type A licences under that Act, sections 27 to	(4) Malgré le paragraphe (1), les dispositions ci-après de la <i>Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest</i> ne s'appliquent pas aux zones de gestion : les articles 7.2, 7.3, 10 à 13, 18.1, 20 et 22, les paragraphes 23(1) et (2)—en ce qui concerne l'obligation de publication dans la <i>Gazette du Canada</i> —, l'article 24, les 40	<i>Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest</i>

28.2, subsection 37(2) and sections 44.01 to 44.3 of the *Northwest Territories Waters Act* do not apply in respect of a management area.

paragraphes 24.3(2) et (3), les articles 24.6, 26—sauf en ce qui concerne les permis de type A au sens de cette loi—and 27 à 28.2, le paragraphe 37(2) ainsi que les articles 44.01 à 44.3.

5

### COMING INTO FORCE

Order in council

**111. Section 83 and subsection 90(2) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

1998, c. 25

### MACKENZIE VALLEY RESOURCE MANAGEMENT ACT

#### AMENDMENTS TO THE ACT

**112. The first paragraph of the preamble to the *Mackenzie Valley Resource Management Act* is replaced by the following:**

Preamble

WHEREAS the Gwich'in Comprehensive Land Claim Agreement and the Sahtu Dene and Metis Comprehensive Land Claim Agreement require the establishment of land use planning boards for the settlement areas referred to in those Agreements and the establishment of an environmental impact review board for the Mackenzie Valley, and provide as well for the establishment of a land and water board for an area that includes those settlement areas;

2005, c. 1,  
s. 15(2)

**113. The definitions “deposit of waste” and “territorial law” in section 2 of the Act are replaced by the following:**

“deposit of waste”  
“dépôt de déchets”

“deposit of waste” means a deposit of waste in any waters in the Mackenzie Valley or in any other place under conditions in which the waste, or any other waste that results from the deposit of that waste, may enter any waters in the Mackenzie Valley.

“territorial law”  
“règle de droit territoriale”

“territorial law” means any law of the Legislature of the Northwest Territories.

paragraphes 24.3(2) et (3), les articles 24.6, 26—sauf en ce qui concerne les permis de type A au sens de cette loi—and 27 à 28.2, le paragraphe 37(2) ainsi que les articles 44.01 à 44.3.

5

### ENTRÉE EN VIGUEUR

**111. L'article 83 et le paragraphe 90(2) entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

Décret

1998, ch. 25

### PARTIE 4

### LOI SUR LA GESTION DES RESSOURCES DE LA VALLÉE DU MACKENZIE

#### MODIFICATION DE LA LOI

**112. Le premier paragraphe du préambule de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* est remplacé par ce qui suit :**

Attendu :

que l'Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in et l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu, d'une part, exigent la mise en place d'un office d'aménagement territorial pour chacune des régions désignées qu'elles visent et d'un office d'examen des répercussions environnementales pour la vallée du Mackenzie, et, d'autre part, prévoient la mise en place d'un office des terres et des eaux pour une région composée notamment des régions désignées;

Préambule

**113. Les définitions de « dépôt de déchets » et « règle de droit territoriale », à l'article 2 de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :**

2005, ch. 1,  
par. 15(2)

« dépôt de déchets » Dépôt de déchets dans des eaux de la vallée du Mackenzie ainsi qu'en tout autre endroit dans des conditions qui permettent à ces déchets ou à ceux résultant de leur dépôt d'atteindre ces eaux.

« dépôt de déchets »  
“deposit of waste”

« règle de droit territoriale » Loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest.

« règle de droit territoriale »  
“territorial law”

30

	<b>114. Subsection 4(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>114. Le paragraphe 4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	
Delegation	<p><b>4.</b> (1) The federal Minister may delegate, in writing, any of his or her powers, duties or functions under this Act—either generally or as otherwise provided in the instrument of delegation—to the minister of the Northwest Territories designated by the Commissioner of the Northwest Territories for the purposes of this section.</p>	<p><b>4.</b> (1) Le ministre fédéral peut, par écrit, déléguer tout ou partie des attributions que lui confère la présente loi au ministre des Territoires du Nord-Ouest désigné, par le commissaire de ces territoires, pour l'application du présent article. La délégation peut être générale ou spécifique; dans ce dernier cas, sa portée est précisée dans l'acte de délégation.</p>	Délégation
Time limits	<p><b>5.2</b> (1) The failure of any of the following to exercise a power or perform a duty or function within a period or time limit fixed or prescribed under this Act does not terminate their authority to do so nor does it invalidate any document prepared or submitted or any decision or action taken in the exercise of such a power or the performance of such duty or function:</p> <p>(a) the federal Minister;</p> <p>(b) the Gwich'in Land Use Planning Board;</p> <p>(c) the Sahtu Land Use Planning Board;</p> <p>(d) the Gwich'in Land and Water Board;</p> <p>(e) the Sahtu Land and Water Board;</p> <p>(f) the Wekeezhii Land and Water Board;</p> <p>(g) the Mackenzie Valley Land and Water Board;</p> <p>(h) a responsible minister, as defined in section 111;</p> <p>(i) the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board or one of its panels;</p> <p>(j) a joint panel established under subsection 140(2) or paragraph 141(2)(b) or (3)(a) or a review panel referred to in subsection 41(2) of the <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i>; and</p> <p>(k) a designated regulatory agency, as defined in section 111.</p>	<p><b>5.</b> (1) Le fait, pour l'une des personnes ou l'un des organes ci-après, de ne pas exercer ses attributions dans le délai prévu sous le régime de la présente loi n'a pas pour effet de mettre fin à son mandat, ni d'invalider le document préparé ou présenté, la décision prise ou l'acte accompli en les exerçant :</p> <p>a) le ministre fédéral;</p> <p>b) l'Office gwich'in d'aménagement territorial;</p> <p>c) l'Office d'aménagement territorial du Sahtu;</p> <p>d) l'Office gwich'in des terres et des eaux;</p> <p>e) l'Office des terres et des eaux du Sahtu;</p> <p>f) l'Office des terres et des eaux du Wekeezhii;</p> <p>g) l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie;</p> <p>h) un ministre compétent, au sens de l'article 111;</p> <p>i) l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie ou l'une de ses formations;</p> <p>j) une formation conjointe visée au paragraphe 140(2) ou aux alinéas 141(2)b) ou (3)a) ou une commission visée au paragraphe 41(2) de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i>;</p> <p>k) un organisme administratif désigné, au sens de l'article 111.</p>	Délais
Exception	<p>(2) Subsection (1) does not apply with respect to</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard :</p>	Exception

	(a) the periods fixed by regulations referred to in subsections 138.1(2), (3) and (4) and 141(4); and	a) d'un délai réglementaire visé aux paragraphes 138.1(2), (3) ou (4) ou 141(4);	
	(b) any other period or time limit fixed by regulations that is exempted from the application of subsection (1) by regulation.	b) de tout autre délai réglementaire qui est exclu par règlement de l'application du paragraphe (1).	5
Regulations	(3) The Governor in Council may, by regulation, exempt a period or time limit set out in the regulations, other than those referred to in paragraph 2(a), from the application of subsection (1).	(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exclure tout délai réglementaire autre que celui visé à l'alinéa (2)a) de l'application du paragraphe (1).	Règlement
	<b>(2) Subsection 5.2(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) Le paragraphe 5.2(1) de la même loi 10 est remplacé par ce qui suit :</b>	
Time limits	<b>5.2 (1)</b> The failure of any of the following to exercise a power or perform a duty or function within a period or time limit fixed or prescribed under this Act does not terminate their authority to do so nor does it invalidate any document prepared or submitted or any decision or action taken in the exercise of such a power or the performance of such duty or function:	<b>5.2 (1)</b> Le fait, pour l'une des personnes ou l'un des organes ci-après, de ne pas exercer ses attributions dans le délai prévu sous le régime de la présente loi n'a pas pour effet de mettre fin à son mandat, ni d'invalider le document préparé ou présenté, la décision prise ou l'acte accompli en les exerçant :	Délais
	(a) the federal Minister;	a) le ministre fédéral;	
	(b) the Gwich'in Land Use Planning Board;	b) l'Office gwich'in d'aménagement territorial;	20
	(c) the Sahtu Land Use Planning Board;	c) l'Office d'aménagement territorial du Sahtu;	
	(d) the Mackenzie Valley Land and Water Board;	d) l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie;	25
	(e) a responsible minister, as defined in section 111;	e) un ministre compétent, au sens de l'article 111;	
	(f) the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board or one of its panels;	f) l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie ou l'une de ses formations;	30
	(g) a joint panel established under subsection 140(2) or paragraph 141(2)(b) or (3)(a) or a review panel referred to in subsection 41(2) of the <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i> ; and	g) une formation conjointe visée au paragraphe 140(2) ou aux alinéas 141(2)b) ou (3)	35
	(h) a designated regulatory agency, as defined in section 111.	a) ou une commission visée au paragraphe 41(2) de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i> ;	35
		h) un organisme administratif désigné, au sens de l'article 111.	
	<b>116. Section 7 of the Act is replaced by following:</b>	<b>116. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	
Application to Her Majesty	7. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province, except that Her Majesty in right of Canada is not required to	7. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province mais n'a pas pour effet d'imposer à Sa Majesté du chef du Canada	40 Obligation de Sa Majesté

Waters vested in  
Her Majesty

pay any fee prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(k) or subparagraph 90.3(2)(a)(i).

**7.1** Subject to any rights, powers or privileges granted or preserved under the *Dominion Water Power Act*, the property in and the right to the use and flow of all waters are vested in Her Majesty in right of Canada.

Other Acts, etc.,  
to be complied  
with

**7.2** For greater certainty, nothing in this Act, the regulations or a licence or permit, as defined in section 51, authorizes a person to contravene or fail to comply with any other Act or any regulation or order made under it, except as provided in that other Act, regulation or order.

Other Acts, etc.,  
to be complied  
with

**7.2** For greater certainty, nothing in this Act, the regulations, a licence or permit, as defined in section 51, or a development certificate issued under section 131.3 or 137.4 or an amended certificate issued under subsection 142.21(17) authorizes a person to contravene or fail to comply with any other Act or any regulation or order made under it, except as provided in that other Act, regulation or order.

Definition of  
“board”

2005, c. l, s. 19

Appointment of  
members by  
federal Minister

**118. Section 9 of the Act is replaced by the following:**

**9.** In this Part, “board” means any board established or continued by this Act.

**119. Section 11 of the Act is replaced by the following:**

**11.** (1) The members of a board—other than the chairperson, any member appointed under a determination under section 15 and the member appointed by the Tlicho Government

le paiement des droits fixés par règlement pris en vertu de l’alinéa 90.3(1)k) ou du sous-alinéa 90.3(2)a(i).

**7.1** Sous réserve des droits, pouvoirs ou priviléges accordés sous le régime de la *Loi sur les forces hydrauliques du Canada*—ou sauvegardés par cette loi—, la propriété et le droit d'utilisation des eaux et de leur énergie motrice sont dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.

Dévolution  
5

10

**7.2** Sauf dans la mesure autorisée par une autre loi, ses règlements ou un décret ou arrêté pris sous son régime, il est entendu que la présente loi, ses règlements ou un permis d'utilisation des eaux ou permis d'utilisation des terres, au sens de l'article 51, n'ont pas pour effet d'autoriser une personne à contrevir à cette autre loi ou aux règlements, décrets ou arrêtés pris sous son régime, ou à ne pas s'y conformer.

Obligation de respecter d'autres exigences

20

**117. L'article 7.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**7.2** Sauf dans la mesure autorisée par une autre loi, ses règlements ou un décret ou arrêté pris sous son régime, il est entendu que la présente loi, ses règlements, un permis d'utilisation des eaux ou permis d'utilisation des terres, au sens de l'article 51, ou un certificat délivré en application des articles 131.3 ou 137.4 ou un certificat modifié délivré en application du paragraphe 142.21(17) n'ont pas pour effet d'autoriser une personne à contrevir à cette autre loi ou aux règlements, décrets ou arrêtés pris sous son régime, ou à ne pas s'y conformer.

Obligation de respecter d'autres exigences

35

**118. L'article 9 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**9.** Dans la présente partie, « office » s'entend de tout office constitué ou maintenu en vertu de la présente loi.

Définition de « office »

40

**119. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**11.** (1) Exception faite du président, des membres nommés suivant la manière déterminée en application de l'article 15 et du membre nommé par le gouvernement tlicho en vertu de

2005, ch. l,  
art. 19

Nomination des membres

45

Alternate members

under paragraph 54(2)(d) or in accordance with an agreement referred to in that paragraph— shall be appointed by the federal Minister in accordance with Parts 2 to 5.

(2) The federal Minister may appoint

(a) alternate members selected from persons nominated for that purpose by a first nation, or selected following consultation with first nations, to act in the event of the absence or incapacity of members appointed on such nomination or following such consultation, respectively; and

(b) alternate members agreed to by the territorial Minister to act in the event of the absence or incapacity of members other than members referred to in paragraph (a).

2005, c. 1, s. 20

**120. Section 12 of the Act is replaced by the following:**

Chairperson

12. (1) Except in the case of the Mackenzie Valley Land and Water Board, the chairperson of a board shall be appointed by the federal Minister from persons nominated by a majority of the members.

Appointment by federal Minister

(2) Except in the case of the Mackenzie Valley Land and Water Board, if a majority of the members does not nominate a person acceptable to the federal Minister within a reasonable time, the Minister may appoint any person as chairperson of the board.

Mackenzie Valley Land and Water Board

(2.1) Subject to subsection 54(3), the chairperson of the Mackenzie Valley Land and Water Board shall be appointed by the federal Minister after the Minister seeks and considers the advice of that Board.

Exception

(2.2) Despite subsection (2.1), the federal Minister is not required to seek and consider the advice of the Mackenzie Valley Land and Water Board with respect to the first appointment of a chairperson of that Board after the day on which this subsection comes into force.

Absence or incapacity of chairperson

(3) Except in the case of the Mackenzie Valley Land and Water Board, a board may designate a member to act as its chairperson during the absence or incapacity of the chairperson or a vacancy in the office of chairperson,

l’alinéa 54(2)d) ou conformément à un accord visé à cet alinéa, le ministre fédéral nomme les membres de l’office en conformité avec les parties 2 à 5.

5 (2) Il peut aussi nommer, soit parmi les candidats qui lui sont proposés à cet effet par les premières nations, soit après consultation de celles-ci, des suppléants chargés d’exercer, en cas d’absence ou d’incapacité, les attributions des membres nommés sur telle proposition ou 10 après telle consultation, selon le cas. Quant aux suppléants des autres membres, ils sont nommés par le ministre fédéral avec l’accord du ministre territorial.

5 Suppléants

**120. L’article 12 de la même loi est 15 2005, ch. 1, art. 20 remplacé par ce qui suit :**

12. (1) Le ministre fédéral nomme le président de l’office, exception faite de l’Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, 20 parmi les candidats proposés par la majorité des 20 membres de celui-ci.

Nomination du président de l’office

(2) À défaut, dans un délai suffisant, de proposition qu’il juge acceptable, le ministre fédéral peut d’autorité choisir le président de l’office, exception faite de l’Office des terres et 25 des eaux de la vallée du Mackenzie.

Choix du ministre fédéral

(2.1) Sous réserve du paragraphe 54(3), le ministre fédéral nomme le président de l’Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, 30 après avoir sollicité et étudié l’avis de cet office.

Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie

(2.2) Malgré le paragraphe (2.1), le ministre fédéral n’est pas tenu de solliciter et d’étudier l’avis de l’Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie pour la première nomination du président de cet office après l’entrée en 35 vigueur du présent paragraphe.

Exception

(3) En cas d’absence ou d’empêchement du président de l’office, exception faite de l’Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, ou de vacance de son poste, l’intérim est assuré, 40 avec plein exercice de ses attributions, par le membre que peut désigner l’office.

Intérim

and that person while so acting may exercise the powers and shall perform the duties and functions of the chairperson.

Absence or incapacity of chairperson—  
Mackenzie Valley Land and Water Board

(4) The federal Minister may designate a member to act as chairperson of the Mackenzie Valley Land and Water Board during the absence or incapacity of the chairperson or a vacancy in the office of chairperson, and that person while so acting may exercise the powers and shall perform the duties and functions of the 10 chairperson.

2005, c. 1, s. 21

**121. Subsection 14(4) of the Act is replaced by the following:**

Removal by Tlicho Government after consultation

(4) The member of the Mackenzie Valley Land and Water Board who has been appointed by the Tlicho Government may not be removed from office except after consultation by the Tlicho Government with the Board and the federal Minister.

2005, c. 1, s. 22

**122. Section 15 of the Act is replaced by the following:**

Implementation of right of representation of other aboriginal peoples

15. Despite any provision of this Act respecting members of a board, if an aboriginal people has a right under a land claim agreement to representation on that board in relation to a decision of the board that might affect an area used by that aboriginal people that is outside the board's area of jurisdiction, the board shall, in accordance with that land claim agreement, determine how to implement that right, so long as the number of members nominated by a first nation, nominated or appointed by the Tlicho Government, as the case may be, or appointed following consultation by the federal Minister with the first nations of the regions of the Mackenzie Valley outside the settlement areas and Wekeezhii and temporarily appointed to implement that right remains equal to the number of other members not including the chairperson.

2005, c. 1, s. 24

**123. Subsection 17(1) of the Act is replaced by the following:**

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du président de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie ou de vacance de son poste, l'intérim est assuré, avec plein exercice de ses attributions, par le membre que peut désigner le ministre fédéral.

Intérim :  
président de  
l'Office des  
terres et des eaux  
de la vallée du  
Mackenzie

5

**121. Le paragraphe 14(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(4) La révocation du membre de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie nommé par le gouvernement tlicho est subordonnée à la consultation, par celui-ci, de l'Office et du ministre fédéral.

2005, ch. 1,  
art. 21

Révocation par  
le gouvernement  
tlicho après  
consultation

**122. L'article 15 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

15. Malgré toute autre disposition de la présente loi concernant ses membres, l'office, pour la prise de toute décision qui peut toucher une région qui ne relève pas de sa compétence, détermine la manière de mettre en oeuvre, conformément à l'accord de revendication applicable, tout droit de représentation du peuple autochtone qui utilise les ressources de cette région conférée par cet accord, à la condition que le nombre de membres nommés sur la proposition d'une première nation, de membres nommés par le gouvernement tlicho ou sur la proposition du gouvernement tlicho, selon le cas, de membres nommés après consultation, par le ministre fédéral, des premières nations des régions de la vallée du Mackenzie situées à l'extérieur des régions désignées et du Wekeezhii et de membres dont la nomination temporaire est nécessaire pour mettre en oeuvre ce droit demeure égal au nombre des autres membres, exception faite du président.

2005, ch. 1,  
art. 22

Mise en oeuvre  
du droit de  
représentation  
d'un autre  
peuple  
autochtone

**123. Le paragraphe 17(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. 1,  
art. 24

Remuneration

**17.** (1) Members of a board, including any members appointed in accordance with a determination under section 15, shall be paid the fees or other remuneration that the federal Minister may fix.

**124. Section 20 of the Act is replaced by the following:**

**20.** The members and employees of a board are not liable for anything done or omitted to be done in good faith in the exercise or performance or purported exercise or performance of any powers, duties or functions under this Act.

Protection from personal liability

2005, c. 1, s.26

**125. Section 24 of the French version of the Act is replaced by the following:**

Audiences

**24.** L'office peut tenir, outre les audiences dont la tenue est prévue par la présente loi, celles qu'il estime utiles à l'exercice de ses attributions.

2005, c. 1, s.26

**126. The portion of section 24.1 of the French version of the Act before paragraph 20 (a) is replaced by the following:**

Coordination des activités de l'office

**24.1** L'office veille à coordonner ses activités, y compris ses audiences, avec celles des organismes suivants :

Judicial powers of a board

**127. Section 25 of the Act is replaced by the following:**

**25.** In proceedings before a board continued under Part 3 or established under Part 5, the board has the powers, rights and privileges of a superior court with respect to the attendance and examination of witnesses and the production and inspection of documents.

2005, c. 1, s.27(1)

**128. (1) Subsection 31(1) of the Act is replaced by the following:**

Statutory Instruments Act

**31. (1)** Sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act* do not apply in respect of rules under section 30, a land use plan or amendment to a land use plan under Part 2, rules under subsection 49(2), guidelines or policies under section 65, policy directions under subsection 50.1(1) or 83(1) or (2), directions under section 106, policy directions under section 109 or 109.1 or subsection 142.2(1) or guidelines under section 120.

**17. (1)** Les membres de l'office, y compris les membres nommés suivant la manière déterminée en application de l'article 15, reçoivent la rémunération et les autres indemnités fixées par le ministre fédéral.

Rémunération

5

**124. L'article 20 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**20.** Les membres de l'office et son personnel ne peuvent être tenus pour personnellement responsables des faits — actes ou omissions — accomplis de bonne foi dans l'exercice, même présumé, des attributions prévues par la présente loi.

Exclusion de la responsabilité personnelle

**125. L'article 24 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. 1, art. 26

**24.** L'office peut tenir, outre les audiences dont la tenue est prévue par la présente loi, celles qu'il estime utiles à l'exercice de ses attributions.

Audiences

**126. Le passage de l'article 24.1 de la version française de la même loi précédent l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. 1, art. 26

**24.1** L'office veille à coordonner ses activités, y compris ses audiences, avec celles des organismes suivants :

Coordination des activités de l'office

25

**127. L'article 25 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**25.** Dans le cadre des affaires dont il est saisi, l'office maintenu en vertu de la partie 3 ou constitué en vertu de la partie 5 a, pour la comparution et l'interrogatoire des témoins ainsi que la production et l'examen des documents, les pouvoirs d'une juridiction supérieure.

Pouvoirs généraux

**128. (1) Le paragraphe 31(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. 1, par. 27(1)

**31. (1)** Les articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* ne s'appliquent pas aux règles établies en vertu de l'article 30, au plan d'aménagement visé à la partie 2 et à ses modifications, aux règles établies au titre du 40 paragraphe 49(2), aux principes directeurs et aux directives établis en vertu de l'article 65, aux instructions données en vertu des paragraphes 50.1(1) ou 83(1) ou (2), aux lignes directrices visées à l'article 106, aux 45

Loi sur les textes réglementaires

Statutory  
Instruments Act**(2) Subsection 31(1) of the Act is replaced by the following:**

**31.** (1) Sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act* do not apply in respect of rules under section 30, a land use plan or amendment to a land use plan under Part 2, rules under subsection 49(2), guidelines or policies under section 65, policy directions under subsection 50.1(1) or 83(1) or (2) or 142.2(1) or guidelines under section 120.

2005, c. 1,  
s.27(2)**(3) Subsection 31(3) of the Act is replaced by the following:**

**(3)** For greater certainty, licences and permits issued by a board under Part 3 or 4, either before or after the coming into force of this subsection, as enacted by subsection 128(3) of the *Northwest Territories Devolution Act*, are not statutory instruments as defined in the *Statutory Instruments Act*.

Statutory  
Instruments Act**(4) Subsection 31(3) of the Act is replaced by the following:**

**(3)** For greater certainty, licences and permits issued by a board under Part 3 or 4, as those Parts read before the coming into force of this subsection, as enacted by subsection 128(4) of the *Northwest Territories Devolution Act*, or by the Mackenzie Valley Land and Water Board under Part 3, are not statutory instruments as defined in the *Statutory Instruments Act*.

2002, c. 8,  
s. 182; 2005,  
c. 1, s. 28**129. Section 32 of the Act is replaced by the following:**

**32.** Despite section 18 of the *Federal Courts Act*, the Supreme Court of the Northwest Territories has exclusive original jurisdiction to

Exclusive  
original  
jurisdiction

instructions données en vertu des articles 109 ou 109.1 ou du paragraphe 142.2(1) et aux directives établies en vertu de l'article 120.

**(2) Le paragraphe 31(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**31.** (1) Les articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* ne s'appliquent pas aux règles établies en vertu de l'article 30, au plan d'aménagement visé à la partie 2 et à ses modifications, aux règles établies au titre du paragraphe 49(2), aux principes directeurs et aux directives établis en vertu de l'article 65, aux instructions données en vertu des paragraphes 50.1(1), 83(1) ou (2) ou 142.2(1) et aux directives établies en vertu de l'article 120.

5

*Loi sur les textes réglementaires***(3) Le paragraphe 31(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**(3)** Il est entendu que les permis d'utilisation des eaux et les permis d'utilisation des terres délivrés par un office sous le régime des parties 3 ou 4, avant ou après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, dans sa version édictée par le paragraphe 128(3) de la *Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest*, ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

2005, ch. 1,  
par. 27(2)*Loi sur les textes réglementaires***(4) Le paragraphe 31(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**(3)** Il est entendu que les permis d'utilisation des eaux et les permis d'utilisation des terres délivrés par un office sous le régime des parties 3 ou 4, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, dans sa version édictée par le paragraphe 128(4) de la *Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest*, ou par l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie sous le régime de la partie 3 ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

*Loi sur les textes réglementaires*

40

**129. L'article 32 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**32.** Malgré l'article 18 de la *Loi sur les Cours fédérales*, la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest a compétence exclusive en

2002, ch. 8,  
art. 182; 2005,  
ch. 1, art. 28Compétence  
exclusive

45

hear and determine an application for any relief against a board by way of an injunction or declaration or by way of an order in the nature of *certiorari*, *mandamus*, *quo warranto* or prohibition by the Attorney General of Canada, the Attorney General of the Northwest Territories or anyone directly affected by the matter in respect of which relief is sought.

**130. Subsection 42(2) of the French version of the Act is replaced by the following:**

Audiences publiques

(2) L'office peut tenir des audiences publiques au sujet du plan qu'il entend adopter; il publie, dans la région désignée et dans toute région désignée avoisinante de la vallée du Mackenzie, un avis indiquant les lieux, dates et heures des séances ainsi que la procédure qui y sera suivie.

**131. The Act is amended by adding the following after section 50:**

POLICY DIRECTIONS

Minister's policy directions to board

**50.1** (1) The federal Minister may, after consultation with a planning board, give written policy directions that are binding on the planning board with respect to the exercise of any of its functions under this Act.

Limitation

(2) Policy directions do not apply in respect of an application referred to in paragraph 44(b), a referral or application under subsection 47(1) or a proposed amendment to a land use plan under subsection 48(1) that, at the time the directions are given, is before the planning board.

Conflict

(3) If there is a conflict between the policy directions given under this section and the provisions of any Act of Parliament, any regulations made under an Act of Parliament or any territorial law, those provisions prevail to the extent of the conflict.

2005, c. 1, s. 29(2)

**132. (1) The definition “management area” in section 51 of the Act is repealed.**

**(2) The definition “licence” in section 51 of the Act is replaced by the following:**

première instance pour connaître de toute demande faite par le procureur général du Canada, le procureur général des Territoires du Nord-Ouest ou quiconque est directement touché par l'affaire afin d'obtenir, contre l'office, toute réparation par voie d'injonction, de jugement déclaratoire, de bref—*certiorari*, *mandamus*, *quo warranto* ou prohibition—ou d'ordonnance de même nature.

**130. Le paragraphe 42(2) de la version 10 française de la même loi est remplacé par ce qui suit:**

(2) L'office peut tenir des audiences publiques au sujet du plan qu'il entend adopter; il publie, dans la région désignée et dans toute région désignée avoisinante de la vallée du Mackenzie, un avis indiquant les lieux, dates et heures des séances ainsi que la procédure qui y sera suivie.

**131. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 50, de ce qui suit:**

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES OBLIGATOIRES

**50.1** (1) Le ministre fédéral peut, après consultation de l'office, lui donner par écrit des instructions générales obligatoires relativement à l'exercice de ses attributions en vertu de la présente loi.

(2) Les instructions ne visent toutefois pas les demandes de dérogation visées à l'article 44, le renvoi ou la demande visés au paragraphe 47(1) et les propositions de modification au plan d'aménagement prévues au paragraphe 48(1), dont l'office est saisi au moment où ces instructions sont données.

(3) Les dispositions des lois fédérales, de leurs règlements et les règles de droit territoriales l'emportent sur les instructions incompatibles données en vertu du présent article.

**132. (1) La définition de «zone de gestion», à l'article 51 de la même loi, est abrogée.**

**(2) La définition de «permis d'utilisation des eaux», à l'article 51 de la même loi, est remplacée par ce qui suit:**

Audiences publiques

Instructions ministérielles

Non-application

Incompatibilité entre la loi et les instructions

2005, ch. 1, par. 29(2)

40

“licence” «permis d'utilisation des eaux»	“licence” means  (a) with respect to a federal area, a type A or type B licence permitting the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by a board under this Part; or  (b) with respect to lands outside a federal area, a type A or type B licence, or any other licence relating to the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by a board under this Part in accordance with any territorial law.	«permis d'utilisation des eaux»  a) S'agissant d'une zone fédérale, permis de type A ou de type B délivré par l'office sous le régime de la présente partie et visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux;  b) s'agissant de terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale, permis de type A ou de type B—ou autre permis visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux, —délivrés par l'office sous le régime de la présente partie en conformité avec les règles de droit territorial.	«permis d'utilisation des eaux» “licence”
	<b>(3) The definitions “board”, “licence” and “permit” in section 51 of the Act are replaced by the following:</b>	<b>(3) Les définitions de «office», «permis d'utilisation des eaux» et «permis d'utilisation des terres», à l'article 51 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :</b>	15
“Board” «Office»	“Board” means the Mackenzie Valley Land and Water Board continued by subsection 54(1).	«Office» L'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, maintenu en vertu du 20 paragraphe 54(1).	“Board”
“licence” «permis d'utilisation des eaux»	“licence” means  (a) with respect to a federal area, a type A or type B licence permitting the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by the 20 Board under this Part; or  (b) with respect to lands outside a federal area, a type A or type B licence, or any other licence relating to the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by the Board 25 under this Part in accordance with any territorial law.	«permis d'utilisation des eaux»  a) S'agissant d'une zone fédérale, permis de type A ou de type B délivré par l'Office sous le régime de la présente partie et visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux;  b) s'agissant de terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale, permis de type A ou de type B—ou autre permis visant l'utilisation 30 des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux, —délivrés par l'Office sous le régime de la présente partie en conformité avec les règles de droit territorial.	“permis d'utilisation des eaux” “licence”
“permit” «permis d'utilisation des terres»	“permit” means a permit for the use of land issued by the Board under this Part.	«permis d'utilisation des terres» Permis délivré 35 par l'Office sous le régime de la présente partie et visant l'utilisation des terres.	“permis d'utilisation des terres” “permit”
	<b>(4) Section 51 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:</b>	<b>(4) L'article 51 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :</b>	30
“appurtenant undertaking” «entreprise en cause»	“appurtenant undertaking” means the work described in a licence.	«décharge publique» S'entend au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013.	“décharge publique” “waste site”

“authorized user” «usager agréé»	“authorized user” means a person who uses waters without a licence but under the authority of regulations made under paragraph 90.3(1)(m).	5	«déchet» Toute substance qui, si elle était ajoutée à l'eau, altérerait ou contribuerait à altérer la qualité de celle-ci au point d'en rendre l'utilisation nocive pour l'être humain ou pour les animaux et les végétaux, ou toute eau qui contient une substance en une quantité ou concentration telle—ou qui, à partir de son état naturel, a été traitée ou transformée par la chaleur ou d'autres moyens d'une façon telle—que, si elle était ajoutée à une autre eau, elle aurait un tel effet. Sont notamment comprises dans la présente définition :	5	«déchet» “waste”
“authorized waste depositor” «personne autorisée à déposer des déchets»	“authorized waste depositor” means a person who deposits waste without a licence but under the authority of regulations made under paragraph 90.3(1)(n).	10	a) toute eau ou substance qui, pour l'application du paragraphe 2(2) la <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i> , est assimilée à un déchet;	15	
“domestic user” «usager domestique»	“domestic user” means a person who uses waters	10	b) les substances ou catégories de substances désignées par règlement pris en vertu du sous-alinéa 90.3(1)b(i);	15	
	(a) for household requirements, including sanitation and fire prevention;	15	c) les eaux qui contiennent une substance ou une catégorie de substances en une quantité ou concentration au moins égale à celle qui est fixée par règlement pris en vertu du sous-alinéa 90.3(1)b(ii);	20	
	(b) for the watering of domestic animals; or	20	d) les eaux soumises aux traitements ou transformations dont le mode est prescrit par règlement pris en vertu du sous-alinéa 90.3(1)b(iii).	25	
	(c) for the irrigation of a garden adjoining a dwelling-house that is not ordinarily used in the growth of produce for a market.	25	«entreprise en cause» Entreprise visée par un permis d'utilisation des eaux.	30	«entreprise en cause» “appartenant à l'entreprise”
“federal area” «zone fédérale»	“federal area” means any lands under the administration and control of a minister of the Government of Canada and any land on which is situated a waste site for which the Management— as defined in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013—is the responsibility of the Government of Canada.	20	30		
“instream user” «usager ordinaire»	“instream user” means a person who uses waters, otherwise than as described in paragraph (a), (b) or (c) of the definition “use”, to earn income or for subsistence purposes.	25	35	«personne autorisée à déposer des déchets» “authorized waste depositor”	
“use” «utilisation»	“use”, in relation to waters, means a direct or indirect use of any kind other than a use connected with shipping activities that are governed by the <i>Canada Shipping Act, 2001</i> , including	30	35	«personne autorisée à déposer des déchets» “authorized waste depositor”	
	(a) any diversion or obstruction of waters;	35	«usager agréé» Personne qui utilise les eaux sans permis d'utilisation des eaux mais en conformité avec les règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)m).	40	«usager agréé» “authorized user”
	(b) any alteration of the flow of waters; and	35	40	«usager domestique» Personne qui utilise les eaux pour les besoins du ménage, notamment les soins d'hygiène et la prévention des incendies, pour l'abreuvement des animaux domestiques ou pour l'irrigation d'un jardin	«usager domestique» “domestic user”
“waste” «déchet»	“waste” means any substance that would, to an extent that is detrimental to its use by people or by any animal, fish or plant, degrade or alter or form part of a process of degradation or alteration of the quality of any water to which it is added. Alternatively, it means any water	40			

that contains a substance in such a quantity or concentration or that has been so treated, processed or changed, by heat or other means, that it would, if added to any other water, degrade or alter or form part of a process of degradation or alteration of the quality of that other water to which it is added. It includes	attenant à une maison d'habitation et ne servant habituellement pas à la culture de produits pour le marché.
(a) any substance or water that is deemed, under subsection 2(2) of the <i>Canada Water Act</i> , to be waste;	5 « usager ordinaire » Personne qui utilise les eaux pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, sans toutefois les détourner, les obstruer ni modifier leur cours, leurs rives ou leur lit.
(b) any substance or class of substances prescribed by regulations made under subparagraph 90.3(1)(b)(i);	10 « utilisation » S'agissant des eaux, utilisation directe ou indirecte de toute nature, notamment le détournement ou le barrage des eaux, toute modification de leur cours ou toute modification des rives ou du lit d'un cours d'eau, d'un lac ou autre plan d'eau, qu'il soit saisonnier ou non, mais à l'exclusion des utilisations liées aux activités de navigation marchande régies par la 15 <i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> .
(c) water that contains any substance or class of substances in a quantity or concentration 15 that is equal to or greater than a quantity or concentration prescribed in respect of that substance or class of substances by regulations made under subparagraph 90.3(1)(b)(ii); and	15 « zone de gestion des eaux » Zone de gestion des eaux constituée par règlement du gouvernement en conseil pris en vertu du sous-alinéa 20 90.3(1)a(i).
(d) water that has been subjected to a treatment, process or change prescribed by regulations made under subparagraph 90.3(1)(b)(iii).	20 « zone fédérale » S'entend de toute terre dont un ministre du gouvernement du Canada a la gestion et la maîtrise, ainsi que de toute terre sur laquelle est située une décharge publique 25 dont la gestion, au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, relève du gouvernement du Canada.
“waste site” “décharge publique”	25 “waste site” has the same meaning as Waste Site in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013.
“water management area” “zone de gestion des eaux”	30 “water management area” means a water management area established by the Governor in Council by regulations made under subparagraph 90.3(1)(a)(i).
2005, c. 1, ss. 30(1) and (2)(E)	30 <b>133. Section 52 of the Act is replaced by the following:</b>
National parks and historic sites	35 <b>133. L'article 52 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>
52. (1) This Part, except sections 78, 79, 79.2 and 79.3, does not apply in respect of the use of land or waters or the deposit of waste within a park or park reserve to which the <i>Canada National Parks Act</i> applies or within lands acquired under the <i>Historic Sites and Monuments Act</i> .	35 52. (1) Sont soustraits à l'application de la présente partie — exception faite des articles 78, 79, 79.2 et 79.3 — l'utilisation des terres ou des eaux et le dépôt de déchets soit dans les parcs ou les réserves régis par la <i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> , soit en ce qui touche les terres acquises sous le régime de la <i>Loi sur les lieux et monuments historiques</i> — ces parcs, 40 réserves et terres étant ci-après appelés « région exemptée ».

Consultation with Board

(2) Despite subsection (1), an authority responsible for authorizing uses of land or waters or deposits of waste in a portion of the Mackenzie Valley that is excluded by that subsection from the application of this Part shall consult the Board before authorizing any such use or deposit.

Consultation with authority

(3) The Board shall consult a responsible authority referred to in subsection (2) before issuing a licence, permit or other authorization for a use of land or waters or a deposit of waste that may have an effect in the portion of the Mackenzie Valley in which the authority is responsible.

Agreement

(2) The Board and the territorial Minister shall, in consultation with each local government, jointly determine the extent to which the local government regulates the use of land within its boundaries for the purposes of subsection (1).

Dissemination

(3) Every determination made under subsection (2) shall be made available to the public at the main office of the Board and that of the local government.

Federal area—addition

**53.1** (1) If the Government of Canada becomes responsible for the Management—as defined in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013—of a waste site, the federal Minister shall immediately notify the board in writing of the lands on which the waste site is situated.

Federal area—deletion

(2) If the Government of Canada ceases to be responsible for the Management—as defined in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013—of a waste site, the federal Minister shall immediately notify the board in writing.

**(2) Section 53.1 of the Act is replaced by the following:**

(2) Cependant, l'autorité chargée, dans une région exemptée située dans la vallée du Mackenzie, de délivrer les autorisations relatives à de telles activités est tenue de consulter l'Office avant leur délivrance.

Consultation de l'Office

5

(3) De même, l'Office est tenu de consulter cette autorité avant la délivrance d'un permis ou d'une autre autorisation visant de telles activités susceptibles d'avoir des répercussions dans la région exemptée.

Consultation de l'autorité

10

**134. Subsections 53(2) and (3) of the Act are replaced by the following:**

(2) L'Office et le ministre territorial sont, pour l'application du paragraphe (1), tenus de préciser, conjointement et en collaboration avec l'administration locale en question, la mesure dans laquelle celle-ci régit, dans son territoire, l'utilisation des terres.

Entente

(3) Ces précisions sont consignées et mises à la disposition du public au siège de l'Office et à celui de l'administration locale.

Publication

**135. (1) The Act is amended by adding the following after section 53:**

**53.1** (1) Dès que la gestion, au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, d'une décharge publique relève du gouvernement du Canada, le ministre fédéral informe l'office, par avis écrit, de la terre sur laquelle la décharge publique se trouve.

Zone fédérale

(2) Dès que la gestion, au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, d'une décharge publique cesse de relever du gouvernement du Canada, le ministre fédéral en avise l'office par écrit.

Zone fédérale

**(2) L'article 53.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit:**

40

Federal area—  
addition

**53.1** (1) If the Government of Canada becomes responsible for the Management—as defined in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013—of a waste site, the federal Minister shall immediately notify the Board in writing of the lands on which the waste site is situated.

Federal area—  
deletion

(2) If the Government of Canada ceases to be responsible for the Management—as defined in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013—of a waste site, the federal Minister shall immediately notify the Board in writing.

2005, c. l. 31

**136. The heading before section 54 and sections 54 to 57.2 of the Act are replaced by the following:**

MACKENZIE VALLEY LAND AND WATER  
BOARD

Board continued

**54.** (1) The Mackenzie Valley Land and Water Board is continued.

Membership

(2) The Board shall consist of 11 members, including

- (a) a chairperson;
- (b) one member appointed on the nomination of the Gwich'in First Nation;
- (c) one member appointed on the nomination of the Sahtu First Nation;
- (d) one member appointed by the Tlicho Government, subject to any agreement between the Tlicho Government and an aboriginal people of Canada, other than the Tlicho First Nation, to whom section 35 of the *Constitution Act, 1982* applies;
- (e) two members appointed following consultation by the federal Minister with the first nations of the regions of the Mackenzie Valley outside the settlement areas and Wekeezhii; and
- (f) two members appointed on the nomination of the territorial Minister.

**53.1** (1) Dès que la gestion, au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, d'une décharge publique relève du gouvernement du Canada, le ministre fédéral informe l'Office, par avis écrit, de la terre sur laquelle la décharge publique se trouve.

(2) Dès que la gestion, au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, d'une décharge publique cesse de relever du gouvernement du Canada, le ministre fédéral en avise l'Office par écrit.

Zone fédérale

Zone fédérale

2005, ch. 1,  
art. 31

**136. L'intertitre précédent l'article 54 et les articles 54 à 57.2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

OFFICE DES TERRES ET DES EAUX DE LA  
VALLÉE DU MACKENZIE

**54.** (1) Est maintenu l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie.

Maintien de  
l'Office

(2) L'Office est composé de onze membres, dont :

- a) le président;
- b) un membre nommé sur la proposition de la première nation des Gwich'in;
- c) un membre nommé sur la proposition de la première nation du Sahtu;
- d) un membre qui, sous réserve de tout accord conclu par le gouvernement tlicho avec un peuple autochtone du Canada visé par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* autre que la première nation tlicho, est nommé par ce gouvernement;
- e) deux membres nommés après consultation, par le ministre fédéral, des premières nations des régions de la vallée du Mackenzie situées à l'extérieur des régions désignées et du Wekeezhii;
- f) deux membres nommés sur la proposition du ministre territorial.

Composition

25

30

35

40

Consultation	(3) The federal Minister and the Tlicho Government shall consult each other before making their appointments to the Board.	(3) Le ministre fédéral et le gouvernement tlicho se consultent avant d'effectuer leurs nominations respectives.	Consultation
Quorum	(4) A quorum of the Board consists of five members.	(4) Le quorum est de cinq membres.	Quorum
Main office	<b>55.</b> The main office of the Board shall be at Yellowknife or at another place in the Mackenzie Valley that is designated by the Governor in Council.	<b>55.</b> Le siège de l'Office est fixé à Yellowknife ou en tout autre lieu de la vallée du Mackenzie que détermine le gouverneur en conseil.	5 Siège
Chairperson may designate	<b>56.</b> (1) The chairperson shall designate three Board members — including at least one member appointed under any of paragraphs 54(2)(b) to (e), and at least one member not so appointed — to dispose of an application made to the Board in respect of a licence, permit or other authorization for the use of land or waters or the deposit of waste.	<b>56.</b> (1) Le président désigne, pour l'instruction d'une demande de permis ou autre autorisation visant l'utilisation des terres ou des eaux ou le dépôt de déchets, trois membres de l'Office, dont au moins un nommé en conformité avec l'un des alinéas 54(2)b) à e) et au moins un qui n'est pas ainsi nommé.	Pouvoir du président
Additional members	(2) If the chairperson is of the opinion that it is necessary, the chairperson may designate additional Board members to dispose of the application under subsection (1).	(2) Il peut, s'il l'estime nécessaire, désigner plus de trois membres de l'Office pour l'instruction d'une telle demande.	Membres supplémentaires
Member—application relating to region of Mackenzie Valley	(3) For the purposes of subsections (1) and (2), the chairperson shall, if it is reasonable to do so, designate,	(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), dans les cas où il est indiqué de le faire, le président désigne :	Membre—demande visant une région de la vallée du Mackenzie
35	(a) in the case of an application relating to the area described in appendix A to the Gwich'in Agreement, the member appointed under paragraph 54(2)(b);	a) le membre nommé en application de l'alinéa 54(2)b), si la demande vise la région décrite à l'annexe A de l'accord gwich'in;	
	(b) in the case of an application relating to the area described in appendix A to the Sahtu Agreement, the member appointed under paragraph 54(2)(c);	b) le membre nommé en application de l'alinéa 54(2)c), si la demande vise la région décrite à l'annexe A de l'accord du Sahtu;	
	(c) in the case of an application relating to Wekeezhii, the member appointed under paragraph 54(2)(d); or	c) le membre nommé en application de l'alinéa 54(2)d), si la demande vise le Wekeezhii;	30
	(d) in the case of an application relating to the regions of the Mackenzie Valley outside the settlement areas and Wekeezhii, at least one of the members appointed under paragraph 54(2)(e).	d) au moins un des membres nommés en application de l'alinéa 54(2)e), si la demande vise les régions de la vallée du Mackenzie situées à l'extérieur des régions désignées et du Wekeezhii.	35
Majority—decision of Board	(4) A decision with respect to the application, made by a majority of the members so designated, is considered to be a decision of the Board.	(4) Toute décision, en ce qui touche la demande, rendue à la majorité des membres ainsi désignés est une décision de l'Office.	Décision de l'Office

Acting after  
expiry of term

**57.** (1) If the chairperson is of the opinion that it is necessary for a member of the Board to continue to act after the expiry of that member's term in order for the Board to make a decision in relation to the issuance, amendment, renewal or cancellation of a permit or licence, as the case may be, the chairperson may request in writing that the federal Minister authorize the member to act in relation to that matter until a decision is made. For the purpose of the appointment of a replacement, their office is deemed to be vacant as soon as their term expires.

Request

(2) The request shall be made at least two months before the day on which the member's term expires.

Deemed  
acceptance

(3) If the federal Minister neither accepts nor rejects the request within two months after the day on which it is made, the request is deemed to be accepted.

2005, c. l, ss. 32,  
33, 35, 36 and  
37(1) and (2)(E)

**137. Sections 58 to 68 of the Act are replaced by the following:**

Objectives—  
Board

**58.** The Board shall regulate the use of land and waters and the deposit of waste so as to provide for the conservation, development and utilization of land and water resources in a manner that will provide the optimum benefit for present and future residents of the Mackenzie Valley in particular and Canadians generally.

Jurisdiction—  
land

**59.** (1) The Board has jurisdiction in respect of all uses of land in the Mackenzie Valley for which a permit is required under this Part and may, in accordance with the regulations, issue, amend, renew, suspend and cancel permits and other authorizations for the use of land, and approve the assignment of permits.

Subsurface  
rights

(2) For greater certainty, the Board's jurisdiction under subsection (1) includes a use of land that is required for the exercise of subsurface rights.

**57.** (1) S'il estime nécessaire que le membre de l'Office dont le mandat expire au cours de l'instruction d'une affaire concernant la délivrance, la modification, le renouvellement ou l'annulation d'un permis continue d'exercer ses attributions, le président peut demander, par écrit, au ministre fédéral d'autoriser le membre à continuer de les exercer à l'égard de cette affaire jusqu'à ce qu'une décision soit rendue. En ce qui concerne la nomination de son remplaçant, la vacance de son poste est réputée survenir dès l'expiration du mandat.

(2) La demande doit être présentée au moins deux mois avant l'expiration du mandat.

15

(3) Elle est réputée agréée si le ministre fédéral n'y donne pas suite dans les deux mois suivant sa présentation.

**137. Les articles 58 à 68 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

Attributions  
postérieures au  
mandat

5

Délai

2005, ch. 1,  
art. 32, 33, 35 et  
36 et par. 37(1)  
et (2)(A)

**58.** L'Office a pour mission de régir l'utilisation des terres et des eaux et le dépôt de déchets de manière à assurer la préservation, la mise en valeur et l'exploitation des terres et des eaux de la façon la plus avantageuse possible pour les habitants actuels et futurs de la vallée du Mackenzie en particulier et les Canadiens en général.

**59.** (1) L'Office a compétence en ce qui touche toute forme d'utilisation des terres dans la vallée du Mackenzie pour laquelle un permis d'utilisation des terres est nécessaire sous le régime de la présente partie. Il peut, à cet égard et en conformité avec les règlements, délivrer, modifier, renouveler, suspendre ou annuler tout permis d'utilisation des terres ou toute autre autorisation de même nature, ou en autoriser la cession.

(2) Il est entendu que l'utilisation des terres dans l'exercice d'un droit souterrain relève de la compétence de l'Office au titre du paragraphe 40 (1).

Mission de  
l'Office

Compétence sur  
les terres

Droit souterrain

Jurisdiction—  
water and waste  
in federal area

**60.** (1) The Board has jurisdiction in respect of all uses of waters and deposits of waste in a federal area in the Mackenzie Valley for which a licence is required under this Part and may, in accordance with the regulations, issue, amend, renew and cancel licences and approve the assignment of licences.

Jurisdiction—  
water and waste  
outside federal  
area

(1.1) The Board has jurisdiction in respect of all uses of waters and deposits of waste on lands outside a federal area in the Mackenzie Valley for which a licence is required under any territorial law and may, in accordance with that law,

- (a) issue, amend, renew, suspend and cancel licences and approve the assignment of licences;
- (b) include in a licence any conditions it considers appropriate;
- (c) determine the term of a licence;
- (d) determine the appropriate compensation to be paid by an applicant for a licence, or by a licensee who applies for an amendment or renewal of their licence, to persons who would be adversely affected by the proposed use of waters or deposit of waste;
- (e) require an applicant for a licence, a licensee or a prospective assignee of a licence to furnish and maintain security; and
- (f) on the request of a person who is subject to an order made by an inspector, review that order and confirm, vary or revoke it.

Suspension  
power

(2) The Board may suspend a licence in respect of a federal area for a specified period or until terms and conditions specified by the Board are complied with, if the licensee contravenes a provision of this Part or a term or condition of the licence.

**60.** (1) L'Office a compétence, dans la vallée du Mackenzie, en ce qui touche toute forme d'utilisation des eaux ou de dépôt de déchets dans des zones fédérales pour laquelle un permis d'utilisation des eaux est nécessaire sous le régime de la présente partie. Il peut, à cet égard et en conformité avec les règlements, délivrer, modifier, renouveler ou annuler un tel permis d'utilisation des eaux ou en autoriser la cession.

Compétence sur  
les eaux et le  
dépôt de  
déchets— zones  
fédérales

5

(1.1) L'Office a compétence, dans la vallée du Mackenzie, en ce qui touche toute forme d'utilisation des eaux ou de dépôt de déchets sur les terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale pour laquelle un permis d'utilisation des eaux est nécessaire sous le régime des règles de droit territoriales. Il peut, à cet égard, en conformité avec ces règles :

- a) délivrer, modifier, renouveler, suspendre ou annuler un tel permis d'utilisation des eaux ou en autoriser la cession;
- b) assortir un tel permis des conditions qu'il juge indiquées;
- c) déterminer la durée d'un tel permis;
- d) déterminer l'indemnité appropriée à payer par le demandeur d'un tel permis—ou, dans le cas de sa modification ou de son renouvellement, le titulaire de celui-ci—aux personnes à qui nuirait l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projetés;
- e) exiger du demandeur ou du titulaire d'un tel permis, ou de son éventuel cessionnaire, qu'il fournisse une garantie et qu'il la maintienne au même montant;
- f) sur demande de toute personne visée par un ordre donné par un inspecteur, réviser l'ordre et le confirmer, le modifier ou l'annuler.

Compétence—  
terres situées à  
l'extérieur d'une  
zone fédérale

10

(2) L'Office peut en outre suspendre tout permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale en cas de contravention, par le titulaire, des dispositions de la présente partie ou des conditions dont ce permis est assorti, et ce pour la période qu'il fixe ou jusqu'à ce que les conditions qu'il précise soient remplies.

Pouvoir de  
suspension

25

30

35

40

45

## Considerations

**60.1** In exercising its powers, the Board shall consider

- (a) the importance of conservation to the well-being and way of life of the aboriginal peoples of Canada to whom section 35 of the *Constitution Act, 1982* applies and who use an area of the Mackenzie Valley; and
- (b) any traditional knowledge and scientific information that is made available to it.

## Conformity with land use plan—settlement area

**61.** (1) The Board is not permitted to issue, amend or renew a licence, permit or other authorization that applies with respect to a settlement area except in accordance with an applicable land use plan under Part 2.

## Conformity with land use plan—Wekeezhii

(2) The Board is not permitted to issue, amend or renew a licence, permit or other authorization that applies with respect to Wekeezhii except in accordance with any land use plan, established under a federal, territorial or Tlicho law, that is applicable to any part of Wekeezhii.

## Conformity with Tlicho laws

**61.1** The Board is not permitted to exercise its discretionary powers relating to the use of Tlicho lands except in accordance with any Tlicho laws enacted under 7.4.2 of chapter 7 of the Tlicho Agreement.

## Requirements of Part 5

**62.** The Board is not permitted to issue a licence, permit or other authorization for the carrying out of a proposed development within the meaning of Part 5 unless the requirements of that Part have been complied with, and every licence, permit or authorization so issued shall include any conditions that are required to be included in it under a decision made under that Part.

## Copies of applications

**63. (1)** The Board shall provide a copy of each application made to the Board for a licence or permit to the owner of any land to which the application relates and to appropriate departments and agencies of the federal and territorial governments.

**60.1** Dans l'exercice de ses pouvoirs, l'Office tient compte, d'une part, de l'importance de préserver les ressources pour le bien-être et le mode de vie des peuples autochtones du Canada visés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* et qui utilisent les ressources d'une région de la vallée du Mackenzie et, d'autre part, des connaissances traditionnelles et des renseignements scientifiques mis à sa disposition.

Éléments à considérer

5

10

**61. (1)** L'Office ne peut procéder à la délivrance, à la modification ou au renouvellement d'un permis ou d'une autre autorisation visant une région désignée si ce n'est en conformité avec le plan d'aménagement territorial applicable aux termes de la partie 2.

Conformité avec le plan d'aménagement — région désignée

(2) Il ne peut procéder à la délivrance, à la modification ou au renouvellement d'un permis ou d'une autre autorisation visant le Wekeezhii si ce n'est en conformité avec quelque plan d'aménagement territorial établi en vertu d'une règle de droit fédérale ou territoriale ou d'une loi tlicho et applicable à quelque partie du Wekeezhii.

Conformité avec le plan d'aménagement — Wekeezhii

**61.1** L'Office ne peut exercer ses pouvoirs 25 Conformité avec discrétionnaires relativement à l'utilisation des terres tlichos de manière incompatible avec toute loi tlicho établie en vertu de l'article 7.4.2 de l'accord tlicho.

toute loi tlicho

**62.** L'Office ne peut délivrer de permis ou 30 Conditions : autre autorisation visant la réalisation d'un projet de développement au sens de la partie 5 avant que les conditions prévues par celle-ci ne soient remplies. Il est en outre tenu d'assortir le permis ou l'autorisation des conditions qui sont 35 imposées par les décisions rendues sous le régime de cette partie.

partie 5

**63. (1)** L'Office fournit une copie de toute demande de permis dont il est saisi aux ministères et organismes compétents des 40 40 gouvernements fédéral et territorial, ainsi qu'au propriétaire des terres visées.

Copie de la demande

Notice to communities and first nations	(2) The Board shall notify affected communities and first nations of an application made to the Board for a licence, permit or other authorization and allow a reasonable period of time for them to make representations to the Board with respect to the application.	(2) Il avise la collectivité et la première nation concernées de toute demande de permis ou autre autorisation dont il est saisi et leur accorde un délai suffisant pour lui présenter des observations à cet égard.	Avis à la collectivité et à la première nation
Notice to Tlicho Government	(3) The Board shall notify the Tlicho Government of an application made to the Board for a licence, permit or other authorization for the use of land or waters or the deposit of waste in Wekeezhii and allow a reasonable period of time for it to make representations to the Board with respect to the application.	(3) Il avise de plus le gouvernement tlicho de toute demande de permis ou autre autorisation dont il est saisi qui vise l'utilisation des terres ou des eaux ou le dépôt de déchets au Wekeezhii et lui accorde un délai suffisant pour lui présenter des observations à cet égard.	Avis au gouvernement tlicho
Consultation with Tlicho Government	(4) The Board shall consult the Tlicho Government before issuing, amending or renewing any licence, permit or other authorization for a use of Tlicho lands or waters on those lands or a deposit of waste on those lands or in those waters.	(4) Il consulte le gouvernement tlicho avant de délivrer, de modifier ou de renouveler un permis ou une autre autorisation visant l'utilisation des terres tlichos ou des eaux qui s'y trouvent ou le dépôt de déchets dans ces lieux.	Consultation du gouvernement tlicho
Heritage resources	<b>64.</b> (1) The Board shall seek and consider the advice of any affected first nation—and, with respect to Wekeezhii, the Tlicho Government—and any appropriate department or agency of the federal or territorial government respecting the presence of heritage resources that might be affected by a use of land or waters or a deposit of waste proposed in an application for a licence or permit.	<b>64.</b> (1) L'Office doit demander et étudier l'avis de toute première nation concernée, des ministères et organismes compétents des gouvernements fédéral et territorial et, s'agissant du Wekeezhii, du gouvernement tlicho, au sujet des ressources patrimoniales susceptibles d'être touchées par l'activité visée par la demande de permis dont il est saisi.	Ressources patrimoniales
Wildlife resources	(2) The Board shall, with respect to a settlement area or Wekeezhii, seek and consider the advice of the renewable resources board established by the applicable land claim agreement respecting the presence of wildlife and wildlife habitat that might be affected by a use of land or waters or a deposit of waste proposed in an application for a licence or permit.	(2) Il doit de plus, s'agissant d'une région désignée ou du Wekeezhii, demander et étudier l'avis de l'office des ressources renouvelables constitué par l'accord de revendication applicable au sujet des ressources fauniques et de leur habitat susceptibles d'être touchés par l'activité visée par la demande de permis.	Ressources fauniques
Guidelines and policies—permits	<b>65.</b> (1) Subject to the regulations, the Board may establish guidelines and policies respecting permits and other authorizations, including their issuance under this Part.	<b>65.</b> (1) L'Office peut, sous réserve des règlements, établir des principes directeurs et des directives concernant les permis d'utilisation des terres et autres autorisations, notamment en ce qui touche leur délivrance sous le régime de la présente partie.	Principes directeurs et directives : permis d'utilisation des terres
Guidelines and policies—licences	(2) Subject to the regulations and any territorial law, the Board may establish guidelines and policies respecting licences, including their issuance under this Part.	(2) L'Office peut, sous réserve des règlements et des règles de droit territoriales, établir des principes directeurs et des directives d'utilisation des eaux	Principes directeurs et directives : permis d'utilisation des eaux

Copies of  
licences and  
permits

**66.** The Board shall provide the federal Minister with copies of licences, permits and other authorizations issued under this Part and of decisions and orders relating to them.

Final decision

**67.** Subject to sections 32 and 72.13, or any approval requirement under any territorial law with respect to the issuance, renewal, amendment or cancellation of a licence, every decision or order of the Board is final and binding.

Public register

**68.** (1) The Board shall maintain at its main office, in any form that is prescribed by the regulations, a register convenient for use by the public in which shall be entered, for each application received and each licence or permit issued, the information prescribed by the regulations.

Register to be  
open to  
inspection

(2) The register shall be open to inspection by any person during the Board's normal business hours, subject to the payment of any fee prescribed by the regulations.

Copies of  
contents of  
register

(3) The Board shall, on request and on payment of any fee prescribed by the regulations, make available copies of information contained in the register.

Obligation to  
pay costs

**68.1** (1) For the federal Minister to recover costs incurred in relation to the consideration of an application for a licence or for the amendment, renewal or cancellation of a licence, the applicant or a licensee shall pay to the federal Minister

(a) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the Board or of its members;

(b) any costs incurred by the Board for services that are prescribed by the regulations and that are provided to it by a third party; and

concernant les permis d'utilisation des eaux, notamment en ce qui touche leur délivrance sous le régime de la présente partie.

**66.** L'Office fournit au ministre fédéral une copie des permis et autres autorisations délivrés sous le régime de la présente partie et de toute décision ou ordonnance rendue relativement à ceux-ci.

5 Copie des  
décisions

**67.** Sous réserve des articles 32 et 72.13 ou de toute exigence prévue par les règles de droit territoriales en matière d'agrément à l'égard de la délivrance, du renouvellement, de la modification ou de l'annulation des permis d'utilisation des eaux, les décisions et ordonnances de l'Office sont définitives.

10 Caractère  
définatif

15

**68.** (1) L'Office tient à son siège, en la forme réglementaire, un registre accessible au public et dans lequel sont portés, pour chaque demande qu'il reçoit et pour chaque permis qu'il délivre, les renseignements prévus par les règlements.

Registre public

(2) Toute personne peut, sur paiement des droits réglementaires, consulter le registre pendant les heures de bureau de l'Office.

20 Consultation

(3) L'Office fournit, sur demande et sur paiement des droits réglementaires, copie de renseignements contenus dans le registre.

25 Copies d'extraits  
du registre

#### COST RECOVERY

#### RECOUVREMENT DES COÛTS

**68.1** (1) Le demandeur ou le titulaire d'un permis d'utilisation des eaux est tenu de payer au ministre fédéral, afin de permettre à celui-ci de recouvrer les coûts liés à l'examen de la demande de permis ou au renouvellement, à la modification ou à l'annulation du permis :

30 Obligation de  
paiement

a) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions de l'Office ou de celles de ses membres;

b) les frais engagés par l'Office pour les services réglementaires qui lui ont été fournis par des tiers;

c) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions du ministre fédéral.

(c) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the federal Minister.

Debt due to Her Majesty

(2) The costs and amounts that a person is to pay under subsection (1) constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

**138. Section 60 of the Act is amended by 10 adding the following after subsection (3.1):**

Excluded period

(3.2) If a licence relates to a proposed development that is, under Part 5, subject to an environmental assessment, an environmental impact review or an examination of impacts on the environment that stands in lieu of an environmental impact review, then the period that is taken to complete that assessment, review or examination is not included in the calculation of the time limit under subsection 24.2(1) or 20 24.3(1) of the *Northwest Territories Waters Act* or of its extension.

Suspension of time limit

(3.3) A board may suspend a time limit referred to in subsection 24.2(1) or 24.3(1) of the *Northwest Territories Waters Act* or the 25 extension of such a limit

(a) if the board determines that the applicant is required to pay compensation, or to enter into a compensation agreement, under subsection 14(4) of that Act, until the applicant 30 satisfies the board that the compensation has been or will be paid or that they have entered into a compensation agreement, as the case may be;

(b) if the board is not permitted to issue a 35 licence except in accordance with subsection 15.1(1) of that Act, until the applicant has entered into a compensation agreement under paragraph 15.1(1)(a) of that Act or until a determination of compensation has been 40 made under paragraph 15.1(1)(b) of that Act, as the case may be; or

5 (2) Les frais et les sommes que l'intéressé est tenu de payer en application du paragraphe (1) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal 5 compétent.

Créances de Sa Majesté

**138. L'article 60 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3.1), de ce qui suit :**

(3.2) Dans le cas où un permis d'utilisation 10 Période exclue des délais des eaux concerne un projet de développement qui fait l'objet d'une évaluation environnementale, d'une étude d'impact ou d'un examen des répercussions environnementales qui tient lieu d'étude d'impact effectué sous le régime de la partie 5, la période prise pour compléter l'évaluation, l'étude ou l'examen n'est pas comprise dans le calcul des délais prévus aux paragraphes 24.2(1) et 24.3(1) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* ou de leur prolongation.

(3.3) L'office peut suspendre les délais prévus aux paragraphes 24.2(1) et 24.3(1) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* ou leur prolongation, tant que : 25

Suspension des délais

a) dans le cas où l'office décide que le demandeur est tenu de payer une indemnité—ou qu'il est tenu de conclure un accord d'indemnisation—au titre du paragraphe 14(4) de cette loi, le demandeur n'a pas 30 prouvé à l'office qu'il a payé cette indemnité ou qu'il la paiera ou qu'il a conclu l'accord, selon le cas;

b) dans le cas où l'office ne peut délivrer un permis qu'en conformité avec le paragraphe 35 15.1(1) de cette loi, le demandeur n'a pas conclu un accord d'indemnisation en application de l'alinéa 15.1(1)a) de cette loi ou qu'une indemnité n'a pas été fixée en vertu de l'alinéa 15.1(1)b) de cette loi, selon le cas; 40

c) dans le cas où l'office décide que le demandeur est tenu de conclure un accord d'indemnisation au titre des articles 77 ou

(c) if the board determines that the applicant is required to enter into a compensation agreement under section 77 or 79.1, until the applicant satisfies the board that they have done so or the board has determined, under section 79 or 79.3, the compensation payable by the applicant.

2002, c. 10,  
s. 178; 2005,  
c. 1, s. 34

**139. Section 60 of the Act is replaced by the following:**

**60.** (1) A board has jurisdiction in respect of all uses of waters and deposits of waste in a federal area in its management area for which a licence is required under this Part and may, in accordance with the regulations, issue, amend, renew and cancel licences and approve the assignment of licences.

Jurisdiction—  
water and waste  
in federal area

(1.1) A board has jurisdiction in respect of all uses of waters and deposits of waste on lands outside a federal area in its management area for which a licence is required under any territorial law and may, in accordance with that law,

- (a) issue, amend, renew, suspend and cancel licences and approve the assignment of licences;
- (b) include in a licence any conditions it considers appropriate;
- (c) determine the term of a licence;
- (d) determine the appropriate compensation to be paid by an applicant for a licence, or by a licensee who applies for an amendment or renewal of their licence, to persons who would be adversely affected by the proposed use of waters or deposit of waste;
- (e) require an applicant for a licence, a licensee or a prospective assignee of a licence to furnish and maintain security; and
- (f) on the request of a person who is subject to an order made by an inspector, review that order and confirm, vary or revoke it.

79.1, le demandeur ne lui a pas prouvé qu'il l'a conclu ou l'office n'a pas fixé l'indemnité prévue aux articles 79 ou 79.3.

5

**139. L'article 60 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2002, ch. 10,  
art. 178; 2005,  
ch. 1, art. 34

**60.** (1) L'office a compétence, dans sa zone de gestion, en ce qui touche toute forme d'utilisation des eaux ou de dépôt de déchets dans des zones fédérales pour laquelle un permis d'utilisation des eaux est nécessaire sous le régime de la présente partie. Il peut, à cet égard et en conformité avec les règlements, délivrer, modifier, renouveler ou annuler un tel permis d'utilisation des eaux ou en autoriser la cession.

Compétence sur  
les eaux et le  
dépôt de  
déchets— zones  
fédérales

15

(1.1) L'office a compétence, dans sa zone de gestion, en ce qui touche toute forme d'utilisation des eaux ou de dépôt de déchets sur les terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale pour laquelle un permis d'utilisation des eaux est nécessaire sous le régime des règles de droit territoriales. Il peut, à cet égard, en conformité avec ces règles :

- a) délivrer, modifier, renouveler, suspendre ou annuler un tel permis d'utilisation des eaux ou en autoriser la cession;
- b) assortir un tel permis des conditions qu'il juge indiquées;
- c) déterminer la durée d'un tel permis;
- d) déterminer l'indemnité appropriée à payer par le demandeur d'un tel permis— ou, dans le cas de sa modification ou de son renouvellement, le titulaire de celui-ci— aux personnes à qui nuirait l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projetés;
- e) exiger du demandeur ou du titulaire d'un tel permis, ou de son éventuel cessionnaire, qu'il fournisse une garantie et qu'il la maintienne au même montant;

Compétence—  
terres situées à  
l'extérieur d'une  
zone fédérale

35

Suspension power

(2) A board may suspend a licence in respect of a federal area for a specified period, or until terms and conditions specified by it are complied with, if the licensee contravenes a provision of this Part or a term or condition of the licence.

Guidelines and policies—permits

**140. Section 65 of the Act is replaced by the following:**

**65.** (1) Subject to the regulations, a board may establish guidelines and policies respecting permits and other authorizations, including their issuance under this Part.

Guidelines and policies—licences

(2) Subject to the regulations and any territorial law, a board may establish guidelines and policies respecting licences, including their issuance under this Part.

Final decision

**141. (1) Section 67 of the Act is replaced by the following:**

**67.** Subject to sections 32 and 72.13, or any approval requirement under any territorial law with respect to the issuance, renewal, amendment or cancellation of a licence, every decision or order of a board is final and binding.

Public register

**68. (1)** A board shall maintain at its main office, in any form that is prescribed by the regulations, a register convenient for use by the public in which shall be entered, for each application received and each licence or permit issued, the information prescribed by the regulations.

Register to be open to inspection

(2) The register shall be open to inspection by any person during the board's normal business hours, subject to the payment of any fee prescribed by the regulations.

f) sur demande de toute personne visée par un ordre donné par un inspecteur, réviser l'ordre et le confirmer, le modifier ou l'annuler.

(2) L'office peut en outre suspendre tout permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale en cas de contravention, par le titulaire, des dispositions de la présente partie ou des 5 conditions dont ce permis est assorti, et ce pour la période qu'il fixe ou jusqu'à ce que les 10 conditions qu'il précise soient remplies.

5 Pouvoir de suspension

**140. L'article 65 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**65.** (1) L'office peut, sous réserve des règlements, établir des principes directeurs et des 10 directives concernant les permis d'utilisation des terres et autres autorisations, notamment en ce qui touche leur délivrance sous le régime de la présente partie.

Principes directeurs et directives : permis d'utilisation des terres

(2) L'office peut, sous réserve des règlements et des règles de droit territoriales, établir des 15 principes directeurs et des directives concernant les permis d'utilisation des eaux, notamment en ce qui touche leur délivrance sous le régime de la présente partie.

Principes directeurs et directives : permis d'utilisation des eaux

25

**141. (1) L'article 67 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**67.** Sous réserve des articles 32 et 72.13 ou de toute exigence prévue par les règles de droit territoriales en matière d'agrément à l'égard de 20 la délivrance, du renouvellement, de la modification ou de l'annulation des permis d'utilisation des eaux, les décisions et ordonnances de l'office sont définitives.

Caractère définitif

**68. (1)** L'office tient à son siège, en la forme 35 Registre public réglementaire, un registre accessible au public et dans lequel sont portés, pour chaque demande qu'il reçoit et pour chaque permis d'utilisation des terres et permis d'utilisation des eaux qu'il délivre, les renseignements prévus par les 40 30 règlements.

(2) Toute personne peut, sur paiement des droits réglementaires, consulter le registre pendant les heures de bureau de l'office.

Consultation

Copies of contents of register

(3) A board shall, on request and on payment of any fee prescribed by the regulations, make available copies of information contained in the register.

Final decision

**(2) Section 67 of the Act is replaced by the following:**

**67.** Subject to sections 32 and 72.13 and subsections 125(1.2) and (4), or any approval requirement under any territorial law with respect to the issuance, renewal, amendment or cancellation of a licence, every decision or order of the Board is final and binding.

Protection of environment

**142. (1) The portion of section 69 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**69.** Before issuing a permit for a use of land, the Board shall, with respect to conditions of the permit for the protection of the environment, consult

Delegation to staff

**(2) Paragraph 69(b) of the Act is replaced by the following:**

**(b)** the minister of the Government of Canada having administration and control of the land in the case of any land under that minister's administration and control; or

**143. Section 70 of the Act is replaced by the following:**

**70.** The Board may, by instrument of delegation, specify permits from among a class prescribed by the regulations that an employee of the Board named in the instrument may issue, amend or renew and whose assignment the employee may approve.

Furnishing security

**144. Subsections 71(1) to (3) of the Act are replaced by the following:**

**71. (1)** The Board may require, as a condition of a permit or as a condition of the assignment of a permit, that security be furnished to the federal Minister in a form prescribed by the regulations or a form satisfactory to the federal Minister and in an amount specified in, or determined in accordance with, the regulations.

(3) L'office fournit, sur demande et sur paiement des droits réglementaires, copie de renseignements contenus dans le registre.

Copies d'extraits du registre

**5 (2) L'article 67 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**67.** Sous réserve des articles 32 et 72.13, des paragraphes 125(1.2) et (4) ou de toute exigence prévue par les règles de droit territoriales en matière d'agrément à l'égard de la délivrance, du renouvellement, de la modification ou de l'annulation des permis d'utilisation des eaux, les décisions et ordonnances de l'Office sont définitives.

**142. (1) Le passage de l'article 69 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

**69.** L'Office doit, avant de délivrer un permis d'utilisation des terres, consulter les personnes suivantes au sujet des conditions dont celui-ci doit être assorti en ce qui concerne la protection de l'environnement :

**(2) L'alinéa 69b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**b)** dans les cas de terres dont un ministre du gouvernement du Canada a la gestion et la maîtrise, ce ministre;

**143. L'article 70 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**70.** L'Office peut, par acte précisant, parmi les catégories réglementaires, les permis visés, déléguer au membre de son personnel qui y est nommé son pouvoir de délivrer, de modifier ou de renouveler les permis d'utilisation des terres, ou d'en autoriser la cession.

Protection de l'environnement

Délégation

**144. Les paragraphes 71(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

**71. (1)** L'Office peut imposer, à titre de condition d'un permis d'utilisation des terres ou de la cession d'un tel permis, la fourniture au ministre fédéral, en la forme réglementaire ou jugée acceptable par celui-ci, d'une garantie dont le montant est soit fixé par les règlements, soit calculé en conformité avec ceux-ci.

Garantie

Notice	(2) The federal Minister shall notify the Board of the furnishing of security so required.	(2) Le ministre fédéral notifie à l'Office la fourniture de la garantie exigée.	Notification
Application of security	(3) If damage to lands results from a permittee's contravention of any provision of the regulations or a permit, the Board may request of the federal Minister that all or part of the security furnished by the permittee be applied toward the costs incurred in repairing the damage.	(3) L'Office peut demander au ministre fédéral l'affectation de tout ou partie de la garantie à la réparation des dommages causés, par le titulaire, aux terres du fait de la contravention des règlements ou des conditions du permis.	Utilisation de la garantie
			5
			10
	<b>145. Section 72 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>145. L'article 72 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	10
	<b>SPECIAL RULES FOR THE USE OF WATERS AND THE DEPOSIT OF WASTE</b>	<b>RÈGLES PROPRES À L'UTILISATION DES EAUX ET AU DÉPÔT DE DÉCHETS</b>	
	<i>Prohibitions</i>	<i>Interdictions</i>	
Use of waters	<b>72.</b> (1) Except as authorized under the <i>Dominion Water Power Act</i> , and subject to subsection (2), no person shall use, or permit the use of, waters in a federal area within a water management area except	<b>72.</b> (1) Sauf dans la mesure autorisée par la <i>Loi sur les forces hydrauliques du Canada</i> et sous réserve du paragraphe (2), il est interdit, dans une zone fédérale, d'utiliser—ou de permettre que soient utilisées—les eaux d'une zone de gestion des eaux contrairement aux conditions d'un permis d'utilisation des eaux ou sans l'autorisation réglementaire visée à l'alinéa 90.3(1)m).	Utilisation des eaux
	(a) in accordance with the conditions of a licence; or		
	(b) as authorized by regulations made under paragraph 90.3(1)(m).		
		20	
Exemptions from application of subsection (1)	(2) Subsection (1) does not apply in respect of the use of waters	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'utilisation des eaux :	Sauvegarde de certains droits d'utilisation
	(a) by a domestic user;	a) par un usager domestique;	
	(b) by an instream user; or	b) par un usager ordinaire;	
	(c) for the purpose of extinguishing a fire or, in an emergency, controlling or preventing a flood.	c) en vue d'éteindre un incendie ou, en cas d'urgence, de contenir ou de prévenir une inondation.	25
Duties in certain cases	(3) If any person diverts waters for a purpose set out in paragraph (2)(c), the person shall, when the need for the diversion has ceased, discontinue the diversion and, in so far as possible, restore the original channel conditions.	(3) Tout détournement des eaux éventuellement effectué dans les cas visés à l'alinéa (2)c) doit prendre fin—and, dans la mesure du possible, le cours original être rétabli—dès qu'il n'a plus de raison d'être.	Obligations dans certains cas
Deposit of waste	<b>72.01</b> (1) Except in accordance with the conditions of a licence or as authorized by regulations made under paragraph 90.3(1)(n), no person shall, subject to subsection (2), deposit or permit the deposit of waste in a federal area	<b>72.01</b> (1) Sauf autorisation par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)n) ou aux conditions prévues dans un permis d'utilisation des eaux, il est interdit, sous réserve du paragraphe (2), dans une zone fédérale, de déposer des déchets—ou d'en permettre le dépôt—dans des eaux d'une zone de gestion des eaux ainsi qu'en tout autre endroit dans des	Dépôt des déchets
	(a) in any waters in a water management area; or	40	

	(b) in any other place under conditions in which the waste, or any other waste that results from the deposit of that waste, may enter any waters in a water management area.	conditions qui permettent à ces déchets ou à ceux résultant de leur dépôt d'atteindre ces eaux.	
Exception	(2) Subsection (1) does not apply to the deposit of waste in waters that form part of a water quality management area designated under the <i>Canada Water Act</i> if the waste so deposited is of a type and quantity, and deposited under conditions, prescribed by regulations made by the Governor in Council under paragraph 18(2)(a) of that Act with respect to that water quality management area.	5 (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au dépôt de déchets dans des eaux comprises dans une zone de gestion qualitative des eaux désignée en application de la <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i> si, étant donné la nature et la quantité des déchets déposés et les conditions dans lesquelles s'effectue le dépôt, 10 celui-ci est prescrit par règlement d'application de l'alinéa 18(2)a) de cette loi relativement à cette zone.	Exception
Duty to report unlawful deposits of waste	(3) If waste is deposited in contravention of this section, every person who owns the waste or has the charge, management or control of it—or who caused or contributed to the deposit—shall, without delay, in accordance with the regulations, if any, made under paragraph 90.3(1)o), report the deposit to the person or authority designated under that paragraph or, if no such person or authority has been designated, to an inspector designated under subsection 84(1).	15 au présent article, quiconque a la propriété ou la maîtrise des déchets, ou a contribué au dépôt ou l'a causé, doit signaler sans délai le fait, conformément aux éventuels règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)o), à la personne ou autorité désignée en application des règlements 20 pris en vertu de cet alinéa ou, à défaut, à un inspecteur désigné en application du paragraphe 84(1).	Déclaration des dépôts illégaux
Exemption—Tlicho communities	72.02 Sections 72 and 72.01 do not apply in respect of a use of waters or a deposit of waste in a Tlicho community if the local government of that community has enacted a bylaw providing that a licence is not required for that type of use or deposit.	72.02 Les articles 72 et 72.01 ne s'appliquent pas à l'égard de l'utilisation des eaux ou 25 du dépôt de déchets dans une collectivité tlicho si un règlement municipal établi par l'administration locale de cette collectivité prévoit, à 30 l'égard du type d'utilisation ou de dépôt projeté, qu'il n'est pas requis d'obtenir un permis 30 d'utilisation des eaux.	Exception—collectivités tlichos
Issuance	Licences	Permis d'utilisation des eaux	Délivrance
	72.03 (1) Subject to this section, a board may issue, in accordance with the criteria set out in the regulations made under paragraph 90.3(1)c), type A licences and type B licences permitting the applicant for the licence, on payment of the fees prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(k), at the times and in the manner prescribed by any applicable regulations made under paragraph 90.3(1)(l) or, in the absence of such regulations, at the times and in the manner set out in the licence, to use waters or deposit waste, or both, in a federal	72.03 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, l'office peut délivrer, en conformité avec les critères énoncés dans les règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)c), 35 des permis d'utilisation des eaux de type A ou de type B autorisant, aux conditions qui y sont fixées et sur paiement des droits d'utilisation fixés par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)k), les demandeurs à utiliser les eaux ou 40 à déposer des déchets, ou les deux, dans une zone fédérale, aux dates et de la manière	

## Term

area in connection with the operation of an appurtenant undertaking and in accordance with the conditions specified in the licence.

(2) A licence issued under subsection (1) may be issued for a term

(a) of not more than 25 years, in the case of a type A licence that is in respect of a class of undertakings prescribed by the regulations or a type B licence; or

(b) of not more than the anticipated duration 10 of the appurtenant undertaking, in the case of a type A licence other than one described in paragraph (a).

## Specific uses

(3) The board shall not issue a licence in respect of a use of waters referred to in subsection 72(2).

## Refusal to issue

(4) The board shall not refuse to issue a licence merely because the use of waters or deposit of waste in respect of which the application for the licence is made is already 20 authorized by regulations made under paragraph 90.3(1)(m) or (n).

## Conditions for issue

(5) The board shall not issue a licence in respect of a federal area unless the applicant satisfies the board that

(a) either

(i) the use of waters or the deposit of waste proposed by the applicant would not adversely affect, in a significant way, the use of waters, whether in or outside the 30 federal area to which the application relates,

(A) by any existing licensee who holds a licence issued under this Act or any other licence relating to the use of waters 35 or deposit of waste, or both, issued under any territorial law or the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*, or

(B) by any other applicant whose proposed use of waters would take precedence over the applicant's proposed use by virtue of section 72.26 or any territorial law, or

prévues soit par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)*l*) soit, à défaut, par le permis, pour l'exploitation de l'entreprise en cause.

(2) La durée des permis d'utilisation des eaux visés au paragraphe (1) n'excède pas : Durée 5

a) vingt-cinq ans, dans le cas des permis de type A à l'égard des catégories d'entreprises prévues par règlement et des permis de type B;

b) la durée prévue de l'entreprise en cause, 10 dans le cas des autres permis de type A.

(3) L'office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux à l'égard des utilisations des eaux mentionnées au paragraphe 72(2). Utilisations spécifiques

(4) L'office ne peut refuser de délivrer un permis d'utilisation des eaux au seul motif que les règlements pris en vertu des alinéas 90.3(1)*m*) ou *n*) autorisent déjà l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets en cause. Refus

(5) L'office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale 20 Conditions 25 que si le demandeur lui prouve :

a) que :

(i) soit l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté ne nuira pas de façon 25 appréciable à l'utilisation des eaux, qu'elle ait lieu ou non dans la zone fédérale visée par la demande, par :

(A) soit le titulaire d'un permis délivré sous le régime de la présente loi, ou d'un autre permis visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux, délivré sous le régime des règles de droit territoriales ou de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*,

(B) soit un autre demandeur qui, si sa demande de permis d'utilisation des eaux était accordée, aurait priorité sur le demandeur en application de l'article 40 72.26 ou des règles de droit territoriales,

- (ii) every licensee and applicant to whom subparagraph (i) applies has entered into a compensation agreement with the applicant;
- (b) compensation that the board considers appropriate has been or will be paid by the applicant to any other applicant who is described in clause (a)(i)(B) but to whom paragraph (a) does not apply, and to any of the following who were licensees, users, 10 depositors, owners, occupiers or holders, whether in or outside the federal area to which the application relates, at the time when the applicant filed an application with the board in accordance with the regulations 15 made under paragraphs 90.3(1)(d) and (e), who would be adversely affected by the use of waters or the deposit of waste proposed by the applicant, and who have notified the board within the time period stipulated in the 20 notice of the application given under subsection 72.16(1):
- (i) licensees who hold a licence issued under this Act or any other licence relating to the use of waters or deposit of waste, or 25 both, issued under any territorial law or the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act* and to whom paragraph (a) does not apply,
  - (ii) domestic users, 30
  - (iii) instream users,
  - (iv) authorized users,
  - (v) authorized waste depositors,
  - (vi) persons who use waters or deposit waste, or both, without a licence under the 35 authority of any territorial law,
  - (vii) persons referred to in paragraph 61(d) of the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*,
  - (viii) owners of property, 40
  - (ix) occupiers of property, and
  - (x) holders of outfitting concessions, registered trapline holders, and holders of other rights of a similar nature;
- (ii) soit le demandeur ou titulaire visé au sous-alinéa (i) a conclu un accord d'indemnisation avec lui;
- b) qu'une indemnité appropriée a été ou sera payée par le demandeur aux autres demandeurs mentionnés à la division a)(i)(B) mais auxquels l'alinéa a) ne s'applique pas ainsi qu'aux personnes, qu'elles soient ou non dans la zone fédérale visée par la demande, qui ont notifié l'office dans le délai prévu 10 dans l'avis donné par celui-ci en application du paragraphe 72.16(1) et à qui nuirait l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté, si, au moment de la demande faite conformément aux règlements pris en vertu 15 des alinéas 90.3(1)d) et e), ces personnes étaient :
- (i) des titulaires d'un permis d'utilisation des eaux délivré sous le régime de la présente loi ou d'un autre permis visant 20 l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux, délivré sous le régime des règles de droit territoriales ou de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut* auxquels 25 l'alinéa a) ne s'applique pas,
  - (ii) des usagers domestiques,
  - (iii) des usagers ordinaires,
  - (iv) des usagers agréés,
  - (v) des personnes autorisées à déposer des 30 déchets,
  - (vi) des personnes qui utilisent les eaux ou déposent des déchets, ou les deux, sans permis d'utilisation des eaux, en conformité avec les règles de droit territoriales, 35
  - (vii) des personnes visées à l'alinéa 61d) de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*,
  - (viii) les propriétaires d'un bien-fonds,
  - (ix) les occupants d'un bien-fonds, 40
  - (x) les titulaires d'une concession de pourvoirie, de permis de trappeurs et d'autres droits de nature similaire;

<p>(c) any waste that would be produced by the appurtenant undertaking will be treated and disposed of in a manner that is appropriate for the maintenance of</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) water quality standards prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(h) or, in the absence of such regulations, any water quality standards that the board considers acceptable, and</li> <li>(ii) effluent standards prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(i) or, in the absence of such regulations, any effluent standards that the board considers acceptable; and</li> </ul> <p>(d) the financial responsibility of the applicant, taking into account the applicant's past performance, is adequate for</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) the completion of the appurtenant undertaking,</li> <li>(ii) any mitigative measures that may be required, and</li> <li>(iii) the satisfactory maintenance and restoration of the site in the event of any future closing or abandonment of that undertaking.</li> </ul>	<p>c) que le traitement et l'élimination des déchets produits par l'entreprise en cause pour l'exploitation de laquelle les eaux seront utilisées se feront de manière à respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) les normes de qualité des eaux fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)h ou, à défaut, celles que l'office juge acceptables;</li> <li>(ii) les normes relatives à la qualité des effluents fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)i ou, à défaut, celles que l'office juge acceptables;</li> </ul> <p>d) que sa solvabilité est de nature, compte tenu de son dossier antérieur, à lui permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) de procéder à l'achèvement de l'entreprise en cause,</li> <li>(ii) de prendre les mesures d'atténuation nécessaires,</li> <li>(iii) de procéder à l'entretien et à la restauration du site en cas d'abandon ou de fermeture.</li> </ul>
<p>Factors in determining compensation</p> <p>Factors in determining compensation</p> <p>Conditions</p> <p>72.04 (1) Subject to this Act and its regulations, a board may include in a licence in respect of a federal area any conditions that it considers appropriate, including conditions</p>	<p>Facteurs de détermination de l'indemnité</p> <p>Facteurs de détermination de l'indemnité</p> <p>Conditions</p> <p>72.04 (1) Sous réserve de la présente loi et de ses règlements, l'office peut assortir le permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale des conditions qu'il juge indiquées, notamment en ce qui touche :</p>
<p>25</p> <p>25</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p>	<p>25</p> <p>25</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p>
<p>(6) In determining the compensation that is appropriate for the purpose of paragraph (5)(b), the board shall consider all relevant factors, including</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) provable loss or damage;</li> <li>(b) potential loss or damage;</li> <li>(c) the extent and duration of the adverse effect, including the incremental adverse effect;</li> <li>(d) the extent of the use of waters by persons who would be adversely affected; and</li> <li>(e) nuisance, inconvenience and noise.</li> </ul>	<p>(6) Pour déterminer l'indemnité appropriée pour l'application de l'alinéa (5)b), l'office tient compte de tous les facteurs pertinents, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) de toute preuve de perte ou de dommage;</li> <li>b) de toute possibilité de perte ou de dommage;</li> <li>c) de l'importance et de la durée des effets négatifs, y compris les effets négatifs cumulatifs;</li> <li>d) de l'importance de l'utilisation des eaux par les personnes à qui elle nuirait;</li> <li>e) des nuisances, des inconvenients et du bruit.</li> </ul> <p>72.04 (1) Sous réserve de la présente loi et de ses règlements, l'office peut assortir le permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale des conditions qu'il juge indiquées, notamment en ce qui touche :</p>

Board to minimize adverse effects

Conditions relating to waste

- (a) relating to the manner of use of waters permitted to be used under the licence;
- (b) relating to the quantity, concentration and types of waste that may be deposited in any waters by the licensee; 5
- (c) under which any such waste may be so deposited;
- (d) relating to studies to be undertaken, works to be constructed, plans to be submitted, and monitoring programs to be 10 undertaken; and
- (e) relating to any future closing or abandonment of the appurtenant undertaking.

(2) In fixing the conditions of a licence in respect of a federal area, the board shall make 15 all reasonable efforts to minimize any adverse effects of the issuance of the licence on any of the following who would be adversely affected by the use of waters or the deposit of waste proposed by the applicant, and who have 20 notified the board within the time period stipulated in the notice of the application given under subsection 72.16(1), whether they are in or outside the federal area to which the application relates, at the time when the board 25 is considering the fixing of those conditions:

- (a) licensees who hold a licence in respect of a federal area or in respect of lands outside a federal area;
- (b) domestic users; 30
- (c) instream users;
- (d) authorized users;
- (e) authorized waste depositors;
- (f) persons who use waters or deposit waste, or both, without a licence under the authority 35 of any territorial law;
- (g) owners of property;
- (h) occupiers of property; and
- (i) holders of outfitting concessions, registered trapline holders, and holders of other 40 rights of a similar nature.

(3) If a board issues a licence in respect of a federal area whose waters form part of a water quality management area designated under the

- a) le mode d'utilisation des eaux visées par le permis;
- b) la quantité, la concentration et le type de déchets pouvant être déposés dans les eaux par le titulaire; 5
- c) l'opération de dépôt proprement dite;
- d) les études à mener, les travaux à réaliser, les plans à proposer et les programmes de surveillance à entreprendre;
- e) tout éventuel abandon ou fermeture de 10 l'entreprise en cause.

Décision de l'office

(2) Le cas échéant, l'office s'efforce, dans la mesure du possible, de minimiser les effets négatifs des conditions—du fait de l'utilisation des eaux ou du dépôt de déchets projeté—sur 15 les personnes mentionnées aux alinéas a) à h) qui ont notifié l'office dans le délai prévu dans l'avis donné par celui-ci en application du paragraphe 72.16(1), qu'elles soient ou non, à ce moment, dans la zone fédérale visée par la 20 demande :

- a) les titulaires d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale;
- b) les usagers domestiques; 25
- c) les usagers ordinaires;
- d) les usagers agréés;
- e) les personnes autorisées à déposer des déchets;
- f) des personnes qui utilisent les eaux ou 30 déposent des déchets, ou les deux, sans permis d'utilisation des eaux, en conformité avec les règles de droit territoriales;
- g) les propriétaires d'un bien-fonds;
- h) les occupants d'un bien-fonds; 35
- i) les titulaires d'une concession de pourvoirie, de permis de trappeurs et d'autres droits de nature similaire.

Conditions relatives aux déchets

(3) Les conditions doivent être au moins aussi sévères, dans le cas d'un permis d'utilisation des eaux visant des eaux d'une zone 40

*Canada Water Act*, it is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of the regulations made under paragraph 18(2)(a) of that Act with respect to those waters.

Non-application  
of regulations  
under *Canada  
Water Act*

(4) If a board issues a licence in respect of a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*,

(a) if any regulations made under paragraph 90.3(1)(h) are in force for those waters, the board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are not based on the water quality standards prescribed for those waters by those regulations; and

(b) if any regulations made under paragraph 90.3(1)(i) are in force for those waters, the board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the effluent standards prescribed in relation to those waters by those regulations.

Application of  
*Fisheries Act*

(5) If a board issues a licence in respect of a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*, and to which any regulations made under subsection 36(5) of the *Fisheries Act* apply, it is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of those regulations that relate to the deposit of deleterious substances as defined in subsection 34(1) of that Act.

Conditions  
relating to works

(6) The board shall include in a licence in respect of a federal area conditions that are at least as stringent as any applicable standards prescribed by any regulations made under paragraph 90.3(1)(j).

Licence  
conditions  
deemed  
amended

(7) If regulations referred to in subsection (3), (4), (5) or (6) are made or amended after the issuance of a licence in respect of a federal area, the conditions of the licence are deemed to be 45

fédérale comprises dans une zone de gestion qualitative des eaux désignée en application de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, que les restrictions imposées par règlement pris en vertu de l'alinéa 18(2)a de cette loi en matière de dépôt de déchets à l'égard de ces eaux.

(4) Les conditions dont peut être assorti en matière de dépôt de déchets un permis d'utilisation des eaux visant des eaux d'une zone fédérale non comprises dans une zone de gestion qualitative des eaux désignée en application de la *Loi sur les ressources en eau du Canada* doivent être :

a) soit fondées sur les normes de qualité fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)h;

b) soit au moins aussi sévères que les normes relatives à la qualité des effluents pour ces eaux fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)i.

Non-application  
des règlements  
pris en vertu de  
*Loi sur les  
ressources en  
eau du Canada*

Application de la  
*Loi sur les  
pêches*

(5) Les conditions doivent être au moins aussi sévères, dans le cas d'un permis d'utilisation des eaux visant des eaux d'une zone fédérale non comprises dans une zone de gestion qualitative des eaux désignée en application de la *Loi sur les ressources en eau du Canada* et régies par des règlements d'application du paragraphe 36(5) de la *Loi sur les pêches*, que les restrictions imposées en matière d'immersion ou de rejet de substances nocives, au sens du paragraphe 34(1) de cette loi, à l'égard de ces eaux, par ces règlements.

(6) Le permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale doit être assorti de conditions qui sont au moins aussi sévères que les normes fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)j.

(7) Les conditions sont réputées automatiquement modifiées, dans la mesure où cela est nécessaire pour l'application des paragraphes (3), (4), (5) ou (6), par la prise ou la

Conditions  
relatives aux  
ouvrages et  
structures

Présomption de  
modification

Inuit-owned land	amended to the extent, if any, that is necessary to comply, or remain in compliance, with that subsection.	modification, après la délivrance du permis d'utilisation des eaux, des règlements visés à ces paragraphes.	Terres inuites
Payment of compensation	(1) A board shall not issue a licence in respect of a use of waters or a deposit of waste in a federal area that may substantially alter the quality, quantity or flow of waters flowing through Inuit-owned land, unless  (a) the applicant has entered into an agreement with the designated Inuit organization to pay compensation for any loss or damage that may be caused by the alteration; or  (b) if there is no agreement,  (i) on the request of the applicant or the designated Inuit organization, the board has made a joint determination of the appropriate compensation with the Nunavut Water Board, or  (ii) if the board and the Nunavut Water Board are unable to jointly determine compensation, a judge of the Nunavut Court of Justice has determined the compensation.	(1) L'office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux à l'égard d'une activité—utilisation des eaux ou dépôt de déchets dans une zone fédérale—susceptible d'altérer sensiblement la qualité, la quantité ou le débit des eaux traversant une terre inuite que dans les cas suivants :  a) le demandeur a conclu avec l'organisation inuite désignée un accord d'indemnisation relativement aux pertes ou dommages susceptibles d'être causés par le changement;  b) à défaut d'accord :  (i) soit l'office a, à la requête de l'une ou l'autre des parties et conjointement avec l'Office des eaux du Nunavut, fixé une indemnité convenable,  (ii) soit, faute d'entente avec l'Office des eaux du Nunavut sur l'indemnité mentionnée au sous-alinéa (i), celle-ci a été fixée par un juge de la Cour de justice du Nunavut.	5 10 15
Costs	(2) The payment of compensation referred to in paragraph (1)(b) shall be a condition of the licence.	(2) Le paiement de l'indemnité visée à l'alinéa (1)b) fait partie des conditions du permis d'utilisation des eaux.	Paiement de l'indemnité
Negotiation to be in good faith	(3) Unless otherwise determined by the Nunavut Water Board, costs incurred by the designated Inuit organization as a result of a request referred to in subparagraph (1)(b)(i) shall be paid by the applicant.	(3) Sauf décision contraire de l'Office des eaux du Nunavut, les frais faits par l'organisation inuite désignée dans le cadre de la requête visée au sous-alinéa (1)b)(i) sont à la charge du demandeur.	Frais
Factors in determining compensation	72.06 A board shall not consider a request referred to in subparagraph 72.05(1)(b)(i) unless the requester has negotiated in good faith and has been unable to reach an agreement.	72.06 L'office n'examine la requête visée au sous-alinéa 72.05(1)b)(i) que si le requérant a tenté, de bonne foi mais sans succès, de négocier un accord d'indemnisation.	Négociation de bonne foi
	72.07 For the purpose of determining compensation under paragraph 72.05(1)(b), the following factors shall be taken into account:	(72.07) L'indemnité dont il est question à l'alinéa 72.05(1)b) est déterminée en fonction des facteurs suivants :  a) les effets négatifs du changement de qualité, de quantité ou de débit des eaux sur les terres inuites;  b) les nuisances, les inconvenients et les troubles de jouissance—y compris le bruit—causés par le changement;	Facteurs de détermination

	(c) the cumulative adverse effects of the alteration and of any existing uses of waters and deposits of waste;	c) les effets négatifs cumulatifs du changement et des activités — utilisation des eaux et dépôt de déchets — existantes;
	(d) the cultural attachment of Inuit to the affected Inuit-owned land, including waters; 5	d) l'attachement culturel des Inuits aux terres inuites visées et aux eaux s'y trouvant; 5
	(e) the peculiar and special value of the affected Inuit-owned land, including waters; and	e) la valeur particulière ou exceptionnelle des terres inuites visées et des eaux s'y trouvant;
	(f) any interference with Inuit rights derived from the Agreement or otherwise. 10	f) toute atteinte causée aux droits des Inuits découlant de l'Accord ou de quelque autre source. 10
Periodic review and payment	<b>72.08</b> Unless otherwise agreed by the designated Inuit organization and the applicant, a determination of compensation made under paragraph 72.05(1)(b) shall provide, having due regard to the nature and duration of the use of waters or deposit of waste, for the periodic review and periodic payment of that compensation.	<b>72.08</b> Sauf entente à l'effet contraire entre l'organisation inuite désignée et le demandeur, l'indemnité fixée en vertu de l'alinéa 72.05(1)b) est versée sous forme de paiements périodiques et fait l'objet de révisions périodiques, compte tenu de la nature et de la durée de l'activité.
Interpretation	<b>72.09</b> (1) In this section and sections 72.05 to 72.08,	<b>72.09</b> (1) Au présent article et aux articles 20 72.05 à 72.08:
	(a) “Agreement”, “Inuit”, “Inuit-owned land”, “Makivik” and “Tunngavik” have the same meanings as in subsection 2(1) of the <i>Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act</i> ; and 25	a) « Accord », « Inuit », « Makivik », « terre inuite » et « Tunngavik » s'entendent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut</i> ;
	(b) “designated Inuit organization” means	b) « organisation inuite désignée » s'entend, selon le cas :
	(i) except in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement,	(i) sous réserve du sous-alinéa (ii), soit de Tunngavik, soit de l'organisation désignée, dans le registre public que tient Tunngavik conformément à l'Accord, pour l'exercice des attributions prévues aux articles 20.3.1 et 20.4.1 de celui-ci,
	(A) Tunngavik, or	(ii) en ce qui concerne les terres détenues en propriété conjointe en application de l'article 40.2.8 de l'Accord, de Makivik agissant conjointement avec l'organisation compétente au titre du sous-alinéa (i).
	(B) any organization designated in the public record maintained by Tunngavik under the Agreement as being responsible for the functions described under sections 20.3.1 and 20.4.1 of the Agreement, or	
	(ii) in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement, Makivik, acting jointly with the organization determined under subparagraph (i).	

Interpretation	(2) For greater certainty, sections 72.05 to 72.08 apply in respect of a body of water that delineates a boundary between Inuit-owned land and other land and that body of water is not located entirely on Inuit-owned land.	(2) Il est entendu que les articles 72.05 à 72.08 s'appliquent aux plans d'eau qui délimitent des terres inuites et d'autres terres et qui ne sont pas situés entièrement sur des terres inuites.	Précision
Application for licence	<b>72.1</b> (1) An application for a licence shall be in the form and contain the information,  (a) if the licence is to apply with respect to a federal area, prescribed by the regulations; and  (b) if the licence is to apply with respect to lands outside a federal area, required under any territorial law.	<b>72.1</b> (1) Toute demande de permis d'utilisation des eaux doit respecter, quant à sa forme et à son contenu :  a) les modalités réglementaires, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise une zone fédérale;  b) les modalités prévues par les règles de droit territoriales, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale.	5 Demande de permis
Information and studies	(2) The board shall require an applicant for a licence to provide the board with the information and studies concerning the use of waters or deposit of waste proposed by the applicant that will enable the board to evaluate any qualitative and quantitative effects of the use or deposit on waters.	(2) L'office doit exiger du demandeur qu'il lui communique les renseignements et les études relatives à l'utilisation des eaux ou au dépôt de déchets projeté qui lui permettront d'en évaluer les effets qualitatifs et quantitatifs sur les eaux.	15 Renseignements et études
Security—federal area	<b>72.11</b> (1) A board may require an applicant for a licence that is to apply with respect to a federal area, a holder of such a licence or a prospective assignee of such a licence to furnish and maintain security with the federal Minister, in an amount specified in, or determined in accordance with, the regulations made under paragraph 90.3(1)(g) and in a form prescribed by those regulations or a form satisfactory to the federal Minister.	<b>72.11</b> (1) L'office peut exiger du demandeur ou du titulaire d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale, ou de l'éventuel cessionnaire d'un tel permis, qu'il fournisse une garantie au ministre fédéral—and qu'il la maintienne en permanence au même montant—for le montant prévu par les règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)g) ou déterminé en conformité avec ceux-ci et en la forme qui y est prévue ou que le ministre fédéral juge acceptable.	20 Demande de garantie—zone fédérale
How security may be applied	(2) The security may be applied by the federal Minister in the following manner:  (a) if the federal Minister is satisfied that a person who is entitled to be compensated by a licensee under section 72.27 has taken all reasonable measures to recover compensation from the licensee and has been unsuccessful in that recovery, the security may be applied to compensate that person, either fully or partially; and	(2) Le ministre fédéral peut utiliser la garantie :  a) pour dédommager, en tout ou en partie, quiconque n'a pas réussi à obtenir d'un titulaire de permis d'utilisation des eaux l'indemnisation à laquelle il avait droit aux termes de l'article 72.27, s'il est convaincu que les dispositions nécessaires à cette fin ont bel et bien été prises;	25 Utilisation de la garantie
		b) pour rembourser, en tout ou en partie, à Sa Majesté du chef du Canada les frais qu'entraîne l'application du paragraphe 86.2(1) ou, sous réserve du paragraphe (3), du paragraphe 89(1).	30 40 45

	(b) the security may be applied to reimburse Her Majesty in right of Canada, either fully or partially, for reasonable costs incurred by Her Majesty under subsection 86.2(1) or, subject to subsection (3), subsection 89(1). <span style="float: right;">5</span>	
Exception	(3) Paragraph (2)(b) applies in respect of costs incurred under subsection 89(1) only to the extent that the incurring of those costs was based on subparagraph 89(1)(b)(i).	Exception
Limitation	(4) The amount of security that the federal Minister may apply under subsection (2) in respect of any particular incident or matter may not exceed in the aggregate the amount of the security referred to in subsection (1).	5 Limitation de la garantie
Refund of security	(5) Any portion of the security that, in the federal Minister's opinion, will not be required under subsection (2) shall be refunded without delay to the licensee or assignor, as the case may be, if the federal Minister is satisfied that <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the appurtenant undertaking has been permanently closed or permanently abandoned; or</li> <li>(b) the licence has been assigned.</li> </ul>	10 Remboursement de la garantie
Renewal, amendment and cancellation	<p><b>72.12</b> (1) Subject to subsections (2) and (3), a board may, in respect of a federal area,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) renew a licence, if the licensee applies for its renewal or if the renewal appears to the board to be in the public interest, with or without changes to its conditions, for a term <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) of not more than 25 years, in the case of 30 a type A licence that is in respect of a class of undertakings prescribed by the regulations or a type B licence, or</li> <li>(ii) of not more than the anticipated duration of the appurtenant undertaking, 35 in the case of a type A licence other than one described in subparagraph (i);</li> </ul> </li> <li>(b) amend, for a specified term or otherwise, any condition of a licence <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) if the licensee applies for its amendment,</li> <li>(ii) if the amendment is required to deal with a water shortage in any water management area, or</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>72.12</b> (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), l'office peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) soit à la demande du titulaire, soit lorsqu'il estime que cela sert l'intérêt public, 20 renouveler un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale, pour une durée n'excédant pas celle prévue ci-après, avec ou sans modification des conditions du permis : <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) vingt-cinq ans, dans le cas d'un permis 25 de type A à l'égard des catégories d'entreprises prévues par règlement ou d'un permis de type B,</li> <li>(ii) la durée prévue de l'entreprise en cause, dans le cas de tout autre permis de 30 type A;</li> </ul> </li> <li>b) modifier, pour une durée déterminée ou non, toute condition d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale : <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) soit à la demande du titulaire du 35 permis,</li> <li>(ii) soit en cas de pénurie d'eau dans une zone de gestion des eaux,</li> </ul> </li> </ul>

<p>(iii) in any other case, if the amendment appears to the board to be in the public interest; and</p> <p>(c) cancel a licence</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) if the licensee applies for its cancellation,</li> <li>(ii) if the licensee, for three successive years, fails to exercise their rights under the licence, or</li> <li>(iii) in any other case, if the cancellation appears to the board to be in the public interest.</li> </ul> <p><b>Application of certain provisions</b></p> <p>(2) Sections 72.03 to 72.11 apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of a renewal of, or an amendment to, a licence.</p> <p><b>Application to cancel licence</b></p> <p>(3) An application to cancel a licence shall be in the form and contain the information that is,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) if the licence applies with respect to a federal area, prescribed by the regulations; and</li> <li>(b) if the licence applies with respect to lands outside a federal area, required under any territorial law.</li> </ul> <p><b>Approval to issue, renew, amend or cancel</b></p> <p><b>72.13</b> A board may issue, renew, amend or cancel—in respect of a federal area or lands outside a federal area—a type A licence, or a type B licence in connection with which a public hearing is held by the board with respect to its issuance, renewal, amendment or cancellation, only with the approval of the federal Minister.</p> <p><b>Assignment</b></p> <p><b>72.14 (1)</b> Any sale or other disposition of any right, title or interest, of a licensee who holds a licence in respect of a federal area, in an appurtenant undertaking constitutes, without further action by the licensee, an assignment of the licence to the person or persons to whom the sale or other disposition is made if the assignment of the licence was authorized by a board.</p>	<p>(iii) soit dans tout autre cas où il estime que la modification sert l'intérêt public;</p> <p>c) annuler un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale dans l'une des situations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) le titulaire le demande,</li> <li>(ii) le titulaire n'a pas exercé ses droits pendant trois années consécutives,</li> <li>(iii) tout autre cas où il estime que l'annulation sert l'intérêt public.</li> </ul> <p><b>Application de certaines dispositions</b></p> <p>(2) Les articles 72.03 à 72.11 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du renouvellement ou de la modification d'un permis d'utilisation des eaux.</p> <p><b>Demande d'annulation</b></p> <p>(3) Toute demande d'annulation d'un permis d'utilisation des eaux doit respecter, quant à sa forme et à son contenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les modalités réglementaires, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise une zone fédérale;</li> <li>b) les modalités prévues par les règles de droit territoriales, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale.</li> </ul> <p><b>Agrément—délivrance, renouvellement, modification et annulation de permis</b></p> <p><b>72.13</b> La délivrance, le renouvellement, la modification et l'annulation des permis d'utilisation des eaux ci-après visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale sont subordonnés à l'agrément du ministre fédéral :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les permis de type A;</li> <li>b) les permis de type B, dans le cas où l'office tient des audiences publiques à cet égard.</li> </ul> <p><b>Cession</b></p> <p><b>72.14 (1)</b> L'aliénation, notamment par vente, de droits, titres et intérêts dans une entreprise en cause d'un titulaire de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale emporte, sans autre action de la part de celui-ci, cession du permis aux personnes auxquelles est faite l'aliénation à condition que la cession soit autorisée par l'office.</p>
	5
	10
	15
	20
	25
	30
	35
	40

Authorization of assignment

(2) A board shall authorize the assignment of a licence if it is satisfied that neither the sale or other disposition of any right, title or interest of the licensee in the appurtenant undertaking at the time, in the manner and on the terms and conditions agreed to by the licensee, nor the operation of the appurtenant undertaking by the prospective assignee would be likely to result in a contravention of, or failure to comply with, any condition of the licence or any provision of this Act or the regulations.

Licence not otherwise assignable

(3) Except as provided in this section, a licence in respect of a federal area is not assignable.

Optional hearing

**72.15** (1) If a board is satisfied that it would be in the public interest, it may hold a public hearing in connection with any matter relating to its objects, including, in respect of a federal area or lands outside a federal area,

- (a) the issuance or renewal of, or an amendment to, a type B licence;
- (b) an amendment to a type A licence under which neither the use, flow or quality of waters nor the term of the licence would be altered; and
- (c) the cancellation of a type B licence under subparagraph 72.12(1)(c)(i).

Mandatory hearing

(2) Subject to subsection (3), the board shall hold a public hearing if it is considering, in respect of a federal area,

- (a) the issuance or renewal of a type A licence;
- (b) an amendment to a type A licence under which the use, flow or quality of waters, or the term of the licence, would be altered;
- (c) the cancellation of a type A licence under paragraph 72.12(1)(c); or
- (d) the cancellation of a type B licence under subparagraph 72.12(1)(c)(ii) or (iii).

(2) L'office autorise la cession du permis d'utilisation des eaux s'il est convaincu que l'aliénation, notamment par vente, de droits, titres et intérêts du titulaire dans l'entreprise en cause, à la date, de la manière et selon les modalités acceptées par celui-ci, de même que l'exploitation de l'entreprise par le cessionnaire éventuel n'entraîneraient vraisemblablement pas de contravention à une condition du permis ou à une disposition de la présente loi ou de ses règlements.

(3) Sauf dans la mesure où le prévoit le présent article, le permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale n'est pas cessible.

#### *Public Hearings and Procedure*

#### *Audiences publiques et procédure*

**72.15** (1) L'office peut, s'il est convaincu qu'elles servent l'intérêt public, tenir des audiences publiques sur toute question qui relève de sa compétence et qui concerne notamment, en ce qui a trait à une zone fédérale ou à des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale :

- a) la délivrance, le renouvellement ou la modification d'un permis d'utilisation des eaux de type B;
- b) la modification d'un permis d'utilisation des eaux de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;
- c) l'annulation d'un permis d'utilisation des eaux de type B dans la situation prévue au sous-alinéa 72.12(1)c(i).

(2) Sous réserve du paragraphe (3), doivent faire l'objet d'audiences publiques :

- a) la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'utilisation des eaux de type A visant une zone fédérale;
- b) la modification d'un tel permis qui aurait des répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;
- c) l'annulation d'un tel permis dans les situations prévues à l'alinéa 72.12(1)c);

Autorisation de cession

Inaccessibilité sans autorisation

Audiences facultatives

Audiences obligatoires

Exception

(3) Subsection (2) does not apply

(a) if, after giving notice of a public hearing under section 72.16, the board receives no notification on or before the 10th day before the day of the proposed hearing that any person or body intends to appear and make representations and the applicant or the licensee, as the case may be, consents in writing to the disposition of the matter without a public hearing;

(b) if, in the case of a renewal of a type A licence, the licensee has filed with the board an application for renewal in accordance with the regulations made under paragraphs 90.3(1)(d) and (e) and the term of the renewal or renewals granted by the board does not exceed 60 days in the aggregate; or

(c) if, in the case of an amendment to a type A licence under which the use, flow or quality of waters would be altered, the board, with the consent of the federal Minister, declares the amendment to be required on an emergency basis.

Notice of applications

**72.16** (1) Subject to subsection (4), a board shall give notice of each application made to it—in respect of a federal area or lands outside a federal area—by publishing the application in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in any other manner that the board considers appropriate.

Notice of public hearing

(2) Subject to subsection (4), a board shall give notice of a public hearing to be held by it by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in any other manner that the board considers appropriate. The day fixed for the public hearing shall be at least 35 days after the day on which the requirements of this subsection have been met.

40

d) l'annulation d'un permis d'utilisation des eaux de type B visant une zone fédérale dans les situations prévues aux sous-alinéas 72.12(1)c)(ii) ou (iii).

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas dans les circonstances suivantes :

a) le demandeur ou le titulaire du permis d'utilisation des eaux a accepté par écrit que l'office prenne sa décision sans audience publique, pourvu que personne, après la publication d'avis prévue à l'article 72.16, n'ait informé l'office, au plus tard le dixième jour précédent la date fixée pour l'audience, de son intention de comparaître et de présenter ses observations;

b) l'office, saisi d'une demande de renouvellement d'un permis d'utilisation des eaux de type A par le titulaire faite conformément aux règlements pris en vertu des alinéas 90.3(1)d) et e), ne renouvelle le permis que pour une période totale de soixante jours;

c) l'office, saisi d'une modification à un permis d'utilisation des eaux de type A qui aurait des répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau, déclare, avec le consentement du ministre fédéral, que la modification s'impose d'urgence.

**72.16** (1) Sous réserve du paragraphe (4), l'office donne avis des demandes de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale qui lui sont faites par publication de celles-ci dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

Avis

(2) Sous réserve du paragraphe (4), l'office annonce ses audiences, au moins trente-cinq jours avant leur tenue, par publication d'un avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

Avis d'audition

Public hearing not held	(3) Subject to subsection (4), if a public hearing is not held by a board in connection with an application, the board may not act on the application until at least 10 days after the requirements of subsection (1) have been met.	(3) Sous réserve du paragraphe (4), dans les cas où il ne tient pas d'audience publique à son égard, l'office doit attendre au moins dix jours après s'être conformé au paragraphe (1) avant de se prononcer sur une demande.	Absence d'audience publique
Exception	(4) Subsections (1) to (3) do not apply in respect of an application for the amendment of a licence if a board, with the consent of the federal Minister in respect of a federal area or in accordance with any territorial law in respect of lands outside a federal area, declares the amendment to be required on an emergency basis.	(4) Les paragraphes (1) à (3) ne s'appliquent pas à l'égard d'une demande de modification de permis d'utilisation des eaux lorsque l'office déclare, avec le consentement du ministre fédéral dans le cas d'une zone fédérale ou, en conformité avec les règles de droit territoriales, dans le cas des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale, que la modification s'impose d'urgence.	Exception
Notice—federal area	<b>72.17</b> (1) A board shall give notice of its intention to consider, on its own initiative, the renewal of a licence under paragraph 72.12(1)(a), or the amendment of a condition of a licence under subparagraph 72.12(1)(b)(ii) or (iii), by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in any other manner that the board considers appropriate.	<b>72.17</b> (1) L'office annonce son intention 15 d'examiner, de sa propre initiative, la possibilité soit de renouveler un permis d'utilisation des eaux en vertu des alinéas 72.12(1)a), soit d'en modifier une condition en vertu des sous-alinéas 72.12(1)b)(ii) ou (iii), par publication d'un avis 20 dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.	Avis—zone fédérale
Notice—lands outside a federal area	(2) A board shall give notice of its intention to consider, on its own initiative, the renewal, or the amendment of a condition, of a licence in respect of lands outside a federal area in accordance with any territorial law by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in any other manner that the board considers appropriate.	(2) L'office annonce son intention d'examiner, de sa propre initiative, la possibilité soit de 25 renouveler un permis d'utilisation des eaux visant des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale en conformité avec les règles de droit territoriales, soit d'en modifier une condition en conformité avec celles-ci, par publication d'un 30 avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.	Avis—terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale
Exception	(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of an application for the amendment of a licence if a board, with the consent of the federal Minister in respect of a federal area or in accordance with any territorial law in respect of lands outside a federal area, declares the amendment to be required on an emergency basis.	(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à l'égard d'une demande de modification de 35 permis d'utilisation des eaux lorsque l'office déclare, avec le consentement du ministre fédéral dans le cas d'une zone fédérale, ou, en conformité avec les règles de droit territoriales, dans le cas d'une terre située à l'extérieur d'une 40 zone fédérale, que la modification s'impose d'urgence.	Exception
Time limit—type A licence and type B licence	<b>72.18</b> (1) With respect to a federal area or lands outside a federal area, on an application for the issuance, renewal or amendment of a type A licence, or a type B licence in connection with which a public hearing is held, or if the board intends to consider, on its own initiative,	<b>72.18</b> (1) L'office rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux de type A, ou d'un permis d'utilisation des eaux de type B qui fait l'objet 45 d'une audience publique visant une zone	Délais—permis de type A et permis de type B

<p>Referral to Minister for approval</p> <p>Decision of Minister and reasons</p> <p>Extension of time limit</p> <p>Absence of decision</p> <p>Time limit—other type B licences</p> <p>Time limit—ther licences</p>	<p>the renewal or amendment of such a licence, the board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the board's intention is published under subsection 72.17(1) or (2).</p> <p>(2) If the board decides to issue, renew or amend the licence, that decision shall be immediately referred to the federal Minister for approval.</p> <p>(3) The federal Minister shall, within 45 days after the board's decision is referred to him or her, notify the board whether or not the decision is approved and, if it is not approved, provide written reasons in the notification.</p> <p>(4) The federal Minister may extend the 45-day time limit by not more than an additional 45 days if he or she notifies the board of the extension within the first 45 days.</p> <p>(5) If the federal Minister does not notify the board whether or not the decision is approved within the time limit referred to in subsection (3) or (4), whichever is applicable, the federal Minister is deemed to have given approval.</p> <p><b>72.19</b> With respect to a federal area or lands outside a federal area, on an application for the issuance, renewal or amendment of a type B licence in connection with which no public hearing is held or if the board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the board's intention is published under subsection 72.17(1) or (2).</p> <p><b>72.2</b> On an application for the issuance, renewal or amendment of a licence in respect of lands outside a federal area—other than a type A or type B licence—or, if the board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the</p>	<p>fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu aux paragraphes 72.17(1) ou (2).</p> <p>(2) La décision de l'office de délivrer, de renouveler ou de modifier le permis d'utilisation des eaux est renvoyée immédiatement au ministre fédéral pour agrément.</p> <p>(3) Le ministre fédéral notifie son agrément ou son refus à l'office dans les quarante-cinq jours suivant la réception de la décision. En cas de refus, il en expose les motifs par écrit.</p> <p>(4) Le ministre fédéral peut prolonger ce délai d'au plus quarante-cinq jours s'il en avise l'office avant l'expiration du délai.</p> <p>(5) Faute d'avoir notifié son agrément ou son refus à l'office à l'expiration du délai de quarante-cinq jours ou de quatre-vingt-dix jours, selon le cas, suivant la réception de la décision, le ministre fédéral est réputé avoir donné son agrément.</p> <p><b>72.19</b> L'office rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux de type B visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale qui ne fait pas l'objet d'une audience publique ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu aux paragraphes 72.17(1) ou (2).</p> <p><b>72.2</b> L'office rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux—autre qu'un permis de type A ou de type B—visant des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois</p>
--	---	---

application is made or on which notice of the board's intention is published under subsection 72.17(2).

Day on which application is made

**72.21** An application for the issuance, renewal or amendment of a licence is considered to be made on the day on which the board is satisfied that the application is in the form, and contains all of the information,

- (a) if the licence applies with respect to a federal area, prescribed by the regulations; 10 and
- (b) if the licence applies with respect to lands outside a federal area, required under any territorial law.

Excluded period—information or studies

**72.22** (1) If the board requires the applicant or the licensee to provide information or studies, then the period that is taken by that applicant or licensee, in the board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection 72.18(1), section 72.19 or 72.2 or of its extension.

Excluded period—environmental assessment, etc.

(2) If the proposed use of waters or deposit of waste to which the application or the licence relates is part of a proposed development in respect of which an environmental assessment, 25 an environmental impact review or an examination of impacts on the environment that stands in lieu of an environmental impact review is conducted under Part 5, then the period that is taken to complete that assessment, review or examination is not included in the calculation of the time limit under subsection 72.18(1), section 72.19 or 72.2 or of its extension.

Suspension of time limit

**72.23** A board may suspend a time limit referred to in subsection 72.18(1) or section 35 72.19 or 72.2 or its extension

- (a) if the board determines that the applicant is required to pay compensation, or to enter into a compensation agreement, under subsection 72.03(5), until the applicant satisfies 40 the board that the compensation has been or will be paid or that they have entered into a compensation agreement, as the case may be;

suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu au paragraphe 72.17(2).

**72.21** La demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux est réputée être présentée à la date à laquelle l'office est convaincu qu'elle respecte, quant à sa forme et à son contenu :

5 Date de présentation réputée

- a) les modalités réglementaires, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise une zone fédérale;
- b) les modalités prévues par les règles de droit territoriales, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale.

15

**72.22** (1) Dans le cas où l'office exige du demandeur ou du titulaire du permis d'utilisation des eaux qu'il lui fournit des renseignements ou des études, la période prise, à son avis, par le demandeur ou le titulaire, pour remplir 20 l'exigence n'est pas comprise dans le calcul des délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 20 72.19 ou 72.2 ou de leur prolongation.

Période exclue des délais — renseignements ou études

(2) Dans le cas où l'activité projetée—utilisation des eaux ou dépôt de déchets—visée 25 par la demande ou le permis d'utilisation des eaux s'insère dans le cadre d'un projet de développement à propos duquel une évaluation environnementale, une étude d'impact ou un examen des répercussions environnementales 30 qui tient lieu d'étude d'impact est effectuée sous le régime de la partie 5, la période prise pour compléter l'évaluation, l'étude ou l'examen n'est pas comprise dans le calcul des délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 35 72.19 ou 72.2 ou de leur prolongation.

Période exclue des délais — évaluations environnementales et études d'impact

**72.23** L'office peut suspendre les délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 ou leur prolongation, tant que :

Suspension du délai

- a) dans le cas où l'office décide que le 40 demandeur est tenu de payer une indemnité—ou de conclure un accord d'indemnisation—au titre du paragraphe 72.03(5), le demandeur n'a pas prouvé à l'office qu'il a payé ou qu'il paiera l'indemnité ou qu'il a 45 conclu l'accord, selon le cas;

- (b) if the board is not permitted to issue a licence except in accordance with subsection 72.05(1), until the applicant has entered into a compensation agreement under paragraph 72.05(1)(a) or until a determination of compensation has been made under paragraph 72.05(1)(b), as the case may be; 5
- (c) if the board is not permitted to issue a licence with respect to lands outside a federal area except in accordance with any compensation requirement under any territorial law, until the requirement has been fulfilled; or
- (d) if the board determines that the applicant is required to enter into a compensation agreement under section 77 or 79.1, until the applicant satisfies the board that they have done so or the board has determined, under section 79 or 79.3, the compensation payable by the applicant.

Extension of time limit by federal Minister

**72.24** (1) The federal Minister may, at the request of the board, extend the time limit referred to in subsection 72.18(1), section 72.19 or 72.2 by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the issuance, renewal or amendment of the licence. 20

Extension of time limit by Governor in Council

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (1) any number of times. 25

Reasons— decisions and orders

**72.25** A board shall issue, and make available to the public, written reasons for its decisions or orders relating to any licence, or any application for a licence, in respect of a federal area or lands outside a federal area. 30

#### *Rights and Duties of Licensees and Others With Authorizations to Use Waters*

Precedence

**72.26** (1) If more than one person has a licence, or other authorization to use waters issued by any authority responsible for the management of waters in the Northwest Territories or in Nunavut, in respect of a federal area, the person who first applied is entitled to the use 40

b) dans le cas où l'office ne peut délivrer un permis qu'en conformité avec le paragraphe 72.05(1), le demandeur n'a pas conclu un accord d'indemnisation en application de l'alinéa 72.05(1)a) ou qu'une indemnité n'a pas été fixée en vertu de l'alinéa 15.1(1)b) de cette loi, selon le cas; 5

c) dans le cas où l'office ne peut délivrer un permis visant des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale qu'en conformité avec toute exigence requise en matière d'indemnité en application des règles de droit territoriales, cette exigence n'a pas été satisfaite;

d) dans le cas où l'office décide que le demandeur est tenu de conclure un accord d'indemnisation au titre des articles 77 ou 79.1, le demandeur n'a pas prouvé à l'office qu'il l'a conclu ou l'office n'a pas fixé l'indemnité prévue aux articles 79 ou 79.3. 20

**72.24** (1) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'office, prolonger d'au plus deux mois les délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 pour tenir compte des circonstances particulières de la délivrance, du renouvellement ou de la modification du permis d'utilisation des eaux en cause. 25

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu paragraphe (1). 30

**72.25** L'office motive par écrit et met à la disposition du public toutes les décisions ou ordonnances qu'il rend concernant un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale 35 ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale ou une demande visant un tel permis.

#### *Droits et obligations des titulaires de permis d'utilisation des eaux et autres autorisations d'utilisation des eaux*

**72.26** (1) Lorsque plus d'une personne est titulaire d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou d'une autre autorisation d'utilisation des eaux visant une telle zone délivrée par une autorité ayant compétence pour la gestion des eaux dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, celle qui a présenté 40

Prolongation du délai par le ministre fédéral

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

Motifs— décisions et ordonnances

Priorité

Amendments to a licence or authorization

of the waters in accordance with that person's licence or authorization in precedence over the other persons.

(2) Subsection (1) applies, with any modifications that the circumstances require, in respect of any rights a person acquires through an amendment to that person's licence or authorization.

Renewal or assignment of a licence or authorization

(3) Subject to subsection (2), a licence or authorization that has been renewed or assigned shall, for the purposes of this section, be deemed to be a continuation of the original licence or authorization.

Right to sue for compensation

**72.27** (1) Except as otherwise provided by a compensation agreement referred to in subparagraph 72.03(5)(a)(ii), a person who is adversely affected as a result of the issuance of a licence in respect of a federal area or a use of waters or deposit of waste authorized by regulations made under paragraph 90.3(1)(m) or (n) is entitled to be compensated by the licensee, authorized user or authorized waste depositor in respect of that adverse effect, and may sue for and recover any such compensation in any court of competent jurisdiction.

Rights protected

(2) A person is not barred from exercising any rights conferred by subsection (1) merely because of having been paid the compensation referred to in subsection 72.03(5), or because of having been paid compensation under paragraph 72.11(2)(a) or under a compensation agreement referred to in subparagraph 72.03(5)(a)(ii).

Copies of licences

**72.28** A board shall provide the territorial Minister with copies of licences issued under this Part and of any decisions and orders relating to such licences.

Issuance

**146. (1) Subsection 72.03(1) of the Act is replaced by the following:**

**72.03** (1) Subject to this section, the Board may issue, in accordance with the criteria set out in the regulations made under paragraph 90.3(1)(c), type A licences and type B licences permitting the applicant for the licence, on payment of the fees prescribed by regulations

sa demande en premier lieu a priorité sur les autres quant à l'utilisation des eaux visée par son permis ou son autorisation.

(2) Le paragraphe (1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des droits acquis par un titulaire grâce à la modification de son permis ou de son autorisation.

Modifications d'un permis ou d'une autorisation

(3) Pour l'application du présent article et sous réserve du paragraphe (2), le permis ou l'autorisation renouvelé ou ayant fait l'objet d'une cession est assimilé au permis ou à l'autorisation original.

Renouvellement ou cession d'un permis ou d'une autorisation

**72.27** (1) Sauf entente contraire par l'accord d'indemnisation visé au sous-alinéa 72.03(5)a(ii), les personnes qui subissent un préjudice du fait de la délivrance d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou de l'utilisation des eaux ou du dépôt de déchets autorisé par règlement pris en vertu des alinéas 90.3(1)m) ou n) ont droit à une indemnisation du titulaire du permis, de l'usager agréé ou de la personne autorisée à déposer des déchets pour tout préjudice qu'elles subissent de ce fait et peuvent en poursuivre le recouvrement devant tout tribunal compétent.

Droit de réclamation

(2) Le fait d'avoir déjà reçu une indemnité dans le cadre du paragraphe 72.03(5) ou de l'alinéa 72.11(2)a) ou en vertu de l'accord visé au sous-alinéa 72.03(5)a(ii) ne fait pas obstacle à l'exercice des droits prévus au paragraphe (1).

Protection des droits

**72.28** L'office fournit au ministre territorial une copie des permis d'utilisation des eaux qui sont délivrés sous le régime de la présente partie et de toute décision ou ordonnance rendue relativement à ceux-ci.

Copie des permis d'utilisation des eaux

**146. (1) Le paragraphe 72.03(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**72.03** (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, l'Office peut délivrer, en conformité avec les critères énoncés dans les règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)c), des permis d'utilisation des eaux de type A ou de type B autorisant, aux conditions qui y sont

Délivrance

made under paragraph 90.3(1)(k), at the times and in the manner prescribed by any applicable regulations made under subparagraph 90.3(1)(l) or, in the absence of such regulations, at the times and in the manner set out in the licence, to use waters or deposit waste, or both, in a federal area in connection with the operation of an appurtenant undertaking and in accordance with the conditions specified in the licence.

**(2) Subsections 72.03(3) and (4) of the Act are replaced by the following:**

Specific uses

(3) The Board shall not issue a licence in respect of a use of waters referred to in subsection 72(2).

Refusal to issue

(4) The Board shall not refuse to issue a licence merely because the use of waters or deposit of waste in respect of which the application for the licence is made is already authorized by regulations made under paragraph 90.3(1)(m) or (n).

Conditions for issue

**(3) The portion of subsection 72.03(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

(5) The Board shall not issue a licence in respect of a federal area unless the applicant satisfies the Board that

**(4) The portion of paragraph 72.03(5)(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(b) compensation that the Board considers appropriate has been or will be paid by the applicant to any other applicant who is described in clause (a)(i)(B) but to whom paragraph (a) does not apply, and to any of the following who were licensees, users, depositors, owners, occupiers or holders, whether in or outside the federal area to which the application relates, at the time when the applicant filed an application with the Board in accordance with the regulations made under paragraphs 90.3(1)(d) and (e), who would be adversely affected by the use of waters or the deposit of waste proposed by the applicant, and who have notified the Board within the time period stipulated in the notice of the application given under subsection 72.16(1):

fixées et sur paiement des droits d'utilisation fixés par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)k), les demandeurs à utiliser les eaux ou à déposer des déchets, ou les deux, dans une zone fédérale, aux dates et de la manière prévues soit par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)l) soit, à défaut, par le permis, pour l'exploitation de l'entreprise en cause.

**(2) Les paragraphes 72.03(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

(3) L'Office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux à l'égard des utilisations des eaux mentionnées au paragraphe 72(2).

(4) L'Office ne peut refuser de délivrer un permis d'utilisation des eaux au seul motif que les règlements pris en vertu des alinéas 90.3(1)m ou n) autorisent déjà l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets en cause.

20

**(3) Le passage du paragraphe 72.03(5) de la même loi précédent l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

(5) L'Office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale que si le demandeur lui prouve :

**(4) Le passage de l'alinéa 72.03(5)b) de la même loi précédent le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

b) qu'une indemnité appropriée a été ou sera payée par le demandeur aux autres demandeurs mentionnés à la division a)(i)(B) mais auxquels l'alinéa a) ne s'applique pas ainsi qu'aux personnes, qu'elles soient ou non dans la zone fédérale visée par la demande, qui ont notifié l'Office dans le délai prévu dans l'avis donné par celui-ci en application du paragraphe 72.16(1) et à qui nuirait l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté, si, au moment de la demande faite conformément aux règlements pris en vertu des alinéas 90.3(1)d) et e), ces personnes étaient :

Utilisations spécifiques

Refus

Conditions

**(5) Subparagraphs 72.03(5)(c)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:**

- (i) water quality standards prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(h) or, in the absence of such regulations, any water quality standards that the Board considers acceptable, and
- (ii) effluent standards prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(i) or, in the absence of such regulations, any effluent standards that the Board considers acceptable; and

**(6) The portion of subsection 72.03(6) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

(6) In determining the compensation that is appropriate for the purpose of paragraph (5)(b), the Board shall consider all relevant factors, including

**147. (1) The portion of subsection 72.04(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**72.04** (1) Subject to this Act and its regulations, the Board may include in a licence in respect of a federal area any conditions that it considers appropriate, including conditions

**(2) The portion of subsection 72.04(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

(2) In fixing the conditions of a licence, the Board shall make all reasonable efforts to minimize any adverse effects of the issuance of the licence on any of the following who would be adversely affected by the use of waters or deposit of waste proposed by the applicant, and who have notified the Board within the time period stipulated in the notice of the application given under subsection 72.16(1), whether they are in or outside the federal area to which the application relates, at the time when the Board is considering the fixing of those conditions:

**(3) Subsections 72.04(3) to (5) of the English version of the Act are replaced by the following:**

Factors in determining compensation

Conditions

Board to minimize adverse effects

**(5) Les sous-alinéas 72.03(5)c(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

- (i) les normes de qualité des eaux fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)h ou, à défaut, celles que l'Office juge acceptables,
- (ii) les normes relatives à la qualité des effluents fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)i ou, à défaut, celles que l'Office juge acceptables;

**(6) Le passage du paragraphe 72.03(6) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

(6) Pour déterminer l'indemnité appropriée pour l'application de l'alinéa (5)b), l'Office tient compte de tous les facteurs pertinents, notamment :

**147. (1) Le passage du paragraphe 72.04(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

**72.04** (1) Sous réserve de la présente loi et de ses règlements, l'Office peut assortir le permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale des conditions qu'il juge indiquées, notamment en ce qui touche :

**(2) Le passage du paragraphe 72.04(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

(2) Le cas échéant, l'Office s'efforce, dans la mesure du possible, de minimiser les effets négatifs des conditions —du fait de l'utilisation des eaux ou du dépôt de déchets projeté— sur les personnes mentionnées aux alinéas a) à h) qui ont notifié l'Office dans le délai prévu dans l'avis donné par celui-ci en application du paragraphe 72.16(1), qu'elles soient ou non, à ce moment, dans la zone fédérale visée par la demande :

**(3) Les paragraphes 72.04(3) à (4) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Facteurs de détermination de l'indemnité

Conditions

Décision de l'Office

Conditions relating to waste

Non-application of regulations under *Canada Water Act*Application of *Fisheries Act*

Inuit-owned land

(3) If the Board issues a licence in respect of a federal area whose waters form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*, it is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of the regulations made under paragraph 18(2)(a) of that Act with respect to those waters.

(4) If the Board issues a licence in respect of 10 a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*,

(a) if any regulations made under paragraph 15 90.3(1)(h) are in force for those waters, the Board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are not based on the water quality standards prescribed for those waters by those regulations; and 20

(b) if any regulations made under paragraph 25 90.3(1)(i) are in force for those waters, the Board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the effluent standards prescribed in relation to those waters by those regulations.

(5) If the Board issues a licence in respect of a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated 30 under the *Canada Water Act*, and to which any regulations made under subsection 36(5) of the *Fisheries Act* apply, it is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of those regulations that relate to the deposit of deleterious substances as defined in subsection 34(1) of that Act.

**148. (1) The portion of subsection 40  
72.05(1) of the Act before paragraph (a) is  
replaced by the following:**

**72.05** (1) The Board shall not issue a licence in respect of a use of waters or a deposit of waste in a federal area that may substantially 45 alter the quality, quantity or flow of waters flowing through Inuit-owned land, unless

(3) If the Board issues a licence in respect of a federal area whose waters form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*, it is not permitted to include 5 in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of the regulations made under paragraph 18(2)(a) of that Act with respect to those waters.

(4) If the Board issues a licence in respect of 10 a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*,

(a) if any regulations made under paragraph 15 90.3(1)(h) are in force for those waters, the Board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are not based on the water quality standards prescribed for those waters by those regulations; and 20

(b) if any regulations made under paragraph 25 90.3(1)(i) are in force for those waters, the Board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the effluent standards prescribed in relation to those waters by those regulations.

(5) If the Board issues a licence in respect of a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated 30 under the *Canada Water Act*, and to which any regulations made under subsection 36(5) of the *Fisheries Act* apply, it is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of those regulations that relate to the deposit of deleterious substances as defined in subsection 34(1) of that Act.

**148. (1) Le passage du paragraphe 40  
72.05(1) de la même loi précédent l'alinéa  
a) est remplacé par ce qui suit :**

**72.05** (1) L'Office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux à l'égard d'une activité—utilisation des eaux ou dépôt de 45 déchets dans une zone fédérale—susceptible

Conditions relating to waste

Non-application of regulations under *Canada Water Act*Application of *Fisheries Act*

Terres invitées

**(2) Subparagraph 72.05(1)(b)(i) of the Act is replaced by the following:**

(i) on the request of the applicant or the designated Inuit organization, the Board has made a joint determination of the appropriate compensation with the Nunavut Water Board, or

**(3) Subparagraph 72.05(1)(b)(ii) of the English version of the Act is replaced by the following:**

(ii) if the Board and the Nunavut Water Board are unable to jointly determine compensation, a judge of the Nunavut Court of Justice has determined the compensation.

**149. Section 72.06 of the Act is replaced by the following:**

**72.06** The Board shall not consider a request referred to in subparagraph 72.05(1)(b)(i) unless the requester has negotiated in good faith and has been unable to reach an agreement.

**150. Subsection 72.1(2) of the Act is replaced by the following:**

(2) The Board shall require an applicant for a licence to provide the Board with the information and studies concerning the use of waters or deposit of waste proposed by the applicant that will enable the Board to evaluate any qualitative and quantitative effects of the use or deposit on waters.

**151. Subsection 72.11(1) of the Act is replaced by the following:**

**72.11** (1) The Board may require an applicant for a licence that is to apply with respect to a federal area, a holder of such a licence or a prospective assignee of such a licence to furnish and maintain security with the federal Minister, in an amount specified in, or determined in accordance with, the regulations made under paragraph 90.3(1)(g) and in a form prescribed by those regulations or a form satisfactory to the federal Minister.

Negotiation to be in good faith

Information and studies

Security—federal area

d'altérer sensiblement la qualité ou le débit des eaux traversant une terre inuite que dans les cas suivants :

**(2) Le sous-alinéa 72.05(1)b(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(i) soit l'Office a, à la requête de l'une ou l'autre des parties et conjointement avec l'Office des eaux du Nunavut, fixé une indemnité convenable,

**(3) Le sous-alinéa 72.05(1)b(ii) de la 10 version anglaise de la même loi est remplacé 10 par ce qui suit :**

(ii) if the Board and the Nunavut Water Board are unable to jointly determine compensation, a judge of the Nunavut 15 Court of Justice has determined the compensation.

**149. L'article 72.06 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**72.06** L'Office n'examine la requête visée au sous-alinéa 72.05(1)b(i) que si le requérant a tenté, de bonne foi mais sans succès, de négocier un accord d'indemnisation.

**150. Le paragraphe 72.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(2) L'Office doit exiger du demandeur qu'il lui communique les renseignements et les études relatives à l'utilisation des eaux ou au dépôt de déchets projeté qui lui permettront d'en évaluer les effets qualitatifs et quantitatifs sur les eaux.

Négociation de bonne foi

Renseignements et études

Demande de garantie—zone fédérale

30

**151. Le paragraphe 72.11(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**72.11** (1) L'Office peut exiger du demandeur ou du titulaire d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale, ou d'un éventuel cessionnaire d'un tel permis, qu'il fournisse une garantie au ministre fédéral—et qu'il la maintienne en permanence au même montant—pour le montant prévu par les règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)g) ou déterminé en conformité avec ceux-ci et en la forme qui y est prévue ou que le ministre fédéral juge acceptable.

30

**152. (1) The portion of subsection 72.12(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

72.12 (1) Subject to subsections (2) and (3), the Board may

**(2) The portion of paragraph 72.12(1)(a) of the English version of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(a) renew a licence, if the licensee applies for its renewal or if the renewal appears to the Board to be in the public interest, with or without changes to its conditions, for a term

**(3) Subparagraph 72.12(1)(b)(iii) of the English version of the Act is replaced by the following:**

(iii) in any other case, if the amendment appears to the Board to be in the public interest; and

**(4) Subparagraph 72.12(1)(c)(iii) of the English version of the Act is replaced by the following:**

(iii) in any other case, if the cancellation appears to the Board to be in the public interest.

**153. Section 72.13 of the Act is replaced by the following:**

72.13 The Board may issue, renew, amend or cancel—in respect of a federal area or lands outside a federal area—a type A licence, or a type B licence in connection with which a public hearing is held by the Board with respect to its issuance, renewal, amendment or cancellation, only with the approval of the federal Minister.

**154. (1) Subsection 72.14(1) of the Act is replaced by the following:**

72.14 (1) Any sale or other disposition of any right, title or interest, of a licensee who holds a licence in respect of a federal area, in an appurtenant undertaking constitutes, without further action by the licensee, an assignment of the licence to the person or persons to whom

Renewal,  
amendment and  
cancellation

Approval to  
issue, renew,  
amend or cancel

Assignment

**152. (1) Le passage du paragraphe 72.12(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

72.12 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), l'Office peut :

Renouvellement,  
modification et  
annulation

**(2) Le passage de l'alinéa 72.12(1)a) de la version anglaise de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

(a) renew a licence, if the licensee applies for its renewal or if the renewal appears to the Board to be in the public interest, with or without changes to its conditions, for a term

**(3) Le sous-alinéa 72.12(1)b)(iii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

15

(iii) in any other case, if the amendment appears to the Board to be in the public interest; and

**(4) Le sous-alinéa 72.12(1)c)(iii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

20

(iii) in any other case, if the cancellation appears to the Board to be in the public interest.

**153. L'alinéa 72.13b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

b) les permis de type B, dans le cas où l'Office tient des audiences publiques à cet égard.

35

**154. (1) Le paragraphe 72.14(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

72.14 (1) L'aliénation, notamment par vente, de droits, titres et intérêts dans une entreprise en cause d'un titulaire de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale emporte, sans autre action de la part de celui-ci, cession du permis aux personnes auxquelles est faite l'aliénation à condition que la cession soit autorisée par l'Office.

Cession

35

the sale or other disposition is made if the assignment of the licence was authorized by the Board.

**(2) Subsection 72.14(2) of the Act is replaced by the following:**

Authorization of assignment

(2) The Board shall authorize the assignment of a licence if it is satisfied that neither the sale or other disposition of any right, title or interest of the licensee in the appurtenant undertaking at the time, in the manner and on the terms and conditions agreed to by the licensee, nor the operation of the appurtenant undertaking by the prospective assignee would be likely to result in a contravention of, or failure to comply with, any condition of the licence or any provision of this Act or the regulations.

**155. (1) The portion of subsection 72.15(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Optional hearing

72.15 (1) If the Board is satisfied that it would be in the public interest, it may hold a public hearing in connection with any matter relating to its objects, including, in respect of a federal area or lands outside a federal area,

**(2) The portion of subsection 72.15(2) of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Mandatory hearing

(2) Subject to subsection (3), the Board shall hold a public hearing if it is considering, in respect of a federal area,

**(3) Paragraphs 72.15(3)(a) to (c) of the Act are replaced by the following:**

(a) if, after giving notice of a public hearing under section 72.16, the Board receives no notification on or before the 10th day before the day of the proposed hearing that any person or body intends to appear and make representations and the applicant or the licensee, as the case may be, consents in writing to the disposition of the matter without a public hearing;

(b) if, in the case of a renewal of a type A licence, the licensee has filed with the Board an application for renewal in accordance with

**(2) Le paragraphe 72.14(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Autorisation de cession

(2) L'Office autorise la cession du permis d'utilisation des eaux s'il est convaincu que l'aliénation, notamment par vente, de droits, titres et intérêts du titulaire dans l'entreprise en cause, à la date, de la manière et selon les modalités acceptées par celui-ci, de même que l'exploitation de l'entreprise par le cessionnaire éventuel n'entraîneraient vraisemblablement pas de contravention à une condition du permis ou à une disposition de la présente loi ou de ses règlements.

**155. (1) Le passage du paragraphe 72.15(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

Audiences facultatives

72.15 (1) L'Office peut, s'il est convaincu qu'elles servent l'intérêt public, tenir des audiences publiques sur toute question qui relève de sa compétence et qui concerne notamment, en ce qui a trait à une zone fédérale ou à des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale :

**(2) Le passage du paragraphe 72.15(2) de la version anglaise de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

(2) Subject to subsection (3), the Board shall hold a public hearing if it is considering, in respect of a federal area,

Mandatory hearing

**(3) Les alinéas 72.15(3)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

a) le demandeur ou le titulaire du permis d'utilisation des eaux a accepté par écrit que l'Office prenne sa décision sans audience publique, pourvu que personne, après la publication d'avis prévue à l'article 72.16, n'ait informé l'Office, au plus tard le dixième jour précédent la date fixée pour l'audience, de son intention de comparaître et de présenter ses observations;

40

b) l'Office, saisi d'une demande de renouvellement d'un permis d'utilisation des eaux de type A par le titulaire faite conformément

Notice of applications

the regulations made under paragraphs 90.3(1)(d) and (e) and the term of the renewal or renewals granted by the Board does not exceed 60 days in the aggregate; or

(c) if, in the case of an amendment to a type A licence under which the use, flow or quality of waters would be altered, the Board, with the consent of the federal Minister, declares the amendment to be required on an emergency basis.

10

**156. Sections 72.16 to 72.2 of the Act are replaced by the following:**

**72.16** (1) Subject to subsection (4), the Board shall give notice of each application made to it—in respect of a federal area or lands outside a federal area—by publishing the application in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in any other manner that the Board considers appropriate.

20

(2) Subject to subsection (4), the Board shall give notice of a public hearing to be held by it by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is not such a newspaper, in any other manner that the Board considers appropriate. The day fixed for the public hearing shall be at least 35 days after the day on which the requirements of this subsection have been met.

15

Notice of public hearing

(3) Subject to subsection (4), if a public hearing is not held by the Board in connection with an application, the Board may not act on the application until at least 10 days after the requirements of subsection (1) have been met.

30

Public hearing not held

(4) Subsections (1) to (3) do not apply in respect of an application for the amendment of a licence if the Board, with the consent of the federal Minister in respect of a federal area or in accordance with any territorial law in respect of lands outside a federal area, declares the amendment to be required on an emergency basis.

35

Exception

**72.17** (1) The Board shall give notice of its intention to consider, on its own initiative, the renewal of a licence under paragraph 45 72.12(1)(a), or the amendment of a condition

40

Notice—Board's initiative

aux règlements pris en vertu des alinéas 90.3(1)d) et e), ne renouvelle le permis que pour une période totale de soixante jours;

c) l'Office, saisi d'une modification à un permis d'utilisation des eaux de type A qui aurait des répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau, déclare, avec le consentement du ministre fédéral, que la modification s'impose d'urgence.

5

**156. Les articles 72.16 à 72.2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

**72.16** (1) Sous réserve du paragraphe (4), l'Office donne avis des demandes de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale qui lui sont faites par publication de celles-ci dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

Avis

15

(2) Sous réserve du paragraphe (4), l'Office annonce ses audiences, au moins trente-cinq jours avant leur tenue, par publication d'un avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

25

20

(3) Sous réserve du paragraphe (4), dans les cas où il ne tient pas d'audience publique à son égard, l'Office doit attendre au moins dix jours après s'être conformé au paragraphe (1) avant de se prononcer sur une demande.

Absence d'audience publique

30

(4) Les paragraphes (1) à (3) ne s'appliquent pas à l'égard d'une demande de modification de permis d'utilisation des eaux lorsque l'Office déclare, avec le consentement du ministre fédéral dans le cas d'une zone fédérale ou, en conformité avec les règles de droit territoriales, dans le cas des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale, que la modification s'impose d'urgence.

Exception

**72.17** (1) L'Office annonce son intention 40 Avis—initiative de l'Office d'examiner, de sa propre initiative, la possibilité soit de renouveler un permis d'utilisation des eaux en vertu de l'alinéa 72.12(1)a), soit d'en

Notice—lands outside a federal area	of a licence under subparagraph 72.12(1)(b)(ii) or (iii), by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is not such a newspaper, in any other manner that the Board considers appropriate.	modifier une condition en vertu des sous-alinéas 72.12(1)b)(ii) ou (iii) par publication d'un avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen 5 qu'il estime indiqué.	5
Exception	(2) The Board shall give notice of its intention to consider, on its own initiative, the renewal, or the amendment of a condition, of a licence in respect of lands outside a federal area in accordance with any territorial law by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in any other manner that the Board considers appropriate.	(2) L'Office annonce son intention d'examiner, de sa propre initiative, la possibilité soit de renouveler un permis d'utilisation des eaux visant des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale en conformité avec les règles de droit territoriales, soit d'en modifier une condition en conformité avec celles-ci, par publication d'un avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.	15
Time limit—type A licence and type B licence	(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of an application for the amendment of a licence if the Board, with the consent of the federal Minister in respect of a federal area or in accordance with any territorial law in respect of lands outside a federal area, declares the amendment to be required on an emergency basis.	(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à l'égard d'une demande de modification de permis d'utilisation des eaux lorsque l'Office déclare, avec le consentement du ministre fédéral dans le cas d'une zone fédérale, ou, en conformité avec les règles de droit territoriales, dans le cas d'une terre située à l'extérieur d'une zone fédérale, que la modification s'impose d'urgence.	Exception
Referral to Minister for approval	<b>72.18</b> (1) With respect to a federal area or lands outside a federal area, on an application for the issuance, renewal or amendment of a type A licence, or a type B licence in connection with which a public hearing is held, or if the Board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the Board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the Board's intention is published under subsection 72.17(1) or (2).	<b>72.18</b> (1) L'Office rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux de type A, ou d'un permis d'utilisation des eaux de type B qui fait l'objet d'une audience publique visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu aux paragraphes 72.17(1) ou (2).	25 Délais—permis de type A et permis de type B
Decision of Minister and reasons	(2) If the Board decides to issue, renew or amend the licence, that decision shall be immediately referred to the federal Minister for approval.	(2) La décision de l'Office de délivrer, de renouveler ou de modifier le permis d'utilisation des eaux est renvoyée immédiatement au ministre fédéral pour agrément.	Renvoi de la décision pour agrément
	(3) The federal Minister shall, within 45 days after the Board's decision is referred to him or her, notify the Board whether or not the decision is approved and, if it is not approved, provide written reasons in the notification.	(3) Le ministre fédéral notifie à l'Office son agrément ou son refus dans les quarante-cinq jours suivant la réception de la décision. En cas de refus, il en expose les motifs par écrit.	Délai—agrément
		45	

Extension of time limit

(4) The federal Minister may extend the 45-day time limit by not more than an additional 45 days if he or she notifies the Board of the extension within the first 45 days.

Absence of decision

(5) If the federal Minister does not notify the Board whether or not the decision is approved within the time limit referred to in subsection (3) or (4), whichever is applicable, the federal Minister is deemed to have given approval.

Time limit—other type B licences

**72.19** With respect to a federal area or lands outside a federal area, on an application for the issuance, renewal or amendment of a type B licence in connection with which no public hearing is held or if the Board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the Board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the Board's intention is published under subsection 72.17(1) or (2).

Time limit—other licences

**72.2** On an application for the issuance, renewal or amendment of a licence in respect of lands outside a federal area—other than a type A or type B licence—or, if the Board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the Board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the Board's intention is published under subsection 72.17(2).

**157. The portion of section 72.21 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Day on which application is made

**72.21** An application for the issuance, renewal or amendment of a licence is considered to be made on the day on which the Board is satisfied that the application is in the form, and contains all of the information,

**158. Subsection 72.22(1) of the Act is replaced by the following:**

Excluded period—information or studies

**72.22** (1) If the Board requires the applicant or the licensee to provide information or studies, then the period that is taken by that applicant or licensee, in the Board's opinion, to comply with

(4) Le ministre fédéral peut prolonger ce délai d'au plus quarante-cinq jours s'il en avise l'Office avant l'expiration du délai.

Prolongation

5 (5) Faute d'avoir notifié à l'Office son agrément ou son refus à l'expiration du délai de quarante-cinq jours ou de quatre-vingt-dix jours, selon le cas, suivant la réception de la décision, le ministre fédéral est réputé avoir donné son agrément.

Absence de décision

**72.19** L'Office rend sa décision à l'égard 10 délais—d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux de type B visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale qui ne fait pas l'objet d'une audience 15 publique ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication 20 de l'avis prévu aux paragraphes 72.17(1) ou (2).

Délais—délivrance des autres permis d'utilisation des eaux de type B

**72.2** L'Office rend sa décision à l'égard 10 délais—d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux—autre qu'un permis de type A ou de type B—visant des terres situées à 25 l'extérieur d'une zone fédérale ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu au 30 paragraphe 72.17(2).

Délais—délivrance des autres permis d'utilisation des eaux

**157. Le passage de l'article 72.21 de la même loi précédent l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

**72.21** La demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux est réputée être présentée à la date à laquelle l'Office est convaincu qu'elle respecte, quant à sa forme et à son contenu :

Date de présentation réputée

40

**158. Le paragraphe 72.22(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**72.22** (1) Dans le cas où l'Office exige du demandeur ou du titulaire du permis d'utilisation des eaux qu'il lui fournis des renseignements ou des études, la période prise, à son avis,

Période exclue des délais—renseignements ou études

45

the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection 72.18(1), section 72.19 or 72.2 or of its extension.

**159. Section 72.23 of the Act is replaced by the following:**

**72.23** The Board may suspend a time limit referred to in subsection 72.18(1) or section 72.19 or 72.2 or its extension

(a) if the Board determines that the applicant is required to pay compensation, or to enter into a compensation agreement, under subsection 72.03(5), until the applicant satisfies the Board that the compensation has been or will be paid or that they have entered into a compensation agreement, as the case may be; 15

(b) if the Board is not permitted to issue a licence except in accordance with subsection 72.05(1), until the applicant has entered into a compensation agreement under paragraph 72.05(1)(a) or until a determination of 20 compensation has been made under paragraph 72.05(1)(b), as the case may be;

(c) if the Board is not permitted to issue a licence with respect to lands outside a federal area except in accordance with any compensation requirement under any territorial law, until the requirement has been fulfilled; or 25

(d) if the Board determines that the applicant is required to enter into a compensation agreement under section 77 or 79.1, until 30 the applicant satisfies the Board that they have done so or the Board has determined, under section 79 or 79.3, the compensation payable by the applicant.

**160. Subsection 72.24(1) of the Act is replaced by the following:**

**72.24** (1) The federal Minister may, at the request of the Board, extend the time limit referred to in subsection 72.18(1), section 72.19 or 72.2 by a maximum of two months to take 40 into account circumstances that are specific to the issuance, renewal or amendment of the licence.

Suspension of time limit

Extension of time limit by federal Minister

par le demandeur ou le titulaire, pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul des délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 ou de leur prolongation.

**159. L'article 72.23 de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :**

**72.23** L'Office peut suspendre les délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 ou leur prolongation, tant que :

a) dans le cas où l'Office décide que le demandeur est tenu de payer une indemnité—ou de conclure un accord d'indemnisation—au titre du paragraphe 72.03(5), le demandeur n'a pas prouvé à l'Office qu'il a payé ou qu'il paiera l'indemnité ou qu'il a conclu l'accord, selon le cas; 15

b) dans le cas où l'Office ne peut délivrer un permis qu'en conformité avec le paragraphe 72.05(1), le demandeur n'a pas conclu un accord d'indemnisation en application de 20 l'alinéa 72.05(1)a) ou qu'une indemnité n'a pas été fixée en vertu de l'alinéa 15.1(1)b) de cette loi, selon le cas;

c) dans le cas où l'Office ne peut délivrer un permis visant des terres situées à l'extérieur 25 d'une zone fédérale qu'en conformité avec toute exigence requise en matière d'indemnité en application des règles de droit territoriales, cette exigence n'a pas été satisfaite; 30

d) dans le cas où l'Office décide que le demandeur est tenu de conclure un accord d'indemnisation au titre des articles 77 ou 79.1, le demandeur n'a pas prouvé à l'Office qu'il l'a conclu ou l'Office n'a pas fixé 35 l'indemnité prévue aux articles 79 ou 79.3.

Suspension du délai

30

Prolongation du délai par le ministre fédéral

45

**160. Le paragraphe 72.24(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**72.24** (1) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux 40 mois les délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 pour tenir compte des circonstances particulières de la délivrance, du renouvellement ou de la modification du permis d'utilisation des eaux en cause.

<p><b>161. Section 72.25 of the Act is replaced by the following:</b></p> <p><b>72.25</b> The Board shall issue, and make available to the public, written reasons for its decisions or orders relating to any licence, or any application for a licence, in respect of a federal area or lands outside a federal area.</p>	<p><b>161. L'article 72.25 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p><b>72.25</b> L'Office motive par écrit et met à la disposition du public toutes les décisions ou 5 ordonnances qu'il rend concernant un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale ou une demande visant un tel permis.</p>
<p><b>162. Section 72.28 of the Act is replaced by the following:</b></p> <p><b>72.28</b> The Board shall provide the territorial Minister with copies of licences issued under this Part and of any decisions and orders relating to such licences.</p>	<p><b>162. L'article 72.28 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p><b>72.28</b> L'Office fournit au ministre territorial une copie des permis d'utilisation des eaux qui sont délivrés sous le régime de la présente partie et de toute décision ou ordonnance rendue relativement à ceux-ci.</p>
<p><b>163. Sections 73 and 74 of the Act are replaced by the following:</b></p> <p><b>73.</b> (1) Despite sections 72 and 72.01 or any territorial law, the Gwich'in and Sahtu First Nations have the right to use waters or to deposit waste without a licence for purposes of trapping and non-commercial wildlife harvesting other than trapping, for purposes of transportation related to those activities and for traditional heritage, cultural and spiritual purposes.</p>	<p><b>163. Les articles 73 et 74 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b></p> <p><b>73.</b> (1) Malgré les articles 72 et 72.01 ou les règles de droit territoriales, les premières nations des Gwich'in et du Sahtu ont le droit d'utiliser 20 les eaux ou de déposer des déchets, sans permis d'utilisation des eaux, soit pour leurs activités de piégeage, soit pour toute autre forme d'exploitation—à des fins non commerciales toutefois—des ressources fauniques, soit en- 25 core pour les activités de transport s'y rattachant ou à des fins patrimoniales, culturelles et spirituelles traditionnelles.</p>
<p><b>Use without licence — Tlicho citizens</b></p> <p>(2) Despite sections 72 and 72.01 or any territorial law—and subject to any applicable Tlicho laws and, in relation to waters that are on settlement lands, any limitations under the applicable land claim agreement that are of the same type as those that apply in relation to waters on Tlicho lands—Tlicho citizens have the right to use water in the part of Monfwi Gogha De Niitlee that is in the Northwest Territories without a licence, for purposes of wildlife harvesting under 10.1.1 of chapter 10 of the Tlicho Agreement, for purposes of transportation related to such wildlife harvesting and for heritage, cultural or spiritual purposes of the Tlicho First Nation.</p>	<p><b>Use without licence — Tlicho citizens</b></p> <p>(2) Malgré les articles 72 et 72.01 ou les règles de droit territoriales, tout citoyen tlicho a 30 le droit d'utiliser les eaux se trouvant dans la partie du Monfwi gogha de niitlee comprise dans les Territoires du Nord-Ouest, sans permis d'utilisation des eaux, pour l'exploitation des ressources fauniques au titre de l'article 10.1.1 35 de l'accord tlicho, pour les activités de transport s'y rattachant ou à des fins patrimoniales, culturelles ou spirituelles propres à la première nation tlicho, sous réserve de toute loi tlicho applicable et, s'agissant des eaux se trouvant sur 40 des terres désignées, des limites prévues dans l'accord de revendication applicable qui sont analogues aux limites relatives aux eaux se trouvant sur des terres tlichos.</p>
<p><b>Exclusive right</b></p> <p><b>74.</b> Despite section 7.1, the Gwich'in and Sahtu First Nations have the exclusive right to the use of waters when on or flowing through</p>	<p><b>74.</b> Malgré l'article 7.1, les premières nations des Gwich'in et du Sahtu ont, en ce qui touche les eaux qui sont sur leurs terres ou qui les</p>

their first nation lands and to the deposit of waste in relation to those waters in accordance with the other provisions of this Part or any territorial law, as the case may be.

2005, c. I, s. 40

**164. The portion of section 76 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**76.** The Board may issue, amend or renew a licence, permit or other authorization if the use of land or waters or the deposit of waste proposed by the applicant would, in the Board's opinion, interfere with a first nation's rights under section 75, if the Board is satisfied that

Issuance, amendment or renewal of licences, etc.

2005, c. I, s. 41

**165. The portion of section 77 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**77.** The Board may issue, amend or renew a licence under section 76 only if

Conditions for licence

2000, c. 32, s. 54; 2005, c. I, s. 42

**166. (1) Subsections 78(1) and (2) of the Act are replaced by the following:**

Application to water authority

**78. (1)** The Board shall notify a water authority in writing if the Board determines that a use of waters or a deposit of waste that is proposed, in an application made to the water authority, to be carried out in one of the places set out below would be likely to substantially alter the quality, quantity or rate of flow of waters when on or flowing through first nation lands of the Gwich'in or Sahtu First Nation or waters adjacent to those first nation lands:

(a) Nunavut or an area of the Northwest Territories outside the Mackenzie Valley;

traversent, un droit exclusif d'utilisation ou de dépôt de déchets, le tout en conformité avec les autres dispositions de la présente partie ou des règles de droit territoriales, selon le cas.

**5 164. Le passage de l'article 76 de la même loi précédent l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

**76.** L'Office peut délivrer, modifier ou renouveler un permis ou une autre autorisation dans les cas où, à son avis, l'utilisation des terres ou l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets aurait pour effet de porter atteinte au droit accordé par l'article 75 s'il est convaincu de ce qui suit :

**165. L'article 77 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**77.** L'Office ne peut délivrer, modifier ou renouveler un permis d'utilisation des eaux dans les cas visés à l'article 76 que si le demandeur a conclu avec la première nation un accord d'indemnisation en ce qui touche les pertes ou les dommages résultant de toute altération importante de la qualité, de la quantité ou du débit des eaux qui sont sur les terres de cette dernière, qui les traversent ou qui y sont adjacentes, ou si la question de l'indemnité à payer à la première nation a fait l'objet de la demande prévue au paragraphe 79(1).

**166. (1) Les paragraphes 78(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

2000, ch. 32, art. 54; 2005, ch. I, art. 42

**78. (1)** S'il conclut que les activités — utilisation des eaux ou dépôt de déchets — visées par une demande d'autorisation présentée à une autorité de gestion des eaux auront vraisemblablement pour effet d'altérer de façon importante la qualité, la quantité ou le débit des eaux qui sont sur les terres de la première nation des Gwich'in ou de celle du Sahtu — selon le cas —, qui les traversent ou qui y sont adjacentes, l'Office notifie sa conclusion à cette autorité, dans les cas où ces activités doivent être exercées :

*a)* au Nunavut ou dans la partie des Territoires du Nord-Ouest située à l'extérieur de la vallée du Mackenzie;

5 2005, ch. 1, art. 40

Délivrance, modification ou renouvellement de permis

Conditions : permis d'utilisation des eaux

Demande présentée à une autorité de gestion des eaux

Access to information

(b) a park to which the *Canada National Parks Act* applies, or lands acquired under the *Historic Sites and Monuments Act*, in a settlement area.

b) à l'intérieur d'une région désignée, dans un parc régi par la *Loi sur les parcs nationaux du Canada* ou sur des terres acquises sous le régime de la *Loi sur les lieux et monuments historiques*.

5

Conditions for authorization

(2) A water authority shall provide the Board with any information in its possession that the Board requires in order to make a determination under subsection (1).

5 (2) L'autorité de gestion des eaux est tenue de fournir à l'Office les renseignements qui sont en sa possession et que celui-ci peut exiger pour parvenir à la conclusion visée au paragraphe (1).

Renseignements

2005, c. 1, s. 43(1)

**(2) The portion of subsection 78(3) of the English version of the Act before paragraph 10 (a) is replaced by the following:**

(3) Despite any other Act, a water authority that is notified under subsection (1) is not permitted to authorize the proposed use of waters or deposit of waste unless

(3) Despite any other Act, a water authority that is notified under subsection (1) is not permitted to authorize the proposed use of 15 waters or deposit of waste unless

Conditions for authorization

**167. (1) Subsection 79(1) of the Act is replaced by the following:**

**167. (1) Le paragraphe 79(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. 1, par. 43(1)

Referral of compensation to Board

79. (1) If a compensation agreement referred to in section 77 or 78, as the case may be, is not entered into within the period allowed by the rules of the Board, the applicant or the first nation may apply to the Board for a determination of compensation.

79. (1) Faute d'avoir conclu l'accord d'indemnisation visé aux articles 77 ou 78 dans le délai fixé par les règles de l'Office, le demandeur de permis ou autre autorisation ou la première nation peut demander à l'Office de fixer l'indemnité.

Renvoi à l'Office

Determination of compensation

(2) On an application under subsection (1), the Board shall determine the compensation payable in respect of the proposed use of waters or deposit of waste, taking into consideration

(2) Saisi d'une telle demande, l'Office tient compte, pour fixer l'indemnité, des facteurs suivants :

Indemnité

30

**(3) Paragraph 79(2)(d) of the English version of the Act is replaced by the following:**

**(3) L'alinéa 79(2)d) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

30

(d) any other factor that the Board considers relevant in the circumstances.

(d) any other factor that the Board considers relevant in the circumstances.

2005, c. 1, s. 44

**168. The portion of section 79.1 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**168. Le passage de l'article 79.1 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. 1, art. 44

Conditions for licence

79.1 The Board is not permitted to issue, amend or renew a licence for the use of waters or the deposit of waste if, in its opinion, that use or deposit is likely to substantially alter the

79.1 L'Office ne peut délivrer, modifier ou renouveler un permis d'utilisation des eaux s'il conclut que les activités — utilisation des eaux ou dépôt de déchets — auront vraisemblablement pour effet d'altérer de façon importante la qualité, la quantité ou le débit des eaux qui sont

Délivrance, modification ou renouvellement d'un permis d'utilisation des eaux

40

2005, c. I, s. 44

quality, quantity or rate of flow of waters when on or flowing through Tlicho lands or waters adjacent to Tlicho lands unless

**169. Subsection 79.2(1) of the Act is replaced by the following:**

Application to water authority

**79.2** (1) The Board shall notify a water authority in writing if the Board determines that a use of waters or a deposit of waste that is proposed, in an application made to the water authority, to be carried out in one of the places set out below would be likely to substantially alter the quality, quantity or rate of flow of waters when on or flowing through Tlicho lands or waters adjacent to Tlicho lands:

- (a) Nunavut or an area of the Northwest Territories outside the Mackenzie Valley;
- (b) a park to which the *Canada National Parks Act* applies, or lands acquired under the *Historic Sites and Monuments Act*, in Wekeezhii.

2005, c. I, s. 44

**170. Subsection 79.3(1) of the Act is replaced by the following:**

Referral of compensation to Board

**79.3** (1) If a compensation agreement referred to in paragraph 79.1(b) or 79.2(3)(a), as the case may be, is not entered into, the applicant or the Tlicho Government may, after having participated in mediation under chapter 6 of the Tlicho Agreement, apply to the Board for a determination of compensation.

2005, c. I, s. 45(2)

**171. (1) The portion of subsection 80(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Reference to Board

(3) On application by the person or department or agency requesting the supply or access, the Board shall

**(2) Subsection 80(4) of the Act is replaced by the following:**

sur les terres tlichos, les traversent ou y sont adjacentes, sauf si les conditions ci-après sont réunies :

**169. Le paragraphe 79.2(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. I, art. 44

**79.2** (1) S'il conclut que les activités — utilisation des eaux ou dépôt de déchets — visées par une demande d'autorisation présentée à une autorité de gestion des eaux auront vraisemblablement pour effet d'altérer de façon importante la qualité, la quantité ou le débit des eaux qui sont sur les terres tlichos, les traversent ou y sont adjacentes, l'Office notifie sa conclusion à cette autorité dans les cas où ces activités doivent être exercées :

15

a) au Nunavut ou dans les Territoires du Nord-Ouest mais à l'extérieur de la vallée du Mackenzie;

b) à l'intérieur du Wekeezhii, dans un parc régi par la *Loi sur les parcs nationaux du Canada* ou sur des terres acquises sous le régime de la *Loi sur les lieux et monuments historiques*.

**170. Le paragraphe 79.3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. I, art. 44

**79.3** (1) Faute d'avoir conclu l'accord d'indemnisation visé à l'alinéa 79.1b) ou au paragraphe 79.2(3), selon le cas, le demandeur ou le gouvernement tlicho peut demander à l'Office, après avoir participé à la médiation prévue au chapitre 6 de l'accord tlicho, de fixer l'indemnité.

Renvoi à l'Office

**171. (1) Le paragraphe 80(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. I, par. 45(2)

(3) L'Office, sur demande de quiconque réclame les matériaux ou l'accès à ceux-ci, soit se prononce sur la présence de sources d'approvisionnement accessibles, sans difficulté excessive, dans la région avoisinante, soit tranche tout conflit sur les modalités de l'approvisionnement en matériaux, sur l'accès à ceux-ci ou sur l'ordre de préséance entre la première nation et les autres utilisateurs.

Renvoi à l'Office

**(2) Le paragraphe 80(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

45

Settlement lands outside settlement area

(4) If first nation lands from which construction materials are requested are situated outside the first nation's settlement area but within the Northwest Territories, the Board shall consult the resource management authority having jurisdiction in respect of those lands before making any determination under subsection (3).

2005, c. 1, s. 46

**172. The portion of subsection 80.1(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Reference to Board

(4) On application by any person, department, agency or government requesting the supply of, or access to, materials under subsection (1) and after the applicant has participated in mediation under chapter 6 of the Tlicho 15 Agreement, the Board shall

Ministerial approval

**173. (1) Section 81 of the Act is replaced by the following:**

81. A board is not permitted to issue, amend, renew or cancel a type A licence referred to in the *Northwest Territories Waters Act*, or a type B licence referred to in that Act in connection with which a public hearing is held by the board with respect to its issuance, renewal, amendment or cancellation, without the approval of 25 the federal Minister.

2005, c. 1, s. 47

**174. (1) Section 82 of the Act is replaced by the following:**

Consultation with boards

82. The federal Minister shall consult the 30 boards with respect to the amendment of this Act or the making or amendment of any instrument under this Act.

Consultation with Board

**(2) Section 82 of the Act is replaced by the following:**

82. The federal Minister shall consult the Board with respect to the amendment of this Act or the making or amendment of any instrument under this Act.

2005, c. 1, s. 47

**175. (1) Subsection 83(1) of the Act is replaced by the following:**

(4) Dans les cas où les terres visées par la demande d'approvisionnement sont situées dans les Territoires du Nord-Ouest mais à l'extérieur de la région désignée de la première nation, 5 l'Office est tenu de consulter l'autorité de gestion des ressources ayant compétence sur ces terres avant de se prononcer en application du paragraphe (3).

**172. Le passage du paragraphe 80.1(4) de la même loi précédent l'alinéa a) est remplacé 10 par ce qui suit :**

(4) Selon le cas, l'Office, sur demande de quiconque réclame les matériaux ou l'accès à ceux-ci et a participé à la médiation prévue au chapitre 6 de l'accord tlicho : 15

**173. (1) L'article 81 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

81. Sont subordonnés à l'agrément du ministre fédéral, la délivrance, le renouvellement, la modification et l'annulation des permis de type 20 B au sens de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, et, si l'office tient des audiences publiques à cet égard, des permis de type B au sens de cette loi.

**(2) L'article 81 de la même loi est abrogé.** 25

**174. (1) L'article 82 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

82. Le ministre fédéral est tenu de consulter l'office en ce qui touche les propositions de modification de la présente loi et la prise ou les 30 propositions de modification de ses textes d'application.

**(2) L'article 82 de la même loi est rem-35 placé par ce qui suit :**

82. Le ministre fédéral est tenu de consulter l'Office en ce qui touche les propositions de modification de la présente loi et la prise ou les propositions de modification de ses textes d'application.

**175. (1) Le paragraphe 83(1) de la même 40 loi est remplacé par ce qui suit :**

Terres extérieures à la région désignée

Renvoi à l'Office— demandeur

Agrement ministériel

Consultation de l'office

Consultation de l'Office

2005, ch. 1, art. 47

Minister's policy directions to board

**83.** (1) The federal Minister may, after consultation with a board, give written policy directions that are binding on the board with respect to the exercise of any of its functions under this Act. The federal Minister shall also consult the Tlicho Government before giving such written policy directions to the Wekeezhii Land and Water Board.

**(2) Subsections 83(1) to (3) of the Act are replaced by the following:**

Minister's policy directions to Board

**83.** (1) The federal Minister may, after consultation with the Board and the Tlicho Government, give written policy directions that are binding on the Board with respect to the exercise of any of its functions under this Act.

Policy directions by the Tlicho Government to Board

(2) The Tlicho Government may, after consultation with the Board and the federal Minister, give written policy directions with respect to the exercise of any of the Board's functions under this Part in relation to the use of Tlicho lands. Policy directions shall be binding on the Board to the extent that compliance with them does not require the Board to exceed its approved budget.

Limitation

(3) Except as provided by subsection (4), policy directions do not apply in respect of any application that, at the time the directions are given, is pending before the Board or has been approved by the Board and is awaiting approval under section 72.13 or under any territorial law, as the case may be.

2005, c. I, s. 47

**(3) Subsection 83(3) of the Act is replaced by the following:**

Limitation

(3) Except as provided by subsection (4), policy directions do not apply in respect of any application that, at the time the directions are given, is pending before a board or has been approved by a board and is awaiting approval under section 72.13 or under any territorial law, as the case may be.

**176. The Act is amended by adding the following after section 83:**

**83.** (1) Le ministre fédéral peut, après consultation de l'office, lui donner par écrit des instructions générales obligatoires relativement à l'exercice des attributions conférées à 5 celui-ci par la présente loi. Le ministre consulte également le gouvernement tlicho avant de donner par écrit de telles instructions à l'Office des terres et des eaux du Wekeezhii.

**(2) Les paragraphes 83(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

**83.** (1) Le ministre fédéral peut, après consultation de l'Office et du gouvernement tlicho, donner par écrit à l'Office des instructions générales obligatoires relativement à 15 l'exercice des attributions conférées à celui-ci 15 par la présente loi.

(2) Le gouvernement tlicho peut, après consultation de l'Office et du ministre fédéral, donner par écrit à l'Office des instructions générales obligatoires relativement à l'exercice 20 des attributions conférées à celui-ci par la présente partie en ce qui touche l'utilisation des terres tlichos. Ces instructions lient l'Office dans la mesure où elles ne l'obligent pas à dépasser le budget approuvé à son égard. 25

(3) Sauf dans la mesure prévue au paragraphe (4), les instructions ne visent toutefois pas la demande qui, au moment où elles sont données, soit est pendante devant l'Office, soit a été accueillie par celui-ci mais n'a pas encore 30 reçu l'agrément prévu à l'article 72.13 ou par les règles de droit territoriales, selon le cas.

**(3) Le paragraphe 83(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(3) Sauf dans la mesure prévue au paragraphe (4), les instructions ne visent toutefois pas la demande qui, au moment où elles sont données, soit est pendante devant l'office, soit a été accueillie par celui-ci mais n'a pas encore 40 reçu l'agrément prévu à l'article 72.13 ou par les 40 règles de droit territoriales, selon le cas.

**176. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 83, de ce qui suit :**

Instructions ministérielles

Instructions ministérielles

Instructions du gouvernement tlicho

Non-application

2005, ch. I, art. 47

Non-application

Recommendations to federal Minister

Other recommendations

Coordination

2005, c. 1, ss. 48 and 49

#### RECOMMENDATIONS

**83.1** (1) The Board shall, at the request of the federal Minister, make recommendations to the federal Minister with respect to the amendment of this Act or the making or amendment of any instrument under this Act.

(2) The Board may make recommendations to

(a) the Minister responsible for any Act of Parliament regarding the use of land or waters or the deposit of waste, with respect to the amendment of that Act or the making or amendment of any instrument under that Act;

(b) the territorial Minister with respect to the amendment of territorial laws regarding the use of land or waters or the deposit of waste; 15

(c) a local government with respect to the amendment of bylaws enacted by that government regarding the use of land or waters or the deposit of waste; and

(d) the Tlicho Government with respect to 20 the amendment of Tlicho laws regarding the use of Tlicho lands or waters on those lands or a deposit of waste on those lands or in those waters.

#### COOPERATION WITH OTHER AUTHORITIES

**83.2** If a use of land or waters or a deposit of 25 waste proposed by an applicant for a licence or permit is likely to have an impact in an area outside the Mackenzie Valley, whether within or outside the Northwest Territories, the Board may consult any government, aboriginal group or other body responsible for the regulation of such uses or deposits in that area and may, with the approval of the federal Minister, hold joint hearings with or enter into agreements with any of them for the coordination of activities and the avoidance of duplication.

**177. The heading before section 84 and sections 84 to 89 of the Act are replaced by the following:**

#### RECOMMANDATIONS

**83.1** (1) L'Office fait au ministre fédéral, sur demande de celui-ci, des recommandations concernant soit la modification de la présente loi, soit la prise ou la modification de ses textes 5 d'application.

(2) Il peut également, de sa propre initiative, faire des recommandations au ministre responsable, au ministre territorial et à toute administration locale, respectivement, selon qu'il s'agit de la modification d'une loi fédérale — ou de la 10 prise ou de la modification de ses textes d'application —, d'une règle de droit territoriale ou d'un règlement municipal régissant l'utilisation des terres ou des eaux ou le dépôt de déchets. Il peut en outre faire des recommandations au gouvernement tlicho concernant la modification d'une loi tlicho régissant l'utilisation des terres tlichos ou des eaux qui s'y trouvent ou le dépôt de déchets dans ces lieux. 15

#### COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANES

**83.2** Dans le cas où un projet d'utilisation 20 Ententes des terres ou des eaux ou de dépôt de déchets devant être réalisé dans la vallée du Mackenzie aura vraisemblablement des répercussions à l'extérieur de celle-ci — ou même des Territoires du Nord-Ouest —, l'Office peut consulter 25 les gouvernements, groupes autochtones ou autres organes chargés de régir ces activités dans la région ainsi touchée et, avec l'accord du ministre fédéral, soit mener avec eux des audiences conjointes, soit conclure des ententes 30 afin de coordonner leurs activités de manière qu'elles ne fassent pas double emploi.

**177. L'intertitre précédent l'article 84 et les articles 84 à 89 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

Recommendations au ministre fédéral

Autres recommandations

5

2005, ch. 1, art. 48 et 49

35

	ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT	EXÉCUTION ET CONTRÔLE D'APPLICATION	
	<i>Designation</i>	<i>Désignation</i>	
Designation	<p><b>84.</b> (1) The federal Minister may designate any qualified person, or a class of qualified persons, as an inspector to exercise powers relating to verifying compliance or preventing non-compliance with this Part and orders made under section 86 or 86.1.</p>	<p><b>84.</b> (1) Le ministre fédéral peut désigner toute personne qualifiée—individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée—à titre d'inspecteur pour exercer des pouvoirs relativement à la vérification du respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu des articles 86 ou 86.1 ou à la prévention du non-respect de cette partie ou de ces ordres.</p>	Désignation 5
Designation—analyst	<p>(2) The federal Minister may designate any qualified person as an analyst for the purposes of this Part.</p>	<p>(2) Le ministre fédéral peut désigner toute personne qualifiée à titre d'analyste pour l'application de la présente partie.</p>	Désignation—analyste 10
	<i>Powers</i>	<i>Pouvoirs</i>	
Authority to enter	<p><b>85.</b> (1) An inspector may, for the purpose of verifying compliance or preventing non-compliance with this Part or orders made under section 86 or 86.1, enter a place in which they have reasonable grounds to believe that</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) a person is using land;</li> <li>(b) a person is using water or depositing waste in a federal area within a water management area;</li> <li>(c) in a federal area within a water management area a person is constructing any work that, on completion, will form part of an undertaking whose operation will require the use of waters or the deposit of waste, or altering or extending a work that forms part of such an undertaking; or</li> <li>(d) a document or any thing relating to a use or deposit referred to in paragraph (a), (b) or (c) is located.</li> </ul>	<p><b>85.</b> (1) L'inspecteur peut, pour vérifier le respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu des articles 86 ou 86.1 ou en prévenir le non-respect, entrer dans tout lieu s'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) qu'une personne utilise des terres;</li> <li>b) qu'une personne utilise des eaux ou dépose des déchets dans une zone fédérale située dans une zone de gestion des eaux;</li> <li>c) que, dans une zone fédérale située dans une zone de gestion des eaux, une personne soit construit des ouvrages qui, une fois achevés, feront partie d'une entreprise dont l'exploitation nécessitera l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, soit modifie ou agrandit des ouvrages qui font partie d'une telle entreprise;</li> <li>d) qu'un document ou une autre chose concernant une telle utilisation ou un tel dépôt de déchets s'y trouve.</li> </ul>	Accès au lieu 15
Powers on entry	<p>(2) The inspector may, for the purposes referred to in subsection (1),</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) examine anything in the place;</li> <li>(b) use any means of communication in the place or cause it to be used;</li> <li>(c) use any computer system in the place, or cause it to be used, to examine data contained in or available to that system;</li> </ul>	<p>(2) Il peut, à ces mêmes fins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) examiner toute chose se trouvant dans le lieu;</li> <li>b) faire usage, directement ou indirectement, des moyens de communication se trouvant dans le lieu;</li> </ul>	Autres pouvoirs 30 35

- (d) prepare a document, or cause one to be prepared, based on the data;
- (e) use any copying equipment in the place, or cause it to be used;
- (f) take measurements or samples of anything in the place;
- (g) remove any thing from the place for examination or copying;
- (h) take photographs and make recordings or sketches;
- (i) order the owner or person in charge of the place or any person at the place to establish their identity to the inspector's satisfaction or to stop or start an activity;
- (j) order the owner or person having possession, care or control of any thing in the place to not move it, or to restrict its movement, for as long as, in the inspector's opinion, is necessary;
- (k) direct any person to put any machinery, vehicle or equipment in the place into operation or to cease operating it; and
- (l) prohibit or limit access to all or part of the place.

10

15

20

25

30

35

40

45

## Certificate

(3) The federal Minister shall provide every inspector with a certificate of designation. On entering any place, the inspector shall, if so requested, produce the certificate to the occupant or person in charge of the place.

## Notice

(4) If an inspector considers it reasonable to do so, an inspector shall give the Gwich'in or Sahtu First Nation prior notice of entry by the inspector on its first nation lands.

c) faire usage, directement ou indirectement, de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

d) établir ou faire établir tout document à 5 partir de ces données;

e) faire usage, directement ou indirectement, du matériel de reproduction se trouvant dans le lieu;

f) prendre des mesures et prélever des 10 échantillons de toute chose se trouvant dans le lieu;

g) emporter toute chose se trouvant dans le lieu à des fins d'examen ou pour en faire des copies;

15

h) prendre des photographies, effectuer des enregistrements et faire des croquis;

i) ordonner au propriétaire ou au responsable du lieu ou à quiconque s'y trouve d'établir, à sa satisfaction, son identité ou d'arrêter ou de 20 reprendre toute activité;

j) ordonner au propriétaire de toute chose se trouvant dans le lieu ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de ne pas la déplacer ou d'en limiter le 25 déplacement pour la période de temps qu'il estime suffisante;

k) ordonner à quiconque de faire fonctionner ou de cesser de faire fonctionner une machine, un véhicule ou de l'équipement se 30 trouvant dans le lieu;

l) interdire ou limiter l'accès à tout ou partie du lieu.

(3) Le ministre fédéral remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité; 35 celui-ci le présente, sur demande, au responsable ou à l'occupant du lieu.

Certificat

(4) Dans les cas où il l'estime indiqué, l'inspecteur donne aux premières nations des Gwich'in ou du Sahtu un préavis de son 40 intention de procéder à la visite de leurs terres.

Préavis

Notice to Tlicho Government

(5) An inspector shall, if it is reasonable to do so, give the Tlicho Government prior notice of entry by the inspector on Tlicho lands.

Warrant for dwelling-house

**85.1** (1) If the place referred to in subsection 85(1) is a dwelling-house, the inspector may only enter it with the occupant's consent or under the authority of a warrant issued under subsection (2).

Authority to issue warrant

(2) On *ex parte* application, a justice of the peace may issue a warrant authorizing the inspector who is named in it to enter a dwelling-house, subject to any conditions specified in the warrant, if the justice of the peace is satisfied by information on oath that

(a) the dwelling-house is a place referred to in subsection 85(1);

(b) entry to the dwelling-house is necessary for the purpose of verifying compliance or preventing non-compliance with this Part or orders made under section 86 or 86.1; and

(c) entry was refused by the occupant or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused or that consent to entry cannot be obtained from the occupant.

Entering private property

**85.2** (1) For the purpose of gaining entry to a place referred to in subsection 85(1), an inspector may enter and pass through private property. For greater certainty, no person has a right to object to that use of the property and no warrant is required for the entry, unless the property is a dwelling-house.

Person accompanying inspector

(2) A person may, at the inspector's request, accompany the inspector to assist them in gaining entry to the place referred to in subsection 85(1) and is not liable for doing so.

Use of force

**85.3** In executing a warrant to enter a dwelling-house, an inspector is not permitted to use force unless the use of force has been specifically authorized in the warrant and the inspector is accompanied by a peace officer.

(5) Il donne au gouvernement tlicho, dans les cas où il est indiqué de le faire, un préavis de son intention de procéder à la visite des terres tlichos.

**85.1** (1) Dans le cas d'une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois y entrer sans le consentement de l'occupant que s'il est muni d'un mandat décerné en vertu du paragraphe (2).

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix 10 peut décerner un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à entrer dans une maison d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que les conditions 15 ci-après sont réunies :

a) la maison d'habitation est un lieu visé au paragraphe 85(1);

b) l'entrée est nécessaire à la vérification du respect de la présente partie ou des ordres 20 donnés en vertu de l'article 86 ou 86.1 ou à la prévention du non-respect de cette partie ou de ces ordres;

c) soit l'occupant a refusé l'entrée à l'inspecteur, soit il y a des motifs raisonnables de 25 croire que tel sera le cas ou qu'il est impossible d'obtenir le consentement de l'occupant.

**85.2** (1) L'inspecteur peut, pour accéder au lieu visé au paragraphe 85(1), entrer dans une 30 propriété privée et y passer; il est entendu que nul ne peut s'y opposer et qu'aucun mandat n'est requis, sauf s'il s'agit d'une maison d'habitation.

(2) Toute personne peut, à la demande de 35 l'inspecteur, accompagner celui-ci en vue de l'aider à accéder au lieu, et ce, sans encourir de poursuites à cet égard.

**85.3** L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution d'un mandat autorisant l'entrée 40 dans une maison d'habitation que si celui-ci en autorise expressément l'usage et qu'il est accompagné d'un agent de la paix.

Préavis au gouvernement tlicho

5 Mandat : maison d'habitation

Délivrance du mandat

Entrée dans une propriété privée

Personne accompagnant l'inspecteur

Usage de la force

Inspector's  
order—adverse  
effects of land  
use

*Orders*

**86.** (1) If an inspector has reasonable grounds to believe that a use of land has resulted in or is likely to result in an adverse effect on the environment, the inspector may, in accordance with the regulations, order the person who is using the land to take any measures that the inspector considers reasonable to mitigate, remedy or prevent the adverse effect.

Inspector's  
order—  
contravention

(2) If an inspector has reasonable grounds to believe that a person who is using land is contravening the regulations or the conditions of a permit, the inspector may, in accordance with the regulations, order that person to take any measures that the inspector considers reasonable in order to prevent the contravention from continuing.

Notice

(3) An order shall be provided in the form of a written notice and shall include

- (a) a statement of the reasons for the order; 20 and
- (b) the time and manner in which the order is to be carried out.

Remedial  
measures

**86.1** (1) Whether or not a report has been made under subsection 72.01(3), an inspector 25 may order a person who is using water or depositing waste in a federal area to take any reasonable measures that the inspector may specify, including the cessation of an activity, to prevent a use of waters, deposit of waste or 30 failure of a work from occurring or to counteract, mitigate or remedy adverse effects of that use, deposit or failure, if an inspector has reasonable grounds to believe

- (a) that

- (i) waters have been or may be used in contravention of subsection 72(1) or of a condition of a licence,
- (ii) waste has been or may be deposited in contravention of subsection 72.01(1) or of 40 a condition of a licence, or
- (iii) there has been, or may be, a failure of a work related to the use of waters or the deposit of waste, whether or not there has been compliance with any standards 45

*Ordres*

**86.** (1) S'il a des motifs raisonnables de croire que l'utilisation des terres soit a eu des effets négatifs sur l'environnement, soit en aura vraisemblablement, l'inspecteur peut, en conformité avec les règlements, ordonner à la personne utilisant les terres de prendre les mesures qu'il juge propres à éviter ces effets, à les atténuer ou à y remédier.

(2) S'il a des motifs raisonnables de croire à la contravention, par la personne utilisant les terres, des règlements ou des conditions d'un permis d'utilisation des terres, l'inspecteur peut, en conformité avec les règlements, ordonner à cette dernière de prendre les mesures qu'il juge propres à mettre un terme à la contravention. 15

Ordre de  
l'inspecteur :  
effets sur  
l'environnement

5

Ordre de  
l'inspecteur en  
cas de  
contravention

Avis

(3) L'ordre est communiqué sous forme d'avis écrit précisant les motifs et les délais et modalités d'exécution.

**86.1** (1) Que le fait lui ait été ou non signalé dans le cadre du paragraphe 72.01(3), l'inspecteur peut ordonner à une personne qui utilise les eaux ou qui dépose des déchets dans une zone fédérale la prise des mesures qu'il juge raisonnable d'imposer, notamment la cessation de toute activité, pour empêcher l'utilisation des eaux, le dépôt de déchets ou la défectuosité d'un ouvrage, ou pour en neutraliser, atténuer ou réparer les effets négatifs, s'il a des motifs raisonnables de croire :

- 35 a) que :

Réparation

- (i) soit les eaux ont été utilisées—ou risquent de l'être—contrairement au paragraphe 72(1) ou à une condition du permis,
- (ii) soit des déchets ont été déposés—ou risquent de l'être—contrairement au paragraphe 72.01(1) ou à une condition du permis,
- (iii) soit il y a eu—ou risque d'y avoir—une défectuosité dans un ouvrage lié à l'utilisation des eaux ou au dépôt de 40

30

35

	<p>prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(j) and with any standards imposed by a licence; and</p> <p>(b) that a danger to persons, property or the environment results, or may reasonably be expected to result, from the adverse effects of that use, deposit or failure.</p>	<p>déchets même lorsque les normes fixées par règlement au titre de l'alinéa 90.3(1)(j) ou celles fixées par le permis ont été respectées;</p> <p>b) que les effets négatifs de l'utilisation, du dépôt ou de la défectuosité entraînent—ou risquent d'entraîner—un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.</p>
Notice	<p>(2) The order shall be provided in the form of a written notice and shall include</p> <p>(a) a statement of the reasons for the order; and</p> <p>(b) the time and manner in which the order is to be carried out.</p>	<p>(2) L'ordre est communiqué sous forme d'avis écrit précisant les motifs et les délais et modalités d'exécution.</p>
Failure to comply	<p><b>86.2</b> (1) If a person does not comply with an order made under subsection 86(1) or (2) or section 86.1 within the time specified, the inspector may, on their own initiative, take the measures specified in the order.</p>	<p><b>86.2</b> (1) Si la personne ne se conforme pas à l'ordre donné en vertu des paragraphes 86(1) ou (2) ou de l'article 86.1 dans le délai imparti, l'inspecteur peut, de sa propre initiative, prendre les mesures qui y sont visées.</p>
Recovery of Her Majesty's costs	<p>(2) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada in the taking of measures under subsection (1) constitutes a debt due to Her Majesty recoverable from the person in a court of competent jurisdiction or by recourse to any security furnished under section 71 or 72.11, as the case may be.</p>	<p>(2) Les frais engagés par sa Majesté du chef du Canada au titre du paragraphe (1) constituent une créance de sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi, devant tout tribunal compétent, contre la personne. Ils peuvent en outre être recouvrés sur la garantie visée aux articles 71 ou 72.11, selon le cas.</p>
Assistance to inspectors	<p><b>87.</b> (1) The owner or person in charge of the place entered under section 85, and every person in it, shall give an inspector all assistance that is reasonably required to enable the inspector to verify compliance or prevent non-compliance with this Part and orders made under section 86 or 86.1, and shall provide any documents, data or information that is reasonably required for that purpose.</p>	<p><b>87.</b> (1) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité au titre de l'article 85, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance qu'il peut valablement exiger pour lui permettre de vérifier le respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu des articles 86 ou 86.1 ou d'en prévenir le non-respect, et de lui fournir les documents, données et renseignements qu'il peut valablement exiger.</p>
Obstruction	<p>(2) It is prohibited to knowingly obstruct or hinder an inspector who is exercising their powers or performing their duties and functions under this Act.</p>	<p>(2) Il est interdit d'entraver sciemment l'action de l'inspecteur dans l'exercice des attributions que lui confère la présente loi.</p>
False statements or information	<p>(3) It is prohibited to knowingly make a false or misleading statement or knowingly provide false or misleading information in connection</p>	<p>(3) Il est interdit de faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse ou de communiquer sciemment des renseignements faux ou trompeurs.</p>

with any matter under this Act to an inspector who is exercising their powers or performing their duties and functions under this Act.

**Review by board** **88.** A board shall, if so requested by a person who is subject to an order made by an inspector under subsection 86(1) or (2) or section 86.1, review that order without delay and confirm, vary or revoke it.

**Work closed or abandoned** **89.** (1) The federal Minister may take any reasonable measures to prevent, counteract, mitigate or remedy any adverse effect, in a federal area, on persons, property or the environment, and for that purpose may enter any place in a federal area, except one that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary dwelling-house, if the federal Minister has reasonable grounds to believe that

(a) a person has closed or abandoned, temporarily or permanently, a work related to the use of waters or the deposit of waste, and

(b) either

(i) the person has contravened or failed to comply with any condition of a licence or 25 any provision of this Act or the regulations, whether or not the condition or provision relates to closing or abandonment, or

(ii) a danger to persons, property or the environment may result from the past 30 operation of the work or from its closing or abandonment.

**Recovery of Her Majesty's costs** **(2)** Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada in the taking of measures under subsection (1), to 35 the extent that the incurring of those costs was based on subparagraph (1)(b)(i), constitutes a debt due to Her Majesty recoverable from the person in a court of competent jurisdiction or by recourse to any security furnished under section 40 72.11.

**178. Subsection 85(4) of the Act is replaced by the following:**

trompeurs, relativement à toute question visée par la présente loi, à un inspecteur qui agit dans l'exercice de ses attributions au titre de celle-ci.

**88.** Sur demande de toute personne visée par 5 un ordre donné par l'inspecteur en vertu des paragraphes 86(1) ou (2) ou de l'article 86.1, l'office révise sans délai l'ordre et le confirme, le modifie ou l'annule.

**89.** (1) Le ministre fédéral peut prendre les 10 mesures nécessaires pour empêcher, neutraliser, 15 diminuer ou réparer tout effet négatif, dans une zone fédérale, sur les personnes, les biens ou l'environnement et, à cette fin, entrer dans tout lieu situé dans une zone fédérale, à l'exclusion d'un lieu conçu et utilisé de façon temporaire ou 15 permanente comme maison d'habitation, s'il a des motifs raisonnables de croire :

a) qu'une personne a fermé ou abandonné, de façon temporaire ou permanente, un ouvrage lié à l'utilisation des eaux ou au 20 dépôt de déchets;

b) que :

(i) soit une personne a contrevenu ou ne s'est pas conformée à une condition du permis d'utilisation des eaux ou à une 25 disposition de la présente loi ou de ses règlements, indépendamment du fait que la disposition ou la condition soit liée à la fermeture ou à l'abandon,

(ii) soit l'exploitation antérieure de l'ouvrage ou sa fermeture ou son abandon risque d'entraîner un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.

**(2)** Les frais engagés par Sa Majesté du chef du Canada au titre du paragraphe (1) constituent 35 une créance de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi, devant tout tribunal compétent, contre la personne visée au sous-alinéa (1)b)(i). Ils peuvent en outre être recouvrés sur la garantie visée à l'article 72.11. 40

Révision par l'office

Fermerture ou abandon d'un ouvrage

Recouvrement des frais

**178. Le paragraphe 85(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Notice to first nation

(4) An inspector shall, if it is reasonable to do so, give the Gwich'in or Sahtu First Nation prior notice of entry by the inspector on its first nation lands.

**179. Section 88 of the Act is replaced by the following:**

88. The Board shall, if so requested by a person who is subject to an order made by an inspector under subsection 86(1) or (2) or section 86.1, review that order without delay and confirm, vary or revoke it.

**180. (1) Paragraphs 90(c) and (d) of the Act are replaced by the following:**

(c) respecting eligibility for permits, prescribing the conditions or kinds of conditions that the Board may include in permits and respecting the duration of permits;

(d) providing for the issuance to permittees by the Board of authorizations for uses of land not authorized in their permits; 20

**(2) Paragraphs 90(h) and (i) of the Act are replaced by the following:**

(h) specifying the amount, or the manner of determining the amount, of the security referred to in subsection 71(1) or empowering 25 the Board to fix the amount of that security, subject to any maximum that may be specified for that purpose, prescribing the form and conditions of the security, and specifying the circumstances and manner in which it shall be refunded;

(i) prescribing the form of the register to be maintained by the Board under section 68 and the information to be entered in it, and respecting the fees, if any, to be paid to 35 examine the register or to obtain copies from it;

**(3) Paragraphs 90(m) and (n) of the Act are replaced by the following:**

(m) authorizing the Board or an inspector to 40 relieve permittees from specified obligations under the regulations; and

(4) L'inspecteur donne aux premières nations des Gwich'in ou du Sahtu, dans les cas où il est indiqué de le faire, un préavis de son intention de procéder à la visite de leurs terres.

**5 179. L'article 88 de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :**

88. Sur demande de toute personne visée par un ordre donné par l'inspecteur en vertu des paragraphes 86(1) ou (2) ou de l'article 86.1, l'Office révise sans délai l'ordre et le confirme, 10 le modifie ou l'annule.

**180. (1) Les alinéas 90c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

c) régir les conditions d'obtention et la période de validité des permis d'utilisation 15 des terres et fixer les conditions ou les types de conditions dont l'Office peut assortir ceux-ci;

d) permettre la délivrance, par l'Office, d'autorisations relatives à certaines activités 20 non visées par les permis d'utilisation des terres;

**(2) Les alinéas 90h) et i) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

h) fixer le montant ou le mode de calcul de la 25 garantie visée au paragraphe 71(1) ou habi- liser l'Office à en fixer le montant, compte tenu du plafond précisé à cet effet, fixer sa forme et ses conditions et prévoir les circonstances et les modalités de son rem- 30 boursement;

i) déterminer la forme du registre que doit tenir l'Office en application de l'article 68 et les renseignements à y porter et régir les droits à payer pour le consulter ou obtenir des 35 copies;

**(3) Les alinéas 90m) et n) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

m) permettre à l'Office ou à l'inspecteur de soustraire les titulaires de permis d'utilisation 40 des terres à certaines obligations prévues par les règlements;

Review by Board

Préavis

Révision par l'Office

2005, c. l. s. 51

(n) authorizing the Board or an inspector to require permittees to submit reports to them on specified matters.

**181. Sections 90.1 and 90.2 of the Act are replaced by the following:**

Regulations respecting cost recovery

**90.01** The Governor in Council may, following consultation by the federal Minister with first nations, the Tlicho Government, the territorial Minister and the Board, make regulations respecting the recovery of amounts and costs for the purposes of section 68.1, including prescribing the amounts and services for the purposes of that section and exempting any class of applicants or licensees from the application of that section.

Regulations respecting consultation

**90.02** The Governor in Council may, following consultation by the federal Minister with first nations, the Tlicho Government, the territorial Minister and the Board, make regulations respecting any consultation with a first nation, the Tlicho First Nation, the Tlicho Government or an aboriginal people who use an area outside the Mackenzie Valley that may occur under this Part, including the manner in which it is to be conducted, and providing for the delegation of certain procedural aspects of such a consultation.

Prohibition—Tlicho lands

**90.1** Even if the regulations do not require a permit or other authorization under this Part for a particular use of land, no person shall use Tlicho lands without such a permit or authorization if one is required by a Tlicho law for uses of that type.

Exception

**90.2** Despite the regulations, a permit or other authorization under this Part for a particular use of land in a Tlicho community is not required if the local government of that community has enacted a bylaw providing that one is not required for uses of that type.

2005, c. l. s. 51

**182. Section 90.2 of the Act is replaced by the following:**

n) autoriser l'Office ou l'inspecteur à exiger des titulaires de permis d'utilisation des terres qu'ils lui communiquent un rapport sur les sujets qui y sont spécifiés.

**181. Les articles 90.1 et 90.2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

5 2005, ch. l, art. 51

**90.01** Le gouverneur en conseil peut, après consultation des premières nations, du gouvernement tlicho, du ministre territorial et de l'Office par le ministre fédéral, prendre des règlements pour régir le recouvrement des frais et des sommes pour l'application de l'article 68.1, notamment prévoir les sommes et les services pour l'application de cet article et exempter toute catégorie de demandeurs ou de titulaires de permis d'utilisation des eaux de l'application de cet article.

**90.02** Le gouverneur en conseil peut, après consultation des premières nations, du gouvernement tlicho, du ministre territorial et de l'Office par le ministre fédéral, prendre des règlements concernant toute consultation menée auprès des premières nations, de la première nation tlicho, du gouvernement tlicho ou d'un peuple autochtone qui utilise les ressources d'une région située à l'extérieur de la vallée du Mackenzie en application de la présente partie, notamment les modalités de celle-ci, et prévoir la délégation de certains aspects de la procédure de consultation.

Règlements concernant les consultations

**90.1** Nul ne peut, même en l'absence d'exigence réglementaire à cet égard, utiliser les terres tlichos sans détenir un permis d'utilisation des terres ou une autre autorisation délivré sous le régime de la présente partie si une loi tlicho l'exige.

Interdiction — utilisation des terres tlichos sans permis

**90.2** Malgré les règlements, l'obtention d'un permis d'utilisation des terres ou d'une autre autorisation d'utilisation des terres délivré sous le régime de la présente partie n'est pas nécessaire si un règlement municipal établi par l'administration locale de la collectivité tlicho prévoit une exemption à l'égard du type d'utilisation projetée.

Exception

**182. L'article 90.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

45 2005, ch. l, art. 51

Exception

**90.2** Despite the regulations, a permit or other authorization under Part 3 or 4 for a particular use of land in a Tlicho community is not required if the local government of that community has enacted a bylaw providing that one is not required for uses of that type.

Regulations—  
federal areas

**90.3** (1) The Governor in Council may, following consultation by the federal Minister with the Gwich'in and Sahtu First Nations and the Tlicho Government, make regulations respecting the use of waters and the deposit of waste in federal areas and, in particular, may make regulations

(a) on the recommendation of the federal Minister and a board,

(i) establishing water management areas consisting of river basins or other geographical areas, and

(ii) classifying purposes of waters use in any water management area;

(b) prescribing, for the purposes of paragraphs (b) to (d) of the definition “waste” in section 51,

(i) substances and classes of substances,

(ii) quantities or concentrations of substances and classes of substances in water, and

(iii) treatments, processes and changes of water;

(c) setting out the criteria to be applied by a board in determining whether a proposed use of waters or deposit of waste for which a licence is required under this Act requires a type A licence or a type B licence;

(d) setting out the procedure to be followed on an application to a board;

(e) prescribing the forms to be used for applications to a board, the information to be submitted to a board in connection with any application and the form in which any of that information is to be submitted;

(f) prescribing forms, in addition to any forms prescribed under paragraph (e);

**90.2** Malgré les règlements, l'obtention d'un permis d'utilisation des terres ou d'une autre autorisation d'utilisation des terres délivré sous le régime des parties 3 ou 4, selon le cas, n'est pas nécessaire si un règlement municipal établi par l'administration locale de la collectivité tlicho prévoit une exemption à l'égard du type d'utilisation projetée.

**90.3** (1) Le gouverneur en conseil peut, après consultation des premières nations des Gwich'in et du Sahtu et du gouvernement tlicho par le ministre fédéral, prendre des règlements relativement à l'utilisation des eaux et au dépôt de déchets dans les zones fédérales; il peut, notamment, prendre de tels règlements :

a) sur recommandation du ministre fédéral et de l'office :

(i) pour constituer des zones de gestion des eaux comprenant des bassins fluviaux ou autres régions géographiques,

(ii) pour classer en catégories les fins des utilisations des eaux dans les zones de gestion des eaux;

b) pour l'application des alinéas b) à d) de la définition de « déchet » à l'article 51 :

(i) pour désigner la liste des substances et catégories de substances,

(ii) pour fixer la quantité ou la concentration de substances ou de catégories de substances permises dans l'eau,

(iii) pour prescrire les modes de traitement et de transformation de l'eau;

c) pour énoncer les critères à suivre par l'office pour déterminer si l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté faisant l'objet d'une demande de permis d'utilisation des eaux requiert un permis de type A ou de type B;

d) pour fixer la procédure à suivre pour toute demande à l'office;

e) pour établir les formules de demande à l'office, déterminer les renseignements à fournir à l'office à l'appui de la demande et fixer la forme de leur présentation;

f) pour établir les autres formules à utiliser;

Exception

Règlements :  
zones fédérales

62-63 ELIZ. II

- (g) respecting the amount of the security referred to in subsection 72.11(1), and prescribing the form and conditions of the security, which regulations may empower a board to fix the amount of the security subject to a maximum specified in, or determined in accordance with, those regulations; 5
- (h) prescribing water quality standards;
- (i) prescribing effluent standards;
- (j) prescribing standards for the design, construction, operation and maintenance of works related to the use of waters or the deposit of waste;
- (k) prescribing fees to be paid for the right to use waters or deposit waste under a licence; 15
- (l) prescribing the times at which and the manner in which fees prescribed under paragraph (k) shall be paid;
- (m) subject to any order made under subsection 91.1(2), authorizing the use without a licence of waters in a water management area for a purpose or use, in a quantity or at a rate, or for a period, or any combination of purpose, use, quantity, rate or period, specified in the regulations, and prescribing the 25 conditions under which those waters may be used without a licence;
- (n) subject to any order made under subsection 91.1(2), prescribing quantities, concentrations and types of waste that may be deposited without a licence, and the conditions under which any such waste may be deposited; 30
- (o) prescribing the manner in which a report under subsection 72.01(3) is to be made and the information to be contained in it and designating a person or authority, in lieu of an inspector, to whom the report is to be made; 35
- (p) requiring persons who use waters or deposit waste in a water management area 40
- (i) to maintain books and records for the proper enforcement of this Part, and
- g) pour régir le montant et fixer les modalités et les conditions de la garantie prévue au paragraphe 72.11(1), et éventuellement habiliter l'office à en fixer le montant, compte tenu du plafond précisé ou déterminé en conséquence; 5
- h) pour fixer les normes de qualité des eaux;
- i) pour fixer les normes relatives à la qualité des effluents;
- j) pour fixer les normes de conception, de construction, d'exploitation et d'entretien des ouvrages liés à l'utilisation des eaux ou au dépôt de déchets; 10
- k) pour fixer les droits à payer pour le droit d'utiliser des eaux ou de déposer des déchets en conformité avec un permis d'utilisation des eaux; 15
- l) pour déterminer les modalités, temporelles et autres, de paiement des droits;
- m) sous réserve du décret prévu au paragraphe 91.1(2), pour autoriser l'utilisation — et en déterminer les conditions —, sans permis d'utilisation des eaux, des eaux se trouvant dans une zone de gestion des eaux : 20
- (i) pour une fin ou une utilisation réglementaire,
- (ii) en une quantité, à un régime ou pour une période ne dépassant pas la quantité, le régime ou la période prévus par les règlements, 30
- (iii) à la fois pour une fin ou une utilisation réglementaire, et en une quantité, à un régime ou pour une période ne dépassant pas la quantité, le régime ou la période prévus par les règlements; 35
- n) sous réserve du décret prévu au paragraphe 91.1(2), pour fixer les quantités, concentrations et types de déchets qui peuvent être déposés sans permis d'utilisation des eaux et déterminer les conditions de leur dépôt; 40
- o) pour prévoir les modalités selon lesquelles le fait doit être signalé en application du paragraphe 72.01(3) ainsi que les

- (ii) to submit to a board, on a regular monthly, quarterly, semi-annual or annual basis, a report on any of their operations to which this Part applies, and specifying the information to be contained in it; 5  
 (q) requiring persons who deposit waste in a water management area  
     (i) to submit representative samples of the waste to a board for analysis, or  
     (ii) to analyse representative samples of the waste and submit the results of the analysis to a board;  
 (r) respecting the taking of representative samples of waters or waste and respecting the method of analysis of those samples; 15  
 (s) respecting the duties of persons designated as analysts under subsection 84(2);  
 (t) prescribing anything that is to be prescribed under this Act; and  
 (u) generally, for carrying out the purposes 20 and provisions of this Part.
- Regulations — Mackenzie Valley
- (2) The Governor in Council may, following consultation by the federal Minister with the Gwich'in and Sahtu First Nations and the Tlicho Government, make regulations respecting the use of waters and the deposit of waste in the Mackenzie Valley 25
- (a) prescribing fees to be paid  
     (i) for the filing of any application with the board, and 30  
     (ii) for examination of the register maintained under section 68;  
 (b) prescribing the times at which and the manner in which fees prescribed under paragraph (a) shall be paid; and 35  
 (c) prescribing the form of the register to be maintained by a board under section 68 and the information to be entered in it.
- Renseignements à fournir et la désignation de la personne ou de l'autorité à laquelle il doit l'être, au lieu de l'inspecteur;
- p) pour enjoindre aux personnes qui utilisent des eaux ou déposent des déchets dans une zone de gestion des eaux de tenir les livres et registres nécessaires à l'application de la présente partie et de déposer auprès de l'office les rapports mensuels, trimestriels, semestriels ou annuels contenant les renseignements réglementaires sur celles de leurs activités auxquelles s'applique la présente partie; 5  
 q) pour enjoindre aux personnes qui déposent des déchets dans une zone de gestion des eaux de fournir, pour analyse, des échantillons de ces déchets à l'office ou d'en faire l'analyse elles-mêmes et d'en communiquer les résultats à celui-ci; 10  
 r) pour régir le prélèvement et la méthode d'analyse d'échantillons d'eau ou de déchets; 20  
 s) pour régir les attributions des analystes désignés en vertu du paragraphe 84(2);  
 t) pour prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi; 25  
 u) pour, d'une façon générale, prendre toute autre mesure nécessaire à l'application de la présente partie.
- (2) Le gouverneur en conseil peut, après consultation des premières nations des Gwich'in et du Sahtu et du gouvernement tlicho par le ministre fédéral, prendre des règlements relativement à l'utilisation des eaux et au dépôt de déchets dans la vallée du Mackenzie, notamment: 30  
 a) pour fixer les droits à payer:  
     (i) pour le dépôt d'une demande auprès de l'office, 35  
     (ii) pour la consultation du registre tenu en application de l'article 68; 40  
 b) pour déterminer les modalités, temporelles et autres, de paiement des droits;  
 c) pour déterminer la forme du registre que doit tenir l'office en application de l'article 68 et les renseignements à y porter. 45
- Règlements : vallée du Mackenzie

Regulations may vary	(3) Regulations made under subsection (1) may vary according to any criterion or combination of criteria, including the use of waters, the purpose, quantity and rate of that use, and the quantities, concentrations and types of waste deposited.	(3) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent varier en fonction de certains critères, notamment l'utilisation des eaux autorisée, les fins de l'utilisation, la quantité et le régime utilisés, de même que la quantité, la concentration et le type de déchets déposés.	Variation des règlements
Incorporation by reference	<b>90.4</b> (1) A regulation made under this Part may incorporate by reference any documents produced by a person other than the federal Minister or by a body.	<b>90.4</b> (1) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit par un organisme ou une personne autre que le ministre fédéral.	Documents externes
Reproduced or translated material	(2) A regulation made under this Part may incorporate by reference documents that the federal Minister reproduces or translates from documents produced by a body or person other than the federal Minister	(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la reproduction ou de la traduction, par le ministre fédéral, d'un document produit par une autre personne ou un organisme et qui comporte, selon le cas :	Documents reproduits ou traduits
Jointly produced documents	(a) with any adaptations of form and reference that will facilitate their incorporation into the regulation; or  (b) in a form that sets out only the parts of them that apply for the purposes of the 20 regulation.	a) des adaptations quant à la forme et aux renvois destinées à faciliter l'incorporation;  b) seulement les passages pertinents pour l'application du règlement.	
Internally produced standards	(3) A regulation made under this Part may incorporate by reference documents that the federal Minister produces jointly with another government for the purpose of harmonizing the 25 regulation with other laws.	(3) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit conjointement par le ministre fédéral et toute autre administration en vue d'harmoniser le règlement avec d'autres règles de droit.	Documents produits conjointement
Incorporation as amended from time to time	(4) A regulation made under this Part may incorporate by reference technical or explanatory documents that the federal Minister produces, including  (a) specifications, classifications, illustrations, graphs or other information of a technical nature; and  (b) test methods, procedures, operational standards, safety standards or performance 35 standards of a technical nature.	(4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou explicatif produit par le ministre fédéral, notamment :  a) des spécifications, classifications, illustrations ou graphiques ou tout autre renseignement de nature technique;  b) des méthodes d'essai, procédures ou normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité, de nature technique.	Normes techniques dans des documents internes
For greater certainty	(5) Documents may be incorporated by reference as amended from time to time.	(5) L'incorporation par renvoi peut viser le document avec ses modifications successives.	Portée de l'incorporation
	(6) Subsections (1) to (5) are for greater certainty and do not limit any authority to make regulations incorporating material by reference that exists apart from those subsections.	(6) Il est entendu que les paragraphes (1) à (5) n'ont pas pour objet d'empêcher la prise de règlements incorporant par renvoi des documents autres que ceux visés à ces paragraphes.	Interprétation

Accessibility

(7) The federal Minister shall ensure that any document that is incorporated by reference in the regulation is accessible.

Defence

(8) A person is not liable to be found guilty of an offence or subjected to an administrative sanction for any contravention in respect of which a document that is incorporated by reference in the regulation is relevant unless, at the time of the alleged contravention, the document was accessible as required by subsection (7) or it was otherwise accessible to the person.

No registration or publication

(9) For greater certainty, a document that is incorporated by reference in the regulation is not required to be transmitted for registration or published in the *Canada Gazette* by reason only that it is incorporated by reference.

**183. (1) The portion of paragraph 90.3(1)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(a) on the recommendation of the federal Minister and the Board,

**(2) Paragraphs 90.3(1)(c) to (e) of the Act are replaced by the following:**

(c) setting out the criteria to be applied by the Board in determining whether a proposed use of waters or deposit of waste for which a licence is required under this Act requires a type A licence or a type B licence;

(d) setting out the procedure to be followed on an application to the Board;

(e) prescribing the form of applications to the Board, the information to be submitted to the Board in connection with any application, and the form in which any of that information is to be submitted;

**(3) Paragraph 90.3(1)(g) of the Act is replaced by the following:**

(g) respecting the amount of the security referred to in subsection 72.11(1), and prescribing the form and conditions of the security, which regulations may empower the Board to fix the amount of the security subject to a maximum specified in, or determined in accordance with, those regulations;

(7) Le ministre fédéral veille à ce que tout document incorporé par renvoi dans les règlements soit accessible.

(8) Aucune déclaration de culpabilité ni aucune sanction administrative ne peut découler d'une contravention faisant intervenir un document qui est incorporé par renvoi dans les règlements et qui se rapporte au fait reproché, sauf si, au moment de ce fait, le document était accessible en application du paragraphe (7) ou 10 était autrement accessible à la personne en cause.

(9) Il est entendu que les documents qui sont incorporés par renvoi dans les règlements n'ont pas à être transmis pour enregistrement ni à être publiés dans la *Gazette du Canada* du seul fait de leur incorporation.

**183. (1) Le passage de l'alinéa 90.3(1)a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

a) sur recommandation du ministre fédéral et de l'Office :

**(2) Les alinéas 90.3(1)c) à e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

c) pour énoncer les critères à suivre par l'Office pour déterminer si l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté faisant l'objet d'une demande de permis d'utilisation des eaux requiert un permis de type A ou de type B;

d) pour fixer la procédure à suivre pour toute demande à l'Office;

e) pour établir les formules de demande à l'Office, déterminer les renseignements à fournir à l'Office à l'appui de la demande et fixer la forme de leur présentation;

**(3) L'alinéa 90.3(1)g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

g) pour régir le montant et fixer les modalités et les conditions de la garantie prévue au paragraphe 72.11(1), et éventuellement habiliter l'Office à en fixer le montant, compte tenu du plafond précisé ou déterminé en conséquence;

Accessibilité des documents

5 Aucune déclaration de culpabilité ni sanction administrative

Enregistrement ou publication non requis

20

30

35

40

**(4) Subparagraph 90.3(1)(p)(ii) of the Act is replaced by the following:**

(ii) to submit to the Board, on a regular monthly, quarterly, semi-annual or annual basis, reports on any of their operations to which this Part applies, and specifying the information to be contained in them;

**(5) Subparagraphs 90.3(1)(q)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:**

- (i) to submit representative samples of the waste to the Board for analysis, or
- (ii) to analyse representative samples of the waste and submit the results of the analysis to the Board;

**(6) Subparagraph 90.3(2)(a)(i) of the Act is replaced by the following:**

- (i) for the filing of any application with the Board, and

**(7) Paragraph 90.3(2)(c) of the Act is replaced by the following:**

- (c) prescribing the form of the register to be maintained by the Board under section 68 and the information to be entered in it;

**184. The portion of section 91 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**91.** The Board may make rules

Rules

**185. The Act is amended by adding the following after section 91:**

**ORDERS**

Reservation of lands from disposition

**91.1** (1) The Governor in Council may, by order, reserve from disposition under any enactment relating to the disposition of any lands in a federal area, for a specified period or

**(4) L'alinéa 90.3(1)p de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

p) pour enjoindre aux personnes qui utilisent des eaux ou déposent des déchets dans une zone de gestion des eaux de tenir les livres et registres nécessaires à l'application de la présente partie et de déposer auprès de l'Office les rapports mensuels, trimestriels, semestriels ou annuels contenant les renseignements réglementaires sur celles de leurs activités auxquelles s'applique la présente partie;

**(5) L'alinéa 90.3(1)q de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

q) pour enjoindre aux personnes qui déposent des déchets dans une zone de gestion des eaux de fournir, pour analyse, des échantillons de ces déchets à l'Office ou d'en faire l'analyse elles-mêmes et d'en communiquer les résultats à celui-ci;

**(6) Le sous-alinéa 90.3(2)a(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

- (i) pour le dépôt d'une demande auprès de l'Office,

**(7) L'alinéa 90.3(2)c de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

c) pour déterminer la forme du registre que doit tenir l'Office en application de l'article 68 et les renseignements à y porter;

**184. L'article 91 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**91.** L'Office peut établir des règles en ce qui touche soit le délai à respecter pour la conclusion de l'accord d'indemnisation visé aux articles 77 et 78, soit la résolution des conflits visés aux articles 80 ou 80.1.

Règles

**185. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 91, de ce qui suit :**

**DÉCRETS**

**91.1** (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, empêcher la cession, en vertu d'un texte législatif ou réglementaire relatif à la cession de toute terre située dans une zone fédérale, pour

Biens-fonds non cessibles

Reservation of water rights

otherwise, all or any interests in such lands if the interests are, in the opinion of the Governor in Council, required

(a) for the protection of any waters; or

(b) in connection with any undertaking the development or operation of which is, in the opinion of the Governor in Council, in the public interest and that would require the use of those interests in lands and of waters adjacent to those lands.

10

(2) The Governor in Council may, by order and for a specified period or otherwise, direct a board not to issue any licence in respect of a federal area relating to any waters specified in the order, or prohibit a use of waters or a deposit of waste that would otherwise be permitted under regulations made under paragraph 90.3(1)(m) or (n), as the case may be,

(a) to enable comprehensive evaluation and planning to be carried out with respect to those waters; or

(b) if the use and flow of those waters, or the maintenance of the quality of those waters, is required in connection with a particular undertaking whose development is, in the opinion of the Governor in Council, in the public interest.

15

(3) A disposition of all or any interests in any lands in a federal area in contravention of an order made under subsection (1), and a licence issued in contravention of an order made under subsection (2), is of no force or effect.

Effect of contravention of order

**186. The portion of subsection 91.1(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Reservation of water rights

(2) The Governor in Council may, by order and for a specified period or otherwise, direct the Board not to issue any licence in respect of a federal area relating to any waters specified in the order or prohibit a use of waters or a deposit of waste that would otherwise be permitted under regulations made under paragraph 90.3(1)(m) or (n), as the case may be,

30

35

**186. Le passage du paragraphe 91.1(2) de la même loi précédent l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

35

(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner à l'Office, pour une période déterminée ou non, de ne pas délivrer de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale à l'égard des eaux spécifiées dans le décret ou interdire l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets qui serait autrement permis au titre des alinéas 90.3(1)m ou n) :

une période déterminée ou non, de tout ou partie des intérêts dans cette terre lorsqu'il estime que ces intérêts sont requis :

a) pour la protection des eaux;

b) relativement à une entreprise dont la mise en valeur ou l'exploitation sont, à son avis, d'intérêt public et nécessiteraient l'utilisation de ces intérêts et des eaux adjacentes à cette terre.

10

(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner à l'office, pour une période déterminée ou non, de ne pas délivrer de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale à l'égard des eaux spécifiées dans le décret ou interdire l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets qui serait autrement permis au titre des alinéas 90.3(1)m ou n) :

Réservé à l'égard de droits d'utilisation des eaux

a) soit afin de permettre l'évaluation et la planification détaillées de l'ensemble de ces eaux;

20

b) soit dans les cas où l'utilisation de ces eaux et de leur énergie motrice ou le maintien de la qualité de celles-ci est requis à l'égard d'une entreprise déterminée dont la mise en valeur est, à son avis, d'intérêt public.

25

(3) La cession de tout ou partie des intérêts de toute terre d'une zone fédérale faite en contravention avec un décret pris en application du paragraphe (1), ou la délivrance d'un permis d'utilisation des eaux enfreignant un décret pris en application du paragraphe (2), est nulle et sans effet.

Effet d'une cession contraire au décret

**186. Le passage du paragraphe 91.1(2) de la même loi précédent l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

35

(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner à l'Office, pour une période déterminée ou non, de ne pas délivrer de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale à l'égard des eaux spécifiées dans le décret ou interdire l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets qui serait autrement permis au titre des alinéas 90.3(1)m ou n) :

Réservé à l'égard de droits d'utilisation

2005, c. 1,  
s. 53(1)**187. (1) Subsection 92(1) of the Act is replaced by the following:**

**92.** (1) Every person who contravenes section 90.1, any provision of regulations made under section 90, any condition of a permit or an order of an inspector under subsection 86(1) or (2) is guilty of an offence and is liable on summary conviction

(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and

(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$200,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

**(2) Subsection 92(3) of the Act is repealed.****(3) Subsection 92(4) of the Act is replaced by the following:**

(4) Every person who contravenes subsection 87(1), (2) or (3), in relation to the use of land, is guilty of an offence and is liable on summary conviction

(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and

(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$200,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

**188. The Act is amended by adding the following after section 92:**

**92.01** (1) Every person is guilty of an offence who

(a) contravenes subsection 72(1) or section 72.01;

(b) fails to comply with subsection 72(3); or

(c) contravenes or fails to comply with an order given by an inspector under section 86.1.

Contravening  
ordersPrincipal  
offences—  
water use and  
waste deposit**187. (1) Le paragraphe 92(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**92.** (1) Quiconque contrevient à l'article 90.1, aux règlements pris en vertu de l'article 90, aux conditions d'un permis d'utilisation des terres ou à l'ordre donné par l'inspecteur en vertu des paragraphes 86(1) ou (2) commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

- a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 100 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;
- b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 200 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

**(2) Le paragraphe 92(3) de la même loi est abrogé.****(3) Le paragraphe 92(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**(4)** Quiconque contrevient aux paragraphes 87(1), (2) ou (3) en ce qui touche l'utilisation des terres commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

- a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 100 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;
- b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 200 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

2005, ch. 1,  
par. 53(1)Infractions  
principales—  
utilisation  
des terresAutres  
infractions**188. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 92, de ce qui suit :**

**92.01** (1) Commet une infraction qui-conque :

a) contrevient au paragraphe 72(1) ou à l'article 72.01;

b) néglige de se conformer au paragraphe 72(3);

Infractions  
principales—  
utilisation des  
eaux et dépôt de  
déchets

40

## Punishment

(2) Every person who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,

(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; and

(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

## Offences— type A licensees

**92.02** (1) Every type A licensee who holds such a licence in respect of a federal area is guilty of an offence who

(a) contravenes or fails to comply with any condition of the licence, if the contravention or failure to comply does not constitute an offence under section 92.04; or

(b) without reasonable excuse, fails to furnish or maintain security as required under subsection 72.11(1).

## Punishment

(2) Every licensee who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,

(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; and

(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

## Offences— type B licensees

**92.03** (1) Every type B licensee who holds such a licence in respect of a federal area is guilty of an offence who

(a) contravenes or fails to comply with any condition of the licence, if the contravention or failure to comply does not constitute an offence under section 92.04; or

(b) without reasonable excuse, fails to furnish or maintain security as required under subsection 72.11(1).

c) contrevient aux ordres donnés par l'inspecteur en vertu de l'article 86.1 ou néglige de s'y conformer.

(2) Quiconque commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;

b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.

**92.02** (1) Commet une infraction le titulaire d'un permis d'utilisation des eaux de type A visant une zone fédérale :

a) qui contrevient aux conditions du permis ou néglige de s'y conformer, si la contravention ou le défaut ne constitue pas une infraction prévue à l'article 92.04;

b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir ou de maintenir la garantie exigée par le paragraphe 72.11(1).

(2) Le titulaire qui commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;

b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.

**92.03** (1) Commet une infraction le titulaire d'un permis d'utilisation des eaux de type B visant une zone fédérale :

a) qui contrevient aux conditions du permis ou néglige de s'y conformer, si la contravention ou le défaut ne constitue pas une infraction prévue à l'article 92.04;

b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir ou de maintenir la garantie exigée par le paragraphe 72.11(1).

Peine

5

10

15

Infractions—

permis

d'utilisation des

eaux de type A

Peine

20

25

35

Infractions—

permis

d'utilisation des

eaux de type B

40

Punishment	(2) Every licensee who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,	(2) Le titulaire qui commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :	Peine
	(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$37,500 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and	5 a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 37 500 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;	
	(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$75,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.	b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 75 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.	10
Other offences—water use and waste deposit	<b>92.04</b> Every person is guilty of an offence punishable on summary conviction who	<b>92.04</b> Commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque :	Autres infractions—utilisation des eaux et dépôt des déchets
	(a) contravenes or fails to comply with subsection 87(1), (2) or (3), in relation to the use of waters or the deposit of waste in a federal area, or any regulations made under paragraph 90.3(1)(p), (q) or (r); or	a) contrevient aux paragraphes 87(1), (2) ou (3) en ce qui touche l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets dans une zone fédérale ou à tout règlement pris en vertu des alinéas 90.3(1)p), q) ou r);	15 20
	(b) except as authorized under this Part or any other Act of Parliament, wilfully obstructs or otherwise interferes with a licensee 20 who holds a licence in respect of a federal area or any person acting on behalf of the licensee in the exercise of any rights granted to the licensee under this Part.	b) sauf dans la mesure permise par la présente partie ou toute autre loi fédérale, entrave ou gêne volontairement de quelque autre façon l'action du titulaire d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou de quiconque agit en son nom dans l'exercice des droits que lui confère la présente partie.	25
Continuing offences	<b>92.05</b> An offence under subsection 92(1), 25 92.01(1), 92.02(1) or 92.03(1) that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.	<b>92.05</b> Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se 30 commet ou se continue toute infraction prévue aux paragraphes 92(1), 92.01(1), 92.02(1) ou 92.03(1).	Infractions continues
Deeming—subsequent offence for water use	<b>189. (1) Section 92.1 of the Act is 30 amended by adding the following after subsection (1):</b>	<b>189. (1) L'article 92.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 35 (1), de ce qui suit :</b>	
	(1.1) For the purposes of subsections 92.01(2), 92.02(2) and 92.03(2), a conviction for a particular offence under this Act is deemed 35 to be a conviction for a second or subsequent offence if the court is satisfied that the offender has been previously convicted of a substantially similar offence under an Act of Parliament—or an Act of the legislature of a province—that 40 relates to environmental or wildlife conservation or protection.	(1.1) Pour l'application des paragraphes 92.01(2), 92.02(2) et 92.03(2), il y a récidive si le tribunal est convaincu que le contrevenant a déjà été déclaré coupable, sous le régime de 40 toute loi fédérale ou provinciale visant la conservation ou la protection de l'environnement ou des espèces sauvages, d'une infraction essentiellement semblable.	Présomption—récidive relative à l'utilisation des eaux

**(2) Subsection 92.1(2) of the English version of the Act is replaced by the following:**

Application

(2) Subsections (1) and (1.1) apply only to previous convictions on indictment, to previous convictions on summary conviction and to previous convictions under any similar procedure under any Act of the legislature of a province.

**190. (1) Section 93 of the Act is replaced by the following:**

Deeming—  
subsequent  
offence for  
land use

**92.1** (1) For the purposes of subsections 92(1) and (4), a conviction for a particular offence under this Act is deemed to be a conviction for a second or subsequent offence if the court is satisfied that the offender has been previously convicted of a substantially similar offence under an Act of Parliament—or an Act of the legislature of a province—that relates to environmental or wildlife conservation or protection or heritage resources.

Application

(2) Subsection (1) applies only to previous convictions on indictment, to previous convictions on summary conviction and to previous convictions under any similar procedure under any Act of the legislature of a province.

Limitation  
period or  
prescription

**93.** No proceedings in respect of an offence under section 92 are to be instituted more than five years after the day on which the federal Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged offence.

**(2) Section 93 of the Act is replaced by the following:**

Limitation  
period or  
prescription

**93.** No proceedings in respect of an offence under section 92, 92.01, 92.02, 92.03, 92.04 or 92.05 are to be instituted more than five years after the day on which the federal Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged offence.

Admissibility of  
evidence

**93.1** (1) In proceedings for an offence under this Part, a certificate, report or other document of the federal Minister, a board or an inspector that is purported to have been signed by that person or board is admissible in evidence without proof of the signature or official

**(2) Le paragraphe 92.1(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(2) Subsections (1) and (1.1) apply only to previous convictions on indictment, to previous convictions on summary conviction and to previous convictions under any similar procedure under any Act of the legislature of a province.

**190. (1) L'article 93 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**92.1** (1) Pour l'application des paragraphes 92(1) et (4), il y a récidive si le tribunal est convaincu que le contrevenant a déjà été déclaré coupable, sous le régime de toute loi fédérale ou provinciale visant la conservation ou la protection de l'environnement, des espèces sauvages ou des ressources patrimoniales, d'une infraction essentiellement semblable.

20

(2) Les infractions pour lesquelles le contrevenant a déjà été déclaré coupable doivent être des infractions qui ont été poursuivies par mise en accusation, par procédure sommaire ou par toute autre procédure semblable établie sous le régime d'une loi provinciale.

30

**93.** Les poursuites relatives à une infraction visée à l'article 92 se prescrivent par cinq ans à compter de la date où le ministre fédéral a eu connaissance des faits reprochés.

Prescription

**(2) L'article 93 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**93.** Les poursuites relatives à une infraction visée aux articles 92, 92.01, 92.02, 92.03, 92.04 ou 92.05 se prescrivent par cinq ans à compter de la date où le ministre fédéral a eu connaissance des faits reprochés.

Prescription

**93.1** (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre fédéral, l'office ou un inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire

Admissibilité

(2) Subsections (1) and (1.1) apply only to previous convictions on indictment, to previous convictions on summary conviction and to previous convictions under any similar procedure under any Act of the legislature of a province.

Application  
5

**190. (1) L'article 93 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**92.1** (1) Pour l'application des paragraphes 92(1) et (4), il y a récidive si le tribunal est convaincu que le contrevenant a déjà été déclaré coupable, sous le régime de toute loi fédérale ou provinciale visant la conservation ou la protection de l'environnement, des espèces sauvages ou des ressources patrimoniales, d'une infraction essentiellement semblable.

Présomption—  
récidive relative  
à l'utilisation des  
terres

20

(2) Les infractions pour lesquelles le contrevenant a déjà été déclaré coupable doivent être des infractions qui ont été poursuivies par mise en accusation, par procédure sommaire ou par toute autre procédure semblable établie sous le régime d'une loi provinciale.

25

**(2) L'article 93 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**93.** Les poursuites relatives à une infraction visée aux articles 92, 92.01, 92.02, 92.03, 92.04 ou 92.05 se prescrivent par cinq ans à compter de la date où le ministre fédéral a eu connaissance des faits reprochés.

Prescription

**93.1** (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre fédéral, l'office ou un inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire

Admissibilité

Copies and extracts	character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.	de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.	Copies ou extraits
Presumed date of issue	(2) In proceedings for an offence under this Part, a copy of or an extract from any document that is made by the federal Minister, a board or an inspector that appears to have been certified under the signature of that person or board as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.	(2) De même, la copie ou l'extrait de documents établis par le ministre fédéral, l'office ou l'inspecteur et paraissant certifié conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ni la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, il a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.	Copies ou extraits
Notice	(3) A document referred to in this section is, in the absence of evidence to the contrary, presumed to have been issued on the date that it bears.	(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont présumés avoir été établis à la date qu'ils portent.	Date
Certificate of analyst	(4) No document referred to in this section is to be received in evidence unless the party intending to produce it has provided reasonable notice of that intention to the party against whom it is intended to be produced together with a copy of the document.	(4) Ils ne sont reçus en preuve que si la partie qui entend les produire contre une autre lui donne un préavis suffisant, accompagné d'une copie de ceux-ci.	Préavis
Attendance of analyst	93.2 (1) Subject to this section, a certificate purporting to be signed by an analyst and stating that the analyst has analysed or examined a sample submitted to the analyst by an inspector and stating the result of the analysis or examination is admissible in evidence in any prosecution under this Part and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in the certificate, without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.	93.2 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le certificat paraissant signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a étudié tel échantillon que lui a remis l'inspecteur et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites engagées en vertu de la présente partie et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.	Certificat de l'analyste
Notice	(2) A party against whom a certificate of an analyst is produced under subsection (1) may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.	(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour contre-interrogatoire.	Présence de l'analyste
	(3) No certificate is to be received in evidence under subsection (1) unless the party intending to produce it has provided reasonable notice of that intention to the party against whom it is intended to be produced together with a copy of the certificate.	(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire contre une autre lui donne un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.	Préavis

**191. Subsections 93.1(1) and (2) of the Act are replaced by the following:**

Admissibility of evidence

**93.1** (1) In proceedings for an offence under this Part, a certificate, report or other document of the federal Minister, the Board or an inspector that is purported to have been signed by that person or board is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

Copies and extracts

(2) In proceedings for an offence under this Part, a copy of or an extract from any document that is made by the federal Minister, the Board or an inspector that appears to have been certified under the signature of that person or board as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

2005, c. 1, s. 54

**192. Section 95 of the Act is replaced by the following:**

Fees

**95.** Despite subsection 72.03(1) or any territorial law, the Gwich'in and Sahtu First Nations and the Tlicho Government are not required to pay any fee in respect of the use of waters or the deposit of waste for non-commercial purposes on their first nation lands or Tlicho lands, as the case may be.

2000, c. 32, s. 68(1); 2005, c. 1, ss. 55, 56, 57(F), 58, 59(1) and (2)(E) and 60 to 63

**193. Part 4 of the Act is repealed.**

**194. (1) The definition “licence” in subsection 96(1) of the Act is replaced by the following:**

**191. Les paragraphes 93.1(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

**93.1** (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre fédéral, l'Office ou un inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; 5 sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Admissibilité

(2) De même, la copie ou l'extrait de documents établis par le ministre fédéral, l'Office ou l'inspecteur et paraissant certifié conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ni la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, il a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

Copies ou extraits

**192. L'article 95 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**95.** Malgré le paragraphe 72.03(1) et les règles de droit territoriales, les premières nations des Gwich'in et du Sahtu et le gouvernement tlicho ne sont pas tenus de payer de droits pour l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, à des fins non commerciales, sur leurs terres ou les terres tlichos, selon le cas.

Droits

**193. La partie 4 de la même loi est abrogée.**

2000, ch. 32, par. 68(1); 2005, ch. 1, art. 55, 56, 57(F) et 58, par. 59(1) et (2)(A) et art. 60 à 63

**194. (1) La définition de «permis d'utilisation des eaux», au paragraphe 96(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :**

“licence”  
«permis  
d'utilisation des  
eaux»

“licence” means

- (a) with respect to a federal area, a type A or type B licence permitting the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by the Board under this Part; or
- (b) with respect to lands outside a federal area, a type A or type B licence or any other licence relating to the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by the Board under this Part in accordance with any territorial law.

«permis d'utilisation des eaux»

- a) S'agissant d'une zone fédérale, permis de type A ou de type B délivré par l'Office sous le régime de la présente partie et visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux;

5

- b) s'agissant de terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale, permis de type A ou de type B ou autre permis visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux, délivré par l'Office sous le régime de la présente partie en conformité avec les règles de droit territoriales.

«permis  
d'utilisation des  
eaux»  
“licence”

**(2) Section 96 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):**

Meaning of  
“licence”

(4) For the purposes of this Part, a reference to a licence in section 90.3, in the regulations made under that section and in sections 72.02 and 92.02 to 92.04 include a licence as defined in subsection (1).

**(2) L'article 96 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**

(4) Pour l'application de la présente partie, la mention de permis d'utilisation des eaux, à l'article 90.3 et dans les règlements pris en vertu de celui-ci, ainsi qu'aux articles 72.02, 92.02 à 20 92.04, vise également le permis d'utilisation des eaux au sens du paragraphe (1).

Mention de  
permis  
d'utilisation des  
eaux

2005, c. 1, s. 58

**195. Subsection 102(1) of the Act is replaced by the following:**

Jurisdiction—  
Board

**102.** (1) The Board has jurisdiction in respect of all uses of land in the Mackenzie Valley for which a permit is required under Part 3 and in respect of all uses of waters or deposits of waste in the Mackenzie Valley for which a licence is required under Part 3 or any territorial law, as the case may be, and for that purpose the Board has the powers and duties of a board established under Part 3, other than powers under sections 78, 79 and 79.2 to 80.1, as if a reference in that Part to a management area were a reference to the Mackenzie Valley, except that, with regard to subsection 61(2), the reference to management area continues to be a reference to Wekeezhii.

**195. Le paragraphe 102(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**102.** (1) L'Office a compétence en ce qui touche toute forme d'utilisation des terres dans la vallée du Mackenzie pour laquelle un permis est nécessaire sous le régime de la partie 3, ou toute forme d'utilisation des eaux ou de dépôt de déchets dans la vallée du Mackenzie pour laquelle un permis est nécessaire sous le régime de cette partie ou des règles de droit territoriales, selon le cas. Il exerce à cet égard les attributions conférées aux offices constitués en vertu de cette partie, exception faite toutefois de celles prévues aux articles 78, 79 et 79.2 à 80.1, la mention de la zone de gestion dans les dispositions pertinentes de cette partie valant 35 mention de la vallée du Mackenzie, sauf au paragraphe 61(2) où cette mention continue de viser le Wekeezhii.

2005, ch. 1,

art. 58

Compétence de  
l'Office

2005, c. 1, s. 61

**196. Section 105 of the Act is repealed.**

**197. Subsection 106.1(1) of the Act is replaced by the following:**

**196. L'article 105 de la même loi est abrogé.**

**197. Le paragraphe 106.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. 1,

art. 61

45

Requirement to make recommendations

**106.1** (1) The Board shall, at the request of the federal Minister, make recommendations to the federal Minister with respect to the amendment of this Act or the making or amendment of any instrument under this Act.

**198. Section 110 of the Act is replaced by the following:**

**110.** An inspector designated under subsection 84(1) may exercise and shall perform, in relation to the use of land or waters or the deposit of waste, the powers, duties and functions of an inspector under Part 3.

**199. (1) The Act is amended by adding the following after section 111:**

**111.1** The federal Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions of any responsible minister who is a minister of the Crown in right of Canada for the purposes of subsections 130(1) to (3) and sections 131.2, 135 and 137.2.

**(2) Section 111.1 of the Act is replaced by the following:**

**111.1** The federal Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions of any responsible minister who is a minister of the Crown in right of Canada for the purposes of subsections 130(1) to (3), sections 131.2, 135 and 137.2 and subsection 142.21(10).

**200. The Act is amended by adding the following after section 112:**

**112.1** (1) If the chairperson is of the opinion that it is necessary for a Review Board member to continue to act after the expiry of that member's term in relation to an environmental assessment, an environment impact review or an examination of impacts on the environment that stands in lieu of an environmental impact review, as the case may be, of a proposal for a development, the chairperson may request in writing that the federal Minister authorize the member to act in relation to that proposal until the requirements of this Part in relation to that environmental assessment, environmental impact review or examination have been fulfilled. For the purpose of the appointment of a replacement, their office is deemed to be vacant as soon as their term expires.

Inspector

Federal Minister—powers, duties and functions

Federal Minister—powers, duties and functions

Acting after expiry of term

**106.1** (1) L'Office fait au ministre fédéral, sur demande de celui-ci, des recommandations concernant soit la modification de la présente loi, soit la prise ou la modification de ses textes 5 d'application.

**198. L'article 110 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**110.** L'inspecteur désigné en vertu du paragraphe 84(1) exerce, en ce qui touche l'utilisation des terres ou des eaux et le dépôt de déchets, les attributions qui lui sont conférées en vertu de la partie 3.

**199. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 111, de ce qui suit :**

**111.1** Pour l'application des paragraphes 15 et des articles 131.2, 135 et 137.2, le ministre fédéral exerce les attributions de tout ministre compétent qui est un ministre du gouvernement fédéral.

20

**(2) L'article 111.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**111.1** Pour l'application des paragraphes 130(1) à (3), des articles 131.2, 135 et 137.2 et du paragraphe 142.21(10), le ministre fédéral exerce les attributions de tout ministre compétent qui est un ministre du gouvernement fédéral.

**200. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 112, de ce qui suit :**

**112.1** (1) S'il estime nécessaire que le membre de l'Office dont le mandat expire au cours de l'évaluation environnementale, de l'étude d'impact ou de l'examen des répercussions environnementales qui tient lieu d'étude d'impact d'un projet de développement, selon le cas, continue d'exercer ses attributions, le président peut demander, par écrit, au ministre fédéral d'autoriser le membre à continuer de les exercer à l'égard de ce projet jusqu'à ce que les exigences de la présente partie aient été remplies à l'égard de cette évaluation environnementale, de cette étude d'impact ou de cet examen des répercussions environnementales. En ce qui concerne la nomination de son remplaçant, la vacance de son poste est réputée survenir dès l'expiration du mandat.

Recommendations au ministre fédéral

5

Inspecteur des terres

Ministre fédéral : attributions

Ministre fédéral : attributions

Attributions postérieures au mandat

Request	<p>(2) The request shall be made at least two months before the day on which the member's term expires.</p>	<p>(2) La demande doit être présentée au moins deux mois avant l'expiration du mandat.</p>	Délai
Deemed acceptance	<p>(3) If the federal Minister neither accepts nor rejects the request within two months after the day on which it is made, the request is deemed to be accepted.</p>	<p>(3) Elle est réputée agréée si le ministre fédéral n'y donne pas suite dans les deux mois suivant sa présentation.</p>	Fiction juridique 5
Consideration of previous assessment activities	<p><b>201. Section 115 of the Act is renumbered as subsection 115(1) and is amended by adding the following:</b></p> <p>(2) A person or body conducting a preliminary screening, an environmental assessment, an environmental impact review or an examination of impacts on the environment that stands in lieu of an environmental impact review in respect of a proposed development shall consider, and may rely on, any assessment activities previously carried out under this Part in respect of that development.</p>	<p><b>201. L'article 115 de la même loi devient le paragraphe 115(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :</b></p> <p>(2) Les personnes ou organes qui effectuent un examen préalable, une évaluation environnementale, une étude d'impact ou un examen des répercussions environnementales qui tient lieu d'étude d'impact relativement à un projet de développement tiennent compte des travaux d'évaluation déjà effectués au titre de la présente partie à l'égard du projet et peuvent s'appuyer sur ceux-ci.</p>	Prise en compte des travaux antérieurs
Canadian Environmental Assessment Act, 2012	<p><b>202. The portion of section 116 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b></p> <p><b>116.</b> The <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i> does not apply in the Mackenzie Valley in respect of proposals for developments other than</p>	<p><b>202. Le passage de l'article 116 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p><b>116.</b> La <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i> ne s'applique pas, dans la vallée du Mackenzie, aux projets de développement, sauf:</p>	20
Prohibition—person or body carrying out development	<p><b>203. The Act is amended by adding the following after section 117:</b></p> <p><b>117.1</b> (1) The person or body that proposes to carry out a development shall not carry it out, in whole or in part, unless</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the person or body receives a notice under subsection 124(1.1) in respect of the development;</li> <li>(b) the development is exempted from preliminary screening under subsection 124(2);</li> <li>(c) the person or body receives a copy of a report under subsection 125(6) stating that the development will not be a cause of public concern and either will not have a significant adverse impact on the environment or, in the case of a proposed development that is wholly within the boundaries of a local government, is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources;</li> </ul>	<p><b>203. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 117, de ce qui suit :</b></p> <p><b>117.1</b> (1) Le promoteur d'un projet de développement ne peut réaliser—même en partie—le projet que si, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) il reçoit l'avis visé au paragraphe 124(1.1) relativement au projet;</li> <li>b) le projet est soustrait à l'examen préalable en application du paragraphe 124(2);</li> <li>c) le promoteur reçoit, en application du paragraphe 125(6), une copie du rapport d'examen indiquant que le projet ne sera pas la cause de préoccupations pour le public et soit qu'il n'aura pas de répercussions négatives importantes sur l'environnement, soit, s'il doit être entièrement réalisé dans le territoire d'une administration locale, qu'il n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables;</li> </ul>	Interdiction—promoteur

	(d) in the case of a proposal for a development that is the subject of an environmental assessment under section 126, the person or body carries it out in accordance with the conditions included in a development certificate issued under section 131.3, or an amended certificate issued under subsection 142.21(17), with respect to that development; or	5	d) dans le cas où le projet fait l'objet d'une évaluation environnementale en application de l'article 126, le promoteur le réalise en conformité avec les conditions qui sont énoncées dans le certificat ou le certificat modifié qui lui est délivré en application de l'article 131.3 et du paragraphe 142.21(17), respectivement, relativement au projet;	5
	(e) in the case of a proposal for a development that is the subject of an environmental impact review under section 132, or an examination under section 138, 140 or 141, the person or body carries it out in accordance with the conditions included in a development certificate issued under section 137.4, or an amended certificate issued under subsection 142.21(17), with respect to that development.	10	e) dans le cas où le projet fait l'objet d'une étude d'impact en application de l'article 132 ou d'un examen en application des articles 138, 140 ou 141, le promoteur le réalise en conformité avec les conditions qui sont énoncées dans le certificat ou le certificat modifié qui lui est délivré en application de l'article 137.4 et du paragraphe 142.21(17), respectivement, relativement au projet.	10
No contravention	(2) A person or body who carries out a development, in whole or in part, is not in contravention of subsection (1) if it is carried out within the period	20	(2) Le promoteur ne contrevient pas au paragraphe (1) s'il réalise—même en partie—le projet pendant la période :	20
	(a) starting on the day on which		a) qui commence le jour où, selon le cas :	Aucune contravention
	(i) the person or body receives a notice under subsection 124(1.1) with respect to the development,	25	(i) le promoteur reçoit l'avis visé au paragraphe 124(1.1) relativement au projet,	
	(ii) the development is exempted from preliminary screening under subsection 124(2), or	30	(ii) le projet est soustrait à l'examen préalable en application du paragraphe 124(2),	25
	(iii) the person or body receives a copy of a report under subsection 125(6) containing the conclusions set out in paragraph (1)(c) with respect to the development, and	35	(iii) le promoteur reçoit, en application du paragraphe 125(6), une copie du rapport d'examen énonçant les conclusions visées à l'alinéa (1)c) relativement au projet;	30
	(b) ending on the day on which that person or body receives notice of a referral to an environmental assessment under subsection 126(5).		b) qui se termine le jour où le renvoi du projet à l'évaluation environnementale lui est notifié en application du paragraphe 126(5).	
Exception	(3) Subsection (1) does not apply if section 119 applies.	40	(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas en cas d'application de l'article 119.	Exception 35
	<b>204. (1) Section 124 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</b>		<b>204. (1) L'article 124 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</b>	

Notice of exemption	(1.1) If the development is exempted from preliminary screening for a reason referred to in paragraph (1)(a) or (b), the regulatory authority or designated regulatory agency shall so notify the person or body that proposes to carry out the development in writing.	(1.1) Si le projet est soustrait à l'examen préalable pour l'un des motifs mentionnés aux alinéas (1)a) ou b), l'autorité administrative ou l'organisme administratif désigné en avise par écrit le promoteur du projet.	Avis
2005, c. 1, s. 75(2)			5
Cooperation	<b>(2) Subsection 124(4) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) Le paragraphe 124(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	2005, ch. 1, par. 75(2)
	(4) If more than one body conducts a preliminary screening of a proposal for a development, any of them may consult the others, adopt another's report or participate in a joint preliminary screening and, if one of them is the Mackenzie Valley Land and Water Board, the others are not required to conduct a preliminary screening.	(4) Les organes qui effectuent un examen préalable au sujet du même projet de développement peuvent se consulter, entériner leurs rapports respectifs ou procéder à un examen conjoint. Au surplus, si l'un d'eux est l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, les autres sont soustraits à cette obligation en ce qui touche ce projet.	Coopération
	<b>205. (1) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</b>	<b>205. (1) L'article 125 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</b>	
Delay	(1.1) If the body determines under subsection (1) that the development will not have a significant adverse impact on the environment and will not be a cause of public concern,	(1.1) Si le rapport visé au paragraphe (1) indique que, de l'avis de l'organe chargé de l'examen préalable, le projet n'aura pas de répercussions négatives importantes sur l'environnement et ne sera pas la cause de préoccupations pour le public :	Effet suspensif
	(a) a regulatory authority, a designated regulatory agency or the Tlicho Government shall not issue a licence, permit or other authorization for the development before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination; or	a) l'autorité administrative, l'organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet ou le gouvernement tlicho, selon le cas, ne peut procéder à leur délivrance avant l'expiration d'un délai de 20 dix jours après la réception du rapport par l'Office;	25
	(b) if no licence, permit or other authorization is required under any federal, territorial or Tlicho law for the development, the person or body that proposes to carry it out shall not proceed before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination.	b) dans le cas où un tel permis ou une telle autorisation n'est pas nécessaire en vertu d'une règle de droit fédérale ou territoriale ou d'une loi tlicho, le promoteur ne peut entreprendre le projet avant l'expiration du même délai.	30 35
Mackenzie Valley Land and Water Board	(1.2) If the Mackenzie Valley Land and Water Board is the body that determines under subsection (1) that the development will not have a significant adverse impact on the environment and will not be a cause of public concern, that Board may issue a licence, permit or other authorization for the development before the end of 10 days after the day on	(1.2) Dans le cas où l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie est l'organe chargé de l'examen préalable et qu'il indique dans son rapport que le projet n'aura pas de répercussions négatives importantes sur l'environnement et ne sera pas la cause de préoccupations pour le public, il peut procéder à la délivrance du permis ou autre autorisation	Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie
			40 45

which the Review Board receives the report of the determination but that licence, permit or other authorization shall come into force only after the end of that 10-day period and if no referral under subsection 126(2) or (3) has been made during that period.

Computation of time

(1.3) If more than one body conducts a preliminary screening in respect of a development and they each determine that the development will not have a significant adverse impact on the environment and will not be a cause of public concern, the 10-day period referred to in subsections (1.1) and (1.2) begins after the day on which the Review Board receives the last of their reports of determination.

**(2) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

Delay

(3) If a body determines under subsection (2) that the development is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources and will not be a cause of public concern,

(a) a regulatory authority, a designated regulatory agency or the Tlicho Government shall not issue a licence, permit or other authorization for the development before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination; or

(b) if no licence, permit or other authorization is required under any federal, territorial or Tlicho law for the development, the person or body that proposes to carry it out shall not proceed before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination.

Mackenzie Valley Land and Water Board

(4) If the Mackenzie Valley Land and Water Board is the body that determines under subsection (2) that the development is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources and will not be a cause of public concern, that Board may issue a licence, permit or other authorization, as the

nécessaire à la réalisation du projet avant l'expiration d'un délai de dix jours après la réception du rapport par l'Office, à condition que la prise d'effet du permis ou de l'autorisation soit suspendue jusqu'à l'expiration de ce délai et qu'aucun renvoi n'ait été effectué dans ce délai en vertu des paragraphes 126(2) ou (3). 5

(1.3) Dans le cas où plus d'un organe est chargé de l'examen préalable et que chacun indique dans son rapport que le projet n'aura 10 pas de répercussions négatives importantes sur l'environnement et ne sera pas la cause de préoccupations pour le public, le délai de dix jours visé aux paragraphes (1.1) ou (1.2) commence à courir après la réception par 15 l'Office du dernier rapport de ces organes.

Calcul du délai

**(2) L'article 125 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

(3) Si le rapport visé au paragraphe (2) 20 Effet suspensif indique que, de l'avis de l'organe chargé de l'examen préalable, le projet n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables et ne sera pas la cause de 25 préoccupations pour le public :

a) l'autorité administrative, l'organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet ou le gouvernement 30 tlicho, selon le cas, ne peut procéder à leur délivrance avant l'expiration d'un délai de dix jours après la réception du rapport par l'Office;

b) dans le cas où un tel permis ou une telle 35 autorisation n'est pas nécessaire en vertu d'une règle de droit fédérale ou territoriale ou d'une loi tlicho, le promoteur ne peut entreprendre le projet avant l'expiration du même délai.

40

(4) Dans le cas où l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie est l'organe chargé de l'examen préalable et qu'il indique dans son rapport que le projet n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives 45 importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables et ne sera pas la cause de

Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie

case may be, before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination but that licence, permit or other authorization shall come into force only after the end of that 10-day period and if no referral under subsection 126(2) or (3) has been made during that period.

Computation of time

(5) If more than one body conducts a preliminary screening in respect of a development and they each determine that the development is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources and will not be a cause of public concern, the 10-day period referred to in subsections (3) and (4) begins after the day on which the Review Board receives the last of their reports of determination.

Copy of report

(6) A body that conducts a preliminary screening of a proposal shall provide a copy of its report to the person or body that proposes to carry out the development.

2005, c. 1,  
s. 78(1)

Review Board's report

**206. Subsection 128(2) of the Act is replaced by the following:**

(2) The Review Board shall, within nine months after the day on which a proposal is referred to it under section 125 or subsection 126(2) or the day on which it starts to conduct an assessment under subsection 126(3), complete its environmental assessment and make a report of that assessment to

- (a) the federal Minister, who shall distribute it to every responsible minister;
- (b) any designated regulatory agency from which a licence, permit or other authorization is required for the carrying out of the development; and
- (c) if the development is to be carried out wholly or partly on Tlicho lands, the Tlicho Government.

Time limit— hearings

(2.1) If the Review Board holds a public hearing during the conduct of the environmental assessment, the time limit referred to in subsection (2) is extended to 16 months.

préoccupations pour le public, il peut procéder à la délivrance du permis ou autre autorisation nécessaire à la réalisation du projet avant l'expiration d'un délai de dix jours après la 5 réception du rapport par l'Office, à condition que la prise d'effet du permis ou de l'autorisation soit suspendue jusqu'à l'expiration de ce délai et qu'aucun renvoi n'ait été effectué dans ce délai en vertu des paragraphes 126(2) ou (3).

(5) Dans le cas où plus d'un organisme est chargé de l'examen préalable et que chacun 10 indique dans son rapport que le projet n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables et ne sera pas la cause de 15 préoccupations pour le public, le délai de dix 15 jours visé aux paragraphes (3) et (4) commence à courir après la réception par l'Office du dernier rapport de ces organes.

(6) L'organisme chargé de l'examen préalable 20 Copie du rapport fournit une copie du rapport au promoteur du projet.

**206. Le paragraphe 128(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(2) Dans les neuf mois suivant la date où 25 Rapport de l'affaire lui a été renvoyée en application de l'article 125 ou du paragraphe 126(2) ou suivant celle où il a commencé l'évaluation environnementale du projet en application du paragraphe 126(3), l'Office termine celle-ci et adresse son 30 rapport d'évaluation :

- a) au ministre fédéral, qui est tenu de le transmettre à tout ministre compétent;
- b) à l'organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet;
- c) au gouvernement tlicho, s'il s'agit d'un projet devant être réalisé—même en partie—sur les terres tlichos.

(2.1) Dans le cas où l'Office tient une 40 Délai : audience publique audience publique au cours de l'évaluation environnementale, le délai prévu au paragraphe (2) est de seize mois.

Extension of time limit by federal Minister

(2.2) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (2) or (2.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.

Extension of time limit by Governor in Council

(2.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (2.2) any number of times.

Excluded period

(2.4) If the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Review Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit or of its extension.

2005, c. 1, s. 79

### **207. Section 129 of the Act is repealed.**

**208. (1) Paragraph 130(1)(c) of the Act is replaced by the following:**

(c) irrespective of the determination in the report, to refer the proposal to the Minister of the Environment, following consultation with that Minister, for the purpose of a joint review under the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012*, if the federal Minister and the responsible ministers determine that it is in the national interest to do so.

2005, c. 1, s. 80(1)

**(2) Subsection 130(1.1) of the Act is replaced by the following:**

(1.1) Before making an order under paragraph (1)(a) or a referral under paragraph (1)(c), the federal Minister and the responsible ministers shall consult

(a) the Gwich'in First Nation, if the development is to be carried out wholly or partly on its first nation lands, as defined in section 51;

(b) the Sahtu First Nation, if the development is to be carried out wholly or partly on its first nation lands, as defined in section 51; and

(2.2) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu aux paragraphes (2) ou (2.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

Prolongation du délai par le ministre fédéral

5

(2.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (2.2).

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

(2.4) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournit des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai ou de sa prolongation.

Période exclue

### **207. L'article 129 de la même loi est abrogé.**

2005, ch. 1, art. 79

### **208. (1) L'alinéa 130(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

c) dans les cas où, à leur avis, l'intérêt national l'exige et après avoir consulté le ministre de l'Environnement, saisir celui-ci de l'affaire, quelles que soient les conclusions du rapport, pour qu'un examen conjoint soit effectué sous le régime de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*.

### **(2) Le paragraphe 130(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. 1, par. 80(1)

(1.1) Avant de prendre la mesure visée aux alinéas (1)a) ou c), le ministre fédéral et les ministres compétents consultent :

Consultation

a) la première nation des Gwich'in, dans le cas où le projet de développement doit être réalisé — même en partie — sur les terres de cette première nation, au sens de l'article 51;

b) la première nation du Sahtu, dans le cas où le projet de développement doit être réalisé — même en partie — sur les terres de cette première nation, au sens de l'article 51;

c) le gouvernement tlicho, dans le cas où le projet de développement doit être réalisé — même en partie — sur les terres tlichos.

(c) the Tlicho Government, if the development is to be carried out wholly or partly on Tlicho lands.

**(3) Section 130 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):**

Time limits

(4.01) The federal Minister shall distribute a decision made under this section within three months after the day on which the federal Minister receives the Review Board's report of an environmental assessment.

10

Time limit—hearings

(4.02) If the Review Board holds a public hearing during the conduct of the environmental assessment, the time limit referred to in subsection (4.01) is extended to five months.

Extension of time limit by federal Minister

(4.03) The federal Minister may extend the time limit referred to in subsection (4.01) or (4.02) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.

Extension of time limit by Governor in Council

(4.04) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (4.03) any number of times.

Time limit—further consideration

(4.05) If a recommendation is referred back to the Review Board for further consideration under subparagraph (1)(b)(i), the time taken for that referral and consideration is included in the calculation of the time limit set out in subsection (4.01) or (4.02) or of its extension.

Excluded period

(4.06) If the federal Minister or the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the federal Minister's or the Review Board's opinion, as the case may be, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (4.01) or (4.02) or of its extension.

40

Notification—paragraph (1)(c)

(4.07) If, following an order by the Review Board that an environmental impact review of a proposal be conducted, the federal Minister and the responsible ministers do not refer a proposal to the Minister of the Environment under paragraph (1)(c), the federal Minister shall so

**(3) L'article 130 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :**

(4.01) La communication de la décision est faite dans les trois mois suivant la réception par le ministre fédéral du rapport d'évaluation de l'Office.

Délais 5

10

(4.02) Dans le cas où l'Office tient une audience publique au cours de l'évaluation environnementale, le délai prévu au paragraphe (4.01) est de cinq mois.

Délai : audience publique

(4.03) Le ministre fédéral peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu aux paragraphes (4.01) ou (4.02) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

Prolongation du délai par le ministre fédéral

15

(4.04) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (4.03).

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

(4.05) Dans le cas où la recommandation est renvoyée à l'Office en vertu de lalinéa (1)b) pour réexamen, la période nécessaire au renvoi et au réexamen est comprise dans le calcul du délai visé aux paragraphes (4.01) ou (4.02) ou de sa prolongation.

Délai : réexamen 25

25

(4.06) Dans le cas où le ministre fédéral ou l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé aux paragraphes (4.01) ou (4.02) ou de sa prolongation.

Période exclue

40

(4.07) Dans le cas où, après l'ordre de l'Office exigeant la réalisation d'une étude d'impact, le ministre fédéral et les ministres compétents ne saisissent pas le ministre de l'Environnement de l'affaire comme le permet alinéa (1)c)

Notification : 35

Time limit— hearings	advise the Review Board in writing within three months after the day on which the federal Minister receives the Review Board's report of an environmental assessment.	l'alinéa (1)c), le ministre fédéral en informe par écrit l'Office dans les trois mois après avoir reçu le rapport d'évaluation de l'Office.
Extension of time limit by federal Minister	(4.08) If the Review Board holds a public hearing during the conduct of the environmental assessment, the time limit referred to in subsection (4.07) is extended to five months.	5 (4.08) Dans le cas où l'Office tient une audience publique au cours de l'évaluation environnementale, le délai prévu au paragraphe (4.07) est de cinq mois.
Extension of time limit by Governor in Council	(4.09) The federal Minister may extend the time limit referred to in subsection (4.07) or (4.08) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.	5 (4.09) Le ministre fédéral peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu aux paragraphes (4.07) ou (4.08) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.
2005, ch. 1, s. 80(2)	(4.1) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (4.09) any number of times.	(4.1) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (4.09). 15
Mise en oeuvre	<b>(4) Subsection 130(5) of the French version of the Act is replaced by the following:</b>  (5) Les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (4) sont tenus de se conformer à la décision ministérielle dans la mesure de leur compétence. La mise en oeuvre de celle-ci incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents.	(4) <b>Le paragraphe 130(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>  (5) Les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (4) sont tenus de se conformer à la décision ministérielle dans la mesure de leur compétence. La mise en oeuvre de celle-ci incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents. 15
Effect of decision	(5) The federal Minister and responsible ministers shall carry out a decision made under this section to the extent of their respective authorities. A first nation, local government, regulatory authority or department or agency of the federal or territorial government affected by a decision made under this section shall act in conformity with the decision, including by implementing the conditions set out in a development certificate issued under section 131.3, or an amended certificate issued under subsection 142.21(17), in relation to the proposed development, to the extent of their respective authorities.	(5) Les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (4) sont tenus, dans la mesure de leur compétence, de se conformer à la décision ministérielle, notamment en respectant les conditions énoncées dans le certificat ou le certificat modifié visés à l'article 131.3 et au paragraphe 142.21(17), respectivement, relativement au projet en cause. La mise en oeuvre de la décision ministérielle incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents. 25
	<b>209. (1) Section 131 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</b>	<b>209. (1) L'article 131 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</b>

Time limit	(1.1) The designated regulatory agency shall make a decision under subsection (1) within three months after the day on which the agency receives the Review Board's report of an environmental assessment.	(1.1) L'organisme administratif désigné doit rendre la décision visée au paragraphe (1) dans les trois mois suivant la réception par celui-ci du rapport d'évaluation de l'Office.	Délai
Time limit—hearings	(1.2) If the Review Board holds a public hearing during the conduct of the environmental assessment, the time limit referred to in subsection (1.1) is extended to five months.	(1.2) Dans le cas où l'Office tient une audience publique au cours de l'évaluation environnementale, le délai prévu au paragraphe (1.1) est de cinq mois.	5 Délai : audience publique
Extension of time limit by designated regulatory agency	(1.3) The designated regulatory agency may extend the time limit referred to in subsection (1.1) or (1.2) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.	(1.3) L'organisme administratif désigné peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu aux paragraphes (1.1) ou (1.2) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	Prolongation du délai par l'organisme administratif désigné
Extension of time limit by Governor in Council	(1.4) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister responsible for the designated regulatory agency, further extend the time limit extended under subsection (1.3) any number of times.	(1.4) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre responsable de l'organisme administratif désigné, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1.3).	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Time limit—further consideration	(1.5) If a recommendation is referred back to the Review Board for further consideration under paragraph (1)(a), the time taken for that referral and consideration is included in the calculation of the time limit set out in subsection (1.1) or (1.2) or of its extension.	(1.5) Dans le cas où la recommandation est renvoyée à l'Office en vertu du paragraphe (1) pour réexamen, la période nécessaire au renvoi et au réexamen est comprise dans le calcul du délai visé aux paragraphes (1.1) ou (1.2) ou de sa prolongation.	Délai : réexamen
Excluded period	(1.6) If the designated regulatory agency or the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the designated regulatory agency's or the Review Board's opinion, as the case may be, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (1.1) or (1.2) or of its extension.	(1.6) Dans le cas où l'organisme administratif désigné ou l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournit des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé aux paragraphes (1.1) ou (1.2) ou de sa prolongation.	Période exclue
	<b>(2) Section 131 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.6):</b>	<b>(2) L'article 131 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.6), de ce qui suit :</b>	35
Provision of decision	(1.7) The designated regulatory agency shall provide a decision made under subsection (1) to the Review Board.	(1.7) L'organisme administratif désigné communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1).	Communication de la décision
	<b>210. Section 131.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</b>	<b>210. L'article 131.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :</b>	40

Provision of decision

(4) The Tlicho Government shall provide a decision made under subsection (1) to the Review Board.

**211. The Act is amended by adding the following after section 131.2:**

**131.3** (1) The Review Board shall issue a development certificate to the person or body that proposes to carry out the development if

(a) the Review Board has made a determination under paragraph 128(1)(a) relating to that development and neither an order nor a referral is made under either paragraph 130(1)(a) or (c) relating to that development within 10 days after the Review Board receives confirmation that the federal Minister received its report relating to that determination made under subsection 128(2); or

(b) the federal Minister and the responsible ministers adopt, under paragraph 130(1)(b), with or without modifications, the Review Board's recommendation made under subparagraph 128(1)(b)(ii) and neither the designated regulatory agency nor the Tlicho Government reject that recommendation under paragraph 131(1)(b) or 131.1(1)(b), respectively.

(2) A development certificate shall indicate that the environmental assessment of the development has been completed and that the person or body that proposes to carry out the development may carry it out if they comply with the conditions set out in the certificate, obtain any licence, permit or other authorization required by or under any Act of Parliament or any territorial law or Tlicho law and comply with any other requirements set out in such an Act or law.

(3) A development certificate issued under paragraph (1)(b) shall set out the conditions that the person or body that proposes to carry out the development is to comply with, namely, the implementation of the following measures:

(a) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt a recommendation made under subparagraph 128(1)(b)(ii), the measures that are to be implemented, in

(4) Le gouvernement tlicho communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1).

**211. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 131.2, de ce qui suit :**

Communication de la décision

5

**131.3** (1) L'Office délivre un certificat à l'égard du projet de développement qu'il remet au promoteur, si, selon le cas :

a) il a fait la déclaration prévue à l'alinéa 128(1)a) relativement au projet et, dans les 10 dix jours suivant celui où il reçoit confirmation de la réception par le ministre fédéral du rapport d'évaluation qui lui est adressé en application du paragraphe 128(2) et qui contient la déclaration, le ministre fédéral et 15 les ministres compétents n'ont pas pris la mesure visée aux alinéas 130(1)a) ou c) relativement au projet;

b) le ministre fédéral et les ministres compétents acceptent, en vertu de l'alinéa 20 130(1)b), avec ou sans modifications, la recommandation faite par l'Office en vertu du sous-alinéa 128(1)b)(ii) et ni l'organisme administratif désigné, ni le gouvernement tlicho ne se sont prévalu des paragraphes 25 131(1) et 131.1(1), respectivement, pour la rejeter.

(2) Le certificat précise que l'évaluation environnementale du projet est terminée et que le promoteur peut le réaliser, à condition de 30 respecter les conditions qui y sont énoncées, d'obtenir les permis et autres autorisations nécessaires sous le régime de toute loi fédérale, règle de droit territoriale ou loi tlicho et de se conformer aux autres exigences prévues par de 35 telles lois.

Précisions

(3) Le certificat délivré en vertu de l'alinéa (1)b) énonce les conditions que le promoteur est tenu de respecter relativement au projet, lesquelles prévoient la mise en oeuvre des mesures 40 suivantes :

Conditions

a) si le ministre fédéral et les ministres compétents ont accepté sans modification la recommandation faite en vertu du sous-alinéa 128(1)b)(ii), les mesures qui doivent être 45

	whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under subparagraph 130(1)(b)(i); or	mises en oeuvre en tout ou en partie par le promoteur et qu'ils ont précisées dans leur décision;
	(b) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt the recommendation referred to in paragraph (a) with modifications, the measures that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under subparagraph 130(1)(b)(ii).	b) s'ils ont accepté avec modifications la recommandation, ces mesures, avec les modifications.
Time limit	(4) A development certificate shall be issued, (a) in the case of paragraph (1)(a), within 20 days after the expiry of the 10-day time limit set out in that paragraph; or (b) in the case of paragraph (1)(b), within 30 days after the first day on which the Review Board has received all applicable decisions.	(4) Le certificat est délivré : a) s'agissant de l'alinéa (1)a), dans les vingt jours suivant l'expiration du délai de dix jours visé à cet alinéa; b) s'agissant de l'alinéa (1)b), dans les trente jours suivant le premier jour où toutes les décisions en cause ont été communiquées à l'Office.
Extension of time limit	(5) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (4) by a maximum of 45 days to take into account circumstances that are specific to the proposal.	(5) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus quarante-cinq jours le délai prévu au paragraphe (4) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.
Provision of certificate	(6) The Review Board shall provide a copy of the development certificate to the federal Minister and to every first nation, local government, regulatory authority and department and agency referred to in subsection 130(4).	(6) L'Office adresse une copie du certificat au ministre fédéral et aux premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe 130(4).
Statutory Instruments Act	(7) Development certificates are not statutory instruments for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(7) Les certificats ne sont pas des textes réglementaires pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .
Duty—regulatory authorities	<b>131.4</b> Each regulatory authority shall, to the extent of its authority to do so, incorporate the conditions referred to in subsection 131.3(3) into any licence, permit or other authorization that it issues, amends or renews.	<b>131.4</b> Les autorités administratives sont tenues, dans la mesure de leurs compétences respectives, d'assortir les permis et autres autorisations qu'elles délivrent, modifient ou renouvellent des conditions visées au paragraphe 131.3(3).
	<b>212. Section 132 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</b>	<b>212. L'article 132 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :</b>
Time limit	(4) The Review Board shall appoint members to a review panel within three months after the day on which the Review Board is advised, as the case may be,	(4) L'Office nomme les membres de la formation dans les trois mois suivant la date où il est informé :

Extension of time limit by federal Minister

(a) of an order for an environmental impact review under paragraph 130(1)(a), subparagraph 130(1)(b)(ii) or paragraph 131(1)(b); or

(b) in accordance with subsection 130(4.07), that the proposal has not been referred to the Minister of the Environment.

(5) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (4) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.

Extension of time limit by Governor in Council

(6) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (5) any number of times.

Excluded period

(7) If the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (4) or of its extension.

**213. (1) Paragraph 134(1)(e) of the French version of the Act is replaced by the following:**

e) la tenue d'audiences publiques au sein des collectivités concernées ou la consultation de celles-ci.

**(2) The Act is amended by adding the following after subsection 134(1):**

(1.1) The Review Board shall fix the terms of reference for the review panel within three months after the day on which the Review Board is advised, as the case may be,

(a) of an order for an environmental impact review under paragraph 130(1)(a), subparagraph 130(1)(b)(ii) or paragraph 131(1)(b); or

(b) in accordance with subsection 130(4.07), that the proposal has not been referred to the Minister of the Environment.

Time limit — terms of reference

a) soit que la réalisation d'une étude d'impact est ordonnée en vertu des alinéas 130(1)a ou b) ou du paragraphe 131(1);

b) soit que le ministre de l'Environnement n'est pas saisi de l'affaire aux termes du paragraphe 130(4.07).

(5) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (4) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

Prolongation du délai par le ministre fédéral

10

(6) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (5).

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

(7) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (4) ou de sa prolongation.

**213. (1) L'alinéa 134(1)e) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

25

e) la tenue d'audiences publiques au sein des collectivités concernées ou la consultation de celles-ci.

**(2) L'article 134 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

(1.1) L'Office établit le mandat de sa formation dans les trois mois suivant la date où il est informé :

Délai

a) soit que la réalisation d'une étude d'impact est ordonnée en vertu des alinéas 130(1)a ou b) ou du paragraphe 131(1);

b) soit que le ministre de l'Environnement n'est pas saisi de l'affaire aux termes de l'alinéa 130(4.07).

40

Extension of time limit by federal Minister	(1.2) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (1.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.	(1.2) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (1.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	(1.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (1.2) any number of times.	(1.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1.2).	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Excluded period	(1.4) If the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (1.1) or of its extension.	(1.4) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (1.1) ou de sa prolongation.	Période exclue
2005, c. 1, s. 84(2)	<b>(3) Subsection 134(3) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(3) Le paragraphe 134(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	2005, ch. 1, par. 84(2)
Review panel's report	(3) Within 15 months after the first day on which both the members of the panel are appointed and the terms of reference are established, the report of a review panel shall be submitted to  (a) the federal Minister, who shall distribute it to every responsible minister;  (b) any designated regulatory agency from which a licence, permit or other authorization is required for the carrying out of the development; and  (c) the Tlicho Government, if the development is to be carried out wholly or partly on Tlicho lands.	(3) Dans les quinze mois suivant la date de nomination des membres de la formation ou, si elle est postérieure, suivant celle de l'établissement de son mandat, le rapport est adressé :  a) au ministre fédéral, qui est tenu de le transmettre à tout ministre compétent;  b) à l'organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou les autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet;  c) au gouvernement tlicho, s'il s'agit d'un projet devant être réalisé — même en partie — sur les terres tlichos.	Rapport de la formation
Extension of time limit by federal Minister	(4) The federal Minister may, at the request of the review panel, extend the time limit referred to in subsection (3) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.	(4) Le ministre fédéral peut, sur demande de la formation, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (3) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	(5) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (4) any number of times.	(5) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (4).	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Excluded period	(6) If the review panel requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or	(6) Dans le cas où la formation exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou	Période exclue

undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the review panel's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (3) or of its extension.

## Copy of report

(7) A copy of the report of a review panel shall be provided to

(a) the Gwich'in First Nation, if the development is to be carried out wholly or partly on its first nation lands, as defined in section 51; and

(b) the Sahtu First Nation, if the development is to be carried out wholly or partly on its first nation lands, as defined in section 51.

**214. (1) Subsection 136(1) of the Act is replaced by the following:**

## Distribution of decision

**136.** (1) The federal Minister shall distribute a decision made under section 135 to the Review Board and to every first nation, local government, regulatory authority and department or agency of the territorial or federal government affected by the decision.

**(2) Section 136 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

## Time limits

(1.1) The federal Minister shall distribute the decision within six months after the day on which the federal Minister received the review panel's report.

## Extension of time limit by federal Minister

(1.2) The federal Minister may extend the time limit referred to in subsection (1.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.

## Extension of time limit by Governor in Council

(1.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (1.2) any number of times.

## Time limit—further consideration

(1.4) If a recommendation is referred back to the review panel for further consideration under paragraph 135(1)(a), the time taken for that referral and consideration is included in the calculation of the time limit set out in subsection (1.1) or of its extension.

à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au 5 paragraphe (3) ou de sa prolongation.

5

(7) Une copie du rapport est adressée :

Copie du rapport

a) à la première nation des Gwich'in, dans le cas où le projet doit être réalisé — même en partie — sur les terres de cette première nation, au sens de l'article 51;

10

b) à la première nation du Sahtu, dans le cas où le projet doit être réalisé — même en partie — sur les terres de cette première nation, au sens de l'article 51.

**214. (1) Le paragraphe 136(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**136.** (1) Le ministre fédéral communique la décision prise en vertu de l'article 135 à l'Office, aux premières nations, administrations locales et autorités administratives touchées par celle-ci et aux ministères et organismes des gouvernements fédéral et territorial concernés.

Communication de la décision ministérielle

**(2) L'article 136 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

25

(1.1) La communication de la décision est faite dans les six mois suivant la réception par le ministre fédéral du rapport visé au paragraphe 134(2).

Délais

(1.2) Le ministre fédéral peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (1.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

Prolongation du délai par le ministre fédéral

(1.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1.2).

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

(1.4) Dans le cas où la recommandation est renvoyée à la formation de l'Office en vertu de l'alinéa 135(1)a) pour réexamen, la période nécessaire au renvoi et au réexamen est comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (1.1) ou de sa prolongation.

Délai : réexamen

Excluded period	<p>(1.5) If the federal Minister or the review panel requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the federal Minister's or the review panel's opinion, as the case may be, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (1.1) or of its extension.</p> <p><b>(3) Subsection 136(2) of the French version of the Act is replaced by the following:</b></p> <p>Mise en oeuvre</p> <p>(2) Les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (1) sont tenus de se conformer à la décision ministérielle dans la mesure de leur compétence. La mise en oeuvre de celle-ci incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents.</p> <p><b>(4) Subsection 136(2) of the Act is replaced by the following:</b></p> <p>Effect of decision</p> <p>(2) The federal Minister and responsible ministers shall carry out a decision made under section 135 to the extent of their respective authorities. A first nation, local government, regulatory authority or department or agency of the federal or territorial government affected by a decision under that section shall act in conformity with the decision, including by implementing the conditions set out in a development certificate issued under section 137.4, or an amended certificate issued under subsection 142.21(17), in relation to the development, to the extent of their respective authorities.</p> <p><b>215. (1) Section 137 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</b></p> <p>Time limits</p> <p>(1.1) The designated regulatory agency shall make a decision under subsection (1) within six months after the day on which it receives the review panel's report.</p>	<p>(1.5) Dans le cas où le ministre fédéral ou la formation exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (1.1) ou de sa prolongation.</p> <p><b>(3) Le paragraphe 136(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p>2005, ch. 1, art. 85</p> <p>(2) Les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (1) sont tenus de se conformer à la décision ministérielle dans la mesure de leur compétence. La mise en oeuvre de celle-ci incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents.</p> <p><b>(4) Le paragraphe 136(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p>2005, ch. 1, art. 85</p> <p>(2) Les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (1) sont tenus, dans la mesure de leur compétence, de se conformer à la décision ministérielle, notamment en respectant les conditions énoncées dans le certificat ou le certificat modifié visés à l'article 137.4 et au paragraphe 142.21(17), respectivement, relativement au projet en cause. La mise en oeuvre de la décision ministérielle incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents.</p> <p><b>215. (1) L'article 137 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</b></p> <p>35</p> <p>(1.1) L'organisme administratif désigné doit prendre la décision visée au paragraphe (1) dans les six mois suivant la réception par celui-ci du rapport visé au paragraphe 134(2).</p>
-----------------	---	---

Extension of time limit by designated regulatory agency	(1.2) The designated regulatory agency may extend the time limit referred to in subsection (1.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.	(1.2) L'organisme administratif désigné peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (1.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	Prolongation du délai par l'organisme administratif désigné
Extension of time limit by Governor in Council	(1.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister responsible for the designated regulatory agency, further extend the time limit extended under subsection (1.2) any number of times.	(1.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre responsable de l'organisme administratif désigné, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1.2).	5 Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Time limit—further consideration	(1.4) If a recommendation is referred back to the review panel for further consideration under paragraph (1)(a), the time taken for that referral and consideration is included in the calculation of the time limit set out in subsection (1.1) or of its extension.	(1.4) Dans le cas où la recommandation est renvoyée à la formation en vertu du paragraphe (1) pour réexamen, la période nécessaire au renvoi et au réexamen est comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (1.1) ou de sa prolongation.	10 Délai: réexamen
Excluded period	(1.5) If the designated regulatory agency or the review panel requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the designated regulatory agency's or the review panel's opinion, as the case may be, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (1.1) or of its extension.	(1.5) Dans le cas où l'organisme administratif désigné ou la formation exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (1.1) ou de sa prolongation.	15 Période exclue
Provision of decision	<b>(2) Section 137 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.5):</b>  (1.6) The designated regulatory agency shall provide a decision made under subsection (1) to the Review Board.	<b>(2) L'article 137 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.5), de ce qui suit :</b>  (1.6) L'organisme administratif désigné communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1).	25 Communication de la décision
2005, c. 1, s. 86	<b>216. Section 137.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</b>  (4) The Tlicho Government shall provide a decision made under subsection (1) to the Review Board.	<b>216. L'article 137.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :</b>  (4) Le gouvernement tlicho communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1).	30 Communication de la décision
Consultation	<b>217. Section 137.3 of the Act is replaced by the following:</b>  <b>137.3</b> Before making a decision under section 135(1), 137(1) or 137.1(1) in respect of a proposal for a development that, as determined by the Review Board, is to be carried out partly outside the Mackenzie Valley, the person	<b>217. L'article 137.3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>  <b>137.3</b> Avant de prendre leur décision en vertu des paragraphes 135(1), 137(1) ou 137.1(1) à l'égard d'un projet de développement devant, selon l'Office, être réalisé en partie à l'extérieur de la vallée du Mackenzie, les	40 2005, ch. 1, art. 86 Consultation de toute autorité responsable

or body making the decision shall take into consideration any report in respect of the proposal that is submitted by a review panel established under the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012* and shall consult every responsible authority to whom the report is submitted under that Act.

**218. The Act is amended by adding the following after section 137.3:**

**137.4** (1) The Review Board shall issue a development certificate to the person or body that proposes to carry out the development if

(a) the federal Minister and the responsible ministers adopt, under subsection 135(1), with or without modifications, the review panel's recommendation, set out in the report made under subsection 134(2), that the proposal for the development be approved, with or without mitigative or remedial measures or a follow-up program, and neither the designated regulatory agency nor the Tlicho Government reject that recommendation under paragraph 137(1)(b) or 137.1(1)(b), respectively; or

(b) the federal Minister and the responsible ministers reject, under subsection 135(1), the review panel's recommendation, set out in the report made under subsection 134(2), that the proposal for the development be rejected and, if applicable, the designated regulatory agency and the Tlicho Government reject that recommendation under paragraph 137(1)(b) or 137.1(1)(b), respectively.

(2) A development certificate shall indicate that the environmental impact review of the development has been completed and that the person or body that proposes to carry out the development may carry it out if they comply with the conditions set out in the certificate, obtain any licence, permit or other authorization required by or under any Act of Parliament or any territorial law or Tlicho law and comply with any other requirements set out in such an Act or law.

Development certificate

Content of certificate

personnes ou organismes concernés tiennent compte de tout rapport de la commission établie en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)* concernant le projet et 5 consultent toute autorité responsable qui doit recevoir un rapport en application de cette loi.

**218. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 137.3, de ce qui suit :**

**137.4** (1) L'Office délivre un certificat à l'égard du projet de développement qu'il remet au promoteur, si, selon le cas :

a) le ministre fédéral et les ministres compétents acceptent, en vertu du paragraphe 135(1), avec ou sans modifications, la recommandation de la formation de l'Office—faite dans son rapport établi en vertu du paragraphe 134(2)—d'agrémenter le projet avec ou sans mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi et ni l'organisme administratif désigné, ni le gouvernement tlicho ne se sont prévalu des paragraphes 137(1) et 137.1(1), respectivement, pour la rejeter;

b) le ministre fédéral et les ministres compétents rejettent, en vertu du paragraphe 135(1), la recommandation de la formation de l'Office—faite dans son rapport établi en vertu du paragraphe 134(2)—de rejeter le projet et, s'il y a lieu, l'organisme administratif désigné et le gouvernement tlicho la rejettent en vertu des paragraphes 137(1) et 137.1(1), respectivement.

(2) Le certificat précise que l'étude d'impact du projet est terminée et que le promoteur peut le réaliser, à condition de respecter les conditions qui y sont énoncées, d'obtenir les permis et autres autorisations nécessaires sous le régime de toute loi fédérale, règle de droit territoriale ou loi tlicho et de se conformer aux autres exigences prévues par de telles lois.

Précisions

40

Conditions

(3) A development certificate shall set out the conditions that the person or body that proposes to carry out the development is to comply with, namely, the implementation of the following measures or programs:

(a) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt, without modifications, a recommendation made under subsection 134(2) to approve the proposal for the development with mitigative or remedial 10 measures or a follow-up program, the measures or program that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under paragraph 135(1)(a);

(b) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt, with modifications, a recommendation made under subsection 134(2) to approve the proposal for the development with mitigative or remedial 20 measures or a follow-up program, the measures or program that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under paragraph 135(1)(b);

(c) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt, with modifications, a recommendation made under subsection 134(2) to approve the proposal for the development without mitigative or remedial 30 measures or a follow-up program, any mitigative or remedial measures or follow-up program that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision 35 made under paragraph 135(1)(b); or

(d) if the federal Minister and the responsible ministers agree to reject a recommendation made under subsection 134(2) to reject the proposal for the development, any mitigative 40 or remedial measures or follow-up program that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under paragraph 135(1)(b). 45

(3) Le certificat énonce les conditions que le promoteur est tenu de respecter relativement au projet, lesquelles prévoient la mise en oeuvre des mesures et programmes suivants :

Conditions

5 a) si le ministre fédéral et les ministres compétents ont accepté sans modification la recommandation d'agréer le projet avec mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi, les mesures ou programme de suivi qui doivent être mis en 10 oeuvre en tout ou partie par le promoteur et qu'ils ont précisés dans leur décision;

b) s'ils ont accepté avec modifications la recommandation d'agréer le projet avec mesures correctives ou d'atténuation ou 15 programme de suivi, ces mesures ou programme de suivi, avec les modifications;

c) s'ils ont accepté avec modifications la recommandation d'agréer le projet sans mesures correctives ou d'atténuation ou 20 programme de suivi, les mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi qui doivent être mis en oeuvre en tout ou en partie par le promoteur et qu'ils ont précisés dans leur décision; 25

d) s'ils ont rejeté la recommandation de rejeter le projet, les mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi qui doivent être mis en oeuvre en tout ou en partie par le promoteur et qu'ils ont précisés 30 dans leur décision.

Time limit	(4) A development certificate shall be issued within 30 days after the first day on which the Review Board has received all applicable decisions.	(4) Le certificat est délivré dans les trente jours suivant le premier jour où toutes les décisions en cause ont été communiquées à l'Office.	Délai
Extension of time limit	(5) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (4) by a maximum of 45 days to take into account circumstances that are specific to the proposal.	5 (5) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus quarante-cinq jours le délai prévu au paragraphe (4) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	5 Prorogation du délai
Provision of certificate	(6) The Review Board shall provide a copy 10 of the development certificate to the federal Minister and to every first nation, local government, regulatory authority and department and agency referred to in subsection 136(2).	(6) L'Office adresse une copie du certificat 10 Communication du certificat au ministre fédéral et aux premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe 136(2).	
<i>Statutory Instruments Act</i>	(7) Development certificates are not statutory instruments for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	15 (7) Les certificats ne sont pas des textes réglementaires pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	15 <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Duty — regulatory authorities	<b>137.5</b> Each regulatory authority shall, to the extent of its authority to do so, incorporate the conditions referred to in subsection 137.4(3) 15 into any licence, permit or other authorization that it issues, amends or renews.	<b>137.5</b> Les autorités administratives sont tenues, dans la mesure de leurs compétences respectives, d'assortir les permis et autres 20 autorisations qu'elles délivrent, modifient ou renouvellent des conditions visées au paragraphe 137.4(3).	Obligation des autorités administratives
2005, c. 1, s. 87	<b>219. (1) The portion of subsection 138(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>219. (1) Le paragraphe 138(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	2005, ch. 1, art. 87
Report by review panel — national interest referral	<b>138. (1)</b> Within 15 months after the day on which a review panel, that is the subject of an agreement entered into under subsection (3) or 138.1(1), is established under subsection 41(2) of the <i>Canadian Environmental Assessment Act</i> , 2012 in respect of a proposal for a development that was referred under paragraph 130(1)(c) of this Act shall, in addition to satisfying the requirements of paragraph 43(1)(e) of that Act, submit the report of its recommendations to	<b>138. (1)</b> Outre ce qui est prévu à l'alinéa 43(1)e) de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> (2012), à la suite du renvoi effectué en vertu de l'alinéa 130(1)c), la commission qui est constituée sous le régime 30 du paragraphe 41(2) de cette loi et qui fait l'objet de l'accord visé aux paragraphes (3) ou 138.1(1) adresse son rapport dans les quinze mois suivant la date où elle a été ainsi 35 constituée :	Rapport de la commission après un renvoi dans l'intérêt national
		a) au ministre fédéral, qui est tenu de le transmettre à tout ministre compétent;	
		b) à tout organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du 40 projet de développement;	
		c) au gouvernement tlicho, s'il s'agit d'un projet devant être réalisé — même en partie — sur les terres tlilos.	

**(2) Section 138 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

Extension of time limit by federal Minister

(1.1) The federal Minister may, at the request of the review panel, extend the time limit referred to in subsection (1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.

Extension of time limit by Governor in Council

(1.2) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (1) any number of times.

Excluded period

(1.3) If the review panel requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the review panel's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (1) or of its extension.

2005, c. 1, s. 87

**(3) Subsection 138(2) of the Act is replaced by the following:**

Provisions applicable

(2) An examination by a review panel referred to in subsection (1) stands in lieu of an environmental impact review and paragraphs 134(1)(b), (d) and (e) and sections 135 to 137.2 and 137.4 apply, with any modifications that are required, in respect of the examination, except that a recommendation of a panel may not be referred back to the panel for further consideration.

**(4) The Act is amended by adding the following after subsection 138(2):**

Referral—paragraph 130(1)(c)

(3) If a proposal for a development, other than a proposal to which section 138.1 applies, is referred to the Minister of the Environment under paragraph 130(1)(c), the Review Board shall, within three months after the day on which the proposal was referred to that Minister, enter into an agreement with him or her for the purpose of jointly establishing a review panel and prescribing the manner of its examination of the development's impact on the environment in accordance with subsection 41(2) of the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012*.

45

**(2) L'article 138 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

(1.1) Le ministre fédéral peut, sur demande de la commission, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

Prolongation du délai par le ministre fédéral

(1.2) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1.1).

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

(1.3) Dans le cas où la commission exige du promoteur du projet qu'il lui fournit des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (1) ou de sa prolongation.

20

**(3) Le paragraphe 138(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(2) L'examen effectué par cette commission tient lieu d'étude d'impact. À cet égard, les alinéas 134(1)b), d) et e) et les articles 135 à 137.2 et 137.4 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, sauf que la recommandation ne peut être renvoyée à la commission pour réexamen.

Application de certaines dispositions

**(4) L'article 138 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

(3) Si le ministre de l'Environnement a été saisi, en vertu de l'alinéa 130(1)c), d'un projet de développement, à l'exception d'un projet visé à l'article 138.1, l'Office doit conclure avec lui, dans les trois mois suivant la date où ce ministre a été saisi du projet, un accord établissant une commission conjointe et régissant l'examen des répercussions environnementales du projet conformément au paragraphe 41(2) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*.

Renvoi : alinéa 130(1)c)

Extension of time limit by federal Minister

(4) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (3) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.

Extension of time limit by Governor in Council

(5) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (4) any number of times.

Excluded period

(6) If the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Review Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (3) or of its extension.

2005, c. 1, s. 87

**220. Subsection 138.1(1) of the Act is replaced by the following:**

Agreement—national interest referral

**138.1** (1) If a proposal for a development that, as determined by the Review Board, is to be carried out partly outside the Mackenzie Valley and either is to be carried out partly in Wekeezhii or might have an impact on the environment in Wekeezhii is referred to the Minister of the Environment under paragraph 130(1)(c), then the Review Board shall enter into an agreement with the Minister of the Environment for the purpose of jointly establishing a review panel and prescribing the manner of its examination of the development's impact on the environment in accordance with subsection 41(2) of the *Canadian Environmental Assessment Act*, 2012.

2005, c. 1, s. 87

**221. Section 139 of the Act is repealed.**

Time limit

**222. (1) Section 140 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

(2.1) Any agreement under paragraph (2)(b) shall be entered into within three months after the day on which the Review Board is advised, as the case may be,

(4) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (3) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

5

(5) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (4).

(6) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (3) ou de sa prolongation.

Prolongation du délai par le ministre fédéral

5 Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

Période exclue

**220. Le paragraphe 138.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. 1, art. 87

**138.1** (1) Si le ministre de l'Environnement a été saisi, en vertu de l'alinéa 130(1)c), d'un projet de développement devant, selon l'Office, être réalisé en partie à l'extérieur de la vallée du Mackenzie et soit être réalisé en partie au Wekeezhii, soit être susceptible d'y avoir des répercussions sur l'environnement, l'Office doit conclure avec lui un accord établissant une commission conjointe et régissant l'examen des répercussions environnementales du projet conformément au paragraphe 41(2) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (2012).

Accord après un renvoi dans l'intérêt national

35

**221. L'article 139 de la même loi est abrogé.**

2005, ch. 1, art. 87

**222. (1) L'article 140 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 35 (2), de ce qui suit :**

(2.1) Toute entente conclue en vertu du paragraphe (2) visant l'examen des répercussions environnementales du projet par une formation conjointe doit l'être dans les trois mois suivant la date où l'Office est informé :

Délai

Extension of time limit by federal Minister

(a) of an order for an environmental impact review under subparagraph 130(1)(b)(ii) or paragraph 131(1)(b); or

(b) in accordance with subsection 130(4.07), that the proposal has not been referred to the Minister of the Environment.

(2.2) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (2.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.

(2.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (2.2) any number of times.

Excluded period

(2.4) If the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Review Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (2.1) or of its extension.

Environmental impact review

(2.5) Despite subsections (2.1) to (2.4), if, within the time limit set out in those subsections, an agreement has not been entered into under paragraph (2)(b), a panel of the Review Board shall conduct an environmental impact review of the development.

2005, c. 1, s. 88

**(2) The portion of subsection 140(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Joint panel's report

(3) Within 15 months after the day on which a joint panel is established under paragraph (2)(b), the panel shall make a report of its recommendations to

a) soit que la réalisation d'une étude d'impact est ordonnée en vertu de l'alinéa 130(1)b) ou du paragraphe 131(1);

b) soit que le ministre de l'Environnement n'est pas saisi de l'affaire aux termes du paragraphe 130(4.07).

(2.2) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (2.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

Prolongation du délai par le ministre fédéral

(2.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (2.2).

(2.4) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (2.1) ou de sa prolongation.

(2.5) Malgré les paragraphes (2.1) à (2.4), faute de conclusion, dans le délai imparti, de l'entente, une formation de l'Office réalise l'étude d'impact.

Étude d'impact

30

**(2) Le paragraphe 140(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2005, ch. 1, art. 88

(3) La formation conjointe mise sur pied sous le régime d'une telle entente adresse son rapport dans les quinze mois suivant la date où elle a été mise sur pied :

Rapport de la formation conjointe

a) au ministre fédéral, qui est tenu de le transmettre à tout ministre compétent;

b) à tout organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet en question;

c) au gouvernement tlicho, s'il s'agit d'un projet devant être réalisé—même en partie—sur les terres tlilos.

40

**(3) Section 140 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):**

Extension of time limit by federal Minister

(3.1) The federal Minister may, at the request of the joint panel, extend the time limit referred to in subsection (3) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.

Extension of time limit by Governor in Council

(3.2) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (3.1) any number of times.

Excluded period

(3.3) If the joint panel requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the joint panel's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (3) or of its extension.

2005, c. 1, s. 88

**(4) Subsection 140(4) of the Act is replaced by the following:**

Provisions applicable

(4) An examination by a joint panel established under subsection (2) stands in lieu of an environmental impact review of the proposal and paragraphs 134(1)(b), (d) and (e) and sections 135 to 137.2 and 137.4 apply, with any modifications that are required, in respect of the examination, except that a recommendation of a panel may not be referred back to the panel for further consideration.

**223. (1) Paragraph 141(2)(a) of the Act is replaced by the following:**

(a) enter into an agreement with the Minister of the Environment in accordance with subsection 40(1) of the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012* to provide for an examination by a review panel, if that Act applies in respect of the development in the region or province referred to in subsection 40(1); and

**(2) Section 141 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

**(3) L'article 140 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**

(3.1) Le ministre fédéral peut, sur demande de la formation conjointe, prolonger d'au plus 5 deux mois le délai prévu au paragraphe (3) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

(3.2) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder 10 une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (3.1).

(3.3) Dans le cas où la formation conjointe exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des 15 études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (3) ou de sa prolongation. 20

20

Prolongation du délai par le ministre fédéral

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

Période exclue

**(4) Le paragraphe 140(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(4) L'examen effectué par cette formation conjointe tient lieu d'étude d'impact. À cet égard, les alinéas 134(1)b), d) et e) et les articles 25 135 à 137.2 et 137.4 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, sauf que la recommandation ne peut être renvoyée à la formation conjointe pour réexamen.

2005, ch. 1, art. 88

Application de certaines dispositions

**223. (1) L'alinéa 141(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

a) dans les cas où l'examen des répercussions environnementales est, dans la région voisine ou la province, régie par la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*, conclure avec le ministre de l'Environnement un accord conformément au paragraphe 40(1) de cette loi visant un examen par une commission conjointe;

**(2) L'article 141 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

Time limit	<p>(2.1) An agreement made under paragraph (2)(a), or an agreement made under paragraph (2)(b) that provides for an examination by a joint panel, shall be entered into within three months after the day on which the Review Board is advised, as the case may be,</p> <p>(a) of an order for an environmental impact review made under paragraph 130(1)(a), subparagraph 130(1)(b)(ii) or paragraph 131(1)(b); or</p> <p>(b) in accordance with subsection 130(4.07), that the proposal has not been referred to the Minister of the Environment.</p>	<p>(2.1) Tout accord conclu en vertu de l'alinéa (2)a)—ou toute entente conclue en vertu de l'alinéa (2)b) visant l'examen des répercussions environnementales du projet par une formation conjointe—doit l'être dans les trois mois suivant la date où l'Office est informé :</p> <p>a) soit que la réalisation d'une étude d'impact est ordonnée en vertu des alinéas 130(1)a ou b) ou du paragraphe 131(1);</p> <p>b) soit que le ministre de l'Environnement n'est pas saisi de l'affaire aux termes du paragraphe 130(4.07).</p>	Délai
Extension of time limit by federal Minister	<p>(2.2) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (2.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.</p>	<p>(2.2) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (2.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.</p>	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	<p>(2.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (2.2) any number of times.</p>	<p>(2.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (2.2).</p>	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Excluded period	<p>(2.4) If the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Review Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (2.1) or of its extension.</p>	<p>(2.4) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournit des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (2.1) ou de sa prolongation.</p>	Période exclue
Environmental impact review	<p>(2.5) Despite subsections (2.1) to (2.4), if, within the time limit set out in those subsections, an agreement has not been entered into under paragraph (2)(b), a panel of the Review Board shall conduct an environmental impact review of the development, but the review shall be limited to the part of the development to be carried out in the Mackenzie Valley.</p>	<p>(2.5) Malgré les paragraphes (2.1) à (2.4), faute de conclusion, dans le délai imparti, de l'accord ou de l'entente, selon le cas, une formation de l'Office réalise une étude d'impact portant sur les seules parties du projet devant être réalisées dans la vallée du Mackenzie.</p>	Étude d'impact
2005, c. 1, s. 89(2)	<p><b>(3) Paragraph 141(3)(b) of the Act is replaced by the following:</b></p> <p>(b) with the Minister of the Environment if that Minister is authorized under subsection 40(1) of the <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i> to enter into such an agreement.</p>	<p><b>(3) L'alinéa 141(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p>b) avec le ministre de l'Environnement, un accord établissant une commission conjointe et régissant l'examen des répercussions environnementales du projet effectué par celle-ci, dans les cas où ce ministre est</p>	2005, ch. 1, par. 89(2)

2005, c. 1,  
s. 89(2)**(4) The portion of subsection 141(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Report— review panel or joint panel

(5) Within 15 months after the day on which a review panel or joint panel is established by an agreement referred to in subsection (2) or (3), the panel shall make a report of its examination to

habilité à conclure un accord en vertu du paragraphe 40(1) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (2012).

**(4) Le paragraphe 141(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit:**2005, ch. 1,  
5 par. 89(2)

Rapport de la formation conjointe ou de la commission conjointe

(5) La formation conjointe ou la commission conjointe adresse son rapport dans les quinze mois suivant la date où a été conclu l'entente visée au paragraphe (2) ou l'accord visé aux paragraphes (2) ou (3):

10

a) au ministre fédéral, qui est tenu de le transmettre à tout ministre compétent;

b) à tout organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet en question;

c) dans le cas d'une entente ou d'un accord visé aux alinéas (2)b) et (3)a), respectivement, au ministre des gouvernements fédéral, provincial ou territorial ayant compétence en ce qui touche l'examen effectué par l'organisme en question;

d) au gouvernement tlicho, s'il s'agit d'un projet devant être réalisé en partie sur les terres tlilos.

25

**(5) Section 141 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):****10 par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit:**

Extension of time limit by federal Minister

(5.1) The federal Minister may, at the request of the review panel or joint panel, extend the time limit referred to in subsection (5) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.

(5.1) Le ministre fédéral peut, sur demande de la formation conjointe ou de la commission conjointe, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (5) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

Prolongation du délai par le ministre fédéral

Extension of time limit by Governor in Council

(5.2) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (5.1) any number of times.

(5.2) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (5.1).

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

Excluded period

(5.3) If the review panel or joint panel requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the 20 riode prise, à son avis, par le promoteur pour

(5.3) Dans le cas où la formation conjointe ou la commission conjointe exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour

Période exclue

2005, c. 1,  
s. 89(2)Provisions  
applicable

panel's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (5) or of its extension.

**(6) Subsection 141(6) of the Act is replaced by the following:**

(6) An examination by a review panel or joint panel referred to in subsection (2) or (3) stands in lieu of an environmental impact review of the proposal referred to in that subsection and paragraphs 134(1)(b), (d) and (e) and sections 135 to 137.2 and 137.4 apply, with any modifications that are required, in respect of the examination, except that a recommendation of a panel may not be referred back to the panel for further consideration.

**224. (1) The Act is amended by adding the following after section 142:**

COST RECOVERY

Obligation to  
pay costs

**142.01** (1) For the federal Minister to recover costs incurred in the course of an environmental assessment, an environmental impact review or an examination—carried out by a review panel, or a joint panel, established jointly by the Review Board and any other person or body—that stands in lieu of an environmental impact review, the person or body that proposes to carry out the development shall pay to the federal Minister

(a) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the Review Board or its members or of members of the Review Board's review panels or of a review panel or a joint panel;

(b) any costs incurred by the Review Board for services that are prescribed by the regulations and that are provided to it by a third party; and

(c) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the federal Minister.

remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (5) ou de sa prolongation.

**(6) Le paragraphe 141(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit:**

2005, ch. 1,  
par. 89(2)

Application de certaines dispositions

(6) L'examen effectué par la formation conjointe ou la commission conjointe tient lieu d'étude d'impact. À cet égard, les alinéas 134(1)b), d) et e) et les articles 135 à 137.2 et 137.4 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, sauf que la recommandation ne peut être renvoyée à la formation conjointe ou à la commission conjointe pour réexamen.

15

**224. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 142, de ce qui suit :**

RECOUVREMENT DES COÛTS

Obligation de paiement

**142.01** (1) Le promoteur d'un projet de développement est tenu de payer au ministre fédéral, afin de permettre à celui-ci de recouvrer les coûts liés à l'évaluation environnementale, à l'étude d'impact ou à l'examen—effectué par une formation conjointe ou une commission conjointe établie par l'Office et une autre autorité—qui tient lieu d'étude d'impact :

a) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions de l'Office ou de celles de ses membres ou des membres de ses formations, de la formation conjointe ou de la commission conjointe;

b) les frais engagés par l'Office pour les services réglementaires qui lui ont été fournis par des tiers;

c) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions du ministre fédéral.

Scope	(2) For the purposes of subsection (1), the services, powers, duties or functions described in that subsection are limited to those provided, exercised or performed	(2) Pour l'application du paragraphe (1), les services et les attributions en cause se limitent à ceux fournis ou exercés au cours de l'une des périodes suivantes :	Champ d'application
	(a) during the period that begins when a proposed development is referred to the Review Board under section 125, or when a person or body that proposes to carry out a development is given notice under subsection 126(5), and ends when a copy of the final decision under the process set out in this Part is issued to that person or body; or	5 a) à partir du moment où le projet de développement fait l'objet d'un renvoi effectué en application de l'article 125—ou de la notification prévue au paragraphe 126(5)—jusqu'au moment où une copie de la décision définitive formulée dans le cadre 10 du processus prévu par la présente partie est remise au promoteur du projet;	5
	(b) during any period prescribed by the regulations that is within the period referred to in paragraph (a).	b) toute période réglementaire comprise dans la période visée à l'alinéa a).	15
Debt due to Her Majesty	(3) The costs and amounts that a person or body that proposes to carry out a development must pay under subsection (1) constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.	15 (3) Les frais et les sommes que le promoteur est tenu de payer en application du paragraphe 1(1) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.	15 Créances de Sa Majesté
	<b>(2) The Act is amended by adding the following after section 142:</b>	<b>(2) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 142, de ce qui suit :</b>	20
	<b>PUBLIC REGISTER</b>	<b>REGISTRE PUBLIC</b>	
Public register	<p><b>142.1</b> (1) The Review Board shall maintain at its main office a register convenient for use by the public in which shall be entered the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) all documents that are produced, collected or received by the Review Board, a review panel of the Review Board, a review panel or a joint panel established jointly by the Review Board and any other person or body in relation to any environmental assessment or environmental impact review;</li> <li>(b) any notice it receives under subsection 124(1) or (2); and</li> <li>(c) any report it receives under paragraph 125(1)(a) or (2)(a).</li> </ul> <p>(2) The register shall be open to inspection by any person during the Review Board's normal business hours, subject to the payment of any fee prescribed by the regulations.</p>	<p><b>142.1</b> (1) L'Office tient à son siège un registre accessible au public dans lequel sont portés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) tous les renseignements produits, recueillis ou reçus par lui et par ses formations, les formations conjointes et les commissions conjointes établies par lui et une autre autorité dans le cadre de l'évaluation environnementale ou de l'étude d'impact d'un projet de développement;</li> <li>b) la notification relative au projet visée aux paragraphes 124(1) ou (2);</li> <li>c) le rapport d'examen visé aux paragraphes 125(1) ou (2).</li> </ul> <p>(2) Toute personne peut, sur paiement des droits réglementaires, consulter le registre pendant les heures de bureau de l'Office.</p>	<p>Registre public</p> <p>25</p> <p>Consultation</p>
Register to be open to inspection			

Copies of contents of register	(3) The Review Board shall, on request and on payment of any fee prescribed by the regulations, make available copies of information contained in the register.	(3) L'Office fournit, sur demande et sur paiement des droits réglementaires, copie des renseignements contenus dans le registre.	Copies d'extraits du registre
Internet access	(4) The register shall also be made accessible to the public via the Internet.	5 (4) Le registre doit également être accessible au public dans Internet.	Accessibilité dans Internet
Categories of available information	(5) Despite any other provision of this Act, the register shall contain information only if  (a) it has otherwise been made publicly available; or  (b) in the case of a record, the Review Board  (i) determines that it would have been disclosed to the public in accordance with the <i>Access to Information Act</i> if a request had been made in respect of that record under that Act at the time the record came under the control of the Review Board, including any record that would be disclosed in the public interest under subsection 20(6) of that Act, or  (ii) has reasonable grounds to believe that it would be in the public interest to disclose the record because it is required for the public to participate effectively in a preliminary screening, environmental assessment or environmental impact review, other than any record whose disclosure would be prohibited under section 20 of the <i>Access to Information Act</i> .	(5) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le registre ne comporte que les renseignements :  10 a) qui ont par ailleurs été rendus publics;  b) dont, de l'avis de l'Office, dans le cas de 10 documents :  (i) soit la communication serait faite conformément à la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> si une demande en ce sens était faite sous le régime de celle-ci au moment où l'Office prend le contrôle des documents, y compris les documents qui seraient communiqués dans l'intérêt public en vertu du paragraphe 20(6) de cette loi,  (ii) soit il existe des motifs raisonnables de croire qu'il serait dans l'intérêt public de les communiquer parce qu'ils sont nécessaires à une participation efficace du public à l'examen préalable, à l'évaluation environnementale ou à l'étude d'impact d'un projet, à l'exception des documents contenant des renseignements dont la communication doit être refusée au titre de l'article 20 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> .	Genre d'information disponible
Applicability of sections 27, 28 and 44 of Access to Information Act	(6) Sections 27, 28 and 44 of the <i>Access to Information Act</i> apply to any information described in subsection 27(1) of that Act that the Review Board intends to be included in the register with any necessary modifications, including the following:  (a) the information is deemed to be a record that the head of a government institution intends to disclose; and  (b) any reference to the person who requested access shall be disregarded.	20 (6) Sous réserve des adaptations nécessaires, notamment de celles ci-après, les articles 27, 28 et 44 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> s'appliquent à tout renseignement visé au paragraphe 27(1) de cette loi que l'Office a 30 l'intention de faire verser au registre :  35 a) le renseignement est réputé constituer un document que le responsable d'une institution fédérale a l'intention de communiquer;  b) il ne doit pas être tenu compte des mentions de la personne qui fait la demande de communication des renseignements.	Application des articles 27, 28 et 44 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>

	POLICY DIRECTIONS	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES OBLIGATOIRES	
Minister's policy directions to Review Board	<b>142.2</b> (1) The federal Minister may, after consultation with the Review Board and the Tlicho Government, give written policy directions that are binding on the Review Board or its review panels with respect to the exercise of any of their functions under this Act.	<b>142.2</b> (1) Le ministre fédéral peut, après consultation de l'Office et du gouvernement tlicho, donner par écrit des instructions générales obligatoires à l'Office ou à ses formations relativement à l'exercice de leurs attributions en vertu de la présente loi.	Instructions ministérielles
Limitation	(2) Policy directions do not apply in respect of a proposal for a development that, at the time the directions are given, is before the Review Board or one of its review panels.	(2) Les instructions ne visent toutefois pas le projet de développement dont l'Office ou l'une de ses formations est saisi au moment où ces instructions sont données.	Non-application
Conflict	(3) If there is a conflict between policy directions given under this section and the provisions of any Act of Parliament, any regulations made under an Act of Parliament or any territorial law, those provisions prevail to the extent of the conflict.	(3) Les dispositions des lois fédérales, de leurs règlements et des règles de droit territoriales l'emportent sur les instructions incompatibles données en vertu du présent article.	Incompatibilité entre la loi et les instructions
	<b>(3) The Act is amended by adding the following after section 142.2:</b>	<b>(3) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 142.2, de ce qui suit :</b>	
	<b>AMENDMENT OF CERTIFICATE</b>	<b>MODIFICATION DU CERTIFICAT</b>	
Examination	<b>142.21</b> (1) With the approval of the federal Minister, the Review Board may, on its own initiative or at the request of the person or body to which a development certificate was issued under section 131.3 or 137.4 or any interested person, examine the conditions of that certificate if	<b>142.21</b> (1) Avec l'approbation du ministre fédéral, l'Office peut, de sa propre initiative ou sur demande du promoteur ou de tout intéressé, examiner les conditions prévues dans le certificat qu'il a délivré si, selon le cas :	Examen des conditions : Office
	(a) the conditions are not achieving their intended purpose or are having effects that are significantly different from those anticipated at the time the certificate was issued;	a) elles ne permettent pas d'atteindre leurs objectifs ou produisent des effets très différents de ceux prévus lors de la délivrance du certificat;	25
	(b) the circumstances relating to the development are significantly different from those anticipated at the time the certificate was issued; or	b) le contexte dans lequel s'inscrit le projet de développement est très différent de celui qui était alors prévu;	
	(c) technological developments or new information provides a more efficient method of achieving the intended purpose of the conditions.	c) des progrès techniques ou de nouvelles connaissances offrent des moyens plus efficaces d'atteindre les objectifs en question.	30
Minister's initiative	(2) The Review Board shall examine the conditions set out in a development certificate that it has issued if the federal Minister is of the opinion that any of paragraphs (1)(a) to (c) applies and so advises the Review Board.	(2) L'Office examine également les conditions dans le cas où le ministre fédéral l'avise qu'il est parvenu à l'une ou l'autre des conclusions visées aux alinéas (1)a) à c).	Initiative ministérielle
			35

Notice	(3) The Review Board shall notify the person or body and the federal Minister in writing of an examination undertaken under subsection (1) or the person or body of an examination undertaken under subsection (2).	(3) Il avise par écrit le ministre fédéral de tout examen effectué en vertu du paragraphe (1) et le promoteur, de tout examen effectué en vertu des paragraphes (1) ou (2).	Avis
Conduct of examination	(4) The Review Board may conduct its examination of the conditions in the manner that it considers appropriate in the circumstances.	(4) Il fixe les modalités de l'examen qu'il estime indiquées dans les circonstances.	5 Modalités de l'examen
Report	(5) Within five months after the day on which the federal Minister gives the Review Board his or her approval under subsection (1) or advises the Review Board of his or her opinion under subsection (2), the Review Board shall submit a written report to the federal Minister that contains  (a) an assessment of the conditions in force; and  (b) its recommendations as to the conditions that should apply in respect of the development.	(5) Dans les cinq mois suivant l'approbation visée au paragraphe (1) ou la réception de l'avis visé au paragraphe (2), il présente au ministre fédéral un rapport écrit faisant état :  a) de son évaluation des conditions en vigueur;  b) de ses recommandations quant aux conditions dont devrait être assortie la réalisation du projet.	Rapport 10 15
Extension of time limit by federal Minister	(6) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (5) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the development.	(6) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (5) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	(7) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (6) any number of times.	(7) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (6).	20 Prolongation du délai par le gouverneur en conseil 30
Excluded period	(8) If the Review Board requires the person or body to which the development certificate in question was issued to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Review Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit or of its extension.	(8) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai ou de sa prolongation.	Période exclue 25 30
Report to ministers	(9) The federal Minister shall distribute the Review Board's report to every responsible minister.	(9) Le ministre fédéral transmet le rapport de l'Office à tout ministre compétent.	Rapport de l'Office
Ministers' decision	(10) The federal Minister and the responsible ministers may agree, in respect of each recommendation in that report, either to  (a) accept it;	(10) Le ministre fédéral et les ministres compétents peuvent, d'un commun accord, à l'égard de chaque recommandation concernant les conditions, soit l'accepter, soit la renvoyer à	Décision ministérielle 35

Distribution of decision	<p>(b) refer it back to the Review Board for further consideration; or</p> <p>(c) after consulting the Review Board, adopt it with modifications.</p>	<p>l'Office pour réexamen, soit, après avoir consulté ce dernier, l'accepter avec modifications.</p>	
Time limits	<p>(11) The federal Minister shall distribute a decision made under subsection (10) to the Review Board and to every first nation, local government, regulatory authority and department and agency of the federal or territorial government affected by the decision.</p>	<p>5 (11) Le ministre fédéral est chargé de communiquer la décision ainsi rendue à l'Office, aux premières nations, administrations locales et autorités administratives touchées par celle-ci ainsi qu'aux ministères et organismes des gouvernements fédéral et territorial concernés.</p>	Communication de la décision 5
Extension of time limit by federal Minister	<p>(12) The federal Minister shall distribute a decision made under this section within three months after the day on which the federal Minister receives the Review Board's report under subsection (5).</p>	<p>(12) La communication de la décision est faite dans les trois mois suivant la réception par le ministre fédéral du rapport de l'Office.</p>	Délais 10
Extension of time limit by Governor in Council	<p>(13) The federal Minister may extend the time limit referred to in subsection (12) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the development.</p>	<p>(13) Le ministre fédéral peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe 15 (12) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.</p>	Prolongation du délai par le ministre fédéral 15
Time limit—further consideration	<p>(14) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (13) any number of times.</p>	<p>(14) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (13).</p>	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil 20
Excluded period	<p>(15) If a recommendation is referred back to the Review Board for further consideration under paragraph (10)(b), the time taken for that referral and consideration is included in the calculation of the time limit set out in subsection (12) or of its extension.</p>	<p>(15) Dans le cas où la recommandation est renvoyée à l'Office en vertu du paragraphe (10) pour réexamen, la période nécessaire au renvoi et au réexamen est comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (12) ou de sa prolongation.</p>	Délai : réexamen 25
Amended development certificate	<p>(16) If the federal Minister or the Review Board requires the person or body to which the development certificate in question was issued to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the federal Minister's or the Review Board's opinion, as the case may be, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection 40 (12) or of its extension.</p>	<p>(16) Dans le cas où le ministre fédéral ou l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (12) ou de sa prolongation.</p>	Période exclue 35 30 35 30 35
	<p>(17) Within 30 days after the day on which the Review Board receives the decision under subsection (10), it shall issue an amended development certificate that sets out the conditions contained in that decision.</p>	<p>(17) Dans les trente jours suivant la réception de la décision rendue en vertu du paragraphe (10), l'Office délivre à l'égard du projet un certificat modifié.</p>	Certificat modifié 45

## Application

(18) Subsections 131.3(2), (6) and (7) or subsections 137.4(2), (6) and (7) apply, as the case may be, to an amended development certificate.

Duty—  
regulatory  
authorities

**142.22** Each regulatory authority shall, to the extent of its authority to do so, incorporate the conditions referred to in subsection 142.21(17) into any licence, permit or other authorization that it issues, amends or renews.

Development  
certificate not  
valid

**142.23** (1) A development certificate issued under section 131.3 or 137.4 ceases to be valid five years after the day on which it is issued, if the proposed development for which that certificate is issued is not commenced within those five years.

Amended  
development  
certificate

(2) An amended development certificate issued under subsection 142.21(17) expires five years after the day on which the development certificate in relation to that development is issued under section 131.3 or 137.4, as the case may be, if the proposed development for which the certificate is issued is not commenced within those five years.

## Prohibition

(3) It is prohibited to carry out a proposed development, in whole or in part, if the development certificate or amended development certificate issued in relation to it has ceased to be valid.

New  
environmental  
assessment

(4) If a development certificate or amended development certificate has ceased to be valid, the person or body that proposes to carry out the development may make a request to the Review Board that it conduct a new environmental assessment of the proposed development and, in that case, the proposal is deemed to be referred to the Review Board under section 125.

Consideration of  
previous  
assessment  
activities

(5) In conducting the new environmental assessment, the Review Board shall consider, and may rely on, any assessment activities previously carried out under this Part in respect of the proposed development.

certificat modifié faisant état des conditions, énoncées dans la décision, dont est assortie sa réalisation.

(18) Les paragraphes 131.3(2), (6) et (7) ou 137.4(2), (6) et (7), selon le cas, s'appliquent au certificat modifié.

**5 142.22** Les autorités administratives sont tenues, dans la mesure de leurs compétences respectives, d'assortir les permis et autres autorisations qu'elles délivrent, modifient ou renouvellent des conditions visées au paragraphe 142.21(17).

Application  
5

Obligation des  
autorités  
administratives

## PROJETS NON RÉALISÉS

**142.23** (1) Tout certificat délivré en vertu des articles 131.3 ou 137.4 relativement à un projet de développement cesse d'être valide cinq ans après la date de sa délivrance si la réalisation du projet n'a pas commencé dans ce délai.

(2) Tout certificat modifié délivré en vertu du paragraphe 142.21(17) relativement à un projet de développement cesse d'être valide cinq ans après la date de la délivrance du certificat en vertu des articles 131.3 ou 137.4, selon le cas, relativement à ce projet si la réalisation du projet n'a pas commencé dans ce délai.

Certificat non  
valide

Certificat  
modifié non  
valide

(3) Il est interdit de réaliser—même en partie—le projet en question après la cessation de validité du certificat, modifié ou non.

Interdiction

(4) En cas de cessation de validité du certificat, modifié ou non, le promoteur du projet peut demander à l'Office qu'il procède à une nouvelle évaluation environnementale du projet; le cas échéant, l'affaire est réputée renvoyée à l'Office, au titre de l'article 125, pour qu'il procède à celle-ci.

Nouvelle  
évaluation  
environne-  
mentale

35

(5) Dans le cadre de cette nouvelle évaluation environnementale, l'Office tient compte des travaux d'évaluation déjà effectués au titre de la présente partie à l'égard du projet et peut s'appuyer sur ceux-ci.

Prise en compte  
des travaux  
antérieurs

40

	ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT	EXÉCUTION ET CONTRÔLE D'APPLICATION	
	<i>Designation</i>	<i>Désignation</i>	
Designation	<b>142.24</b> The federal Minister may designate qualified persons, or classes of qualified persons, as inspectors to exercise powers relating to verifying compliance or preventing non-compliance with this Part or orders made under section 142.29.	<b>142.24</b> Le ministre fédéral peut désigner toute personne qualifiée—individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée—à titre d'inspecteur pour exercer des pouvoirs relativement à la vérification du respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou à la prévention du non-respect de cette partie ou de ces ordres.	Désignation
	<i>Powers</i>	<i>Pouvoirs</i>	
Authority to enter	<b>142.25</b> (1) An inspector may, for the purpose of verifying compliance or preventing non-compliance with this Part or orders made under section 142.29, enter a place in which they have reasonable grounds to believe that a development is being carried out or a document or anything relating to a development is located.	<b>142.25</b> (1) L'inspecteur peut, pour vérifier le respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou en prévenir le non-respect, entrer dans tout lieu s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un projet de développement y est réalisé ou qu'un document ou une autre chose relatif à un projet de développement s'y trouve.	Accès au lieu
Powers on entry	(2) The inspector may, for the purposes referred to in subsection (1),	(2) Il peut, à ces mêmes fins :	Autres pouvoirs
	(a) examine anything in the place;	a) examiner toute chose se trouvant dans le lieu;	20
	(b) use any means of communication in the place or cause it to be used;	b) faire usage, directement ou indirectement, des moyens de communication se trouvant dans le lieu;	
	(c) use any computer system in the place or cause it to be used to examine data contained in or available to that system;	c) faire usage, directement ou indirectement, de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;	25
	(d) prepare a document or cause one to be prepared based on the data;	d) établir ou faire établir tout document à partir de ces données;	
	(e) use any copying equipment in the place or cause it to be used;	e) faire usage, directement ou indirectement, du matériel de reproduction se trouvant dans le lieu;	30
	(f) remove anything from the place for examination or copying;	f) emporter toute chose se trouvant dans le lieu à des fins d'examen ou pour en faire des copies;	35
	(g) take photographs and make recordings or sketches;	g) prendre des photographies, effectuer des enregistrements et faire des croquis;	
	(h) order the owner or person in charge of the place or any person at the place to establish their identity to the inspector's satisfaction or to stop or start an activity;	h) ordonner au propriétaire ou au responsable du lieu ou à quiconque s'y trouve d'établir, à sa satisfaction, son identité ou d'arrêter ou de reprendre toute activité;	40

	(i) order the owner or person having possession, care or control of anything in the place to not move it or to restrict its movement for as long as, in the inspector's opinion, is necessary;	i) ordonner au propriétaire de toute chose se trouvant dans le lieu ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de ne pas la déplacer ou d'en limiter le déplacement pour la période de temps qu'il estime suffisante;	5
	(j) direct any person to put any machinery, vehicle or equipment in the place into operation or to cease operating it; and	j) ordonner à quiconque de faire fonctionner ou de cesser de faire fonctionner une machine, un véhicule ou de l'équipement se trouvant dans le lieu;	10
	(k) prohibit or limit access to all or part of the place.	k) interdire ou limiter l'accès à tout ou partie du lieu.	
Certificate	(3) The federal Minister shall provide every inspector with a certificate of designation. On entering any place, the inspector shall, if so requested, produce the certificate to the occupant or person in charge of the place.	(3) Le ministre fédéral remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité; celui-ci le présente, sur demande, au responsable ou à l'occupant du lieu.	Certificat
Duty to assist	(4) The owner or person in charge of the place and every person in it shall give all assistance that is reasonably required to enable the inspector to verify compliance or prevent non-compliance with this Part or orders made under section 142.29 and shall provide any documents, data or information that are reasonably required for that purpose.	(4) Le propriétaire ou le responsable du lieu, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance qu'il peut valablement exiger pour lui permettre de vérifier le respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou d'en prévenir le non-respect, et de lui fournir les documents, données et renseignements qu'il peut valablement exiger.	Assistance
Notice	(5) If an inspector considers it reasonable to do so, an inspector shall give the Gwich'in or Sahtu First Nation prior notice of entry by the inspector on its first nation lands.	(5) Dans les cas où il l'estime indiqué, l'inspecteur donne aux premières nations des Gwich'in ou du Sahtu un préavis de son intention de procéder à la visite de leurs terres.	Préavis
Notice to Tlicho Government	(6) An inspector shall, if it is reasonable to do so, give the Tlicho Government prior notice of entry by the inspector on Tlicho lands.	(6) Il donne au gouvernement tlicho, dans les cas où il est indiqué de le faire, un préavis de son intention de procéder à la visite de leurs terres tlichos.	Préavis au gouvernement tlicho
Warrant for dwelling-house	<b>142.26</b> (1) If the place referred to in subsection 142.25(1) is a dwelling-house, the inspector may only enter it with the occupant's consent or under the authority of a warrant issued under subsection (2).	<b>142.26</b> (1) Dans le cas d'une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois y entrer sans le consentement de l'occupant que s'il est muni d'un mandat décerné en vertu du paragraphe (2).	Mandat : maison d'habitation
Authority to issue warrant	(2) On <i>ex parte</i> application, a justice of the peace may issue a warrant authorizing the inspector who is named in it to enter a dwelling-house, subject to any conditions specified in the warrant, if the justice of the peace is satisfied by information on oath that	(2) Sur demande <i>ex parte</i> , le juge de paix peut décerner un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à entrer dans une maison d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que les conditions ci-après sont réunies :	Délivrance du mandat

- (a) the dwelling-house is a place referred to in subsection 142.25(1);  
 (b) entry to the dwelling-house is necessary for the purpose of verifying compliance or preventing non-compliance with this Part or orders made under section 142.29; and  
 (c) entry was refused by the occupant or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused or that consent to entry cannot be obtained from the occupant. 10

- a) la maison d'habitation est un lieu visé au paragraphe 142.25(1);  
 b) l'entrée est nécessaire à la vérification du respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou à la prévention du non-respect de cette partie ou de ces ordres;  
 c) soit l'occupant a refusé l'entrée à l'inspecteur, soit il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas ou qu'il est impossible d'obtenir le consentement de l'occupant. 10

Entering private property

**142.27** (1) For the purpose of gaining entry to a place referred to in subsection 142.25(1), an inspector may enter and pass through private property. For greater certainty, no person has a right to object to that use of the property and no warrant is required for the entry, unless the property is a dwelling-house.

Person accompanying inspector

(2) A person may, at the inspector's request, accompany the inspector to assist them in gaining entry to the place referred to in subsection 142.25(1) and is not liable for doing so.

Use of force

**142.28** In executing a warrant to enter a dwelling-house, an inspector shall not use force unless the use of force has been specifically authorized in the warrant and the inspector is accompanied by a peace officer.

Measures required

**142.29** (1) If an inspector has reasonable grounds to believe that there is a contravention of this Part, they may, among other things, order a person to

- (a) stop doing something that is in contravention of this Part or cause it to be stopped; or  
 (b) take any measure that is necessary in order for the person to comply with this Part or to mitigate the effects of the contravention. 35

Notice

(2) The order shall be provided in the form of a written notice and shall include

- (a) a statement of the reasons for the order; 40 and

**142.27** (1) L'inspecteur peut, pour accéder au lieu visé au paragraphe 142.25(1), entrer dans une propriété privée et y passer; il est entendu que nul ne peut s'y opposer et qu'aucun mandat n'est requis, sauf s'il s'agit d'une maison d'habitation. 15

Entrée dans une propriété privée

(2) Toute personne peut, à la demande de l'inspecteur, accompagner celui-ci en vue de l'aider à accéder au lieu, et ce, sans encourir de poursuites à cet égard. 20

Personne accompagnant l'inspecteur

**142.28** L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution d'un mandat autorisant l'entrée dans une maison d'habitation que si celui-ci en autorise expressément l'usage et qu'il est accompagné d'un agent de la paix. 25

Usage de la force

**142.29** (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a contravention à la présente partie, l'inspecteur peut notamment ordonner à toute personne :

Mesures exigées

- a) de cesser de faire toute chose en contravention de la présente partie ou de la faire cesser;  
 b) de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à la présente partie ou pour atténuer les effets découlant de la contravention. 35

(2) L'ordre est communiqué sous forme d'avis écrit précisant les motifs et les délais et modalités d'exécution. 40

Avis

	(b) the time and manner in which the order is to be carried out.	
Measures taken by inspector	<b>142.3</b> (1) If a person does not comply with an order made under section 142.29 within the time specified, the inspector may, on their own initiative, take the measures specified in the order.	<b>142.3</b> (1) Si la personne ne se conforme pas à l'ordre donné en vertu de l'article 142.29 dans le délai imparti, l'inspecteur peut, de sa propre initiative, prendre les mesures qui y sont précisées.
Recovery of Her Majesty's costs	(2) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada in the taking of measures under subsection (1) constitutes a debt due to Her Majesty recoverable from the person in a court of competent jurisdiction.	(2) Les frais engagés par Sa Majesté du chef du Canada au titre du paragraphe (1) constituent une créance de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi, devant tout tribunal compétent, contre la personne.
	<i>Coordination</i>	<i>Coordination</i>
Activities — inspectors	<b>142.31</b> An inspector shall coordinate their activities with those of any inspector designated under Part 3 and any person designated for the purposes of verifying compliance or preventing non-compliance with any other Act of Parliament or territorial law so as to ensure efficiency and avoid duplication.	<b>142.31</b> Les inspecteurs coordonnent leurs activités avec celles des inspecteurs désignés en vertu de la partie 3 et des personnes désignées pour vérifier le respect de toute autre loi fédérale ou de toute règle de droit territoriale — ou en prévenir le non-respect — par souci d'efficacité et pour éviter tout double emploi.
Notice	<b>225. Subsection 142.25(5) of the Act is replaced by the following:</b>  (5) An inspector shall, if it is reasonable to do so, give the Gwich'in or Sahtu First Nation prior notice of entry by the inspector on its first nation lands.	<b>225. Le paragraphe 142.25(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>  (5) L'inspecteur donne aux premières nations des Gwich'in ou du Sahtu, dans le cas où il est indiqué de le faire, un préavis de son intention de procéder à la visite de leurs terres.
	<b>226. (1) Paragraph 143(1)(d) of the Act is replaced by the following:</b>  (d) prescribing the form of the register to be maintained by the Review Board under section 142.1 and the information to be entered in it, and respecting the fees, if any, to be paid to examine the register or to obtain copies from it;	<b>226. (1) L'alinéa 143(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>  d) déterminer la forme du registre que doit tenir l'Office en application de l'article 142.1 et les renseignements à y porter et régir les droits à payer pour sa consultation ou l'obtention de copies;
	<b>(2) Subsection 143(1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (f) and by adding the following after paragraph (g):</b>  (h) respecting any consultation with a first nation, the Tlicho First Nation, the Tlicho Government or an aboriginal people who use an area outside the Mackenzie Valley that may occur under this Part, including the	<b>(2) Le paragraphe 143(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :</b>  h) prendre des mesures concernant toute consultation menée auprès des premières nations, de la première nation tlicho, du gouvernement tlicho ou d'un peuple autochtone qui utilise les ressources d'une région située à l'extérieur de la vallée du Mackenzie

	manner in which it is to be conducted, and providing for the delegation of certain procedural aspects of such consultation; and  (i) respecting the recovery of amounts and costs for the purposes of section 142.01, including prescribing anything that is to be prescribed by that section and exempting any class of person or body that proposes to carry out the development from the application of that section.	en application de la présente partie, notamment les modalités de celle-ci, et prévoir la délégation de certains aspects de la procédure de consultation;  i) régir le recouvrement des frais et des sommes pour l'application de l'article 142.01, notamment prévoir toute mesure d'ordre réglementaire prévue à cet article et exempter toute catégorie de promoteur de l'application de cet article.	5	10
2005, c. 1, s. 90(3)	<b>(3) Subsection 143(2) of the Act is replaced by the following:</b>  (2) Regulations may only be made or amended under paragraph (1)(a), (d), (e), (f), (g), (h) or (i) or amended under paragraph (1)(b) or (c), following consultation by the federal Minister with the Review Board.	<b>(3) Le paragraphe 143(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>  (2) La prise ou la modification de tout règlement en vertu des alinéas (1)a) et d) à i) et la modification des règlements pris en vertu des alinéas (1)b) et c) sont en outre subordonnées à la consultation, par le ministre fédéral, de l'Office.	2005, ch. 1, par. 90(3)	Consultation de l'Office
Consultation with Review Board	  (2.1) In addition to the consultation referred to in subsection (2), the federal Minister shall consult the Mackenzie Valley Land and Water Board before making or amending any regulations under paragraph (1)(h) that relate to a preliminary screening by that Board.	  (2.1) Outre la consultation de l'Office prévue au paragraphe (2), la prise ou la modification de tout règlement en vertu de l'alinéa (1)h) en ce qui a trait à un examen préalable d'un projet de développement effectuée par l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie est subordonnée à la consultation, par le ministre fédéral, de cet office.	20	Consultation de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie
Consultation — Mackenzie Valley Land and Water Board	  <b>(4) Subsection 143(3) of the Act is replaced by the following:</b>  (3) No development is to be exempted for a reason set out in paragraph 124(1)(b) if it is a designated project or belongs to a class of designated projects, within the meaning of the <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i> , by virtue of regulations made under paragraph 84(a) of that Act.	  <b>(4) Le paragraphe 143(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>  (3) Ne peuvent faire l'objet d'une exemption pour le motif prévu à l'alinéa 124(1)b) les projets de développement ayant fait l'objet, individuellement ou par catégorie, de la désignation prévue à l'alinéa 84a) de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i> .	25	Exemptions Limite
Exemptions	  <b>(5) Section 143 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</b>  (4) A regulation made under this Part may incorporate by reference documents that are produced by a person other than the federal Minister or a body.	  <b>(5) L'article 143 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :</b>  (4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit par un organisme ou une personne autre que le ministre fédéral.	30	Externally produced documents Documents externes

Reproduced or  
translated  
material

(5) A regulation made under this Part may incorporate by reference documents that the federal Minister reproduces or translates from documents produced by a body or person other than the federal Minister

- (a) with any adaptations of form and reference that will facilitate their incorporation into the regulation; or
- (b) in a form that sets out only the parts of them that apply for the purposes of the regulation.

Jointly produced  
documents

(6) A regulation made under this Part may incorporate by reference documents that the federal Minister produces jointly with another government for the purpose of harmonizing the regulation with other laws.

Internally  
produced  
standards

(7) A regulation made under this Part may incorporate by reference technical or explanatory documents that the federal Minister produces, including

- (a) specifications, classifications, illustrations, graphs or other information of a technical nature; and
- (b) test methods, procedures, operational standards, safety standards or performance standards of a technical nature.

Incorporation as  
amended from  
time to time

(8) Documents may be incorporated by reference as amended from time to time.

For greater  
certainty

(9) Subsections (4) to (8) are for greater certainty and do not limit any authority to make regulations incorporating material by reference that exists apart from those subsections.

Accessibility

(10) The federal Minister shall ensure that any document that is incorporated by reference in the regulation is accessible.

Defence

(11) A person is not liable to be found guilty of an offence or subjected to an administrative sanction for any contravention in respect of which a document that is incorporated by reference in the regulation is relevant unless, at the time of the alleged contravention, the document was accessible as required by subsection (10) or it was otherwise accessible to the person.

(5) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la reproduction ou de la traduction, par le ministre fédéral, d'un document produit par une autre personne ou un organisme et qui comporte, 5 selon le cas :

- a) des adaptations quant à la forme et aux renvois destinées à en faciliter l'incorporation;
- b) seulement les passages pertinents pour l'application du règlement.

(6) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit conjointement par le ministre fédéral et toute autre administration en vue d'harmoniser le règlement avec d'autres règles de droit.

(7) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou explicatif produit par le ministre fédéral, notamment :

- 20 a) des spécifications, classifications, illustrations ou graphiques ou tout autre renseignement de nature technique;
- b) des méthodes d'essai, procédures ou normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité, de nature technique.

Documents  
reproduits ou  
traduits

Documents  
produits  
conjointement

Normes  
techniques dans  
des documents  
internes

(8) L'incorporation par renvoi peut viser le document avec ses modifications successives.

Portée de  
l'incorporation

(9) Il est entendu que les paragraphes (4) à (8) n'ont pas pour objet d'empêcher la prise de règlements incorporant par renvoi des documents autres que ceux visés à ces paragraphes.

(10) Le ministre fédéral veille à ce que tout document incorporé par renvoi dans les règlements soit accessible.

Interprétation

Accessibilité des  
documents

(11) Aucune déclaration de culpabilité ni aucune sanction administrative ne peut découler d'une contravention faisant intervenir un document qui est incorporé par renvoi dans les règlements et qui se rapporte au fait reproché, sauf si, au moment de ce fait, le document était accessible en application du paragraphe (10) ou était autrement accessible à la personne en cause.

Aucune  
déclaration de  
culpabilité ni  
sanction  
administrative

No registration or publication	(12) For greater certainty, a document that is incorporated by reference in the regulation is not required to be transmitted for registration or published in the <i>Canada Gazette</i> by reason only that it is incorporated by reference.	(12) Il est entendu que les documents qui sont incorporés par renvoi dans les règlements n'ont pas à être transmis pour enregistrement ni à être publiés dans la <i>Gazette du Canada</i> du seul fait de leur incorporation.	Enregistrement ou publication non requis
2005, c. l, s. 91	<b>227. Subsection 144(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>227. Le paragraphe 144(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	2005, ch. 1, art. 91
Schedule	<b>144.</b> (1) The Governor in Council may, by regulations made following consultation by the federal Minister with the territorial Minister, the Review Board, the first nations and the Tlicho Government, amend the schedule by adding, or by deleting, the name of any agency, other than the Mackenzie Valley Land and Water Board, that exercises regulatory powers under territorial or federal laws and that is not subject to specific control or direction by a minister of the federal or territorial government or the Governor in Council.	<b>144.</b> (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement pris après consultation, par le ministre fédéral, du ministre territorial, de l'Office, des premières nations et du gouvernement tlicho, modifier l'annexe afin d'y ajouter ou d'y supprimer le nom de tout organisme—exception faite de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie—auquel sont conférés, sous le régime des règles de droit fédérales ou territoriales, des pouvoirs de régulation et qui n'est pas assujetti à des mesures de contrôle ou d'orientation spécifiques d'un ministre des gouvernements fédéral ou territorial ou du gouverneur en conseil.	Modification de l'annexe
	<b>228. The Act is amended by adding the following after section 144:</b>	<b>228. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 144, de ce qui suit :</b>	
	PROHIBITIONS, OFFENCES AND PUNISHMENT	INTERDICTIONS, INFRACTIONS ET PEINES	
Obstruction	<b>144.01</b> It is prohibited to knowingly obstruct or hinder an inspector who is exercising their powers or performing their duties and functions under this Part.	<b>144.01</b> Il est interdit d'entraver sciemment l'action de tout inspecteur dans l'exercice des attributions que lui confère la présente partie.	Entrave
False statements or information	<b>144.02</b> It is prohibited to knowingly make a false or misleading statement or knowingly provide false or misleading information in connection with any matter under this Part to any person who is exercising their powers or performing their duties and functions under this Part.	<b>144.02</b> Il est interdit de faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse ou de communiquer sciemment des renseignements faux ou trompeurs, relativement à toute question visée par la présente partie, à toute personne qui agit dans l'exercice de ses attributions au titre de celle-ci.	Renseignements faux ou trompeurs
Offence—certificates	<b>144.03</b> (1) Every person or body that proposes to carry out a development and that contravenes section 117.1 and every person who contravenes subsection 142.23(3) or an order made under subsection 142.29(1) is guilty of an offence and is liable on summary conviction	<b>144.03</b> (1) Le promoteur d'un projet de développement qui contrevient à l'article 117.1 ou quiconque contrevient au paragraphe 142.23(3) ou à l'ordre donné en vertu du paragraphe 142.29(1) commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :	Infraction—certificats
	(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; and	a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;	40

	(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.	b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.	
Obstruction or false statements or information	(2) Every person who contravenes section 144.01 or 144.02 is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.	5 (2) Quiconque contrevoit aux articles 144.01 ou 144.02 commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.	5 Entrave ou renseignements faux ou trompeurs
Continuing offences	(3) An offence under subsection (1) that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.	(3) Il est compté une infraction distincte pour 10 Infractions chacun des jours au cours desquels se commet 10 continues ou se continue l'infraction prévue au paragraphe (1).	
Due diligence defence	(4) No one is to be convicted of an offence under subsection (1) if they establish that they exercised due diligence to prevent the commission of the offence.	(4) Nul ne peut être déclaré coupable de 15 l'infraction prévue au paragraphe (1) s'il prouve 15 qu'il a pris toutes les précautions voulues pour prévenir sa perpétration.	Disculpation : précautions voulues
Limitation period or prescription	<b>144.04</b> No proceedings in respect of an offence under this Part are to be instituted more than five years after the day on which the federal Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged offence.	144.04 Les poursuites visant une infraction à la présente partie se prescrivent par cinq ans à compter de la date où le ministre fédéral a eu 20 connaissance des faits reprochés.	Prescription
Admissibility of evidence	<b>144.05</b> (1) In proceedings for an offence under this Part, a certificate, report or other document of the federal Minister, the Review Board, a regulatory authority, a designated regulatory agency or an inspector that is purported to have been signed by that person, board or authority is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.	144.05 (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre fédéral, l'Office, l'autorité administrative, l'organisme administratif désigné ou l'inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.	Admissibilité
Copies and extracts	(2) In proceedings for an offence under this Part, a copy of or an extract from any document that is made by the federal Minister, the Review Board, a regulatory authority, a designated regulatory agency or an inspector that appears to have been certified under the signature of that person, board or authority as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have 45 if it were proved in the ordinary way.	(2) De même, la copie ou l'extrait de documents établis par le ministre fédéral, l'Office, l'autorité administrative, l'organisme administratif désigné ou l'inspecteur et paraissant certifié conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ni la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, il a la force probante d'un original dont 40 l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.	Copies ou extraits

Presumed date of issue	(3) A document referred to in this section is, in the absence of evidence to the contrary, presumed to have been issued on the date that it bears.	(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont présumés avoir été établis à la date qu'ils portent.	Date
Notice	(4) No document referred to in this section is to be received in evidence unless the party intending to produce it has provided reasonable notice of that intention to the party against whom it is intended to be produced together with a copy of the document.	5 (4) Ils ne sont reçus en preuve que si la partie qui entend les produire contre une autre lui donne un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.	Préavis 5
		10	
	<b>229. The Act is amended by adding the following after section 144:</b>	<b>229. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 144, de ce qui suit :</b>	
	<b>PART 5.1</b>	<b>PARTIE 5.1</b>	
	<b>REGIONAL STUDIES</b>	<b>ÉTUDES RÉGIONALES</b>	
Establishment of committee	<b>144.1</b> (1) The federal Minister may establish a committee to conduct a study of the effects of existing or future physical activities carried out in a region of the Mackenzie Valley.	144.1 (1) Le ministre fédéral peut constituer 10 Constitution d'un comité un comité chargé de procéder à l'étude des effets d'activités concrètes actuelles ou éventuelles exercées dans une région de la vallée du Mackenzie.	
Mandate and appointment of members	(2) If the federal Minister establishes a committee, he or she shall establish its terms of reference and appoint as a member of the committee one or more persons.	20 (2) Le cas échéant, il nomme le ou les 15 Mandat et nomination des membres du comité et en fixe le mandat.	
Advice — first nations	<b>144.2</b> Before establishing the committee's terms of reference, the federal Minister shall seek and consider the advice of the territorial government, any affected first nation and, if the study affects the Tlicho First Nation, the Tlicho 25 Government.	144.2 Avant de fixer le mandat du comité, le ministre fédéral doit demander et étudier l'avis du gouvernement territorial, de toute première nation concernée et, s'agissant d'une étude 20 ayant une incidence sur la première nation tlicho, du gouvernement tlicho.	Avis des intéressés
Participation in study	<b>144.3</b> The federal Minister, if he or she considers it appropriate, may enter into an agreement or arrangement with any person or body with relevant knowledge or expertise with respect to their participation in the committee's study.	25 144.3 Le ministre fédéral peut, s'il l'estime opportun, conclure un accord ou un arrangement avec toute personne ou tout organisme dont les connaissances ou l'expertise sont pertinentes en vue de leur participation à l'étude que le comité entreprend.	Participation à l'étude
Joint establishment of committee	<b>144.4</b> If the federal Minister is of the opinion that it is appropriate to conduct a study of the effects of existing or future physical activities carried out in a region of the Mackenzie Valley and in a region contiguous to it, the federal Minister may enter into an agreement or arrangement with an authority responsible for the examination of environmental effects in that 35 region respecting the joint establishment of a committee to conduct the study and the manner in which the study is to be conducted.	30 35 144.4 S'il estime indiqué de faire procéder à l'étude des effets d'activités concrètes actuelles ou éventuelles exercées dans une région de la vallée du Mackenzie et d'une région qui y est contiguë, le ministre fédéral peut conclure avec l'organisme compétent en matière d'examen des effets sur l'environnement dans cette région un accord ou un arrangement relatif à la constitution d'un comité conjoint chargé de procéder à l'étude et relatif aux modalités de l'étude.	Constitution conjointe d'un comité

Elements to consider

**144.5** In conducting its study, the committee shall consider any traditional knowledge and scientific information that is made available to it.

Information

**144.6** Subject to any other federal or territorial law, a committee may obtain, from any board established or continued by this Act or from any department or agency of the federal or territorial government, any information in the possession of the board, department or agency that is required for it to conduct its study.

Report to federal Minister

**144.7** On completion of its study, the committee established under subsection 144.1(1) or under an agreement or arrangement entered into under section 144.4 shall provide a report to the federal Minister, who shall make it available to the public.

Consideration of report

**144.8** The Gwich'in Land Use Planning Board, the Sahtu Land Use Planning Board, the Mackenzie Valley Land and Water Board, the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, its review panels, a review panel, or a joint panel established jointly by the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board and any other person or body, and any body conducting a preliminary screening of a proposal for a development under section 124 shall consider any report referred to in section 144.7.

Conflict of interest

**144.9** (1) A member of a committee shall not participate in a study if that participation would place the member in a material conflict of interest.

Status or entitlements under agreement

(2) A member of a committee is not placed in a material conflict of interest merely because of any status or entitlement conferred on the member under the Gwich'in Agreement, the Sahtu Agreement, the Tlicho Agreement or any other agreement between a first nation and Her Majesty in right of Canada for the settlement of a land claim.

**230. Section 149 of the Act is replaced by the following:**

Information

**149.** Subject to any other federal or territorial law, a responsible authority or a person or body that performs an environmental audit may

**144.5** Dans le cadre de l'étude, le comité tient compte des connaissances traditionnelles et des renseignements scientifiques mis à sa disposition.

**144.6** Le comité peut, sous réserve de toute autre règle de droit fédérale ou territoriale, obtenir de tout office constitué ou maintenu en vertu de la présente loi et des ministères et organismes des gouvernements fédéral et territorial les renseignements qui sont en leur possession et dont il a besoin pour procéder à l'étude.

5 Renseignements

Éléments à considérer

**144.7** Au terme de l'étude qu'il est tenu d'effectuer, le comité constitué en vertu du paragraphe 144.1(1) ou au titre d'un accord ou d'un arrangement conclu en vertu de l'article 144.4 adresse un rapport au ministre fédéral, qui le met à la disposition du public.

Rapport au ministre fédéral

**144.8** Sont tenus d'examiner le rapport du comité l'Office gwich'in d'aménagement territorial, l'Office d'aménagement territorial du Sahtu, l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie, ses formations, les formations conjointes et les commissions conjointes établies par cet office et une autre autorité, ainsi que les organes qui effectuent l'examen préalable d'un projet de développement en application de l'article 124.

Examen du rapport

30

**144.9** (1) Est incompté pour prendre part à l'étude le membre du comité qui se trouve en situation de conflit d'intérêts sérieux par rapport à celle-ci.

Conflit d'intérêts

(2) N'ont pas pour effet de créer, à eux seuls, une situation de conflit d'intérêts sérieux le statut ou les droits conférés à une personne aux termes soit de l'accord gwich'in, de l'accord du Sahtu ou de l'accord tlicho, soit de tout autre accord relatif aux revendications territoriales conclu entre une première nation et Sa Majesté du chef du Canada.

Statut et droits conférés par accord

35

**230. L'article 149 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**149.** L'autorité compétente ou le vérificateur peut, sous réserve de toute autre règle de droit fédérale ou territoriale, obtenir de tout office

45 Renseignements

obtain, from any board established by or continued under this Act or from any department or agency of the federal or territorial government, any information in the possession of the board, department or agency that is required for the performance of the functions of the responsible authority or person under this Part.

**231. The Act is amended by adding the following after section 150:**

PART 6.1

ADMINISTRATIVE MONETARY  
PENALTIES

INTERPRETATION

Definitions

**150.01** The following definitions apply in this Part.

“Board”  
“Office”

“Board” has the same meaning as in section 51.

“inspector”  
“inspecteur”

“inspector” means a person designated as an inspector under section 84 or 142.24.

“penalty”  
“pénalité”

“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under this Part for a violation.

“review body”  
“réviseur”

“review body” means

- (a) in respect of a violation relating to Part 3, the Board; and
- (b) in respect of a violation relating to Part 5, the federal Minister.

FEDERAL MINISTER’S POWERS

Regulations

**150.02** (1) The federal Minister may, with the approval of the Governor in Council, make regulations for the purposes of sections 150.03 to 150.23, including regulations

- (a) designating as a violation that may be proceeded with in accordance with this Act
- (i) the contravention of any specified provision of this Act or of any of its regulations,
- (ii) the contravention of any order, direction or decision—or of any order, direction or decision of any specified class—made or given under this Act, or

constitué ou maintenu en vertu de la présente loi et des ministères et organismes des gouvernements fédéral et territorial les renseignements qui sont en leur possession et qui sont nécessaires à l’exercice des attributions qui lui sont conférées par la présente partie.

**231. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 150, de ce qui suit :**

PARTIE 6.1

SANCTIONS ADMINISTRATIVES  
PÉCUNIAIRES

DÉFINITIONS

**150.01** Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

Définitions  
10

« inspecteur » Personne désignée à ce titre en vertu des articles 84 ou 142.24.

« inspecteur »  
“inspector”

« Office » S’entend au sens de l’article 51.

« Office »  
“Board”

« pénalité » Sanction administrative pécuniaire infligée en vertu de la présente partie pour une violation.

« pénalité »  
“penalty”

« réviseur »  
“review body”

20      a) S’agissant d’une violation relative à la partie 3, l’Office;

      b) s’agissant d’une violation relative à la partie 5, le ministre fédéral.

« réviseur »  
“review body”

ATTRIBUTIONS DU MINISTRE FÉDÉRAL

**150.02** (1) Le ministre fédéral peut, avec l’approbation du gouverneur en conseil, prendre des règlements pour l’application des articles 150.03 à 150.23, notamment afin :

Règlements  
25

a) de désigner comme violation punissable au titre de la présente loi la contravention :

- (i) à toute disposition spécifiée de la présente loi ou de ses règlements,
- (ii) à tout ordre ou à toute ordonnance ou décision—or à tout ordre ou à toute ordonnance ou décision appartenant à une

<p>(iii) the failure to comply with a term or condition of any licence, permit or other authorization or development certificate issued under this Act or a term or condition of a specified class of licences, permits or other authorizations;</p> <p>(b) respecting the determination of or the method of determining the amount payable as the penalty, which may be different for individuals and other persons, for each violation;</p> <p>(c) establishing the form and content of notices of violations;</p> <p>(d) respecting the service of documents required or authorized under this Act, including the manner and proof of service and the circumstances under which documents are considered to be served;</p> <p>(e) respecting reviews by the review body in respect of a notice of violation; and</p> <p>(f) respecting the publication of the nature of a violation, the name of the person who committed it and the amount of the penalty.</p>	<p>catégorie spécifiée—donné ou rendue, selon le cas, sous le régime de la présente loi,</p> <p>(iii) à toute condition—appartenant ou non à une catégorie spécifiée—dont est assorti un permis ou autre autorisation ou un certificat délivrés en vertu de la présente loi;</p> <p>b) de prévoir l'établissement ou la méthode d'établissement de la pénalité applicable à chaque violation—la pénalité prévue pour les personnes physiques pouvant différer de celle prévue pour les autres personnes;</p> <p>c) d'établir la forme et le contenu des procès-verbaux de violation;</p> <p>d) de régir, notamment par l'établissement de présomptions et de règles de preuve, la signification de documents autorisée ou exigée sous le régime de la présente loi;</p> <p>e) de régir la révision des procès-verbaux par le réviseur;</p> <p>f) de régir la publication de la nature de la violation, du nom de son auteur et du montant de la pénalité.</p>
<p>(2) The amount that may be determined under any regulations made under paragraph (1)(b) as the penalty for each violation shall not be more than \$25,000, in the case of an individual, and \$100,000 in the case of any other person.</p>	<p>(2) Le montant de la pénalité établi en application d'un règlement pris en vertu de l'alinéa (1)b) et applicable à chaque violation est plafonné, dans le cas des personnes physiques, à 25 000 \$ et, dans le cas des autres personnes, à 100 000 \$.</p>

Maximum amount of  
penalty

(2) The amount that may be determined under any regulations made under paragraph (1)(b) as the penalty for each violation shall not be more than \$25,000, in the case of an individual, and \$100,000 in the case of any other person.

Who may issue  
notices

**150.03** Inspectors are authorized to issue notices of violation.

Commission of  
violation

**150.04** (1) Every person who contravenes or fails to comply with a provision, order, direction, decision, term or condition designated under paragraph 150.02(1)(a) commits a violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations.

Purpose of  
penalty

(2) The purpose of the penalty is to promote compliance with this Act and not to punish.

<p><b>150.03</b> Les inspecteurs sont autorisés à agir à titre d'agents verbalisateurs.</p> <p><b>150.04</b> (1) La contravention à une disposition, à une décision, à un ordre, à une ordonnance ou à une condition désignés en vertu de l'alinéa 150.02(1)a) constitue une violation pour laquelle l'auteur s'expose à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux règlements.</p> <p>(2) L'imposition de la pénalité vise non pas à punir, mais plutôt à favoriser le respect de la présente loi.</p>	<p>Attributions</p> <p>Violations</p> <p>But de la pénalité</p>
--	---

Liability of  
directors,  
officers, etc.

**150.05** If a corporation commits a violation, any director, officer or agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the violation is a party to the violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations, whether or not the corporation has been proceeded against in accordance with this Act.

Proof of  
violation

**150.06** In any proceedings under this Act against a person in relation to a violation, it is sufficient proof of the violation to establish that it was committed by an employee or agent or mandatary of the person, whether or not the employee or the agent or mandatary is identified or proceeded against in accordance with this Act.

Issuance and  
service of notice  
of violation

**150.07** (1) If an inspector has reasonable grounds to believe that a person has committed a violation, the inspector may issue a notice of violation and cause it to be served on the person.

Contents

(2) The notice of violation shall  
 (a) name the person that is believed to have committed the violation;  
 (b) set out the relevant facts surrounding the violation;  
 (c) set out the amount of the penalty;  
 (d) inform the person of their right to request a review with respect to the violation or the amount of the penalty, and of the period within which that right shall be exercised;  
 (e) inform the person of the time and manner of paying the penalty; and  
 (f) inform the person that, if they do not pay the penalty or exercise their right referred to in paragraph (d), they are considered to have committed the violation and are liable to the penalty.

Copy of notice  
of violation

(3) The inspector shall, without delay after issuing the notice of violation, provide a copy to the Board and the federal Minister.

**150.05** Si une personne morale commet une violation, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de la violation et s'exposent à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux règlements, que la personne fasse ou non l'objet d'une procédure en violation engagée au titre de la présente loi.

**150.06** Dans les procédures en violation engagées au titre de la présente loi, il suffit, pour prouver la violation, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'auteur de la violation, que l'employé ou le mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.

**150.07** (1) L'inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise peut dresser un procès-verbal qu'il fait signifier au préputé auteur de la violation.

(2) Le procès-verbal mentionne les éléments suivants :

a) le nom du préputé auteur de la violation;  
 b) les faits pertinents concernant la violation;  
 c) le montant de la pénalité;  
 d) la faculté qu'a le préputé auteur de la violation de demander la révision de celle-ci ou du montant de la pénalité, ainsi que le délai pour ce faire;  
 e) les délais et modalités de paiement de la pénalité;  
 f) le fait que le préputé auteur de la violation, s'il ne fait pas de demande de révision ou s'il ne paie pas la pénalité, est réputé avoir commis la violation et est tenu du paiement de cette pénalité.

(3) L'inspecteur fournit une copie du procès-verbal à l'Office et au ministre fédéral sans délai après l'avoir dressé.

Participants à la violation :  
dirigeants,  
administrateurs et mandataires

5

10

Preuve

Procès-verbal—  
établissement et signification

20

Contenu

25

30

35

Copie du  
procès-verbal

	RULES ABOUT VIOLATIONS	RÈGLES PROPRES AUX VIOLATIONS	
Certain defences not available	<p><b>150.08</b> (1) A person named in a notice of violation does not have a defence by reason that the person</p> <p>(a) exercised due diligence to prevent the commission of the violation; or</p> <p>(b) reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would exonerate the person.</p>	<p><b>150.08</b> (1) Le préteudre auteur de la violation ne peut invoquer en défense le fait qu'il a pris les mesures nécessaires pour empêcher la violation ou qu'il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'exonéraient.</p>	Exclusion de certains moyens de défense
Common law principles	<p>(2) Every rule and principle of the common law that renders any circumstance a justification or excuse in relation to a charge for an offence under this Act applies in respect of a violation to the extent that it is not inconsistent with this Act.</p>	<p>(2) Les règles et principes de common law qui font d'une circonstance une justification ou une excuse dans le cadre d'une poursuite pour infraction à la présente loi s'appliquent à l'égard d'une violation dans la mesure de leur compatibilité avec la présente loi.</p>	Principes de common law
Continuing violation	<p><b>150.09</b> A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is committed or continued.</p>	<p><b>150.09</b> Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue la violation.</p>	Violation continue
Violation or offence	<p><b>150.1</b> (1) Proceeding with any act or omission as a violation under this Act precludes proceeding with it as an offence under this Act, and proceeding with it as an offence under this Act precludes proceeding with it as a violation under this Act.</p> <p>(2) For greater certainty, a violation is not an offence and, accordingly, section 126 of the <i>Criminal Code</i> does not apply in respect of a violation.</p>	<p><b>150.1</b> (1) S'agissant d'un acte ou d'une omission qualifiable à la fois de violation et d'infraction aux termes de la présente loi, la procédure en violation et la procédure pénale s'excluent l'une l'autre.</p> <p>(2) Il est entendu que les violations ne sont pas des infractions; en conséquence, nul ne peut être poursuivi à ce titre sur le fondement de l'article 126 du <i>Code criminel</i>.</p>	Cumul interdit Précision
Limitation period	<p><b>150.11</b> No notice of violation is to be issued more than two years after the day on which the federal Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged violation.</p>	<p><b>150.11</b> Le délai dans lequel le procès-verbal peut être dressé est de deux ans à compter de la date où le ministre fédéral a eu connaissance des faits reprochés.</p>	Prescription
Right to request review	<h3>REVIEWS</h3> <p><b>150.12</b> A person who is served with a notice of violation may, within 30 days after the notice is served or within any longer period prescribed by the regulations, make a request to the review body for a review of the amount of the penalty or the facts of the violation, or both.</p>	<h3>RÉVISION</h3> <p><b>150.12</b> Le préteudre auteur de la violation peut, dans les trente jours suivant la signification d'un procès-verbal ou dans tout délai supplémentaire prévu dans les règlements, saisir le réviseur d'une demande de révision du montant de la pénalité ou des faits quant à la violation, ou des deux.</p>	Droit de faire une demande de révision

Correction or cancellation of notice of violation

**150.13** At any time before a request for a review in respect of a notice of violation is received by the review body, an inspector may cancel the notice of violation or correct an error in it.

Review

**150.14** On receipt of a request for a review in respect of a notice of violation, the review body shall conduct the review.

Witnesses

**150.15** (1) When conducting a review, the Board may summon any person to appear as a witness and may order the witness to give evidence orally or in writing and produce any documents and things that the Board considers necessary for the purpose of the review.

Enforcement of summonses and orders

(2) Any summons issued or order made under subsection (1) may be made a summons or an order of the Federal Court or of the superior court of a province and is enforceable in the same manner as a summons or an order of that court.

Procedure

(3) To make a summons issued or an order made under subsection (1) a summons or an order of the Federal Court or of the superior court of a province, the usual practice and procedure of the court in such matters may be followed or a certified copy of the summons or order may be filed with the court's registrar and the summons or order then becomes a summons or an order of that court.

Fees for witnesses

(4) A witness who is served with a summons is entitled to receive the fees and allowances to which persons who are summoned to appear as witnesses before the Federal Court are entitled.

Object of review

**150.16** (1) The review body shall determine, as the case may be, whether the amount of the penalty for the violation was determined in accordance with the regulations or whether the person committed the violation, or both.

Determination

(2) The review body shall render a determination in writing and cause the person who requested the review to be served with a copy of the determination, with reasons. A copy of the determination, with reasons, shall also be provided without delay to the federal Minister in the case of a violation relating to Part 3 or to the Board in the case of a violation relating to Part 5.

**150.13** Tant que le réviseur n'est pas saisi d'une demande de révision du procès-verbal, tout inspecteur peut soit l'annuler, soit corriger toute erreur qu'il contient.

5

**150.14** Sur réception de la demande de révision, le réviseur procède à la révision.

**150.15** (1) L'Office peut citer toute personne à comparaître devant lui et ordonner à celle-ci de déposer oralement ou par écrit, ou de produire toute pièce qu'il juge nécessaire à la révision.

Témoins

(2) Les citations et les ordres visés au paragraphe (1) peuvent être homologués par la Cour fédérale ou une juridiction supérieure provinciale; le cas échéant, leur exécution s'effectue selon les mêmes modalités que les 15 citations et ordonnances de la juridiction saisie.

Homologation des citations et ordres

(3) L'homologation se fait soit selon les règles de pratique et de procédure de la juridiction, soit par le dépôt au greffe de celle-ci d'une copie certifiée conforme de la citation 20 ou de l'ordre.

Procédure

(4) La personne citée à comparaître a droit aux indemnités applicables aux convocations de la Cour fédérale.

Indemnités

25

**150.16** (1) Le réviseur décide, selon le cas, si le montant de la pénalité a été établi conformément aux règlements ou si le demandeur a commis la violation, ou les deux.

Objet de la révision

(2) Il rend sa décision par écrit et en fait 30 signifier une copie au demandeur, motifs à l'appui. Il en fournit aussi une copie sans délai après avoir rendu la décision au ministre fédéral, dans le cas d'une violation relative à la partie 3, et à l'Office, dans le cas d'une violation relative 35 à la partie 5.

Décision

Correction of penalty	(3) If the review body determines that the amount of the penalty for the violation was not determined in accordance with the regulations, the review body shall correct it.	(3) Il modifie le montant de la pénalité s'il estime qu'il n'a pas été établi conformément aux règlements.	Correction du montant de la pénalité
Responsibility	(4) If the review body determines that the person who requested the review committed the violation, the person who requested the review is liable to the penalty as set out in the determination.	5 (4) En cas de décision défavorable, l'auteur de la violation est tenu du paiement de la pénalité mentionnée dans la décision.	5 Obligation de payer la pénalité
Determination final	(5) A determination made under this section 10 is final and binding and, except for judicial review under the <i>Federal Courts Act</i> , is not subject to appeal or to review by any court.	(5) La décision est définitive et exécutoire et, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> , n'est pas susceptible d'appel ou de révision en justice.	10 Décision définitive
Burden of proof	<b>150.17</b> If the facts of a violation are reviewed, the inspector who issued the notice of violation shall establish, on a balance of probabilities, that the person named in it committed the violation identified in it.	150.17 En cas de révision portant sur les faits, il incombe à l'inspecteur qui a dressé le procès-verbal d'établir, selon la prépondérance des probabilités, que le demandeur a commis la violation qui y est mentionnée.	15 Fardeau de la preuve
Payment	<b>150.18</b> If a person pays the penalty set out in a notice of violation, the person is considered to have committed the violation and proceedings in respect of it are ended.	<b>150.18</b> Vaut aveu de responsabilité à l'égard de la violation et met fin à la procédure le paiement de la pénalité mentionnée au procès-verbal.	Paiement
Failure to act	<b>150.19</b> A person that neither pays the penalty within the period set out in the notice of violation—nor requests a review within the period referred to in section 150.12—is considered to have committed the violation and is liable to the penalty.	<b>150.19</b> Vaut aveu de responsabilité, en cas de non-paiement de la pénalité dans le délai prévu dans le procès-verbal, le fait de ne pas demander de révision dans le délai prévu à l'article 150.12. Le cas échéant, le contrevenant est tenu du paiement de la pénalité.	20 Défaut
Debt to Her Majesty	<b>150.2</b> (1) A penalty constitutes a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered in any court of competent jurisdiction.	<b>150.2</b> (1) La pénalité constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.	Créance de Sa Majesté
Limitation period or prescription	(2) No proceedings to recover the debt are to be instituted more than five years after the day on which the debt becomes payable.	(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle elle est devenue exigible.	30 Prescription
Certificate	<b>150.21</b> (1) The federal Minister may issue a certificate of non-payment certifying the unpaid amount of any debt referred to in subsection 150.2(1).	<b>150.21</b> (1) Le ministre fédéral peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute créance visée au paragraphe 35 150.2(1).	Certificat de non-paiement

Registration in Federal Court

(2) Registration in other court of competent jurisdiction of a certificate of non-payment has the same effect as a judgment of that court for a debt of the amount specified in the certificate and all related registration costs.

(2) L'enregistrement à tout tribunal compétent confère au certificat de non-paiement valeur de jugement pour la somme visée et les frais afférents à l'enregistrement.

5

Enregistrement à la Cour fédérale

Authenticity of documents

**150.22** In the absence of evidence to the contrary, a document that appears to be a notice issued under subsection 150.07(1) is presumed to be authentic and is proof of its contents in any proceeding in respect of a violation.

GENERAL

Publication

**150.23** The Board may, subject to any regulations, make public the nature of a violation, the name of the person who committed it and the amount of the penalty.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**150.22** Dans les procédures pour violation, le document qui paraît être un procès-verbal dressé en application du paragraphe 150.07(1) fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité et de son contenu.

5 Authenticité de documents

**150.23** Sous réserve des règlements, l'Office peut procéder à la publication de la nature de la violation, du nom de son auteur et du montant de la pénalité.

10 Publication

**15 232. Section 151 of the Act is repealed.**

15

**233. Sections 152 and 153 of the Act are replaced by the following:**

**152.** Rights to the use of land under any lease, easement or other interest in land that was granted under the *Territorial Lands Act* or the 20

Droits existants

regulations made under that Act, or under any territorial law, and that exist on December 22, 1998, with respect to a settlement area, or on March 31, 2000, with respect to any other portion of the Mackenzie Valley, continue in effect, subject to the terms and conditions of exercising those rights.

152. Les droits d'utilisation des terres dépendant d'un bail, d'une servitude ou d'un autre intérêt sur les terres accordé sous le régime soit 20 de la *Loi sur les terres territoriales*, soit d'une règle de droit territoriale, et, en ce qui touche une région désignée, existant le 22 décembre 1998 ou, en ce qui touche toute autre région de la vallée du Mackenzie, existant le 31 mars 25 2000, sont maintenus, ainsi que les conditions auxquelles leur exercice est assujetti.

Existing rights and interests

**153.** Licences issued under the *Northwest Territories Waters Act* respecting a use of waters or deposit of waste in a settlement area that exist 30 on December 22, 1998—and, respecting a use of waters or deposit of waste in another portion of the Mackenzie Valley, that exist on March 31, 2000—continue in effect and are deemed to be licences within the meaning of Part 3.

153. Les permis délivrés sous le régime de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* en ce qui touche une région désignée et existant 30 le 22 décembre 1998 ou, en ce qui touche toute autre région de la vallée du Mackenzie, existant le 31 mars 2000, sont maintenus et assimilés aux permis d'utilisation des eaux au sens de la partie 3.

Permis d'utilisation des eaux existants

Existing licences continued

**234. Sections 154 to 156 of the Act are repealed.**

**234. Les articles 154 à 156 de la même loi sont abrogés.**

**235. Subsection 157(2) of the Act is repealed.**

**235. Le paragraphe 157(2) de la même loi est abrogé.**

**236. Sections 158 and 159 of the Act are 40 repealed.**

**236. Les articles 158 et 159 de la même loi 40 sont abrogés.**

**237. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

Canadian Nuclear Safety Commission  
*Commission canadienne de sûreté nucléaire*

#### CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

##### *Access to Information Act*

R.S., c. A-1

1998, c. 25,  
s. 160(1)

**238. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading “OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS”:**

Gwich'in Land and Water Board  
*Office gwich'in des terres et des eaux*  
Sahtu Land and Water Board  
*Office des terres et des eaux du Sahtu*

R.S., c. P-21

##### *Privacy Act*

1998, c. 25,  
s. 167(1)

**239. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading “OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS”:**

Gwich'in Land and Water Board  
*Office gwich'in des terres et des eaux*  
Sahtu Land and Water Board  
*Office des terres et des eaux du Sahtu*

2005, c. 1

##### *Tlicho Land Claims and Self-Government Act*

**240. Section 95 of the *Tlicho Land Claims and Self-Government Act* is repealed.**

#### TRANSITIONAL PROVISIONS

Definitions

“other Act”  
*« autre loi »*

“regional panels”  
*« formations régionales »*

**241. The following definitions apply in this section and in sections 242 to 252.**

**“other Act” means the *Mackenzie Valley Resource Management Act*.**

**“regional panels” means the Gwich'in Land and Water Board, the Sahtu Land and Water Board and the Wekeezhii Land and Water Board that are continued as regional panels of the Mackenzie Valley Land and Water Board by subsections 99(2) and (2.1) of the**

**237. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Commission canadienne de sûreté nucléaire  
5 Canadian Nuclear Safety Commission 5

#### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

##### *Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

**238. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :**

10 Office des terres et des eaux du Sahtu  
*Sahtu Land and Water Board* 10  
Office gwich'in des terres et des eaux  
*Gwich'in Land and Water Board*

##### *Loi sur la protection des renseignements personnels*

L.R., ch. P-21

**239. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :**

Office des terres et des eaux du Sahtu  
*Sahtu Land and Water Board* 20  
20 Office gwich'in des terres et des eaux  
*Gwich'in Land and Water Board*

##### *Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho*

2005, ch. 1

**240. L'article 95 de la *Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho* est abrogé.**

25

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

**241. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 242 à 252.**

**« autre loi »** La *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*. 30

« autre loi »  
*“other Act”*

**« formations régionales »** L'Office gwich'in des terres et des eaux, l'Office des terres et des eaux du Sahtu et l'Office des terres et des eaux du Wekeezhii, qui sont devenus des formations régionales de l'Office des terres et 35

« formations régionales »  
*“regional panels”*

**other Act, as those subsections read immediately before the day on which section 193 comes into force.**

Licences,  
permits and  
authorizations  
continued

**242. (1) All licences, permits and other authorizations that are issued under Parts 3 and 4 of the other Act as those Parts read immediately before the day on which section 136 comes into force, are continued as licences, permits and other authorizations under Part 3 of the other Act, as that Part reads on that day, including any terms and conditions attached to them.**

For greater  
certainty

**(2) For greater certainty, the Mackenzie Valley Land and Water Board may exercise all its powers and perform all its duties and functions under Part 3 of the other Act, as that Part reads on the day on which section 136 comes into force, with respect to the licences, permits or other authorizations that are continued by subsection (1).**

For greater  
certainty —  
regional panels

**243. For greater certainty, the Mackenzie Valley Land and Water Board is, on the day on which section 136 comes into force, seized of any application that a regional panel had been seized of immediately before that day.**

For greater  
certainty —  
employees

**244. (1) For greater certainty, persons that were said to be employed, and agents, advisers and experts that were said to be engaged, by the regional panels before the day on which section 136 comes into force 30 are, on the day on which that section comes into force, employed and engaged by the Mackenzie Valley Land and Water Board.**

For greater  
certainty —  
rights and  
property

**(2) For greater certainty, all rights and property that were said to be held by or in the name of the regional panels before the day on which section 136 comes into force are, on the day on which that section comes into force, the rights and property of the Mackenzie Valley Land and Water Board.**

Members  
ceasing to hold  
office

**245. The members of the Mackenzie Valley Land and Water Board, including members of the regional panels, who held office immediately before the day on which section 136 comes into force cease to hold office on 45**

**des eaux de la vallée du Mackenzie en vertu des paragraphes 99(2) et (2.1) de l'autre loi, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 193.**

**242. (1) Les permis ou autres autorisations délivrés en vertu des parties 3 et 4 de l'autre loi, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 136, sont maintenus à titre de permis ou autres autorisations régis par la partie 3 de l'autre loi, 10 dans sa version à cette date, y compris les conditions dont ils sont assortis.**

5 Permis ou autres autorisations délivrés sous l'ancien régime

**(2) Il est entendu que l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie peut exercer les attributions qui lui sont conférées 15 par la partie 3 de l'autre loi, dans sa version à la date d'entrée en vigueur de l'article 136, à l'égard des permis ou autres autorisations visés au paragraphe (1).**

Précision

**243. Il est entendu que l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie est saisi, à la date d'entrée en vigueur de l'article 136, de toute demande dont une formation 25 régionale a été saisie avant cette date.**

Précision :  
formation  
régionale

**244. (1) Il est entendu que les personnes 25 qui sont, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 136, présentées comme étant des membres du personnel, des mandataires, des conseillers ou des experts des formations régionales sont, à la date d'entrée en vigueur 30 de cet article, des employés — ou des personnes au service — de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie.**

Précision :  
employés

**(2) Il est entendu que les droits et les biens 35 qui sont, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 136, présentés comme étant détenus par ou au nom des formations régionales appartiennent, à la date d'entrée en vigueur de cet article, à l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie.**

Précision : droits  
et biens

**245. La personne qui occupe le poste de membre de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie ou d'une formation régionale à la date d'entrée en vigueur de l'article 136 cesse de l'occuper à cette date. 45**

Terme : poste de  
membre

Deemed members

that day, but are eligible to be appointed to the Board in accordance with section 11 or 12, as the case may be, and subsection 54(2) of the other Act, as those provisions read on that day.

**246. (1)** Despite section 245, a member of the Mackenzie Valley Land and Water Board, including a member of a regional panel, who is not re-appointed as of the day on which section 136 comes into force is deemed to continue as a member of the Board until a final decision is made in respect of an application, or until the applicant withdraws an application, that is pending before the Board or the regional panel if, before the day on which section 136 comes into force, that member had been designated to dispose of that application and

- (a) that member has considered all the evidence produced in relation to it; or
- (b) a notice of hearing has been published in relation to it.

Limitation of powers, functions and duties

**(2)** A deemed member may exercise only the powers, and perform only the functions and duties, of a member that are necessary to dispose of the application in relation to which they are designated.

Designation

**(3)** The members and deemed members of the Mackenzie Valley Land and Water Board who, immediately before the day on which section 136 comes into force, are designated to dispose of an application that is pending are deemed, as of that day, to be designated under section 56 of the other Act, as that section reads on that day, to dispose of that application.

Designation

**247.** Any person who, immediately before the day on which section 177 comes into force, is designated as an inspector or analyst under subsection 35(1) of the *Northwest Territories Waters Act*, is deemed, as of that day, to be designated as an inspector or analyst under section 84(1) or (2), respectively, of the other Act, as that subsection reads on that day.

Elle est toutefois admissible à occuper le poste de membre de cet office en conformité avec les articles 11 ou 12 et du paragraphe 54(2) de l'autre loi, dans leur version à cette date.

5

Statut du membre

**246. (1)** Malgré l'article 245, le membre de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, y compris celui d'une formation régionale, dont le mandat n'est pas reconduit à la date d'entrée en vigueur de l'article 136 et qui, avant cette date, a été désigné pour l'instruction d'une demande dont cet office ou la formation a été saisi, est réputé occuper le poste de membre de cet office jusqu'à l'issue de celle-ci ou jusqu'à ce que le demandeur l'ait retirée, dans les cas suivants :

- a) il a examiné tous les éléments de preuve produits à l'égard de la demande;
- b) un avis a été publié pour la tenue d'une audience à l'égard de la demande.

**(2)** Toutefois, il ne peut exercer que les attributions nécessaires pour l'instruction de la demande.

Limitation des attributions

**(3)** Le membre — réputé ou non — de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie qui est désigné, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 136, pour l'instruction de la demande en cours est réputé être désigné à cette date pour l'instruction de celle-ci en vertu de l'article 56 de l'autre loi, dans sa version à cette date.

**247.** Les personnes désignées à titre d'inspecteur ou d'analyste en vertu du paragraphe 35(1) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 177, sont réputées, à cette date, être désignées à titre d'inspecteur ou d'analyste en vertu des paragraphes 84(1) et (2), respectivement, de l'autre loi, dans leur version à cette date.

Désignation

Remedial measures

**248. Any direction that was given by an inspector under subsection 37(1) of the Northwest Territories Waters Act immediately before the day on which section 177 comes into force, and that is in respect of lands in the Mackenzie Valley that are in a federal area as defined in section 51 of the other Act as that section reads on that day, is deemed on that day to be an order made under subsection 86.1(1) of the other Act, as that subsection reads on that day.**

Reservation of lands from disposition

**249. (1) Any order that was made by the Governor in Council under subsection 34(1) of the Northwest Territories Waters Act, before the day on which section 185 comes into force, and that is in respect of interests in lands in the Mackenzie Valley that are in a federal area as defined in section 51 of the other Act as it reads on that day, is deemed, on that day, to be an order made under subsection 91.1(1) of the other Act, as enacted by that section 185.**

Reservation of water rights

**(2) Any order that was made by the Governor in Council under subsection 34(2) of the Northwest Territories Waters Act, before the day on which section 185 comes into force, and that was in respect of lands in the Mackenzie Valley that are in a federal area, as defined in section 51 of the other Act as it reads on that day, is deemed, on that day, to be an order made under subsection 91.1(2) of the other Act, as enacted by that section 185.**

Time limits

**250. Any time limit that is applicable—on the day on which section 206 comes into force—to the exercise of a power or the performance of a duty or function, under Part 5 of the other Act, as it reads on that day, in relation to a proposal for a development, as defined in section 111 of the other Act, that was being undertaken immediately before the day on which that section 206 comes into force, is counted from that day.**

Ongoing proposals for development

**251. Part 5 of the other Act, as it read immediately before the day on which section 211 comes into force, continues to apply to a proposal for development, as defined in**

**248. Toute prise de mesures ordonnée par un inspecteur en vertu du paragraphe 37(1) de la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 177, à l'égard de terres de la vallée du Mackenzie qui sont situées dans une zone fédérale, au sens de l'article 51 de l'autre loi, dans sa version à cette date, est réputée, à cette date, avoir été ordonnée en vertu du paragraphe 86.1(1) de l'autre loi, dans sa version à cette date.**

Réparation

**249. (1) Les décrets pris par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 34(1) de la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 185, à l'égard d'intérêts dans des terres de la vallée du Mackenzie qui sont situées dans une zone fédérale, au sens de l'article 51 de l'autre loi, dans sa version à cette date, sont réputés, à cette date, avoir été pris en vertu du paragraphe 91.1(1) de l'autre loi, édicté par l'article 185.**

Biens-fonds non cessibles

**(2) Les décrets pris par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 34(2) de la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 185, à l'égard de terres de la vallée du Mackenzie qui sont situées dans une zone fédérale, au sens de l'article 51 de l'autre loi, dans sa version à cette date, sont réputés, à cette date, avoir été pris en vertu du paragraphe 91.1(2) de l'autre loi, édicté par l'article 185.**

Réservé à l'égard de droits d'utilisation des eaux

**250. Tout délai auquel est subordonné, à la date d'entrée en vigueur de l'article 206, l'exercice d'une attribution au titre de la partie 5 de l'autre loi, dans sa version à cette date, qui est liée à un projet de développement, au sens de l'article 111 de l'autre loi, entrepris avant cette date, commence à courir à compter de cette date.**

Délai

**251. La partie 5 de l'autre loi, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 211, continue de**

Projet de développement en cours

section 111 of the other Act, that, immediately before that day, was being considered by any of the following:

- (a) a designated regulatory agency, as defined in that section 111, for the purposes of sections 131 and 137 of the other Act, as those sections 131 and 137 read immediately before that day;
- (b) the Tlicho Government, as defined in section 2 of the other Act, for the purposes 10 of sections 131.1 and 137.1 of the other Act, as those sections 131.1 and 137.1 read immediately before that day;
- (c) the federal Minister and the responsible minister, as defined in that section 111; 15
- (d) the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board or one of its panels; or
- (e) a joint panel established under subsection 140(2), paragraph 141(2)(b) or (3)(a) 20 of the other Act or a review panel referred to in subsection 41(2) of the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012.*

**252. The provisions of the Northwest Territories Waters Regulations, that are made 25 under the Northwest Territories Waters Act, chapter 39 of the Statutes of Canada, 1992, that are in force immediately before the day on which section 182 comes into force, are deemed, as of that day, to have been made 30 under the other Act and shall remain in force, to the extent that they are not inconsistent with the other Act, as it reads on that day, until they are repealed or replaced.**

Northwest  
Territories  
Waters  
Regulations

Order in council

**253. (1) Sections 113, 116, 125 and 126, subsection 128(3), section 130, subsections 132(2) and (4) and 135(1), sections 139 and 140, subsections 141(1) and 142(2), sections 145 and 163, subsections 173(2), 174(1) and 40 175(3), sections 177, 182 and 185, subsection 187(2), sections 188 and 189, subsection 190(2), sections 192 and 194 to 198 and subsection 213(1) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council. 45**

#### COMING INTO FORCE

s'appliquer au projet de développement, au sens de l'article 111 de l'autre loi, dont sont saisis, avant cette date :

- a) un organisme administratif désigné, au sens de cet article 111, pour l'application des articles 131 et 137 de l'autre loi, dans leur version antérieure à cette date;
- b) le gouvernement tlicho, au sens de l'article 2 de l'autre loi, pour l'application des articles 131.1 et 137.1 de l'autre loi, 10 dans leur version antérieure à cette date;
- c) le ministre fédéral et le ministre compétent, au sens de cet article 111;
- d) l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mac- 15 kenzie ou l'une de ses formations;
- e) une formation conjointe visée au paragraphe 140(2) ou aux alinéas 141(2)b) ou (3)a) de l'autre loi ou une commission visée au paragraphe 41(2) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012).*

**252. Les dispositions du Règlement sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest pris en vertu de la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, chapitre 39 des Lois du Canada 25 (1992), qui sont en vigueur avant la date d'entrée en vigueur de l'article 182, sont réputées, à cette date, avoir été édictées par règlement pris en vertu de l'autre loi et demeurent en vigueur, dans la mesure où 30 elles ne sont pas incompatibles avec l'autre loi, dans sa version à cette date, jusqu'à leur 35 abrogation ou remplacement.**

Règlement sur  
les eaux des  
Territoires du  
Nord-Ouest

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

**253. (1) Les articles 113, 116, 125 et 126, le paragraphe 128(3), l'article 130, les paragraphes 132(2) et (4) et 135(1), les articles 139 et 140, les paragraphes 141(1) et 142(2), les articles 145 et 163, les paragraphes 173(2), 174(1) et 175(3), les articles 177, 182 et 185, le paragraphe 187(2), les articles 188 et 189, le 40 paragraphe 190(2), les articles 192 et 194 à 198 et le paragraphe 213(1) entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

Décret

Order in council	<p><b>(2) Section 112, subsection 115(2), sections 118 to 122 and 127, subsections 128(2) and (4) and 132(1) and (3), sections 133 and 134, subsection 135(2), sections 136 and 137, subsection 142(1), sections 143, 144, 146 to 162 and 164 to 172, subsections 174(2) and 175(2), sections 176, 179 to 181, 183, 184, 186, 191, 193 and 200, subsections 204(2), 224(1) and 226(2), (3) and (5), sections 227, 229, 230 and 238 to 240 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council that is made not earlier than one day after the day on which an order is made under subsection (1).</b></p>	Décret
Order in council	<p><b>(3) Section 117, subsections 141(2) and 159(2), section 203, subsection 204(1), sections 205 and 207, subsections 208(5) and 209(2), sections 210 and 211, subsections 214(1) and (4) and 215(2), sections 216 and 218, subsections 219(3), 222(4), 223(6) and 224(3) and sections 228 and 231 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council that is made not earlier than one day after the day on which an order is made under subsection (2).</b></p>	Décret
Order in council	<p><b>(4) Sections 178 and 225 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council that is made not earlier than one day after the day on which an order is made under subsection (3).</b></p>	Décret

---

Available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:  
Disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**